

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

CHARTRE

DE LA LANGUE FRANÇAISE

- 1) CAHIER EXPLICATIF**
- 2) RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**
- 3) RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
OPPOSITION OFFICIELLE**
- 4) RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

CHARTÉ
DE LA LANGUE FRANÇAISE

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

2014-2015

Cahier explicatif des crédits 2014-2015

TABLE DES MATIÈRES

1. La mission	3
2. Programme – 03 <i>Charte de la langue française</i>.....	4
- Éléments 01 - Coordination de la politique linguistique	4
- Éléments 02 - Office québécois de la langue française.....	5
- Éléments 03 - Conseil supérieur de la langue française.....	6
- Éléments 04 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française.....	6
3. Tableaux annexés	
1. Crédits 2014-2015 par élément et par supercatégorie.....	7
2. Tableau explicatif de l'évolution des crédits	9
3. Variation des crédits 2014-2015 et 2013-2014 par élément de programme .	10

1. LA MISSION

La ministre de la Culture et des Communications, madame Hélène David, est également ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la *langue française*. Elle est assistée par le Secrétariat à la politique linguistique qui a un mandat de coordination, de concertation et de promotion de la politique linguistique. De plus, la ministre a la responsabilité des trois organismes institués par la *Charte de la langue française* pour mettre en œuvre la politique linguistique québécoise. L'Office québécois de la langue française définit et conduit la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique, de terminologie ainsi que de francisation de l'Administration et des entreprises; il assure également le respect de la Charte et le suivi de l'évolution de la situation linguistique au Québec. Le Conseil supérieur de la langue française conseille la ministre sur toute question relative à la langue française au Québec. Enfin, la Commission de toponymie officialise les noms de lieux au Québec et diffuse la nomenclature géographique officielle du Québec.

La structure budgétaire du ministère de la Culture et des Communications se compose de trois programmes distincts :

Programme 01	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec
Programme 02	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État
Programme 03	<i>Charte de la langue française</i>

Le présent document ne traite que du programme 03 relatif aux crédits dévolus au dossier linguistique.

2. PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Les crédits de 28 229,7 k\$ alloués à la réalisation des mandats confiés aux organismes linguistiques sont regroupés dans un seul programme, qui se subdivise en quatre éléments :

- élément 01 Coordination de la politique linguistique
- élément 02 Office québécois de la langue française
- élément 03 Conseil supérieur de la langue française
- élément 04 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française.

Les tableaux 1, 2 et 3 annexés, présentent respectivement les crédits par élément de programme et par supercatégorie de dépenses, le détail de l'évolution des crédits 2014-2015 ainsi que la variation de ces crédits par rapport aux crédits 2013-2014.

ÉLÉMENT 01 - COORDINATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

L'élément de programme « Coordination de la politique linguistique » dont l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2014-2015 est de 1 588,0 k\$ regroupe les ressources du Secrétariat à la politique linguistique dont le mandat est de coordonner le développement et l'application de la politique linguistique québécoise et la mise en œuvre des mesures qui en découlent. À cet effet, le Secrétariat :

- . conseille la ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française, madame Hélène David, pour la mise en œuvre de la politique linguistique québécoise et intervient dans les dossiers qu'elle lui confie;
- . coordonne la conduite des travaux relatifs aux projets de modifications législatives ou réglementaires en matière de langue et agit comme soutien dans les dossiers judiciaires concernant la Charte de la langue française;
- . réalise les interventions nécessaires afin d'assurer la cohérence et le suivi des actions gouvernementales dans le domaine linguistique;

- . soutient et met en œuvre des actions concertées visant l'emploi, la qualité et la promotion du français au Québec;
- . fait connaître la politique linguistique au Québec et à l'étranger.

ÉLÉMENT 02 - OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'élément de programme « Office québécois de la langue française » est de loin le plus important en termes budgétaires puisque son enveloppe prévue pour l'année 2014-2015 est de 24 368,0 k\$.

L'Office définit et conduit la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique, de terminologie ainsi que de francisation de l'Administration et des entreprises. Il est également chargé d'assurer le respect de la Charte de la langue française.

De plus, l'Office surveille l'évolution de la situation linguistique au Québec et en fait rapport au moins tous les cinq ans à la ministre, notamment en ce qui a trait à l'usage et au statut de la langue française ainsi qu'aux comportements et attitudes des différents groupes linguistiques.

Enfin, l'Office veille à ce que le français soit la langue normale et habituelle du travail, des communications, du commerce et des affaires dans l'Administration et les entreprises. Il peut notamment prendre toute mesure appropriée pour assurer la promotion du français. Il aide à définir et à élaborer les programmes de francisation prévus par la *Charte de la langue française*.

L'Office a également sous sa responsabilité administrative la Commission de toponymie qui a pour mission de proposer des critères de choix et les règles d'écriture des noms de lieux, de procéder à l'inventaire et à la conservation de ces derniers, à leur officialisation et à leur diffusion.

ÉLÉMENT 03 - CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'élément de programme « Conseil supérieur de la langue française », dont l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2014-2015 s'élève à 1 275,7 k\$, a essentiellement pour mandat de conseiller la ministre sur toute question relative à la langue française au Québec.

À ce titre, le Conseil donne son avis à la ministre sur toute question que celle-ci lui soumet et saisit la ministre de toute question qui, selon lui, appelle l'attention du gouvernement.

De plus, dans l'accomplissement de sa mission, le Conseil peut recevoir et entendre les observations de personnes ou de groupes, et effectuer des études et recherches qu'il juge nécessaires.

En outre, il peut informer le public sur toute question relative à la langue française au Québec.

ÉLÉMENT 04 - PROVISION POUR AUGMENTER, AVEC L'APPROBATION DU CONSEIL DU TRÉSOR, TOUT CRÉDIT POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'élément de programme « Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française » dont l'enveloppe prévue pour l'année 2014-2015 est de 998,0 k\$ sert à financer des activités de promotion de la langue française.

En 2014-2015, cette provision sera notamment utilisée pour soutenir des mesures de promotion de la langue française et des mesures d'accompagnement pour la mise en œuvre de la politique linguistique québécoise.

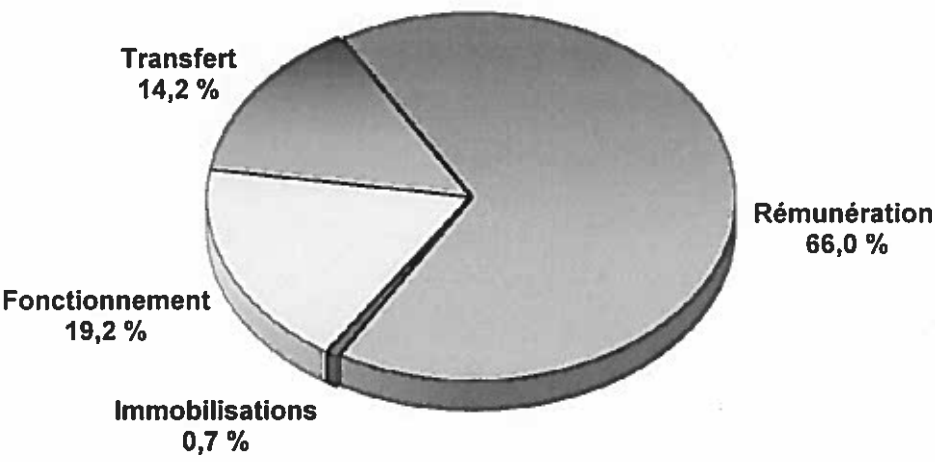
Tableau 1

PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
CRÉDITS 2014-2015 PAR ÉLÉMENT ET PAR SUPERCATÉGORIE
(K \$)

SUPERCATÉGORIE	Coordination de la politique linguistique	Office québécois de la langue française	Conseil supérieur de la langue française	Provision Promotion de la langue française	TOTAL DU PROGRAMME 03
	ÉLÉMENT 01	ÉLÉMENT 02	ÉLÉMENT 03	ÉLÉMENT 04	
RÉMUNÉRATION	1 197,0	16 907,1	750,7	0,0	18 854,8
FONCTIONNEMENT (EXCLUANT AMORTISSEMENT)	158,0	4 192,1	499,5	288,0	5 137,6
TRANSFERT	228,0	3 078,8	16,5	710,0	4 033,3
IMMOBILISATIONS	5,0	190,0	9,0	0,0	204,0
GRAND TOTAL	1 588,0	24 368,0	1 275,7	998,0	28 229,7

GRAPHIQUE 1
RÉPARTITION DES CRÉDITS TOTAUX PAR SUPERCATÉGORIE

Total : 28 229,7 k\$



PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

CRÉDITS 2014-2015 PAR ÉLÉMENT ET PAR SUPERCATÉGORIE

(K \$)

GRAPHIQUE 2
RÉPARTITION DES CRÉDITS TOTAUX PAR ÉLÉMENT DE PROGRAMME

Total : 28 229,7 k\$

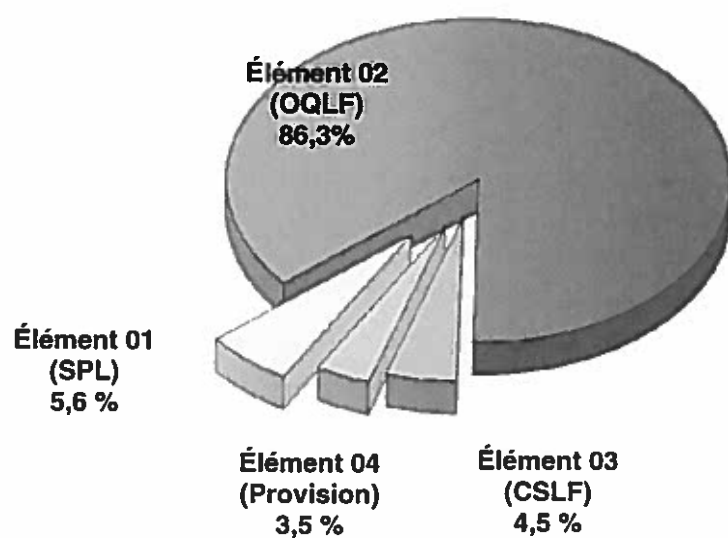


Tableau 2

PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

TABLEAU EXPLICATIF DE L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS

TABLEAU EXPLICATIF DE L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS	
	k \$
LIVRE DES CRÉDITS 2013-2014	28 955,6
ÉCART	(725,9)
L'écart des crédits 2014-2015 du programme Charte de la langue française comparativement à ceux de 2013-2014 s'explique notamment par les mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016.	
LIVRE DES CRÉDITS 2014-2015	28 229,7

Tableau 3

PROGRAMME 03 - CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
VARIATION DES CRÉDITS DE 2014-2015 ET 2013-2014

	2014-2015	2013-2014	Variation	
	k\$	k\$	k\$	%
1. Coordination de la politique linguistique	1 588,0	1 688,6	(100,6)	-6,0%
2. Office québécois de la langue française	24 368,0	24 718,3	(350,3)	-1,4%
3. Conseil supérieur de la langue française	1 275,7	1 400,7	(125,0)	-8,9%
4. Provision pour augmenter avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la la réalisation d'activités de promotion de la langue française	998,0	1 148,0	(150,0)	-13,1%
TOTAL DU PROGRAMME 03	28 229,7 \$	28 955,6 \$	(725,9) \$	-2,5%

CHARTRE
DE LA LANGUE FRANÇAISE

**DEMANDE DE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

2014-2015

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
1	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;g) la liste des ententes signées ou annoncées; le cas échéant;h) les détails de ces ententes;i) les résultats obtenus à ce jour;j) les investissements annoncés, le cas échéant.	RG 1
2	<p>Pour chaque voyage en avion ou en hélicoptère <u>au Québec</u> par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates de départ et/ou de retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	RG 9
3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celle sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;b) le nom des firmes de publicité;c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	RG 10

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p><u>Par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; <p><u>Par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;e) le but visé par chaque dépense;f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;g) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;h) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);i) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.	RG 17
5	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisées par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;b) le but recherché par chaque dépense. <p><u>Organisées par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">c) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;d) le nom de la ou des firmes de publicité;e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);f) le nom des fournisseurs et des consultants;g) le but visé par chaque dépense.	RG 20
6	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisées par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;b) le but visé par chaque dépense.	RG 26

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;d) l'échéancier;e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	RG 24
8	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;b) la grille d'évaluation des soumissions;c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	RG 36
9	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisé par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;d) le montant accordé;e) les motifs de la demande;f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.	RG 37
10	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le coût;d) l'échéancier;e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	RG 38

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
11	Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.	RG 39
12	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom du projet;b) la nature du projet;c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;e) les plus récentes évaluations du coût du projet;f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;j) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.	RG 40
13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministère, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) le distributeur d'eau de source;e) le remboursement des frais de transport;f) le remboursement des frais d'hébergement;g) le remboursement des frais de repas;h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">I. au QuébecII. à l'extérieur du Québec.	RG 41

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
14	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables.	RG 45
15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <u>35 ans et plus</u>;b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <u>35 ans et moins</u>;c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leurs valeur estimée;e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	RG 48

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
	<p>j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</p> <p>k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</p> <p>l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</p> <p>m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.</p>	
16	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :</p> <p>a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;</p> <p>b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</p> <p>c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;</p> <p>d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>	RG 63
17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>a) l'emplacement de la location;</p> <p>b) la superficie totale pour chaque local loué;</p> <p>c) la superficie totale réellement occupée;</p> <p>d) la superficie inoccupée;</p> <p>e) le coût de location au mètre carré;</p> <p>f) le coût de ladite location;</p> <p>g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</p> <p>h) la durée du bail;</p> <p>i) le propriétaire de l'espace loué;</p> <p>j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>	RG 66
18	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.</p>	RG 70

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;b) le titre de la fonction;c) l'adresse du port d'attache;d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;e) la prime de départ versée, le cas échéant;f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;h) la description de tâches;i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;j) le nombre total d'employés au cabinet;k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	RG 71
20	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;b) la circonscription électorale;c) le montant attribué;d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	RG 72
21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de la personne;b) le poste occupé;c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;d) l'assignation initiale;e) la date de l'assignation hors structure;f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	RG 74

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2014-2015.	RG 75
23	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.	RG 76
24	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	RG 77
25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; e) la réservation de loges; f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	RG 80
26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.	RG 84

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
27	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste;b) les mandats;c) les contrats octroyés pour chaque mandat;d) le résultat du travail effectué;e) les échéances prévues;f) les sommes impliquées.	RG 98
28	<p>Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.</p>	RG 99
29	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;c) le nombre total des demandes reçues;d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.	RG 102
30	<p>La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le coût (déplacements, etc.);b) le nombre de ressources affectées;c) le nombre de rencontres;d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	RG 103
31	<p>La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>	RG 104
32	<p>Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.</p>	RG 105

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
33	Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.	RG 106
34	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et prévisions 2014-2015.	RG 107
35	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	RG 108
36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	RG 109
37	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.	RG 112
38	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	RG 113
39	<p>Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.</p>	RG 114

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis par le groupe de l'opposition officielle

		PAGE
40	<p>Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.</p>	RG 115
41	<p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.</p>	RG 116
42	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>a) le nombre d'autorisations;</p> <p>b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);</p> <p>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;</p> <p>d) le montant accordé;</p> <p>e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;</p> <p>f) les motifs de la demande;</p> <p>g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.</p>	RG 117
43	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): la masse salariale.</p>	RG 118
44	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le taux d'absentéisme.</p>	RG 119
45	<p>Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.</p>	RG 120

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

1 - Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées; le cas échéant;
- h) les détails de ces ententes;
- i) les résultats obtenus à ce jour;
- j) les investissements annoncés, le cas échéant.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucun voyage hors Québec n'a été effectué pour l'année financière 2013-2014.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.;
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées; le cas échéant;
- h) les détails de ces ententes;
- i) les résultats obtenus à ce jour;
- j) les investissements annoncés, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

But du voyage	Date	Coût
Canada, Winnipeg (Manitoba)	2 au 6 octobre 2013	3 941 \$

André Gagnon, directeur de la Commission de toponymie
Marie-Ève Bisson, agente de recherche et géographe

Participer à la réunion annuelle de la Commission de toponymie du Canada, dont est membre la CTQ, ainsi qu'aux réunions du Comité consultatif de l'automatisation et de la délimitation(CCAD) et du Comité consultatif sur la nomenclature, les politiques et les recherches (CCNPR).

Personnes rencontrées : Les membres de la Commission de toponymie du Canada, qui est formée de 27 membres provenant de provinces et territoires du Canada.

Bilan et résultat : Valorisation de l'expertise toponymique de la Commission et du Québec. Actualisation des liens institutionnels et échanges avec des spécialistes canadiens du domaine et des représentants des réseaux et des organisations spécialisées. La réunion annuelle est l'occasion d'échanger sur les procédures de traitement géographique utilisées par les différentes autorités, sur l'utilisation de données numériques, sur les politiques cartographiques et terminologiques, sur les projets de recherche en cours, etc.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées; le cas échéant;
- h) les détails de ces ententes;
- i) les résultats obtenus à ce jour;
- j) les investissements annoncés, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

France , Paris

12 au 20 octobre 2013

9 069 \$

Danielle Turcotte, directrice générale des services linguistiques
Xavier Darras, coördonnateur de la production terminologique

Participer à l'Assemblée générale et à la journée scientifique du Réseau panlatin de terminologie (REALITER) et y présenter une conférence sur l'implantation terminologique, en vue de faire connaître les politiques linguistiques du gouvernement du Québec. Rencontrer des partenaires du réseau REALITER et du reste de la Francophonie (DGLFLF, OIF, Service de la langue française de la Fédération Wallonie-Bruxelles, etc.) en vue de renforcer les partenariats existants ou d'en créer de nouveaux et d'enrichir *Le grand dictionnaire terminologique* (GDT) de données multilingues.

Personnes rencontrées : les membres du réseau REALITER, qui comprend des personnes, des institutions et des organismes de pays de langues néolatines actifs en terminologie.

Bilan et résultat : valorisation de l'expertise de l'Office québécois de la langue française et du Québec en matière d'aménagement linguistique et de terminologie; actualisation des liens institutionnels et échanges avec des spécialistes du domaine et des représentants des réseaux et des organisations spécialisées, en vue de réaliser en partenariat divers travaux visant à enrichir *Le grand dictionnaire terminologique*, notamment, avec le Service de la langue française de la FWB, sur la terminologie des écrans tactiles.

France, Paris

25 octobre au 2 novembre 2013

367 \$

Michel Renaud, conseiller en francisation

Dans le cadre du projet 64-251 agréé pour 2013-2014 par la Commission permanente de coopération franco-québécoise (Outils numériques pour le développement d'une stratégie linguistique d'entreprise), une mission a été

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées; le cas échéant;
- h) les détails de ces ententes;
- i) les résultats obtenus à ce jour;
- j) les investissements annoncés, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

réalisée afin de tenir des réunions de travail avec la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, partenaire français du projet. Ces réunions ont notamment permis de mettre au point les questionnaires d'auto-évaluation qui seront éventuellement intégrés au site www.francaisautravail.org. Une rencontre avec des représentants de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes(DGCCRF) a également été tenue, notamment en vue de discuter du traitement des infractions de faible gravité à la Loi Toubon.

Personnes rencontrées : l'équipe française du projet « Outils numériques pour le développement d'une stratégie linguistique d'entreprise », dont MM. Thibault Grouas et David Fitoussi, de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, ainsi que M. Aurélien Hauser, de la DGCCRF.

Bilan et résultat : valorisation de l'expertise de l'Office québécois de la langue française et du Québec en matière de francisation des entreprises.

Canada, Toronto (Ontario)	22-23 novembre 2013	573 \$
---------------------------	---------------------	--------

Danielle Turcotte, directrice générale des services linguistiques

À l'invitation de l'Alliance française de Toronto, faire pendant l'après-midi du 22 novembre une présentation sur l'OQLF auprès du personnel enseignant de l'AFT et, en soirée, représenter l'Office lors d'une table ronde intitulée « Le français est-il soluble dans le 21e siècle? » Cette table ronde s'inscrit dans la programmation culturelle de l'Alliance française de Toronto. » L'AFT a défrayé une partie des coûts de ce déplacement.

Personnes rencontrées : personnel enseignant de l'Alliance française et participants à la table ronde.

Bilan et résultat : valorisation de l'expertise de l'Office québécois de la langue française en matière de terminologie et d'aménagement linguistique.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées; le cas échéant;
- h) les détails de ces ententes;
- i) les résultats obtenus à ce jour;
- j) les investissements annoncés, le cas échéant.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Belgique, Bruxelles

18 au 24 novembre 2013

9 230 \$

Jacques Beauchemin, président-directeur général p.i. de l'OQLF

Claire Martin, secrétaire à la coopération linguistique

Dominic Anctil, professeur au département de didactique de l'Université de Montréal

Participer à la réunion annuelle du réseau francophone OPALE (organismes de politique et d'aménagement linguistiques de France, de Belgique francophone, de Suisse romande et du Québec) ainsi qu'au colloque « Pour un français convivial : s'approprier la langue », organisé en marge de la réunion par le Conseil de langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles. La participation au colloque de M. Dominic Anctil, de l'Université de Montréal, a été prise en charge par l'Office. M. Anctil a prononcé une conférence intitulée : « Un meilleur enseignement lexical pour une plus grande appropriation de la langue ». Une visite à la Délégation générale du Québec à Bruxelles était également au programme de la mission.

Personnes rencontrées : Les membres du réseau OPALE, dont M. Xavier North, délégué général à la langue française et aux langues de France, M. Jean-Marie Klinkenberg, président du Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles et M. François Grin, président de la Délégation à la langue française de Suisse romande, ainsi que M^{me} Imma Tor, directrice de la langue française à l'Organisation internationale de la Francophonie et M^{me} Caroline Émond, déléguée générale du Québec à Bruxelles.

Bilan et résultat : Actualisation des liens institutionnels avec les responsables des organismes de gestion linguistique de France, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de Suisse romande ainsi qu'avec l'OIF. Valorisation de l'expertise de l'Office québécois de la langue française et du Québec en matière d'aménagement linguistique et de promotion du français et valorisation de l'expertise québécoise en matière de didactique du français.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées; le cas échéant;
- h) les détails de ces ententes;
- i) les résultats obtenus à ce jour;
- j) les investissements annoncés, le cas échéant.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Canada, Ottawa (Ontario) 13-14 février 2014 0 \$

Marie-Ève Bisson, agente de recherche et géographe

Sur invitation du président de la Commission de toponymie du Canada (CTC), participation à une session de travail concernant la planification stratégique de cet organisme, dont est membre la CT.

Le renouvellement de la planification stratégique est l'occasion de s'assurer que la CTC, dans son évolution, continue de répondre aux besoins de ses membres et que ses priorités en matière de toponymie collent à celles du Québec.

Des participants de différentes provinces et de différents ministères fédéraux ont pris part à l'exercice.

Personnes rencontrées : Les membres du comité de la planification stratégique de la Commission de toponymie du Canada.

Bilan et résultat : Valorisation de l'expertise toponymique de la Commission et du Québec.

France, Paris et Italie, Rome 15 au 20 mars 2014 120 \$

Michel Renaud, conseiller en francisation

À l'invitation de la Délégation du Québec à Rome, participer le 18 mars à la table ronde organisée dans le cadre des Journées romaines de la Francophonie. L'objectif de la table ronde était de sensibiliser le monde du travail à l'importance des langues, et plus particulièrement du français, dans le contexte professionnel actuel. M. Renaud a été invité à parler du projet franco-québécois « Bonnes pratiques linguistiques dans les entreprises », réalisé en 2011-2012 et 2012-2013 en collaboration avec la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, avec le soutien de la 63^e Commission permanente de coopération franco-québécoise.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées; le cas échéant;
- h) les détails de ces ententes;
- i) les résultats obtenus à ce jour;
- j) les investissements annoncés, le cas échéant.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

À l'invitation de la Délégation générale du Québec à Paris, participer le 19 mars à une soirée-conférence organisée par la DGQP sur le thème des bonnes pratiques linguistiques en entreprise, avec comme co-conférencier M. Claude Truchot de l'Université de Strasbourg.

Tenue d'une réunion de travail avec l'équipe française du projet « Outils numériques pour le développement d'une stratégie linguistique d'entreprise » (projet 64-251 de la CPCFQ).

Personnes rencontrées : À Paris, l'équipe française du projet « Outils numériques pour le développement d'une stratégie linguistique d'entreprise » (MM. Thibault Grouas et David Fitoussi, de la DGLFLF), M. Michel Robitaille, délégué général du Québec et le personnel de la DGQP ainsi que les participants à la soirée tenue à la résidence du Délégué général. À Rome, M^{me} Daniela Renosto, déléguée du Québec et le personnel de la Délégation, et les participants à la table ronde, notamment les ambassadeurs de France, du Maroc et de Bulgarie en Italie.

Bilan et résultat : Valorisation des projets de coopération franco-québécois en matière de langue française et de l'expertise de l'Office québécois de la langue française et du Québec en matière de francisation des entreprises.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées; le cas échéant;
- h) les détails de ces ententes;
- i) les résultats obtenus à ce jour;
- j) les investissements annoncés, le cas échéant.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Bruxelles (BELGIQUE)

Du 18 au 24 novembre 2013

Robert Vézina, président

4 553,45 \$

Monique Lachance, directrice de l'information

But

Rencontre de la déléguée générale du Québec à Bruxelles, madame Caroline Émond, dans les bureaux de la DGQB, le 19 novembre.

Participation à la réunion statutaire annuelle des membres du réseau des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE) ainsi qu'au Colloque OPALE 2013, qui ont eu lieu du 20 au 22 novembre au Palais des Académies et à la Maison de la francité. Organisé en 2013 par la Fédération Wallonie-Bruxelles, le colloque avait pour titre « Pour un français convivial – S'approprier la langue ».

Personnes rencontrées

- Caroline Émond, déléguée générale du Québec à Bruxelles
- Jean-Marie Klinkenberg, président du Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- François Grin, Délégation à la langue française, Suisse romande
- Xavier North, délégué général à la Délégation générale à la langue française et aux langues de France
- Imma Tor Faus, Organisation internationale de la francophonie

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

2 - Pour chaque voyage en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) l'itinéraire et les dates de départ et/ou de retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucune dépense de cette nature.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celle sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
 - b) le nom des firmes de publicité;
 - c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

	FOURNISSEURS	TIRAGE	COÛT	ÉDITION
Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015 - feuillets marque-place	Imprimerie Héon et Nadeau Ltée	350	381 \$	Septembre 2013

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

- 3 - Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
 - b) le nom des firmes de publicité;
 - c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

- A. Aucune publicité
- B. Articles promotionnels

Articles promotionnels	Fournisseurs	Tirage	Coût	Édition
Affiche : <i>Le nom de lieu</i> pour la Commission de toponymie	Mono-Lino inc	1	202 \$	Novembre 2013
Bannière pour le colloque de l'OTTIAQ	Lamcom technologies inc.	1	262 \$	Novembre 2013
Bannière pour le salon Intercaf	Lamcom technologies inc.	1	138 \$	Mai 2013
Tablettes non adhésives pour le réseau des langagiers	Voodoo objets promotionnels inc.	1050	1 738 \$	Mars 2014
Cartons promotionnels du commissaire à la qualité des services de l'OQLF et de la CT	Graphiscan	1500	261 \$	Avril 2013
Étiquettes <i>Vendredi fou</i>	Au Point – Reprotech	1000	419 \$	Septembre 2013
Signets : <i>Les bonnes pratiques linguistiques dans les entreprises</i>	Au Point – Reprotech	1800	576 \$	Octobre 2013
Affiche : <i>Les bonnes pratiques linguistiques dans les entreprises</i>	Lamcom technologies inc.	1	40 \$	Février 2014
Papillons adhésifs pour les outils en lignes de la DGSL, soit le GDT et la BDL	Mão Créateur d'impact	3000	1 560 \$	Janvier 2014

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le nom des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Articles promotionnels	Fournisseurs	Tirage	Coût	Édition
Dépliants pour les subventions : associations et TIC	Au Point – Reprotech Au Point – Reprotech	4000 3000	998 \$ 768 \$	Novembre 2013 Décembre 2013
Dépliants traitement des plaintes étape par étape	J.B. Deschamps inc.	2000	660 \$	Octobre 2013
Dépliants d'information <i>Le français un tremplin pour exercer une profession au Québec</i>	Au Point – Reprotech Au Point – Reprotech	2000 4000	382 \$ 674 \$	Septembre 2013 Novembre 2013
Dépliants d'information <i>Le français et les produits de consommation</i>	Au Point – Reprotech.	2000	382 \$	Septembre 2013
Dépliants d'information <i>Le français dans l'affichage public et la publicité commerciale</i>	Groupe Laurier Groupe Laurier	3000 2000	593 \$ 310 \$	Mai 2013 Juin 2013
Dépliants d'information <i>Les noms d'entreprise</i>	Groupe Laurier Groupe Laurier	1500 2000	297 \$ 310 \$	Mai 2013 Juin 2013
Dépliants d'information <i>Le français dans les manifestations commerciales et scientifiques</i>	Groupe Laurier	2000	310 \$	Juin 2013
Dépliants d'information <i>La démarche de francisation</i>	Au Point – Reprotech	2000	445 \$	Avril 2013
Dépliants d'information <i>Le comité de francisation</i>	Au Point – Reprotech	2000	445 \$	Avril 2013
Dépliants d'information <i>Les ententes particulières</i>	Au Point – Reprotech	2000	383 \$	Septembre 2013

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

- 3 - Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
 - b) le nom des firmes de publicité;
 - c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Articles promotionnels	Fournisseurs	Tirage	Coût	Édition
Dépliants d'information <i>Les services et les publications de l'Office québécois de la langue française</i>	Au Point – Reprotech	2000	445 \$	Avril 2013
Brochures : <i>Vocabulaire panlatin de la nanotechnologie</i>	J.B. Deschamps inc.	500	2 929 \$	Avril 2013
Francofête 2014 Dépliants pour la promotion du <i>Concours Mérites du français dans les TI</i>	Impression BT Impression BT	3000 2000	700 \$ 750 \$	Octobre 2013 Novembre 2013
Francofête 2014 Objets promotionnels (sacs et stylos)	Mão Créateur d'impact	sac 1155 stylo 1680	3 356 \$	Février 2014

C. Aucune commandite

D. Communiqués de presse

• Les Mercuriades 2013 : un Mérite du français à Osler, Hoskin et Harcourt	Réseau du Québec – tous	13 \$	Avril 2013
• L'OCTAS du français dans les TI est décerné à Bombardier Aéronautique	Réseau du Québec – tous Diffusion sur internet - français	26 \$ 50 \$	Mai 2013
• L'Office dénonce la pratique de certains médias	Réseau du Québec – tous	13 \$	Juin 2013

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le nom des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

<ul style="list-style-type: none"> Une nouvelle étude permet de mieux comprendre la langue d'adoption des allophones de Montréal 	Réseau du Québec – tous	13 \$	Août 2013
<ul style="list-style-type: none"> L'Office québécois de la langue française modernise ses pratiques 	Réseau du Québec – tous Service aux hebdomadaires – tous le Québec	31 \$ 4 \$	Octobre 2013
<ul style="list-style-type: none"> Le Vendredi fou : une journée emballante pour magasiner en français ! 	Réseau du Québec – tous Service de télécopie : Service aux hebdomadaires – français	21 \$ 2 \$	Novembre 2013
<ul style="list-style-type: none"> Les Mérites du français 2014 – Faisons rayonner le français ! 	Réseau du Québec – tous Journaux hebdomadaires du Québec	21 \$ 4 \$	Décembre 2013
<ul style="list-style-type: none"> Les prix Francopub 2014 sont lancés ! La composition du jury des prix Francopub est dévoilée ! 	Réseau du Québec – tous Journaux hebdomadaires du Québec	21 \$ 4 \$	Janvier 2014
<ul style="list-style-type: none"> <i>Le grand dictionnaire terminologique</i> version mobile : des millions de termes à portée de main Prix Francopub : votez pour votre publicité préférée ! 	Réseau du Québec – tous Journaux hebdomadaires du Québec	42 \$ 6 \$	Février 2014

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

- 3 - Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
 - b) le nom des firmes de publicité;
 - c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

<ul style="list-style-type: none">La Francofête 2014 : pour la volonté et le plaisir de vivre en françaisL'Office québécois de la langue française remet les prix Francopub 2014Dany Laferrière et Hélène Cajolet-Laganière honorés à l'occasion de la FrancofêteL'Office québécois de la langue française honore des personnalités et des organisations	Réseau du Québec – tous Journaux hebdomadaires du Québec	93 \$ 16 \$	Mars 2014
TOTAL		380 \$	

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celle sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le nom des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucune dépense.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- g) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- h) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- i) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucune dépense de cette nature.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- g) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- h) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- i) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Événements organisés par l'organisme

Événement	Mandat	Coût	Date
Conférence de presse sur la modernisation des pratiques de l'OQLF	Présentation des nouvelles façons de faire dans le traitement des plaintes reçues à l'OQLF et dans le suivi accordé aux plaignants; annonce de la mise en place de la fonction de commissaire à la qualité des services	1 321 \$	18 octobre 2013
Lancement de la Francofête 2014	Organisation de l'activité de lancement	2 016 \$	10 mars 2014

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- g) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- h) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- i) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014 (contrats de gré à gré)

Type d'événement	But visé	Fournisseurs	Coût global
Cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier à l'Assemblée nationale le 26 septembre 2013	<p>L'Ordre des francophones d'Amérique a pour but de reconnaître les mérites de personnes qui se consacrent au maintien et à l'épanouissement de la langue française en Amérique.</p> <p>Le Prix du 3-Juillet-1608 est remis à une organisation pour des services exceptionnels rendus à une collectivité de langue française et à l'ensemble de la francophonie nord-américaine.</p> <p>Le prix littéraire Émile-Ollivier récompense une œuvre, dans la catégorie du roman, de la nouvelle, du récit, de l'essai littéraire, de la poésie ou du théâtre, publiée en français par une maison d'édition canadienne de l'extérieur du Québec et membre du Regroupement des éditeurs canadiens-français.</p>	Allard, Clément Assemblée nationale Atelier Expressart CNW Telbec Dompteurs de souris Dumontet, Marie-Ève Fleur concept Goulet, Caroline Gravures A. Desmarais Martin, Diane Laflamme, Marilyn Laliberté, Karina Restaurant Le Parlementaire	19 902 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

5 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but recherché par chaque dépense.

Organisées par une firme externe :

- c) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- d) le nom de la ou des firmes de publicité;
- e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- f) le nom des fournisseurs et des consultants;
- g) le but visé par chaque dépense.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucune dépense de cette nature.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

5 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but recherché par chaque dépense.

Organisées par une firme externe :

- c) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- d) le nom de la ou des firmes de publicité;
- e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- f) le nom des fournisseurs et des consultants;
- g) le but visé par chaque dépense.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Firme Adviso conseil inc.

Formation pour le personnel de la direction des communications sur l'utilisation des médias sociaux : animation de communautés, vigie et relations publiques.

Coût : 3 000 \$

Université du Québec à Montréal

Maîtriser les techniques de rédaction d'un discours.

Coût pour une journée de formation pour un employé : 511,64 \$

Université du Québec à Montréal

Comment réécrire un texte en communication publique.

Coût pour une journée de formation pour un employé : 511,64 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

5 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but recherché par chaque dépense.

Organisées par une firme externe :

- c) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- d) le nom de la ou des firmes de publicité;
- e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- f) le nom des fournisseurs et des consultants;
- g) le but visé par chaque dépense.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014 (inscription à des activités)

- Création de documents accessibles avec Word 2007-2010 225 \$
Centre de services partagés du Québec

But recherché : apprendre à utiliser les outils spécialisés permettant de créer ou de corriger des documents selon les exigences inhérentes au standard du gouvernement du Québec de manière à ce qu'ils deviennent accessibles aux personnes handicapées.

- Journée conférence – Printemps des réseaux sociaux 229 \$
Colloquium collaboration et intelligence d'affaires

But recherché : augmentation des connaissances sur les médias sociaux, partage d'expertise et réseautage.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

6 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) le nom du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Fournisseur	Objet de contrat	Montant
Atelier La Parure	Prix du Québec - Réalisation de 13 exemplaires du coffret de la médaille des prix du Québec 2013	5 200 \$
Bordeleau, Francine	Prix du Québec - Rédaction de biographies pour les Prix Athanase-David et Gérard-Morisset	1 300 \$
De Billy, Hélène	Prix du Québec - Rédaction de biographies pour le Prix Denise-Pelletier	650 \$
Delorme, Nicole	Analyse des documents d'information dans le cadre du projet de loi 14	2 500 \$
Déménagement et Transport Dolbec	Déménagement et aménagement des biens meubles gouvernementaux pour les bureaux de Québec	2 780 \$
Entre les heures inc.	Stratégie commune d'intervention du Grand Montréal 2013-2015 – Préparer un plan d'action 2013-2014, développer des projets, rédiger des documents, organiser des rencontres et coordonner des groupes de travail.	2 920 \$
Émond, Ariane	Prix du Québec - Rédaction d'une biographie pour le Prix Georges-Émile-Lapalme	650 \$
Galarneau, France	Prix du Québec - Révision linguistique pour les biographies Prix du Québec	405 \$
Galarneau, France	Prix du Québec - Communiqué de presse reprenant les 7 biographies Prix du Québec	495 \$
Gagnon, François-Marc	Prix du Québec - Rédaction d'une biographie pour le Prix Paul-Émile-Borduas	650 \$
Gestar	Soutien annuel du logiciel de gestion documentaire Documentik	869 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Fournisseur	Objet de contrat	Montant
Graveur JR inc.	Prix du Québec 2013 - Gravure de 14 médailles des Prix du Québec 2013	1 505 \$
Imprimerie Héon et Nadeau Ltée	Impression 350 feuillets marque-place « Le français notre affaire à tous »	381 \$
Joël Raiffaud et associés	Déclasser, inventorier, indexer et saisir dossiers dans Documentik.	19 989 \$
Kevlar – Le Cartier	Service d'entretien des bureaux du SPL à Québec	273 \$
Réseau Internet Québec inc.	Hébergement du site internet du SPL	4225 \$
Roy, André	Prix du Québec - Rédaction de 2 biographies pour les Prix Albert-Tessier et Guy Mauffette	1 350 \$
Roy, Jean	Préparer les dossiers et effectuer les recherches préalables à la réalisation de la tournée ministérielle sur l'application de la Charte de la langue française	1 280 \$
Spectre Centre d'impression numérique inc.	Impression du rapport annuel de la Stratégie commune 2008-2013	2 200 \$
Vitrine culturelle de Montréal	Prix du Québec - Location du hall de la Vitrine pour l'annonce des Prix du Québec	500 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

- 7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) le nom du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

LISTE DES CONTRATS NÉGOCIÉS DE MOINS DE 25 000 \$
POUR 2013-2014

DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE ET DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Adviso conseil inc.	Formation pour le personnel de la direction des communications sur l'utilisation des médias sociaux : animation de communautés, vigie et relations publiques	3 000 \$
Association Québec-France	Francofête 2014 : Réalisation de différentes activités dans les régions du Québec	6 500 \$
Association des travailleurs autonomes et micro-entreprises en services linguistiques ATAMESL	Location d'un emplacement au Salon des langagiers	1 000 \$
Association québécoise des professeurs de français (AQPF)	Location d'un emplacement au Congrès de l'AQPF	1 492 \$
Au point - Reprotech	Impression du Rapport annuel de gestion 2012-2013	3 314 \$
Bernard et fils traiteur inc.	Francofête 2014 : service de traiteur pour le lancement au Café du Monument National	975 \$
Bicom inc.	Francofête 2014 : appuyer l'OQLF dans une offensive de relations de presse visant à augmenter la notoriété et la visibilité de la Francofête dans le paysage médiatique québécois.	9 000 \$
Blitz 24 inc.	Francofête 2014 : Livraison aux médias et journaux du matériel promotionnel	342 \$
Blitz 24 inc.	Livraison aux médias et journaux de l'affichette du Vendredi fou	300 \$
Brad inc.	Fermeture du microsite Web de la campagne sur les marques de commerce	1 200 \$
Brio Conseils inc.	Formation et droit d'accès pour le logiciel SHERPATO	6 440 \$
Cartier et Lelarge inc.	Services de traduction de textes divers	2 310 \$
Cedrom-Sni inc.	Abonnement au service Eureka	8 246 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Centre collégial de développement de matériel didactique	Location d'un emplacement pour la rencontre Intercaf 2013	300 \$
Centre collégial de développement de matériel didactique	Francofête 2014 : Réalisation de l'activité le Francojeu des cégeps qui porte sur les dix mots de la Francofête	500 \$
Centre St-Pierre	Location d'une salle et services techniques pour une rencontre portant sur la création d'un service de consultations terminolinguistiques pour le réseau des langagiers des organismes de l'Administration	657 \$
Communication Maison	Francofête 2014 : Fournir les services de photographie et de la captation vidéo de la « Soirée des Mérites et des prix Francopub »	2 775 \$
Communication Maison	Francofête 2014 : services de photographie lors du lancement	225 \$
Conseil du patronat du Québec	Dans le cadre du sondage que le Conseil du patronat du Québec administre auprès des responsables de la francisation en entreprises, afin de cerner précisément les sujets dont ils souhaiteraient que le Conseil traite lors de son congrès annuel, ajouter une série de questions qui permettront à l'Office de connaître les difficultés que vivent les entreprises dans leur démarche de francisation afin de lui permettre d'orienter ses actions pour mieux outiller les entreprises et leurs comités de francisation	4 720 \$
Les Consultants Longpré et Associés inc.	Assurer le fonctionnement du programme d'aide aux employés de l'Office québécois de la langue française et de la Commission de toponymie	7 672 \$
Les Consultants Longpré & associés inc.	Concevoir et animer des ateliers permettant à l'ensemble du personnel de l'Office, de s'exprimer et de partager, dans un climat neutre, une réflexion sur les moteurs de mobilisation et d'engagement envers l'organisation dans le cadre de la modernisation.	17 786 \$
Daniel Charbonneau Consultant CRIA	Seconder le président-directeur général par intérim et les membres du comité de direction en contribuant, par son expertise, ses compétences et ses connaissances, à la coordination, la mise en œuvre et l'implantation des processus de modernisation.	24 500 \$
Décor Expert Expo	Location d'un emplacement au salon le Grand Rendez-vous	450 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

- 7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) le nom du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
De Facto Cabinet-conseil inc.	Préparation d'un plan-cadre préalable à la modernisation.	6 185 \$
École nationale de théâtre du Canada	Francofête 2014 : Location du Café du Monument-National pour la conférence de presse au lancement de la Francofête	1 041 \$
L'Express communication marketing inc.	Francofête 2014 : Production et la réalisation d'une présentation animée servant de lien entre les différents segments de la Soirée des Mérites et Francopub	9 820 \$
Front Commun Québécois pour une Gestion Écologique des déchets	Deux activités de sensibilisation offertes à l'ensemble des membres du personnel de l'Office et la Commission, à Montréal et à Québec, en lien avec les obligations du plan d'action sur le développement durable, portant sur la gestion des matières résiduelles au Québec.	1 010 \$
GES spécialiste mondial de l'évènement	Location d'un emplacement au Salon des partenaires du Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec	695 \$
Groupe informatique Technologia inc.	Dispenser une formation « Développer ses talents de négociateur » à 20 conseillers en francisation en mai 2013. Le coût inclut le matériel et la documentation.	6 725 \$
Groupe informatique Technologia inc.	Dispenser une formation « Développer ses talent de négociateur » à 20 conseillers en francisation et spécialistes en traitement des plaintes en juin 2013. Le coût inclut le matériel et la documentation.	6 000 \$
Groupe Laurier	Impression de cartes d'identité	125 \$
Groupe Reprocom	Réimpression du formulaire d'inscription à l'examen de français pour les ordres professionnels	1 487 \$
Groupe Tecnic 2000 inc.	Dans le cadre des mesures en santé et sécurité, dispenser une session de formation «Conduite préventive sur surfaces glissantes» à 7 participants.	1 253 \$
Hôtel 10	Location d'une salle et d'équipement pour une conférence de presse de la ministre sur l'actualisation des processus de l'OQLF	1 321 \$
Impression BT	Francofête 2014 : Impression du dépliant Concours Mérites du français	700 \$
Impression BT	Francofête 2014 : Réimpression du dépliant Concours Mérites du français	750 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Institut FORM.A.T.	Accompagner l'Office dans sa recherche de candidats pour occuper un poste de porte-parole, en mettant à sa disposition l'expertise et les instruments d'évaluation sur la base de situations réelles.	1 800 \$
J.B. Deschamps	Impression de cartes professionnelles	250 \$
J.B. Deschamps	Francofête 2014 : Impression des carnets de jeux.	10 655 \$
Lamcom technologies inc.	Francofête 2014 : Impression de plaques pour les finalistes pour la Soirée des Mérites	246 \$
Lamcom technologies inc.	Francofête 2014 : Impression d'une affiche pour la Soirée des Mérites.	40 \$
Lamcom technologies inc.	Impression d'une plaque Coup de cœur 2014 pour la Commission de toponymie	50 \$
Lamcom technologies inc.	Impression de la page couverture du guide des Bonnes pratiques	40 \$
Lamcom technologies inc.	Francofête 2014 : Impression de l'affiche du visuel.	192 \$
La Nouvelle Tablée 1996 inc.	Francofête 2014 : Location de tables, nappes, et vaisselle pour la Soirée des Mérites	3 501 \$
La Nouvelle Tablée 1996 inc.	Location de tables, chaises, etc. pour une réunion des employés	400 \$
L'Observateur	Organiser et animer six groupes de discussion avec des membres de comités de francisation pour évaluer la dynamisation des comités.	17 785 \$
OTTIAQ	Location d'un emplacement pour le Congrès de l'OTTIAQ	1 000 \$
M. Beaudin Consultant inc.	À titre de co-auteur, évaluer la qualité des modifications apportées au texte intitulé Évolution du salaire relatif des diplômés de langue maternelle française ou anglaise, Québec et Nouveau-Brunswick, 1971 à 2006 en vue de sa publication dans le cadre du suivi de l'évolution de la situation linguistique au Québec	1 500 \$
Mégavolt design inc.	Développer un site mobile, adapté principalement aux téléphones intelligents, pour le Grand dictionnaire terminologique	13 770 \$
Productions Punch inc.	Francofête 2014 : Production et réalisation d'un vidéo du porte-parole de la Francofête	900 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Productions Punch inc	Francofête 2014 : Production et réalisation d'une vidéo du lauréat du Mérite du français dans la culture	1 050 \$
Réseau D.O.F. inc.	Animer une rencontre de travail du Comité de direction et accompagner les gestionnaires dans la pratique de la collaboration.	5 000 \$
Robert Alexis Traiteur	Francofête 2014 : Fournir le service de traiteur lors de la Soirée des Mérites et des prix Francopub	10 976 \$
Rouge Six	Développer le site, www.françaisautravail.org , qui regroupera l'information contenue dans le recueil « Bonnes pratiques linguistiques dans les entreprises »	7 000 \$
R2M Imagem	Francofête 2014 : dans le cadre de la Soirée des Mérites et Francopub 2014, production et livraison de 32 trophées.	9 553 \$
Société du Palais des congrès de Montréal	Location d'un emplacement pour le salon du Grand Rendez-vous santé et sécurité au travail	269 \$
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	Francofête 2014 : location de la salle pour le Gala des Mérites et Francopub	6 109 \$
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	Location d'une salle pour une réunion d'employés	800 \$
Solotech inc.	Francofête 2014 : Location d'équipement technique pour la Soirée des Mérites	2 985 \$
Solutions documentaires Gestar	Soutien annuel du logiciel Documentik2003	995 \$
Traitement postal express	Francofête 2014 : Envoi massif du matériel	930 \$
Traitement postal express	Francofête 2014 : Envoi massif du matériel	4 106 \$
UQAM – Cœur des sciences	Location d'une salle pour une réunion d'employés	1 100 \$
9151-5031 Québec inc. (pour Antoine Vézina)	Francofête 2014 : Agir à titre de porte-parole de la Francofête 2014 et animateur de la Soirée des Mérites et des prix Francopub.	14 212 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Ancil, Dominic	À titre d'expert, préparer et présenter une conférence au colloque Pour une langue conviviale, organisé par le Conseil de la langue française et la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles (CLFPL-FWB) en marge de la réunion annuelle des membres du réseau OPALE Le coût inclut les honoraires et les frais de déplacement et de séjour.	3 500 \$
Beaugard, François	Francofête 2014 : Ambiance musicale à l'occasion de la Soirée des Mérites et des prix Francopub	1 200 \$
Dallaire-Tremblay, Guillaume	Saisie de 1 000 noms de lieux inuits dans la banque de données TOPOS	5 000 \$
Dansereau, Jean	Consultations concernant l'évolution de certains dossiers juridiques traités au cours des années où monsieur Dansereau agissait à titre d'avocat expert au sein de l'Office.	1 080 \$
Duguay, Raoul	Francofête 2014 : Écrire un texte inspiré du mot « tohu-bohu » qui fait partie du recueil commun des partenaires de la Francophonie (France, Belgique, Suisse, OIF et Québec) pour les dix mots vedettes	500 \$
Dupont, Didier	Formation et consultation pour le logiciel de traitement de données qualitatives Nvivo	560 \$
Forgues, Éric	À titre de co-auteur, évaluer la qualité des modifications apportées au texte intitulé Évolution du salaire relatif des diplômés de langue maternelle française ou anglaise, Québec et Nouveau-Brunswick, 1971 à 2006 en vue de sa publication dans le cadre du suivi de l'évolution de la situation linguistique au Québec	1 500 \$
Gagné, Caroline	Contribuer aux dossiers techniques des sites de l'Office et de la Commission de toponymie	2 940 \$
Guilloton, Noëlle	Finaliser la réalisation de la septième édition du Français au bureau	12 600 \$
Huot, Martyne	Conférence de 90 minutes intitulée « Réussir sa vie de famille » pour souligner la Journée internationale des femmes	600 \$
Jolicoeur Anne-Marie	Effectuer, pour des conseillers en francisation, deux présentations portant sur les médias sociaux et les aspects linguistiques	1 290 \$
Jolicoeur Anne-Marie	Élaborer un guide sur la francisation des réseaux sociaux qui constituera un outil pour les conseillers et la clientèle sur les possibilités et les limites de francisation pour chaque plateforme.	1 965 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Lavoie, Marie-Renée	Francofête 2014 : Écrire un texte inspiré du mot « faribole » qui fait partie du recueil commun des partenaires de la Francophonie (France, Belgique, Suisse, OIF et Québec) pour les dix mots vedettes	500 \$
Marcoux, Louise	Assister une toponymiste de la Commission de toponymie dans la collecte de données toponymiques sur la Basse-Côte-Nord du Québec	956 \$
Payette-Renouf, Flavie	Conférence sur la conciliation travail-famille pour souligner la Journée internationale des femmes	200 \$
Roy, Jean	Dans le cadre du projet de Loi modifiant la Charte de la langue française, poursuivre l'examen des mémoires, analyser le verbatim des auditions, fournir des analyses ciblées, produire des tableaux présentant les données et résultats, proposer des plans d'action subséquents à la Commission, prendre part à des rencontres organisées par le Secrétariat à la politique linguistique.	6 460 \$
Tremblay, Gisèle	Rédiger un texte de présentation pour le plan stratégique.	4 860 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014 (contrats de gré à gré)

Nom	Objet du contrat	Montant (\$)
ALLARD, Clément	Photographies de la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier	971
BEAULIEU, Alain	Membre du jury du prix littéraire Émile-Ollivier	1 000
BÉLAND, Paul	Services de soutien statistique pour la production de diverses études du CSLF; rédaction d'un rapport de recherche sur l'usage des langues dans le secteur public	4 200
BLAIS, Pierre	Membre du jury du prix littéraire Émile-Ollivier	1 000
BRÛLÉ, France	Révision linguistique du document <i>L'usage des langues et la place du français dans le domaine du transport aérien</i>	1 600
Didactica	Production d'une conférence et d'un diaporama PowerPoint ayant pour titre « Orientations didactiques pour l'enseignement grammatical à l'école francophone ». Frais de déplacement : Colloque OPALÉ, Bruxelles, les 21 et 22 novembre 2013	3 800
Dompteurs de souris	Impression du cahier de cérémonie de la remise des prix du CSLF	3 480
	Mise à jour du cahier de cérémonie et du carton d'invitation pour la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier	1 340
DUVAL, Paul	Création d'une sculpture en deux pièces, de bronze et de bois, en cinq (5) exemplaires exclusifs pour constituer le Prix du 3-Juillet-1608	25 000

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nom	Objet du contrat	Montant (\$)
GUÉNETTE, Louise	Agir à titre de personne-ressource en ce qui concerne la grille d'évaluation linguistique utilisée dans l'étude relative aux médias sociaux	1 250
GUILMAIN, Claude	Membre du jury du prix littéraire Émile-Ollivier	1 000
Interscript	Montage du Rapport annuel de gestion 2012-2013	2 550
Joël Raiffaud & associés	Soutien à l'implantation du système de gestion documentaire Syged	20 000
LAFLAMME, Marilyn	Captation de la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et du prix littéraire Émile-Ollivier et production de vidéos	1 541
Libéo	Refonte de l'intranet	7 625
	Banque d'heures de soutien TYPO3	3 510
Musée national des beaux-arts du Québec	Location de cinq œuvres d'art	2 420
PAGÉ, Michel	Expertise pour le projet de recherche relatif à l'enquête Conscience linguistique et usage du français	8 000
Pige communication	Mise en page du Plan stratégique 2013-2016 du CSLF	1 200
RICHARD, Dave	Mise en page en HTML, selon un gabarit prédéfini, des publications de la Bibliothèque virtuelle du site Web du CSLF	2 100
Statistique Canada	Commande de deux tableaux personnalisés de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 pour la recherche sur le transport aérien et pour la pondération de l'enquête Conscience linguistique et usage du français (lettre d'entente CO-1363)	2 704

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) le nom du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-contractants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nom	Objet du contrat	Montant (\$)
Statistique Canada	Commande de trois tableaux personnalisés des recensements de 2001 et 2006, et de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 pour le portrait statistique sur l'usage des langues au travail dans le secteur public au Québec (lettre d'entente CO-1365)	2 584
TREMBLAY, Jennifer	Membre du jury du prix littéraire Émile-Ollivier	1 000
TREMBLAY, Natalie	Participation à des travaux de recherche et autres activités menés au CSLF	13 167
Université Laval	Contrat de recherche : Réaliser une analyse linguistique d'articles publiés à la une des principaux quotidiens québécois en 2010, 2011, 2012 et 2013	24 000

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

8 - Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun appel d'offres public.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

9 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisé par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation prévue à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

10 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

02 Office québécois de la langue française

03 Conseil supérieur de la langue française

11- Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information demandée ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

02 Office québécois de la langue française

03 Conseil supérieur de la langue française

12 - Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucune dépense de cette nature.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 13 - Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministère, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) le distributeur d'eau de source;
 - e) le remboursement des frais de transport;
 - f) le remboursement des frais d'hébergement;
 - g) le remboursement des frais de repas;
 - h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec
 - II. à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Les données représentent l'ensemble des dépenses 2013-2014 de l'organisme au Québec. Aucune dépense à l'extérieur du Québec en 2013-2014.

DÉPENSES	MONTANT (\$)
PHOTOCOPIE (location + impressions)	8523
MOBILIER DE BUREAU	0
AMEUBLEMENT	0
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	196
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT	7382
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT	8889
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS	3436
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL	0
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE FÊTES (incluant les boissons)	0
ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT	2081

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

13 - Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministère, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec
 - II. à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Les données représentent l'ensemble des dépenses de l'organisme.

Objet de la dépense	Coût
• la photocopie ¹	28 154 \$
• le mobilier de bureau	49 456 \$
• l'ameublement	0 \$
• les distributeurs d'eau de source	489 \$
• le remboursement des frais de transport	165 178 \$
• le remboursement des frais d'hébergement	51 223 \$
• le remboursement des frais de repas	35 174 \$
• le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	3 677 \$
• l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
➤ au Québec	95 013 \$
➤ à l'extérieur du Québec	0 \$

¹ Location, coût des copies, reprographie gouvernementale

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

13 - Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministère, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec
 - II. à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Dépenses	Montant (\$)
Photocopies (y inclus la location de photocopieurs) :	5 994
Mobilier de bureau :	472
Ameublement :	0
Distributeur d'eau de source :	0
Remboursement des frais de transport :	
Personnel et membres du CSLF	6 511
Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique, lauréats des quatre prix décernés par le CSLF et membres des jurys	3 997
Remboursement des frais d'hébergement :	
Personnel et membres du CSLF	5 792
Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique, lauréats des quatre prix décernés par le CSLF et membres des jurys	4 377
Remboursement des frais de repas :	
Personnel et membres du CSLF	1 278

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

13 - Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministère, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec
 - II. à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Dépenses	Montant (\$)
Réциpiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique, lauréats des quatre prix décernés par le CSLF et membres des jurys	172
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	0
Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, à des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
a) au Québec :	2 835
b) à l'extérieur du Québec :	4 453

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 14 - Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

DESCRIPTION	
NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS	4
NOMBRE DE BLACKBERRY UTILISÉS	0
NOMBRE DE IPAD UTILISÉS	0
NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS	0
COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	1 029 \$
COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	1 805 \$
COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	1 584 \$
NOM DES FOURNISSEURS	Rogers
NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES	21 458
ORDINATEURS PORTABLES	0

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

14 - Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Renseignements relativement à la téléphonie cellulaire et d'autres types

➤ nombre d'appareils :	45
➤ coût d'acquisition :	2 417 \$
➤ coût d'utilisation :	17 340 \$
➤ coût des contrats :	0 \$
➤ nom du fournisseur :	Rogers
➤ nombre de minutes :	77 071

Renseignements relativement aux tablettes électroniques et ordinateurs portables

➤ nombre d'appareils :	81
➤ coût d'acquisition :	13 444 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

14 - Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés : 5;
- b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) et d'ordinateurs portables utilisés : 3;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés : aucun;
- d) les coûts d'acquisition des appareils : aucun;
- e) le coût d'utilisation des appareils : 1 693,01 \$;
- f) le coût des contrats téléphoniques : 5 566,80 \$;
- g) les noms des fournisseurs : Rogers;
- h) le nombre de minutes utilisées : 6 208.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

- A. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL		Hommes	Femmes	Handicapés
Répartition par tranches d'âge				
Emplois supérieurs	+ de 35 ans	0	1	
Cadres	+ de 35 ans	0	2	
Professionnels	+ de 35 ans	1	3	1
Fonctionnaires	+ de 35 ans		3	
Total		1	9	

- B. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;

Aucun employé dans cette catégorie

- C. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL	Jours de maladie (code 120)
Hors cadres	
Cadres	0
Professionnels	42
Fonctionnaires	27,5
TOTAL	69,5

- D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- E. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL	Heures supplémentaires hr,mn	Heures Payées hr,mn	Heures compensées hr,mn
Hors cadres	0	0	0
Cadres	0	0	0
Professionnels	64,5	0	64,5
Fonctionnaires	50	0	50
TOTAL	114,5	0	114,5

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

F. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

PERSONNEL RÉGULIER	2013 - 2014											
	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Dec	Janv	Fev	Mars
Cadres et hors cadres	0	0	4	3	17	0	2	0	5	6	0	7
Professionnels	7	4	0,5	32	15,5	1	1,5	0	13	4	10	0
Fonctionnaires	0	0	0	9	7	0	0	0	4	2	0	8
TOTAL	7	4	4,5	44	39,5	1	3,5	0	22	12	10	15

G. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I. Le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

CAPITALE NATIONALE	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors cadres	1		
Cadres	1		1
Professionnels	4	3	3
Fonctionnaires	2	1	1

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

MONTREAL	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors cadres	1	1	1
Cadres		1	1
Professionnels	1	2	1
Fonctionnaires	1	1	2

K. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Postes experts/émérites	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Professionnels	0	0	1

L. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

HORAIRE MAJORÉ	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors cadres			
Cadres			
Professionnels	2	2	1
Fonctionnaires	1	1	1

M. Le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

CAPITALE NATIONALE	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors Cadres	1		
Cadres	1		1
Professionnels	4	3	3
Fonctionnaires	2	1	1

MONTREAL	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors Cadres	1	2	1
Cadres		1	1
Professionnels	1	2	1
Fonctionnaires	1	1	2

N. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

- A. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus
- B. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins

PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ		Homme	Femme
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge		
Hors cadre	+ 35	1	0
Cadre	- de 35	0	0
	+ 35	5	11
Professionnel	- de 35	16	28
	+ 35	49	74
Fonctionnaire	- de 35	3	7
	+ 35	14	48

PERSONNE HANDICAPÉE		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ 35	1
Fonctionnaire	+ 35	2

ANGLOPHONE		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ de 35	1

AUTOCHTONE		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ 35	2
Fonctionnaire	+ 35	1

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

COMMUNAUTÉS CULTURELLES		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	- de 35	13
	+ 35	15
Fonctionnaire	- de 35	0
	+ 35	8
Cadre	- de 35	0
	+ 35	2

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

000—000—000—000—000

- C. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- E. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- F. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 – PERSONNEL CADRE									
		JOURS DE MALADIE (B) (120)		JOURS DE VACANCES (E) (110)	HEURES SUPPLÉMENTAIRES (D)				
					NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES		
AVRIL			-----	9,0	0,00	0,00	0,00		0,00
MAI			-----	5,0	0,00	0,00	0,00		0,00
JUIN			-----	32,0	0,00	0,00	0,00		0,00
JUILLET			-----	64,5	0,00	0,00	0,00		0,00
AOÛT			-----	121,5	0,00	0,00	0,00		0,00
SEPTEMBRE			-----	57,0	0,00	0,00	0,00		0,00
OCTOBRE			-----	45,5	0,00	0,00	0,00		0,00
NOVEMBRE			-----	22,0	0,00	0,00	0,00		0,00
DÉCEMBRE			-----	40,5	0,00	0,00	0,00		0,00
JANVIER			-----	29,0	0,00	0,00	0,00		0,00
FÉVRIER			-----	1,0	0,00	0,00	0,00		0,00
MARS			-----	0,0	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL			27,5	427,0	0,00	0,00	0,00		0,00

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

C. E. F. (suite)

000—000—000—000

ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 – PERSONNEL PROFESSIONNEL							
	JOURS DE MALADIE (B) (120)	JOURS DE VACANCES (E) (110)	HEURES SUPPLÉMENTAIRES (D)				
			NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES		
AVRIL	-----	117,5	-----	-----	-----		
MAI	-----	158,5	-----	-----	-----		
JUIN	-----	270,5	-----	-----	-----		
JUILLET	-----	556,0	-----	-----	-----		
AOÛT	-----	947,0	-----	-----	-----		
SEPTEMBRE	-----	218,5	-----	-----	-----		
OCTOBRE	-----	183,5	-----	-----	-----		
NOVEMBRE	-----	129,0	-----	-----	-----		
DÉCEMBRE	-----	360,0	-----	-----	-----		
JANVIER	-----	258,5	-----	-----	-----		
FÉVRIER	-----	130,0	-----	-----	-----		
MARS	-----	36,0	-----	-----	-----		
TOTAL	1 244,0	3 365,0	1 951,51	1 049,26	902,25		

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

C. E. F. (suite)

000—000—000—000—000

ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 – PERSONNEL FONCTIONNAIRE							
	JOURS DE MALADIE (B) (120)	JOURS DE VACANCES (E) (110)	HEURES SUPPLÉMENTAIRES (D)				
			NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES		
AVRIL	-----	63,0	-----	-----	-----		
MAI	-----	94,5	-----	-----	-----		
JUIN	-----	132,0	-----	-----	-----		
JUILLET	-----	281,0	-----	-----	-----		
AOÛT	-----	438,5	-----	-----	-----		
SEPTEMBRE	-----	122,5	-----	-----	-----		
OCTOBRE	-----	72,0	-----	-----	-----		
NOVEMBRE	-----	44,0	-----	-----	-----		
DÉCEMBRE	-----	111,5	-----	-----	-----		
JANVIER	-----	91,5	-----	-----	-----		
FÉVRIER	-----	62,0	-----	-----	-----		
MARS	-----	23,0	-----	-----	-----		
TOTAL	478,0	1 535,5	1 149,84	910,42	239,42		

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

- 15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :**

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

- D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée**

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

- G. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée**

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

- H. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique**

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

- I. Le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

J. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL					2011-2012
	HC	C	P	F	
Montréal	1	9	85	41	
Québec	0	4	49	17	
Gatineau	0	0	2	1	
Rimouski	0	0	2	0	
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	
Saguenay	0	0	2	1	
Sherbrooke	0	0	2	1	
Trois-Rivières	0	0	2	1	

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL					2012-2013
	HC	C	P	F	
Montréal	1	10	95	52	
Québec	0	6	54	21	
Gatineau	0	0	2	1	
Rimouski	0	0	1	0	
Rouyn-Noranda	0	0	1	0	
Saguenay	0	0	2	1	
Sherbrooke	0	0	2	1	
Trois-Rivières	0	0	2	1	

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL					2013-2014
	HC	C	P	F	
Montréal	1	11	93	47	
Québec	0	5	51	17	
Gatineau	0	0	2	1	
Rimouski	0	0	1	0	
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	
Saguenay	0	0	1	1	
Sherbrooke	0	0	2	1	
Trois-Rivières	0	0	2	1	

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

K. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Professionnel	22	19	26
Fonctionnaire	0	1	0

L. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Professionnel	3	3	1
Fonctionnaire	3	1	2

M. Le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIE D'EMPLOI			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors cadre	1	1	1
Cadre	13	16	16
Professionnel	144	159	151
Fonctionnaire	62	77	69

N. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;

CATÉGORIES D'EMPLOI	TRANCHES D'ÂGE	HOMMES	FEMMES	Personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles
Hors cadres	+ de 35	1	0	0
Cadres	+ de 35	0	1	0
Professionnels	+ de 35	1	3	0
Fonctionnaires	+ de 35	0	3	0

b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;

CATÉGORIES D'EMPLOI	TRANCHES D'ÂGE	HOMMES	FEMMES	Personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles
Professionnels	- de 35	1	2	0
Fonctionnaires	- de 35	0	0	0

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Personnel régulier	Jours de maladie (code 120)
Hors cadres	0
Cadres	0
Professionnels	55,5
Fonctionnaires	8,5
TOTAL	64,0

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

Personnel régulier	Heures supplémentaires	Heures Payées	Heures compensées
Professionnels	36,0	0	36,0 1 240,08 \$
Fonctionnaires	7,0	0	7,0 248,60 \$
TOTAL	43,0	0	43,0 1 488,68 \$

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Personnel régulier	2013-2014											
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Hors cadres	0	0	1	18	0	0	0	0	2	1	0	0
Cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	3	1	2,5	0
Professionnels	3	11	15	30	83	2	2	2	13	5	0	3
Fonctionnaires	0	0	0	13	27	0	0,5	1,5	9	2	0	0
TOTAL	3	11	16	61	110	2	2,5	3,5	27	9	2,5	3

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

CAPITALE NATIONALE	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors cadres	1	1	1
Cadres	0	0	1
Professionnels	6	7	7
Fonctionnaires	3	3	3

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Traitement additionnel	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors cadres	-	-	-
Cadres	-	-	-
Professionnels	-	-	1
Fonctionnaires	-	-	-

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

Horaire majoré	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors cadres	-	-	
Cadres	-	-	
Professionnels	1	1	1
Fonctionnaires	1	1	1

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

m) Le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

CAPITALE NATIONALE	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hors cadres	1	1	1
Cadres	0	0	1
Professionnels	6	9	7
Fonctionnaires	3	3	3

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

16 - Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

- a) **Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;**

Aucun départ à la retraite en 2013-2014

- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**

Aucun remplacement effectué en application du Plan de gestion des ressources humaines en 2013-2014

- c) **Le nombre de départs à la retraite prévu pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;**

Aucun départ à la retraite en 2014-2015

- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats;**

3 retraités.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

16 - Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

- a)
- b) Le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 est de 12.
- c) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :
 - L'Office est autorisé à remplacer 100 % de ses départs à la retraite en 2013-2014.
- d) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 :
 - Cinq employés ont signé une entente de retraite prévoyant un départ en 2014-2015. Par ailleurs, 38 employés sont admissibles sans réduction et pourraient prendre une retraite effective au cours de cette période. Aucune indemnité de retraite ne sera versée.
 - Aucun employé n'a signé une entente de retraite prévoyant un départ en 2015-2016. Aucune indemnité de retraite ne sera versée.
- e) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats est de 3.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

16 - Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

- a) Nombre de départs à la retraite en 2013-2014 : 1
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 1
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 : 0.
Aucune indemnité de retraite ne sera versée par notre organisme.
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 1

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 20143-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

EMPLACEMENT				
CHICOUTIMI 1299, rue des Champs-Élysées				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
CIDIC ltée	48,47	7 502 \$	Aucun	10 ans

EMPLACEMENT				
MONTRÉAL 125, rue Sherbrooke Ouest				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
S.Q.I.	5 296,77	1 617 775 \$	Aucun	1 an

EMPLACEMENT				
MONTRÉAL 500, Place D'Armes				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
ALFID services immobiliers ltée	525,09	118 524 \$	175 154	5 ans

EMPLACEMENT				
QUÉBEC 750, boulevard Charest Est				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
Investissements immobiliers KEVLAR (Québec)	2 609,10	563 502 \$	177 447 \$	10 ans

TOTAL versé à la S.Q.I.

2 307 303 \$

Étude des crédits 20143-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

Entente avec le MCC pour le partage d'espaces locatifs pour certains bureaux régionaux				
GATINEAU 170, de l'Hôtel-de-Ville				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
MCC	70,28	16 974 \$	Aucun	1 an
TROIS-RIVIÈRES 100, Laviolette				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
MCC	131,81	17 269 \$	Aucun	1 an
ROUYN-NORANDA 145, avenue Québec				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
MCC	54,08	11 595 \$	Aucun	1 an
RIMOUSKI 337, Moreault				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
MCC	58,52	8 381 \$	Aucun	1 an
SHERBROOKE : 225, Frontenac				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M ²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
MCC	84,12	11 147 \$	Aucun	7 mois

TOTAL versé au MCC

65 366 \$

TOTAL versé
pour les loyers

2 372 669 \$

Étude des crédits 20143-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

EMPLACEMENT				
QUÉBEC 800, place D'Youville 13 ^e étage				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2013-2014	DURÉE
Euromart Corporation du Canada Entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures	583,36 m ²	149 838,96 \$	8 945 \$ Travaux de rénovation, de ventilation et d'insonorisation	17 ans (échéance 31 octobre 2021)

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

18 - Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

19 - Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

03 Conseil supérieur de la langue française

20- Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

20- Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	ÉVÉNEMENT	MONTANT PAYÉ
Ligue d'Improvisation de Québec	Dans le cadre de la Francofête, soutien pour l'organisation de la Soirée d'improvisation 2014	1 000 \$
CEGEP André-Laurendeau	Dans le cadre de la Francofête, soutien au 24 ^e marathon d'écriture intercollégial	1 200 \$
Alliance éventuelle	Dans le cadre de la Francofête, soutien au concours de français écriture et lecture 2014	1 500 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

21 - Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Aucun membre du personnel.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2014-2015.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

23- Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

24 - Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

ooo—000—ooo—000—ooo

a) **le nom de la personne;**

Ann Champoux

b) **le poste occupé et le nom de l'organisme;**

Conseillère spéciale au président-directeur général à la Régie des installations olympiques.

c) **le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**

151 227 \$

d) **l'assignation initiale;**

Secrétariat à la politique linguistique

e) **l'assignation actuelle;**

Régie des installations olympiques.

f) **la date de l'assignation hors structure;**

17 décembre 2012

g) **la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

1^{er} février 2015

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 24 - Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

ooo—000—ooo—000—ooo

Nom de la personne	Poste et organisme	Salaire de base	Assignation initiale	Assignation actuelle	Date de l'assignation hors structure
Sonia Pratte	115 Avocate Office québécois de la langue française	Échelle salariale à partir de 98 962 \$	Office québécois de la langue française	Secrétariat à la politique linguistique	2011-10-17

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

24 - Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

Aucune personne.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 25 - Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
 - d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
 - e) la réservation de loges;
 - f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

DESCRIPTION	MONTANT (\$)
CLUBS PRIVÉS OU AUTRES	0
BILLETS DE SAISON, LES LOGES	0
JOURNAUX, REVUES MENSUELLES, PUBLICATIONS PAPIER ET EN FORMAT ÉLECTRONIQUE, ETC.	396
SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET	0

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 25 - Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
 - d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
 - e) la réservation de loges;
 - f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucun montant n'a été déboursé, en 2013-2014, pour des abonnements à des clubs privés ou autres ou pour des billets de saisons et des loges.

Abonnement à des journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc.	Coût
01net	121 \$
Accès à l'information	157 \$
Actualité, L'	39 \$
Appartenance Mauricie	15 \$
Banque des mots	82 \$
Biofutur	398 \$
Bon usage électronique	39 \$
Bulletin d'histoire postale et de marcophilie	35 \$
Cahiers de géographie du Québec	99 \$
Canadian geographic	28 \$
Cap-aux-Diamants	39 \$
Charte canadienne des droits et libertés	160 \$
Coles, bottin de références croisées Montréal et banlieues	492 \$
Continuité	36 \$
Devoir, Le	506 \$
Études Inuit	400 \$
Français moderne, Le	90 \$
Gazette, The	146 \$
Gestion	53 \$
Géo plein air	28 \$

Abonnement à des journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc.	Coût
Histoire du Québec	50 \$
Industrie et technologies	271 \$
Information grammaticale	75 \$
IT Pro Magazine	162 \$
Journal de la production	500 \$
Journal de Montréal	135 \$
Linguistique, La	101 \$
Livres hebdo	780 \$
Médecin du Québec, Le	108 \$
M/S : médecine sciences	965 \$
Names	286 \$
Nouvelle revue d'onomastique	99 \$
Nouvelliste, Le	225 \$
Petit Robert en ligne	863 \$
Pour la science	153 \$
Premium	40 \$
Presse, La	491 \$
Protégez-vous	40 \$
Québec science	38 \$
Quotidien, Le	431 \$
Recherche, La	163 \$
Recherches amérindiennes au Québec	95 \$
Revue canadienne de linguistique	95 \$
Revue d'histoire de Charlevoix	35 \$
Revue d'histoire de l'Amérique française	140 \$
Revue Québec français	37 \$
Saguenayensia	35 \$
Science & vie	80 \$
Sciences et avenir	94 \$
Terminology	384 \$
Travaux de linguistique	100 \$
Tribune, La	120 \$
Usine nouvelle	543 \$
Usito	1553 \$
Vélo mag	28 \$

Sites spécialisés de recherche sur Internet	Coût
Euréka	8 246 \$
Repère - Services documentaires multimédia	500 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

25 - Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
- e) la réservation de loges;
- f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Magazines	Coût (\$)
<i>Action nationale, L'</i>	140
<i>Français dans le monde, Le</i>	135
<i>Québec français</i>	46
<i>Recherches sociographiques</i>	130
<i>Sociologie et sociétés</i>	89
Journaux (abonnement en ligne)	
<i>Le Devoir, Le Soleil, La Presse</i>	267
TOTAL	
	807

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Nom du site Web et nom de la firme qui a conçu le site

Le site Web spl.gouv.qc.ca a été conçu par Nurun inc.

Coût de construction du site

En 1999	Développement du site (EPC Services conseils)	4 030 \$
En 2002	Refonte du site pour le rendre conforme au PIV et au cadre de diffusion de l'information gouvernementale sur Internet :	19 950 \$

Coût de l'entretien et de la mise à jour

2007-2008	Moteur de recherche (CSPQ – DGT)	275 \$
	Support et mise à jour (Fusepoint)	690 \$
	Coût d'hébergement (RIQ)	904 \$
2008-2009	Moteur de recherche (CSPQ – DGT)	275 \$
	Support et mise à jour (Fusepoint)	1 230 \$
	Coût d'hébergement (RIQ)	918 \$
	Refonte du site (Nurun inc.)	17 430 \$
2009-2010	Support et mise à jour (DMR)	3 510 \$
	Coût d'hébergement (RIQ)	1 045 \$
	Poursuite de la refonte du site (Nurun inc.)	26 448 \$
	Ligne internet	459 \$
2010-2011	Support et mise à jour (DMR)	4 290 \$
	Coût d'hébergement (hébergé dorénavant par le MCCCCF)	0 \$
	Ligne internet	551 \$
2011-2012	Ligne internet	300 \$
2012-2013	Ligne internet	0 \$
2013-2014	Coût d'hébergement (RIQ)	4225 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Nombre de visiteurs par jour

69

Nombre de visiteurs par semaine

461

Nombre de visiteurs par mois

2074

Fréquence moyenne des mises à jour

La mise à jour s'effectue selon les besoins, soit deux ou trois fois par mois.

Le responsable du contenu sur le site

C'est la conseillère (édimestre) qui est responsable du site.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

LE SITE WEB DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

a) La conception

La version actuelle du site Web de l'Office, entièrement réalisée à l'interne par l'équipe Web, a été mise en ligne en mars 2002.

b) Les coûts de construction

Les coûts de construction se résument aux heures de travail des trois membres du personnel alors affectés au projet.

c) Les coûts de l'entretien et de la mise à jour

En 2013-2014, les coûts de l'entretien et de la mise à jour se résument au temps de travail de deux employés de la DCOM (en alternance), soit la chargée de projets Web, qui est aussi responsable d'autres sites de l'organisme, ou le webmestre. En mars 2014, une contractuelle s'est occupée de la mise à jour; le coût global de son contrat a été de 2 940 \$.

d) La responsabilité du contenu du site

Depuis septembre 2004, la chargée de projets Web coordonne le Comité de la diffusion de l'actualité linguistique et toponymique, formé d'un représentant de chaque direction de l'organisme, y compris la Commission de toponymie. Ce comité s'assure que le contenu du site reflète toutes les sphères d'activité de l'organisme, principalement la francisation, la terminologie et la toponymie.

Cette année, plutôt que de se réunir mensuellement, le comité a fonctionné par courriel. Cette façon de procéder a permis de réduire le temps passé en réunion. Chacun des intervenants du comité soumettait son contenu pour publication à la chargée de projets.

e) Le nombre de visiteurs

Pour l'année 2013-2014, plus de 800 000 utilisateurs ont consulté plus de 5 000 000 de pages du site Web de l'Office. Il faut mentionner que, jusqu'au mois de juin, certaines pages permettant d'accéder au *GDT* et à la *BDL* ont été comptabilisées dans ces statistiques.

f) La fréquence de mise à jour

Les mises à jour se font selon les besoins exprimés par les directions. Généralement, la page d'accueil du site est modifiée une fois par semaine.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

g) La refonte

En vue de la refonte, une somme de 10 533,25 \$ a été investie en 2011-2012 aux fins d'une évaluation ergonomique experte et d'une étude comparative de différents sites Web. Ce mandat a été confié à la Chaire de commerce électronique des HEC Montréal.

Toutefois, le projet de refonte a été suspendu pour des raisons de ressources humaines et financières. Il est désormais intégré au projet de modernisation de notre organisme qui a été mis en branle au cours de l'exercice financier 2013-2014.

LE SITE DU GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE

Depuis 2000, l'Office offre la possibilité d'accéder gratuitement en ligne au *Grand dictionnaire terminologique* (GDT). Le GDT a un nom de domaine en propre, même s'il est aussi accessible à partir du site de l'Office.

Une refonte a été faite au cours de l'exercice financier 2011-2012; le résultat de cette refonte a été mis en ligne au mois de juin 2012 et un sous-domaine au site de l'Office (gdt.oqlf.gouv.qc.ca) a aussi été créé.

a) La conception

La version actuelle du GDT, entièrement réalisée à l'interne, a été mise en ligne en juin 2012.

b) Les coûts de construction

Les coûts de construction se résument aux heures de travail des trois membres du personnel alors affectés au projet.

c) Les coûts de l'entretien et de la mise à jour

L'entretien et la mise en ligne du GDT relèvent de la Direction des technologies de l'information. L'équipe Web de la DCOM participe aussi à l'entretien et à la mise en ligne du système. Les coûts liés à l'entretien découlent uniquement de la rémunération du personnel.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

d) La responsabilité du contenu du site

La production du contenu du *GDT* relève essentiellement du personnel de la Direction générale des services linguistiques; plus de 25 membres de cette direction participent à l'élaboration et à la production des fiches terminologiques destinées au *GDT*.

e) Le nombre de visiteurs

Pour l'année 2013-2014, 1 633 504 utilisateurs ont consulté plus de 30 000 000 de pages du site.

f) La fréquence de mise à jour

Depuis juin 2012, le *GDT* peut être mis à jour au fur et à mesure que des fiches sont créées ou modifiées. Cette façon de procéder constitue l'une des améliorations majeures de la refonte du *GDT* puisque, dans l'ancien système, une mise à jour complète de la base de données devait être prévue tous les deux mois.

g) La refonte

Une refonte de l'interface du *GDT* a été faite au cours de l'exercice financier de 2011-2012. Le projet s'est terminé le 31 mars 2012. La mise en ligne de la nouvelle interface a eu lieu au mois de juin 2012. Les coûts liés à la refonte découlent uniquement de la rémunération du personnel.

Cependant, au cours de l'année financière 2013-2014, un volet mobile du site Web du *GDT* a été développé en collaboration avec la firme Mégavolt. Le coût total de la réalisation a été de 13 770 \$. La version mobile est accessible à partir des téléphones intelligents et est disponible depuis le mois de février 2014.

LA BANQUE DE DÉPANNAGE LINGUISTIQUE

Mise en ligne en mars 2002, la Banque de dépannage linguistique (BDL) est diffusée gratuitement par l'Office québécois de la langue française (OQLF) à partir du site de l'OQLF. La BDL compte plus de 2 500 articles répartis en 11 thèmes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

a) La conception

La BDL a été conçue à l'interne par l'équipe de la Direction générale des services linguistiques (DGSL), de la Direction des technologies de l'information (DTI) et de l'équipe Web de la Direction des communications (DCOM).

b) La mise à jour

La mise à jour de la BDL est trimestrielle et relève de la DGSL pour le contenu et de la DTI pour la mise en ligne.

c) Le responsable du contenu

L'équipe des terminologues et linguistes de la DGSL est responsable de la création du contenu de la BDL.

d) Le nombre de visiteurs

Pour l'année 2013-2014, plus de 2 000 000 d'utilisateurs de la BDL ont consulté plus de 8 000 000 de pages.

e) La refonte

Aucune refonte n'a été faite jusqu'à ce jour.

MICROSITE DE LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR L'AFFICHAGE DES MARQUES DE COMMERCE UTILISÉS COMME NOMS D'ENTREPRISE

Le site Web respectdelaloi.gouv.qc.ca était un site Web promotionnel et qui faisait partie des divers moyens déployés pour joindre le public cible de la campagne de sensibilisation sur l'affichage des marques de commerce utilisées comme noms d'entreprise en 2011. Ce site a été désactivé au mois de juin 2013. Il n'est plus accessible.

a) La conception

BRAD, sous la supervision de l'Office québécois de la langue française, a créé le site promotionnel. Il a été mis en ligne le 13 novembre 2011. Au mois de juin 2013, à la demande de l'OQLF, BRAD a désactivé le site Web; l'entreprise nous a remis une copie des fichiers. Le coût de cette opération est de 1 200 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

LE SITE DE LA FRANCOFÊTE

Ce site fait la promotion de la Francofête, une activité qui se déroule chaque année au mois de mars. Sa fréquentation connaît une période de pointe qui s'étend de la mi-février au début avril. Annuellement, au mois de novembre, un site temporaire remplace le site promotionnel; cette interface temporaire est utilisée pour l'appel de candidatures du concours de Mérites du français et des prix Francopub qui sont remis dans le cadre de la Francofête. Quant à la version promotionnelle, elle est généralement déployée au cours du mois de février qui précède la Francofête.

a) La conception

Depuis la fin de l'exercice 2002-2003, l'équipe Web de l'Office assure la conception, la réalisation et la gestion du site.

b) La mise à jour

La mise à jour du site de la Francofête se fait tout au long de la période de pointe. Pour la période correspondant aux appels de candidatures aux prix Francopub et aux Mérites du français, qui précède la période de pointe, une version temporaire du site est mise en ligne pour qu'il n'y ait aucune confusion avec la version de l'année précédente. La conception et le développement du site sont assurés par des membres de la Direction des communications (DCOM), soit une graphiste et un webmestre. C'est la chargée de projets Web qui en assure la coordination.

c) Le responsable du contenu

La gestion du contenu du site relève de l'équipe de la DCOM, responsable de l'organisation de la Francofête.

d) Le nombre de visiteurs

Pour l'année 2013-2014, le site de la Francofête a été consulté par plus de 30 000 utilisateurs qui ont vu plus de 100 000 pages. Au cours de la période de pointe (du 17 février 2014 au 4 avril 2014), le site a attiré plus de 23 500 utilisateurs qui ont vu près de 84 000 pages.

e) La refonte

Depuis 2003, la refonte annuelle du site de la Francofête est réalisée à l'interne par l'équipe Web.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

FRANCAISAUTRAVAIL.ORG

FRANCAISAUTRAVAIL.ORG est le site Web promotionnel qui accompagne le document intitulé *Bonnes pratiques linguistiques dans les entreprises*, élaboré dans le cadre d'un projet de coopération internationale par la France et le Québec. Fruit d'une collaboration entre le personnel de l'OQLF et de la DGLFLF, le site Web a été mis en ligne au mois d'octobre 2013.

a) La conception

Ce site accompagne le document *Bonnes pratiques linguistiques*. Le graphisme, l'élaboration du contenu et la gestion du projet ont été faits à l'interne. L'intégration de la maquette et du contenu a été confiée à l'entreprise Rouge6. L'hébergement du site est assuré par le Centre des services partagés du Québec (CSPQ).

b) Le coût de l'intégration et de l'hébergement

L'intégration du contenu et de la maquette a été faite par l'entreprise Rouge6. Un contrat de service a été conclu pour une valeur de 7 000 \$.

L'hébergement du site est fait par le CSPQ; le coût de mise en place a été de 600 \$.

c) Le coût de la mise à jour, de l'entretien et de l'hébergement

Le coût de la mise à jour et de l'entretien du site est nul. La mise à jour et l'intégration du contenu sont assurées par le personnel de l'OQLF et de la DGLFLF. Quant à l'hébergement, un coût récurrent mensuel de 100 \$ est facturé à l'OQLF par le CSPQ, totalisant 600 \$ pour 6 mois en 2013-2014.

d) Le responsable du contenu sur le site

L'OQLF et la DGLFLF sont coresponsables du contenu du site.

e) Le nombre de visiteurs

D'octobre 2013 à avril 2014, près de 2000 utilisateurs ont vu plus de 8000 pages.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

LE SITE WEB DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE

a) La conception

Le site de la Commission a été créé en 1996, puis refondu dans sa version actuelle en 2009.

b) Les coûts de construction

En 2013-2014, il n'y a eu aucun coût de construction.

c) Le coût de l'entretien et de la mise à jour

L'entretien et la mise à jour du site de la Commission sont effectués par le personnel de la Commission et de la Direction des communications (DCOM) de l'OQLF.

d) La responsabilité du contenu du site

Le contenu du site est fourni par le personnel de la Commission, qui en assume la responsabilité. Un édimestre, membre du personnel de la Commission, fournit les textes et les éléments de contenu à mettre en ligne au personnel de l'équipe Web de la DCOM de l'OQLF.

e) La fréquence moyenne des mises à jour

Les mises à jour se font selon les besoins exprimés. Toutefois, la page d'accueil du site est modifiée mensuellement.

f) Le nombre de visiteurs

En 2013-2014, le site Web de la Commission a été consulté par près de 204 000 utilisateurs qui ont vu plus de 1 157 000 pages. La Banque de noms de lieux du Québec a été interrogée plus de 520 000 fois.

g) Les refontes

Il n'y a eu aucune refonte du site au cours de la dernière année et aucune n'est prévue pour l'année financière en cours.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

LE SITE WEB DE LA DIVISION FRANCOPHONE DU GROUPE D'EXPERTS DES NATIONS UNIES POUR LES NOMS GÉOGRAPHIQUES (GENUNG)

a) La conception

Ce site, conçu par le personnel de la Commission de toponymie et de l'OQLF, a été mis en ligne en juin 2002, puis refondu en 2009 dans sa version actuelle. Il est hébergé sur le même serveur que celui du site Web de la Commission de toponymie.

b) Les coûts de construction

En 2012-2013, il n'y a pas eu de coût de construction.

c) Le coût de l'entretien et de la mise à jour

L'entretien et la mise à jour du site sont effectués par une professionnelle de la Commission de toponymie.

d) La responsabilité du contenu du site

Le contenu du site est fourni par le Secrétariat de la Division francophone du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG), dont la Commission de toponymie fait partie. L'information provient de la Division francophone ou est tirée des sites Web du GENUNG et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

e) La fréquence moyenne des mises à jour

Le site est mis à jour de façon ponctuelle, au besoin.

f) Le nombre de visiteurs par mois

En 2013-2014, plus de 2000 visiteurs ont consulté près de 10 000 pages du site Web.

g) Les refontes

En 2012-2013, il n'y a pas eu de refonte.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Site Web du Conseil supérieur de la langue française

Le processus utilisé pour la conception :

1996 – Consultation pour l'établissement du plan de contenu du site Web avec une firme privée, Harrison services informatiques. Établissement et adoption du plan au Comité de direction et octroi du contrat de construction.

2009 – Un contrat de service d'accompagnement technique pour la refonte du site Web du CSLF a été accordé au Centre francophone d'informatisation des organisations. Ensuite, un appel d'offres sur invitation a été lancé et le contrat a été accordé à la firme Infoglobe inc.

Le nom de la firme ou de la personne qui a conçu le site Web :

Créacom Multimédia (1996)
Infoglobe inc. (2009)

Le coût de construction du site Web :

9 995 \$ en 1996-1997

Le coût de l'entretien et de la mise à jour :

205 357 \$ (depuis sa création en 1997)

La mise à jour est effectuée par le personnel du CSLF et un contrat de service est donné à des techniciens en informatique pour l'entretien.

Combien de fois le site Web a-t-il été refait?

Deux fois.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Quel a été le coût?

7 890 \$ (2004-2005), 27 996 \$ (2008-2009) et 6 999 \$ (2009-2010, pour une adaptation).

Les critères qui ont justifié les changements :

2004-2005 : Se conformer au nouveau programme d'identification visuelle du Conseil du trésor.

2008-2009 : Afin de se conformer au plan d'action de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, intitulé *Réussir ensemble en français*, le projet de refonte du site Web du CSLF visait plusieurs objectifs, dont :

- Moderniser le site Web pour le rendre plus attrayant et convivial (tant sur le plan du graphisme que de l'ergonomie);
- Repositionner l'image du CSLF pour en faire une référence incontournable en matière d'information sur la situation linguistique du Québec;
- Développer un nouveau contenu diffusant de l'information pratique et accessible sur ce que signifie vivre en français au Québec;
- Diffuser de l'information générale sur la situation linguistique, à partir d'événements de l'actualité;
- Répondre aux besoins d'information des jeunes;
- Permettre au citoyen de porter un jugement plus éclairé sur la situation linguistique québécoise;
- Permettre à des usagers non informaticiens de participer à la mise à jour de l'information et à l'intégration de contenu dans le site Web (gestion autonome du contenu).

L'atteinte de ces objectifs a été rendue possible grâce à une présentation visuelle rafraîchie de l'information déjà disponible dans le site Web. Pour atteindre un public plus jeune et moins spécialiste, une section « Jeunesse » vulgarisée sur les questions inhérentes à la vie en français au Québec a aussi été développée.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Sans avoir été refondu, le site Web du CSLF a ensuite continué d'évoluer en fonction de nouveaux besoins et de nouvelles réalités.

En 2009-2010, le site a été adapté afin de respecter les critères connus des standards gouvernementaux québécois sur les ressources informationnelles en matière d'accessibilité des contenus Web pour les personnes handicapées. Il a également été adapté pour répondre aux critères du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels et à ceux de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

En 2011-2012, le CSLF a procédé à l'implantation d'une refonte de la page d'accueil et d'un nouveau moteur de recherche pour la Bibliothèque virtuelle de son site Web.

Principaux objectifs de la refonte de la page d'accueil du site Web du CSLF :

- Accroître le caractère dynamique de la page d'accueil en affichant le contenu régulièrement ajouté à certaines sections du site Web (Actualités linguistiques et Bibliothèque virtuelle).
- Entamer les travaux visant à respecter des exigences précisées dans le standard de l'Administration québécoise intitulé Standard sur l'accessibilité d'un site Web (SGQRI 008-01), soit :
 - modifier la taille des caractères affichés jusqu'à 200 %;
 - modifier les rapports de contraste de couleurs, à l'exclusion des éléments décoratifs;
 - présenter, sur la page d'accueil, les contenus des publications des comptes Twitter et Facebook du CSLF.
- Uniformiser la présentation visuelle des sections du site Web du CSLF avec la nouvelle page d'accueil.

L'implantation d'un nouveau moteur de recherche pour la Bibliothèque virtuelle du CSLF visait à résoudre les problèmes d'efficacité du moteur de recherche précédent.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

26 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

En 2012-2013, le CSLF a poursuivi ses travaux afin de respecter les exigences précisées dans le Standard sur l'accessibilité d'un site Web (SGQRI 008-01), dont l'entrée en vigueur était le 10 mai 2012, et du Standard sur l'accessibilité d'un document téléchargeable (SGQRI 008-02), dont l'entrée en vigueur était le 10 novembre 2012.

En 2013-2014, pour compléter les travaux visant à respecter entièrement les exigences précisées dans le Standard sur l'accessibilité d'un document téléchargeable (SGQRI 008-02), le CSLF a terminé la conception d'un module permettant la mise en page en langage HTML des nouvelles publications du CSLF, afin de les rendre accessibles pour les personnes handicapées. Il a rendu accessibles tous ses formulaires de mise en candidature de même que son rapport annuel 2012-2013. Un membre de son personnel a également suivi une formation pour rendre les documents Word accessibles.

En ce qui concerne le Standard sur l'accessibilité du multimédia dans un site Web (SGQRI 008-03), le CSLF a assuré le respect du standard en donnant accès à des textes de remplacement pour toutes les vidéos publiées sur son site Web.

Le nombre de visiteurs :

Le nombre de visiteurs uniques a été de 56 612 en 2013-2014 et le nombre de visites s'élève à 74 030 pour la même période.

Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour?

Hebdomadaire

Qui est responsable du contenu sur le site Web?

Monique Lachance, directrice de l'information

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

02 Office québécois de la langue française

03 Conseil supérieur de la langue française

27 - Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) les mandats;
- c) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- d) le résultat du travail effectué;
- e) les échéances prévues;
- f) les sommes impliquées.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Aucune nomination.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

28 - Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

M. Jacques Beauchemin, sous-ministre associé, a participé une tournée ministérielle sur l'application de la Charte de la langue française et de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration. Il était accompagné de M^{me} Brigitte Jacques, directrice.

REGIONS	DATE	NOM DE LA PERSONNE	COUT
Québec	2014-02-26	Jacques Beauchemin	249 \$
Québec	2014-02-26	Brigitte Jacques	261 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

28 - Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucune rencontre n'a eu lieu en 2013-2014

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

28 - Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

29 - Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total des demandes reçues;
- d) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

02 Office québécois de la langue française

03 Conseil supérieur de la langue française

30 - La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

02 Office québécois de la langue française

03 Conseil supérieur de la langue française

- 31 - La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

32 - Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

33 - Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

02 Office québécois de la langue française

03 Conseil supérieur de la langue française

34 - Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et prévisions 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

35 - Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 36- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucune prime au rendement n'a été accordée en 2013-2014.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

36- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

	2012-2013	2013-2014
Cadres	0,00 \$	0,00 \$
Professionnels	48 913,84 \$	25 566,46 \$
Fonctionnaires	0,00 \$	0,00 \$
Total	48 913,84 \$	25 566,46 \$

Le montant octroyé pour la rémunération variable des juristes est inconnu à ce jour.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

- 36- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Un professionnel a reçu un boni au rendement au montant de 1 758,74 \$.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

- 37- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucun montant versé.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

- 38- Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

39 - Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

40 - Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente puisqu'il n'y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l'année financière 2013-2014.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

41 - La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

42 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

43 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique
 02 Office québécois de la langue française
 03 Conseil supérieur de la langue française

44 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2013-2014

L'information demandée se retrouve à la réponse de la question 15c et 15f.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

45 - Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Ne s'applique pas.

CHARTRE
DE LA LANGUE FRANÇAISE

DEMANDE DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
OPPOSITION OFFICIELLE

2014-2015

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

**Demande de renseignements particuliers
de l'opposition officielle**

		PAGE
	SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE	
12	Liste de tous les modes et des lieux de formation en français offerts par le gouvernement du Québec (OQLF, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Emploi-Québec, Commission des partenaires du marché du travail, etc.). Liste des programmes offerts par chacun. Crédits alloués à chacun des programmes en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.	RP 1
13	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.	RP 2
14	Nombre de chefs d'entreprise de 11 à 49 employés ayant reçu la communication officielle du gouvernement pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.	RP 3
16	Coût et détails de la campagne de promotion « Faire des affaires en français ».	RP 4
19	Détails et coût de la campagne visant à mieux faire connaître l'ensemble des programmes gouvernementaux touchant la francisation afin de joindre toutes les clientèles potentielles.	RP 5
20	Bilan de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015. Nombre de réunions tenues. Dates et procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au Comité directeur. Copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité, et les prévisions pour 2014-2015.	RP 6
21	État d'avancement des travaux d'implantation d'un guichet unique de l'offre gouvernementale en francisation.	RP 115
22	Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, et les prévisions pour 2014-2015.	RP 116
24	Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquer le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2011-2012 et 2012-2013, ainsi que l'évolution depuis 2008. a) Secrétariat à la politique linguistique	RP 117
27	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.	RP 118

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

		PAGE
28	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.	RP 119
29	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)	RP 120
31	Bilan des actions en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	RP 121
32	Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement via le discrétionnaire du ministre depuis le 23 avril 2014 ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé l'organisme.	RP 125
33	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2014-2015. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.	RP 126

		PAGE
	OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE	
1	Concernant l'application de la Charte de la langue française, ventilation, par mois, du nombre de dossiers transmis au Procureur général du Québec et/ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales par l'Office québécois de la langue française en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.	RP 1
2	Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l'Office québécois de la langue française en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014. Nombre de dossiers traités par professionnel.	RP 2
3	Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour l'Office en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.	RP 3
4	Composition du comité de suivi de la situation linguistique au 3 juin 2014. Pour chaque membre, préciser date de la nomination et la durée du mandat.	RP 4
5	Tableau sur les dossiers fermés selon les motifs de fermeture, en pourcentage, en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.	RP 5
6	Nombre d'inspecteurs et d'inspections effectuées par chacun en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015.	RP 7
7	Pour chacune des cinq dernières années, nombre de fois où a été utilisé l'article 151 de la Charte visant à exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, ainsi qu'à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.	RP 8

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

		PAGE
8	Pour chacune des cinq dernières années, nombre d'ententes particulières conclues entre l'Office québécois de la langue française et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.	RP 9
9	Détails et état d'implantation du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les petites entreprises. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.	RP 10
10	Détails et état d'implantation du Programme des associations partenaires pour la francisation des petites entreprises. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.	RP 12
11	Détails et état d'implantation du Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2012-2013, 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.	RP 13
15	Ventilation des subventions accordées aux organisations syndicales dans le cadre de la francisation des entreprises pour 2009-2010.	RP 16
17	Liste des actions de sensibilisation et d'information ciblées menées par l'OQLF pour l'accueil et les services en français dans les commerces.	RP 17
18	Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours afin d'assurer le respect de ces dispositions.	RP 18
22	Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, et les prévisions pour 2014-2015.	RP 20
23	Évolution annuelle, depuis 2007, du nombre d'employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour l' <u>OQLF</u> . a) Office québécois de la langue française i. Ventiler les employés selon le poste occupé	RP 21

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

		PAGE
24	Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquer le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2011-2012 et 2012-2013, ainsi que l'évolution depuis 2008. b) Office québécois de la langue française	RP 22
25	Pour chaque demande d'aide financière concernant la langue française acceptée en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 : a) Le nom du demandeur et/ou du projet; b) Secteur d'intervention; c) Objectifs visés par la demande d'aide; d) Aide financière octroyée.	RP 23
26	Nombre d'entreprises inscrites auprès de l'OQLF au 31 décembre 2012. Nombre d'entreprises qui détiennent un certificat de francisation. Ventilation des entreprises selon la taille.	RP 27

		PAGE
	CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE	
22	Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, et les prévisions pour 2014-2015.	RP 1
23	Évolution annuelle, depuis 2007, du nombre d'employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour le <u>CSLF</u> . b) Conseil supérieur de la langue française i. Ventiler les employés selon le poste occupé	RP 2
24	Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquer le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2011-2012 et 2012-2013, ainsi que l'évolution depuis 2008. c) Conseil supérieur de la langue française	RP 3
27	Budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.	RP 4
28	Composition des membres du Conseil en précisant la date de nomination de chaque personne ainsi que la durée du mandat pour chacune d'elles. S'il y a eu des terminaisons de mandats ou révocations, indiquer les motifs et conditions de départ.	RP 5
29	Liste de tous les avis demandés au Conseil par le/la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.	RP 7

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

		PAGE
30	Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.	RP 9

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 12- Liste de tous les modes et des lieux de formation en français offerts par le gouvernement du Québec (OQLF, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Emploi-Québec, Commission des partenaires du marché du travail, etc.). Liste des programmes offerts par chacun. Crédits alloués à chacun des programmes en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Il appartient à chaque ministère ou organisme de répondre des activités relevant de sa responsabilité.

Pour leur part, le Secrétariat à la politique linguistique et l'Office québécois de la langue française n'offrent pas d'activités de formation.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 13- État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.**

ooo—000—ooo—000—ooo

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Emploi-Québec et l'Office québécois de la langue française étaient responsables de cette mesure de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 (mesure 15).

Ainsi qu'il a été indiqué lors de l'étude des crédits précédente, après examen de la faisabilité de cette mesure, les partenaires gouvernementaux ont décidé de l'abandonner pour les raisons suivantes :

- le taux de roulement au sein des petits commerces et des entreprises, tant du côté des propriétaires que de celui des travailleurs, créait des difficultés quant à la stabilité d'éventuelles activités de parrainage;
- il existe déjà dans le programme PRIIME d'Emploi-Québec un volet permettant un accompagnement de travailleurs en emploi (mesure 14a de la Stratégie).

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 14- Nombre de chefs d'entreprise de 11 à 49 employés ayant reçu la communication officielle du gouvernement pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ainsi qu'il a été indiqué lors de l'étude des crédits de l'année dernière, cette mesure de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 (mesure 20) a été réalisée en 2010-2011. Une lettre officielle a été envoyée le 21 janvier 2011 à près de 7 000 entreprises situées sur l'île de Montréal, les invitant à utiliser le nouveau guichet unique de services en francisation, *Carrefour francisation*.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

16- Coût et détails de la campagne de promotion « Faire des affaires en français ».

ooo—000—ooo—000—ooo

La campagne de promotion de la langue française « Le français, notre fierté, notre affaire à tous » s'est déroulée du 6 octobre au 1^{er} novembre 2008, au cours de l'année financière 2008-2009, par l'entremise du Centre de services partagés du Québec (CSPQ).

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

19- Détails et coût de la campagne visant à mieux faire connaître l'ensemble des programmes gouvernementaux touchant la francisation afin de joindre toutes les clientèles potentielles.

ooo—000—ooo—000—ooo

Le Secrétariat à la politique linguistique n'a pas mené de campagne visant à mieux faire connaître l'ensemble des programmes gouvernementaux touchant la francisation en 2013-2014.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 20- Bilan de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015. Nombre de réunions tenues. Dates et procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au Comité directeur. Copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité, et les prévisions pour 2014-2015.**

ooo—000—ooo—000—ooo

Bilan de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015 :

La Stratégie commune d'intervention 2013-2015 a été lancée officiellement le 18 novembre 2013 lors d'un déjeuner organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM). Un premier bilan de la Stratégie sera produit au printemps 2015 qui couvrira la période allant de son lancement en novembre 2013 jusqu'au 31 mars 2015. Un bilan complémentaire sera produit en 2016 pour couvrir la période restante de la Stratégie commune à savoir du 1^{er} avril 2015 au 31 octobre 2015.

Nombre de réunions tenues; dates et procès-verbaux de ces réunions :

Le **Comité directeur des orientations** a tenu sa réunion annuelle le 20 juin 2013. Lors de cette rencontre, le bilan de la Stratégie 2008-2013 établi au 31 mars 2013 a été adopté et la reconduction pour deux ans d'une Stratégie commune d'intervention a été annoncée. (Annexe 1)

Le **Comité de suivi des activités** s'est pour sa part réuni deux fois au cours de l'année 2013-2014 :

- ✓ Le 31 mai 2013, rencontre qui avait pour objet d'approuver le bilan de la Stratégie commune 2008-2013 en vue de son dépôt au Comité directeur des orientations en juin 2013 (Annexe 2)
- ✓ Le 8 novembre 2013, rencontre qui avait pour objet d'approuver la proposition de Stratégie commune 2013-2015 en vue de son dépôt au Comité directeur des opérations en novembre 2013 (Annexe 3)

La **Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM)** a organisé un déjeuner d'affaires qui a eu lieu le 18 novembre 2013 et qui avait pour seul objet le lancement de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015.

Liste des sous-comités :

Le **Secrétariat à la politique linguistique (SPL)** qui est responsable d'assurer le soutien administratif à la réalisation de la Stratégie commune d'intervention s'est doté de deux sous-comités pour remplir son mandat :

- ✓ Un sous-comité de coordination réunissant des représentants du SPL, de l'Office québécois de la langue française (OQLF) et de la CCMM agissant comme coordonnateurs des activités chacun dans son organisation
- ✓ Un sous-comité « communication » réunissant des représentants du SPL, de l'OQLF et de la CCMM agissant comme responsables des communications chacun dans son organisation

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 20- Bilan de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015. Nombre de réunions tenues. Dates et procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au Comité directeur. Copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité, et les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Liste des rapports remis au Comité directeur des orientations; copie de ces rapports :

- ✓ Le rapport au 31 mars 2013 de l'ensemble de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 (Annexe 4)
- ✓ La proposition de Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015 (Annexe 5)

Copie de tous les avis émis par le comité :

Le Comité directeur des opérations n'a pas émis d'avis autres que d'approuver les rapports qui lui ont été soumis en juin 2013 et en novembre 2013

Prévisions pour 2014-2015 :

En 2014-2015 on prévoit :

- ✓ La production en juin 2014 d'un bilan complémentaire au 31 octobre 2013 de la Stratégie commune 2008-2013 faisant état de la mise à jour des résultats de la Stratégie commune à son terme officiel du 31 octobre 2013
- ✓ Le dépôt de ce bilan complémentaire de la Stratégie commune 2008-2013 au Comité de suivi des activités lors de sa rencontre de septembre 2014 et son dépôt subséquent au Comité directeur des orientations
- ✓ La préparation des outils de collecte des résultats au 31 mars 2015 pour la Stratégie commune 2013-2015 en prévision de la production du premier bilan de cette Stratégie commune au début de l'année 2015-2016
- ✓ Réunions périodiques des deux sous-comités mis en place par le SPL

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 20- Bilan de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015. Nombre de réunions tenues. Dates et procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au Comité directeur. Copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité, et les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

ANNEXE 1

RENCONTRE DU COMITÉ DIRECTEUR DES ORIENTATIONS
de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal – 2008-2013*
le 20 juin 2013, à 8h30, au 360 McGill, salle RC-12

Étaient présents :

LA MINISTRE

- Mme Diane De Courcy, ministre responsable de la Charte de la langue française et ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

LE PRÉSIDENT

- M. Michel Leblanc, président du comité directeur de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal et président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

LES MEMBRES

- M. Louis-Paul Lazure, vice-président aux communications, Conseil du Patronat du Québec
- M. Jacques Létourneau, président, Confédération des syndicats nationaux
- M. Michel Forget, adjoint au comité exécutif, Confédération des syndicats nationaux
- M. Mario Lafrance, directeur général, Société de développement commercial du Vieux-Montréal
- M. Norman Chenail, président, Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent
- M. Marc-André Saumier, président, Chambre de commerce gaie du Québec
- Mme Isabelle Foisy, directrice générale, Chambre de commerce de l'est de Montréal.
- M. Gilles Dubien, directeur général, Chambre de commerce et d'industrie du sud-ouest de Montréal
- Mme Françoise Pâquet, directrice des relations gouvernementales, Conseil québécois du commerce de détail
- Mme Anne-Marie Jean, directrice générale, Culture Montréal
- M. Sébastien Lauzon (*remplaçant de M. François Meunier*), Association des restaurateurs du Québec
- M. Alexandre Raymond, président, Jeune Chambre de commerce de Montréal
- Mme Mélanie Jolin, conseillère communication-marketing, Association des agences de publicité du Québec
- Mme Lola LeBrasseur, directrice de la francisation, Fédération des travailleurs du Québec

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 20- Bilan de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015. Nombre de réunions tenues. Dates et procès-verbaux de ces réunions. Liste des sous-comités créés. Liste des rapports remis au Comité directeur. Copie de ces rapports. Copie de tous les avis émis par le comité, et les prévisions pour 2014-2015.**

ooo—000—ooo—000—ooo

- **Mme Ève Paré**, vice-présidente et directrice générale, Association des hôteliers du Québec
- **Mme Chantal Provost**, directrice générale, Chambre de commerce de Laval
- **Mme Hélène Bergeron**, directrice générale Chambre de commerce de la Rive-Sud

LES OBSERVATEURS

- **M. Jacques Beauchemin**, sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique et coprésident du Comité de suivi des activités
- **M. Yvan Turcotte**, sous-ministre adjoint, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- **M. Jorge Passalacqua**, directeur général adjoint de la Francisation et des Enquêtes, Office québécois de la langue française
- **M. Pierre Casgrain**, coordonnateur du plan d'action gouvernemental, Office québécois de la langue française
- **M. Réjean Charbonneau**, directeur, Emploi-Québec
- **M. Guy Jobin**, vice-président Services aux entreprises, Chambre de commerce du Montréal métropolitain et coprésident du Comité de suivi des activités
- **Mme Marie-Laure Konan**, coordonnatrice Carrefour Francisation, Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- **Mme Brigitte Jacques**, directrice, Secrétariat à la politique linguistique
- **M. Pierre-Paul Clermont**, conseiller spécial, Secrétariat de la Stratégie commune d'Intervention pour Montréal 2008-2013
- **M. Denis Villeneuve**, conseiller spécial, Secrétariat à la politique linguistique
- **Mme Françoise Cadieux**, conseillère spéciale, Secrétariat de la Stratégie commune d'Intervention pour Montréal 2008-2013

ANNEXE 1

RENCONTRE DU COMITÉ DIRECTEUR DES ORIENTATIONS de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal – 2008-2013* le 20 juin 2013, à 8h30, au 360 McGill, salle RC-12

Étaient présents :

LA MINISTRE

- **M^{me} Diane De Courcy**, ministre responsable de la Charte de la langue française et ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

LE PRÉSIDENT

- **M. Michel Leblanc**, président du comité directeur de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal et président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

LES MEMBRES

- **M. Louis-Paul Lazure**, vice-président aux communications, Conseil du Patronat du Québec
- **M. Jacques Létourneau**, président, Confédération des syndicats nationaux
- **M. Michel Forget**, adjoint au comité exécutif, Confédération des syndicats nationaux
- **M. Mario Lafrance**, directeur général, Société de développement commercial du Vieux-Montréal
- **M. Norman Chenail**, président, Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent
- **M. Marc-André Saumier**, président, Chambre de commerce gaie du Québec
- **M^{me} Isabelle Foisy**, directrice générale, Chambre de commerce de l'est de Montréal.
- **M. Gilles Dubien**, directeur général, Chambre de commerce et d'industrie du sud-ouest de Montréal
- **M^{me} Françoise Pâquet**, directrice des relations gouvernementales, Conseil québécois du commerce de détail
- **M^{me} Anne-Marie Jean**, directrice générale, Culture Montréal
- **M. Sébastien Lauzon** (*remplaçant de M. François Meunier*), Association des restaurateurs du Québec
- **M. Alexandre Raymond**, président, Jeune Chambre de commerce de Montréal
- **Mme Mélanie Jolin**, conseillère communication-marketing, Association des agences de publicité du Québec
- **M^{me} Lola LeBrasseur**, directrice de la francisation, Fédération des travailleurs du Québec
- **M^{me} Ève Paré**, vice-présidente et directrice générale, Association des hôteliers du Québec
- **M^{me} Chantal Provost**, directrice générale, Chambre de commerce de Laval
- **M^{me} Hélène Bergeron**, directrice générale Chambre de commerce de la Rive-Sud

LES OBSERVATEURS

- **M. Jacques Beauchemin**, sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique et coprésident du Comité de suivi des activités
- **M. Yvan Turcotte**, sous-ministre adjoint, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- **M. Jorge Passalacqua**, directeur général adjoint de la Francisation et des Enquêtes, Office québécois de la langue française
- **M. Pierre Casgrain**, coordonnateur du plan d'action gouvernemental, Office québécois de la langue française
- **M. Réjean Charbonneau**, directeur, Emploi-Québec
- **M. Guy Jobin**, vice-président Services aux entreprises, Chambre de commerce du Montréal métropolitain et coprésident du Comité de suivi des activités
- **M^{me} Marie-Laure Konan**, coordonnatrice Carrefour Francisation, Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- **M^{me} Brigitte Jacques**, directrice, Secrétariat à la politique linguistique
- **M. Pierre-Paul Clermont**, conseiller spécial, Secrétariat de la Stratégie commune d'Intervention pour Montréal 2008-2013
- **M. Denis Villeneuve**, conseiller spécial, Secrétariat à la politique linguistique
- **M^{me} Françoise Cadieux**, conseillère spéciale, Secrétariat de la Stratégie commune d'Intervention pour Montréal 2008-2013

1. **Mot de Bienvenue**

M. Leblanc souhaite la bienvenue aux participants et expose les objectifs de la rencontre qui sont de présenter et d'approuver le bilan annuel et final de la Stratégie commune d'intervention 2008-2013.

2. **Objectif de la rencontre**

Mme de Courcy prend alors la parole pour assurer à l'assemblée son soutien à la Stratégie en soulignant l'importance névralgique de celle-ci pour assurer la paix linguistique et en saluant la dynamique d'accompagnement, les mesures souples, incitatives et facilitantes qui caractérisent cette initiative commune.

3. **Adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour proposé et secondé est rapidement adopté.

4. **Adoption du compte-rendu de la rencontre du 27 mai 2011**

Le compte-rendu de la rencontre du comité directeur du 27 mai 2011 est également adopté.

5. **Présentation des résultats 2012-2013 et bilan final**

Monsieur Pierre-Paul Clermont, conseiller spécial au Secrétariat de la Stratégie commune, présente les faits saillants dans une présentation PowerPoint en retraçant les origines de la Stratégie et en soulignant l'engagement des partenaires de tout horizon et leur mobilisation constante tout au long du projet. Il mentionne que cet engagement n'a jamais faibli et qu'il s'est même affermi par l'arrivée de nouveaux partenaires en cours de route dont le total atteint maintenant la cinquantaine.

Il ajoute que la Stratégie a donné des résultats concrets, notamment par la croissance de l'engagement de partenaires non gouvernementaux et la coordination des actions qui ont mené à une harmonisation des programmes et des outils, ce qui a contribué à simplifier l'accès aux ressources disponibles, tout en permettant aux agents de sensibiliser et d'accompagner les petites entreprises sur le terrain.

Au 31 mars 2013, la Stratégie commune comportait 43 mesures dont 8 sont des nouvelles mesures qui se sont ajoutées aux 35 mesures initiales adoptées en octobre 2008; de ces 43 mesures, 3 ont été abandonnées, 18 ont été réalisées et 22 se poursuivent en continu.

La Stratégie aura permis de développer plusieurs outils d'information, d'accompagnement et de francisation dont 3 portails, une équipe de 16 agents et une panoplie de cours de français, une méthode d'évaluation de la connaissance du français, ainsi qu'un guichet d'inscription en ligne.

Il conclut sur l'idée que pour assurer que l'objectif de la Stratégie soit atteint, il faut agir sur 4 plans : l'information, la connaissance du français, les outils et procédures et l'exigence par les citoyens d'être servis en français.

Madame Marie-Laure Konan, coordonnatrice à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, fait ensuite le bilan des activités du guichet unique. Elle rappelle que le guichet a 3 composantes, le portail, la ligne téléphonique et l'équipe des agents de francisation. Le portail a été bonifié et il est de plus en plus connu et visité. Pour sa part, la ligne téléphonique ne sonne pas assez. Seulement 231 appels ont été recensés au 31 mars 2013. Par contre, l'équipe des 16 agents de francisation est très performante grâce à sa stratégie de vente et d'accompagnement. L'objectif de 500 entreprises attestées sera largement dépassé lorsque la Stratégie prendra fin en octobre 2013. En somme, le guichet a permis de mettre au point une approche d'accompagnement appréciée, un discours adapté aux entreprises, un accès facile aux ressources et une équipe performante permettant une rétroaction bénéfique.

Monsieur Clermont élabore ensuite sur les mesures réalisées. Il souligne la réalisation du portail www.languedutravail.com par la FTQ ainsi que les quatre grands types de formations en français des divers partenaires gouvernementaux, disponibles selon plusieurs formules pour les diverses clientèles ciblées : le cours de français en ligne (FEL) du MICC et sa fréquentation croissante, les autres mesures d'apprentissages du français à l'étranger disponibles auprès de 116 partenaires dans une trentaine de pays, les cours de français spécialisés adaptés aux besoins de la santé, du génie et de l'administration, et dispensés dans les cégeps partenaires et qui sont également tous en croissance et les mesures de formation en emploi et les programmes d'aide à l'intégration des immigrants. Il conclut que toutes ces mesures ont eu un franc succès grâce à l'implication des agents de francisation sur le terrain.

Il amorce ensuite les pistes de réflexion à suivre en notant que la sensibilisation et la promotion en matière d'usage du français sont des éléments essentiels, mais que les campagnes de publicité qui ont été réalisées dans le cadre de la Stratégie commune ont eu

trop peu d'effet sur le grand public. Il fait remarquer que les Québécois francophones eux-mêmes ont un rôle à jouer dans la pérennité du français. Il ajoute qu'il faudrait se doter de meilleurs indicateurs pour évaluer l'effet des campagnes et d'une meilleure coordination des communications en privilégiant les stratégies non gouvernementales. Il poursuit sur l'accompagnement et le soutien aux entreprises en constatant que le travail des agents et l'existence de programme de soutien et d'outils pertinents ont permis l'engagement volontaire des petites entreprises dans le processus de francisation. Il conclut sur les cours de français en remarquant que la coordination et l'harmonisation des pratiques entre le MICC et le MELS sont essentielles pour faciliter l'accessibilité des immigrants aux ressources de francisation disponibles.

En conclusion, la Stratégie commune porte bien son nom, puisqu'il s'agit désormais de l'affaire de tous. La concertation privé-public est pertinente et l'engagement des gens d'affaires est démontré. Cette mobilisation est un exemple à suivre et à poursuivre.

Les discussions avec les participants suivent les présentations. Mme Foisy souligne qu'il est important de conserver la proximité entre le milieu des affaires et les ministères et organismes gouvernementaux. M. Saumier renchérit sur l'approche gagnante des agents de francisation alors que Mme Provost fait remarquer qu'il faut maintenant continuer ce travail avec, en perspective, le Grand Montréal. Mme Jean souhaite qu'on fasse connaître le Québec par la culture en mettant de l'avant le portail Le Français en Scène, tout en indiquant qu'il faut continuer ce travail de fond. M. Leblanc parle alors d'une démarche systémique réussie dont il faut retenir l'approche.

6. Approbation du rapport annuel 2012-2013 et du bilan final

M. Leblanc propose l'approbation du rapport annuel, ce qui est appuyé par MM. Chenail et Desbiens. Le rapport est donc approuvé.

7. Perspectives d'avenir

Mme De Courcy se dit alors très contente des résultats et de ce partenariat probant. Elle annonce que la Stratégie est reconduite pour deux autres années, de même que les mandats du comité de suivi et du comité directeur. Elle souligne qu'il s'agit d'un engagement ferme du gouvernement et qu'on ne peut pas ne pas souscrire à cette dynamique d'accompagnement et à ce discours adapté au milieu. Elle remarque que la Stratégie a stoppé l'hémorragie, mais qu'il faudra toujours qu'il y ait un accompagnement des entreprises dans la région métropolitaine et qu'à ce titre, les entreprises de Montréal ont une responsabilité plus grande. « Il faudra qu'elles soient aidées et on va continuer à soutenir l'initiative », indique-t-elle alors. Elle termine en notant que les ajustements proposés dans le projet de loi 14 sont complémentaires à la Stratégie et elle souhaite que ce projet soit soutenu et adopté.

Puis, elle revient sur le fait qu'on ne connaît pas suffisamment tous les progrès qui ont été accomplis par la Stratégie et qu'un constat négatif continu à être véhiculé par trop de monde, et qu'il faut trouver un moyen de valoriser les entreprises qui se sont volontairement engagées dans la francisation.

Elle souhaite qu'un comité se penche sur cette question et sur les mesures de reconnaissance appropriées tout en indiquant que dans un contexte où 84 % des foyers étaient branchés à Montréal, les médias sociaux sont incontournables et qu'il faut maintenir un dialogue continu et constructif.

M. Leblanc poursuit en indiquant qu'il entend convoquer les partenaires à un événement à l'automne 2013 afin de communiquer les résultats de la Stratégie et dégager de nouveaux objectifs. Il souligne l'importance de s'ouvrir aux autres organisations, de franciser là où c'est nécessaire et d'améliorer la perspective montréalaise.

M. Forget reconnaît le bon travail effectué tout en souhaitant que la francisation en milieu de travail soit mieux soutenue par le patronat afin d'aller plus loin pour que le français devienne la langue du travail. Mme LeBrasseur abonde dans le même sens en précisant qu'il faudrait une démarche pour ouvrir davantage les portes des entreprises.

M. Lazure se dit préoccupé par la situation du français et se montre ouvert à une collaboration avec le milieu syndical dans un effort systémique.

M. Leblanc fait remarquer qu'il y a une dynamique de grande entreprise en ce qui concerne la langue du travail à Montréal et que la Stratégie visait principalement les petites entreprises et que c'est là que s'est fait le plus grand progrès.

M. Leblanc conclut en soulignant l'importance de se donner des objectifs quantitatifs à atteindre en matière de francisation et à développer des indicateurs permettant d'en vérifier l'atteinte.

8. Mot de clôture

La ministre dit oui à un événement à l'automne en précisant qu'il faudrait en profiter pour rendre publics des indicateurs et des objectifs communs.

12 juillet 2013

ANNEXE 2

RENCONTRE DU COMITÉ DE SUIVI DES ACTIVITÉS De la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal – 2008-2013*

31 MAI 2013 à compter de 8h30

Au 360 McGill, salle 2.14

Étaient présents :

- **M. Jacques Beauchemin**, Sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique et co-président du Comité de suivi des activités
- **M. Guy Jobin**, vice-président Services aux entreprises, Chambre de commerce du Montréal métropolitain et co-président du Comité de suivi des activités
- **M^{me} Marie-Laure Konan**, coordonnatrice Carrefour Francisation, Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- **M^{me} Francine Boissonneault**, Conseillère régionale aux entreprises (*Remplaçante de M. Réjean Charbonneau*), Emploi-Québec
- **M. Jacques Leroux**, directeur de la Francisation (*remplaçant de M. Yvan Turcotte*), ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- **M. Jorge Passalacqua**, directeur général adjoint de la Francisation et des Enquêtes, Office québécois de la langue française
- **Pierre Casgrain**, coordonnateur du plan d'action gouvernemental, Office québécois de la langue française
- **M. Gaston Lafleur**, président, Conseil québécois du commerce de détail
- **M. Michel Forget**, adjoint au comité exécutif, Confédération des syndicats nationaux
- **M. Norman Chenail**, président, Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent
- **M. Sébastien Lauzon**, (*remplaçant de M. François Meunier*), Association des restaurateurs du Québec
- **M^{me} Brigitte Jacques**, directrice, Secrétariat à la politique linguistique
- **M. Denis Villeneuve**, conseiller spécial, Secrétariat à la politique linguistique
- **M. Pierre-Paul Clermont**, conseiller spécial, Secrétariat de la Stratégie commune d'Intervention pour Montréal 2008-2013
- **M^{me} Françoise Cadieux**, conseillère spéciale, Secrétariat de la Stratégie commune d'Intervention pour Montréal 2008-2013

1. Mot de Bienvenue

Monsieur Jacques Beauchemin souhaite la bienvenue aux personnes présentes et rappelle l'objectif de la rencontre, à savoir prendre connaissance du rapport annuel 2012-2013 et du bilan d'ensemble de la Stratégie commune en date du 31 mars 2013.

Monsieur Guy Jobin, souhaite aussi la bienvenue aux participants et complète en précisant que la rencontre doit aussi servir à identifier quelques perspectives d'avenir pour la Stratégie commune en préparation à la rencontre du Comité directeur qui doit avoir lieu le 20 juin 2013.

2. Présentation des participants

Les participants se présentent à tour de rôle en identifiant l'organisation à laquelle ils appartiennent.

État de situation

Monsieur Jacques Beauchemin rappelle que la Stratégie commune vient à son terme à l'automne 2013 et que le Comité directeur des orientations doit prendre connaissance du bilan qui peut en être fait, en se basant sur les résultats constatés au 31 mars 2013, afin de faire des propositions quant aux suites à prévoir à compter d'octobre 2013.

3. La Stratégie commune d'intervention

3.1. Le rapport annuel 2012-2013

Monsieur Pierre-Paul Clermont précise que le rapport qui a été préparé en vue de son dépôt à la rencontre du Comité directeur des orientations combine à la fois le rapport des activités pour l'année 2012-2013 et un rapport d'ensemble des réalisations relatives à chacune des mesures depuis le début de la Stratégie commune en octobre 2008. Ce rapport se veut donc un bilan global de la Stratégie commune en date du 31 mars 2013.

3.2. Le bilan global

Monsieur Pierre-Paul Clermont présente, à l'aide d'un diaporama (copie jointe), les grandes lignes du bilan global de la Stratégie commune; il est secondé à cet égard par madame Marie-Laure Konan qui vient présenter plus particulièrement trois mesures sous la gouverne de la CCMM, à savoir le Carrefour francisation, le démarchage par les agents de francisation et la francisation volontaire des entreprises.

Les deux présentateurs répondent aux questions des participants; le cas échéant des représentants de certains des partenaires de la Stratégie viennent préciser les résultats relatifs à l'une ou l'autre des mesures dont ils sont responsables. C'est ainsi que des précisions sont apportées en cours de présentation par madame Francine Boissonneault (Emploi-Québec) et messieurs Jacques Leroux (MICC), Michel Forget (CSN), Pierre Casgrain (OQLF), Norman Chenail (CCI Saint-Laurent) et Denis Villeneuve (SPL).

4. Perspectives

Suite à la présentation du bilan de la Stratégie commune, la discussion s'engage entre les participants relativement aux perspectives à dégager des résultats dans la foulée des pistes de réflexion proposées dans le rapport préparé par monsieur Pierre-Paul Clermont. Les participants s'entendent sur les pistes suivantes :

- Il importe de maintenir une continuité dans les messages de sensibilisation et de promotion de l'usage du français mais il est aussi important que la sensibilisation et la promotion soient objet d'une concertation entre les partenaires concernés et d'une meilleure coordination;
- Il faut cibler des secteurs, comme l'hôtellerie, qui auront plus d'impact sur le visage français de Montréal, notamment sur les petites entreprises;
- Le français comme langue du travail doit faire l'objet d'une attention particulière car il s'agit là d'un facteur important de la francisation des entreprises et conséquemment de la présence du français dans l'espace public.

Monsieur Gaston Lafleur soulève la question de l'accomplissement du mandat confié au Comité de suivi des activités de la Stratégie commune. Monsieur Pierre-Paul Clermont rappelle les termes de ce mandat (voir document ci-joint). Les participants concluent que le Comité de suivi des activités a bel et bien rempli son mandat et que le bilan qui a été préparé pour la Stratégie commune rend bien compte de l'accomplissement de ce mandat. Les participants s'entendent notamment sur le fait qu'il n'était pas dans leur mandat de faire des recommandations formelles quant aux suites à donner à la Stratégie commune et que les pistes de réflexion proposées dans le bilan sont suffisantes.

On s'entend pour dire qu'au terme de la Stratégie commune, il conviendrait de refaire un état de situation de la même nature que celui qui avait servi de point de départ à la Stratégie commune (étude de l'OQLF et sondage de Léger Marketing).

On s'entend aussi pour dire que le projet de loi 14 ne change pas fondamentalement la dynamique de fond et qu'une relance d'une Stratégie commune n'est pas incompatible avec l'éventuelle adoption du projet de loi. Les participants sont d'accord pour dire que la concertation des partenaires et la dynamique qui s'est établie entre eux dans le cadre de la Stratégie commune sont des acquis à conserver.

Les membres du Comité de suivi des activités se disent prêts à se rencontrer à nouveau à l'automne 2013 si telle était la volonté du Comité directeur des orientations.

5. Rencontre du Comité directeur des orientations

Monsieur Jacques Beauchemin trace les grandes lignes du contenu de l'ordre du jour de la rencontre du 20 juin prochain du Comité directeur des orientations. Il rappelle que c'est à ce comité qu'il revient de faire des propositions quant à l'avenir de la Stratégie commune au-delà d'octobre 2013.

6. Varia

Aucun sujet n'a été inscrit à ce point de l'ordre du jour.

La rencontre se termine à 11h30.

ANNEXE 3

RENCONTRE DU COMITÉ DE SUIVI de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal – 2013-2015* le 8 novembre 2013, à 13h30, au 125, rue Sherbrooke Ouest à Montréal

Étaient présents :

- M. Jacques Beauchemin, sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique
- M. Guy Jobin, Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- M. Jorge Passalacqua, Office québécois de la langue française
- M^{me} Gisèle Baril, Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- M. Norman Chenail, Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent
- Monsieur Léopold Turgeon, Conseil québécois du commerce de détail
- M. Michel Forget, Confédération des syndicats nationaux
- M^{me} Brigitte Jacques, Secrétariat à la politique linguistique
- M^{me} Marie-Laure Konan, Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- M. Pierre-Paul Clermont, Secrétariat de la Stratégie commune 2013-2015
- M^{me} Françoise Cadieux, Secrétariat de la Stratégie commune 2013-2015

1. Mot de Bienvenue

M. Beauchemin souhaite la bienvenue aux participants. Il fait un bref rappel des événements récents relatifs à la Stratégie commune d'intervention, à savoir :

- ✓ 2013-05-31 Dépôt du rapport et du bilan de la Stratégie commune au Comité de suivi qui approuve son envoi au Comité directeur
- ✓ 2013-06-20 Approbation du rapport et du bilan de la Stratégie commune et reconduction d'une stratégie commune d'intervention pour deux ans
- ✓ Septembre et octobre 2013 Production d'un document de travail pour la Stratégie commune 2013-2015 en collaboration avec les partenaires

M. Jobin souhaite à son tour la bienvenue aux participants et rappelle que l'objectif de la rencontre est de réviser le document de travail proposé pour la Stratégie commune 2013-2015 afin de produire le document qui sera envoyé au Comité directeur pour son approbation. Le document approuvé de la Stratégie commune 2013-2015 sera officiellement dévoilé lors de l'événement organisé par la CCMM qui se tiendra le 18 novembre 2013.

2. Dépôt du document de travail de la Stratégie commune d'intervention du Grand Montréal 2013-2015

Monsieur Pierre-Paul Clermont, conseiller spécial au Secrétariat de la Stratégie commune, présente les deux versions du document de travail qui ont été remises aux participants, à savoir une version intégrant les références à la précédente Stratégie commune et une version plus courte qui serait celle retenue pour la version finale de la Stratégie 2013-2015.

Les discussions avec les participants suivent la présentation.

Monsieur Forget rappelle que l'usage du français dans les milieux de travail est en constante régression et que par conséquent il est important d'augmenter la sensibilisation des employeurs comme des employeurs pour ce qui est des obligations et des droits en matière de francisation en milieu de travail. Les agents de francisation peuvent être des intervenants privilégiés à cet égard. Mme Jacques ajoute que les associations qui embauchent les agents ont aussi un rôle à jouer en matière de sensibilisation aux droits et aux devoirs relatifs au français comme langue du travail. M. Passalacqua rappelle que l'OQLF a aussi des agents qui agissent sur le terrain en complément des agents de francisation pour ce qui est de la sensibilisation aux droits et devoirs

en matière d'usage du français en milieu de travail. Dans l'ensemble, les participants s'entendent sur l'importance de réaliser des actions concrètes pour augmenter la sensibilisation aux droits et obligations relatifs à la Charte de la langue française.

M. Forget s'interroge sur la question des campagnes de promotion à prévoir; les participants s'entendent sur l'importance d'avoir un plan de campagne pluriannuel.

M. Turgeon rappelle l'importance de reconduire les efforts conjoints de tous les partenaires et de faire encore plus que ce qui s'est fait jusqu'à maintenant afin de permettre un véritable progrès dans la francisation des milieux de travail. C'est particulièrement vrai dans le commerce de détail. Il souligne l'importance de bâtir une communauté et souligne que les technologies de l'information et des communications peuvent y contribuer.

Les participants s'entendent pour qu'un court texte de préambule soit intégré au document. M. Beauchemin propose que ce texte, tout en rappelant que beaucoup a été fait, souligne que beaucoup reste encore à faire et qu'il est nécessaire de maintenir et d'améliorer la concertation des efforts des divers partenaires pour que la sensibilisation à l'usage du français augmente et pour que la francisation des entreprises et des employés fasse des progrès. Si pour chaque mesure, il y a un partenaire identifié comme imputable de sa réalisation, on s'entend pour dire que la responsabilité de la réalisation de chacune des mesures doit être partagée par tous les partenaires.

Mme Jacques rappelle qu'il y a des associations-clefs avec lesquelles il conviendrait de s'asseoir afin de dégager les actions communes à entreprendre.

M. Jobin souligne l'importance que le document de la Stratégie commune demeure vivant et qu'on puisse suivre en continu ce que les divers partenaires vont réaliser au regard des diverses mesures.

Les participants proposent quelques petites modifications au libellé de certaines des mesures proposées dans le document de travail. Certaines autres modifications, notamment celles du MICC, doivent être acheminées d'ici le 11 novembre au Secrétariat de la Stratégie commune qui verra à les intégrer à la version du document de travail qui sera envoyée aux membres du Comité directeur pour approbation. Le document final doit être disponible au plus tard le 15 novembre 2013 en prévision de son dévoilement le 18 novembre.

3. La suite : la rencontre du 18 novembre 2013

M. Jobin et M. Beauchemin informent les participants du déroulement prévu pour la rencontre du 18 novembre 2013 qui se tiendra à compter de 7h30 à l'hôtel Delta sur la rue Président Kennedy.

ANNEXE 4

STRATEGIE COMMUNE D'INTERVENTION
POUR MONTRÉAL
2008-2013

Le
français,
notre
affaire à tous

Un plan d'action quinquennal issu du
Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires
socioéconomiques d'octobre 2008

RAPPORT 2008-2013

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	12
1 LA STRATÉGIE COMMUNE.....	12
2 LE BILAN DE LA STRATÉGIE COMMUNE	13
3 UN AVENIR POUR LA STRATÉGIE COMMUNE	14
PREMIÈRE PARTIE __ Rappel de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013	16
1 ÉLÉMENTS DE CONTEXTE.....	16
1.1 L'ORIGINE DE LA STRATÉGIE COMMUNE	16
1.2 LE CONTEXTE SOCIOLINGUISTIQUE.....	16
2 LES PRINCIPES ET LES OBJECTIFS.....	17
3 LE CADRE DE GESTION ET LES RESSOURCES DE LA STRATÉGIE COMMUNE.....	18
3.1 LE COMITÉ DIRECTEUR DES ORIENTATIONS	18
3.2 LE COMITÉ DE SUIVI DES ACTIVITÉS.....	18
3.3 LE SECRÉTARIAT DE LA STRATÉGIE COMMUNE.....	19
DEUXIÈME PARTIE __ La mise en œuvre de la Stratégie commune	19
1. LES MESURES VISANT À MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENTREPRISES ET DES TRAVAILLEURS	21
1. LES MESURES EN COURS RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL (MESURES 1, 7, 5, 8A, 8B, 8C, 3, 31, 33, 36).....	21
2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ AU QUÉBEC (MESURE 6).....	39
3. LES MESURES RÉALISÉES	40
4. LES MESURES ABANDONNÉES (MESURES 2 ET 4)	40
2. LES MESURES VISANT À RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT	41
1. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL (MESURES 14A ET 14B)	41
2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ AU QUÉBEC (MESURES 12, 9, 10, 13, 32)	44
3. LES MESURES RÉALISÉES (MESURE 11).....	56
4. LES MESURES ABANDONNÉES (MESURE 15).....	56
3. LES MESURES VISANT À CÉLÉBRER LA CONTRIBUTION.....	57
1. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL (MESURE 34)	57
2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ INSTALLÉS AU QUÉBEC.....	57
3. LES MESURES RÉALISÉES (MESURES 16, 17, 18).....	58
A. QUI SE POURSUIVENT (MESURES 16, 17)	58
B. QUI SONT NON RÉCURRENTES (MESURE 18)	59
4. LES MESURES ABANDONNÉES.....	60
4. LES MESURES VISANT UNE PROMOTION DU FRANÇAIS	60
1. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL	60
2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ INSTALLÉS AU QUÉBEC (MESURE 24).....	60
3. LES MESURES RÉALISÉES (MESURES 19, 20, 21, 22, 23, 25, 35, 37, 38).....	61
A. QUI SE POURSUIVENT (MESURE 23).....	61
B. QUI SONT NON RÉCURRENTES (MESURES 19, 20, 21, 22, 25, 35, 37, 38)	62
4. LES MESURES ABANDONNÉES.....	68
5. LES MESURES VISANT À FACILITER L'ACCÈS À L'OFFRE.....	68
1. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL (MESURE 27B).....	68
2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ INSTALLÉS AU QUÉBEC (MESURE 27C)	71
3. LES MESURES RÉALISÉES (MESURES 26 ET 27A)	73
4. LES MESURES ABANDONNÉES.....	76
6. LE MÉCANISME DE SUIVI	76
1. LES MESURES RÉALISÉES (MESURES 28, 29, 30).....	76
TROISIÈME PARTIE __ Les conclusions du Comité de suivi des activités.....	77

1 BREF RAPPEL 77

1. UNE STRUCTURE DE MISE EN ŒUVRE EFFICACE..... 78

2. DES OUTILS ET DES MÉCANISMES QUI RÉPONDENT AUX BESOINS 80

3. UNE MOBILISATION CONTINUE 82

4. UNE STRATÉGIE GAGNANTE..... 83

2 ÉVALUATION DES RÉSULTATS ET PROPOSITION DE PISTES DE RÉFLEXION 84

3 CONCLUSION 87

ANNEXE 1_ Les signataires de la Stratégie commune..... 89

ANNEXE 2_ Les mesures de la Stratégie commune (plan initial et nouvelles mesures)..... 91

ANNEXE 3_ Les membres du Comité directeur des orientations..... 95

ANNEXE 4_ Déclaration de principes sur la langue française..... 96

ANNEXE 5_ Carte de la francisation 97

TABLE DES MESURES

No mesure	Page	No mesure	Page	No mesure	Page
1	16	14a	41	27a	84
2	40	14b	43	27b	75
3	27	15	59	27c	79
4	40	16	61	28	86
5	20	17	62	29	86
6	38	18	63	30	86
7	18	19	67	31	32
8a	22	20	68	32	51
8b	24	21	69	33	34
8c	26	22	70	34	60
9	46	23	66	35	72
10	48	24	64	36	36
11	58	25	72	37	73
12	45	26	81	38	73
13	49				

SOMMAIRE

1 LA STRATÉGIE COMMUNE

Le 10 octobre 2008, à l'issue du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques, le gouvernement du Québec et un comité de gens d'affaires et de partenaires socioéconomiques, présidé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, signaient une entente intitulée *Le français, notre affaire à tous – Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*, un projet unique, porté par une coalition de partenaires engagés.

Le Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques avait réuni à Montréal quelque 250 personnalités du monde des affaires, du travail et de l'éducation pour discuter de la question du français dans les milieux de travail et dans les commerces, particulièrement à Montréal.

Parmi les signataires, on comptait, outre le premier ministre du Québec, sept ministres, cinq représentants des syndicats, de l'éducation et de la culture et vingt et un représentants du milieu des affaires de la région montréalaise.

Le but premier de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 était de renforcer la place du français dans les commerces et les milieux de travail montréalais. Les signataires de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013* se sont donné un horizon de cinq ans pour atteindre des résultats significatifs en matière de renforcement de la place du français dans les commerces et les milieux de travail de la métropole.

À cet égard, les partenaires de la Stratégie commune ont misé :

- sur la mobilisation des partenaires socioéconomiques et des milieux d'affaires de la région métropolitaine pour soutenir la francisation des entreprises et des commerces, particulièrement ceux de petite taille;
- sur la coordination des initiatives des partenaires socioéconomiques et des milieux d'affaires avec les actions de leurs partenaires gouvernementaux;
- sur l'amélioration de la coordination et de l'harmonisation des programmes et des outils de francisation et de promotion de l'usage du français conçus par les partenaires gouvernementaux.

Les principaux partenaires engagés dans la réalisation des mesures énoncées dans la Stratégie commune sont :

- la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM);
- une quinzaine d'autres associations de gens d'affaires et d'organisations sectorielles actives dans la grande région de Montréal;
- trois grandes centrales syndicales;
- les trois commissions scolaires francophones de Montréal;
- cinq institutions universitaires présentes sur le territoire montréalais, dont deux institutions anglophones;
- la Commission des partenaires du marché du travail;
- une douzaine d'autres ministères et organismes gouvernementaux engagés dans des activités de francisation ou encore dans l'application de la Charte de la langue française.

Depuis octobre 2008, de **nouveaux partenaires** se sont joints à la Stratégie commune **chaque année** et au **total, près d'une cinquantaine** de partenaires ont au cours des cinq dernières années mené des actions concrètes auprès des clientèles particulièrement visées par la francisation sur le territoire montréalais.

2 LE BILAN DE LA STRATÉGIE COMMUNE

Les partenaires de la Stratégie commune, tant les ministères et organismes de l'Administration que les milieux d'affaires, les associations et les établissements d'éducation, peuvent dorénavant compter sur les acquis suivants :

- **Les efforts de mobilisation** déployés par les partenaires déjà engagés et la croissance continue du nombre de partenaires non gouvernementaux.
- **La mise en place d'outils facilement accessibles par Internet** pour informer les milieux de travail et, plus largement, les travailleurs et les citoyens sur les ressources offertes pour soutenir la francisation.
- **Les actions de sensibilisation et d'accompagnement des petites entreprises** réalisées sur le terrain par les agents de francisation, qui incitent ces petits établissements et commerces à s'engager dans un processus de francisation volontaire.
- **Les efforts de coordination et d'harmonisation des programmes et des outils** conçus par les partenaires gouvernementaux en vue de soutenir la francisation et de promouvoir l'usage du français en milieu de travail et dans les commerces.

À ce jour, ces réalisations sont suffisamment probantes pour que l'on puisse entrevoir dès maintenant l'effet positif général que la mise en œuvre de la Stratégie commune aura exercé sur le rayonnement du français à Montréal. L'analyse de ce qui a été accompli depuis l'adoption de la Stratégie commune permet de tirer les grandes conclusions suivantes :

1. Le **plan initial** a constitué une **très bonne base de travail** : en effet, seulement 3 des 35 mesures initiales ont été abandonnées et 8 nouvelles mesures ont été ajoutées pour compléter ou enrichir les mesures initialement prévues.
2. Le **cadre de mise en œuvre** qui sous-tend la Stratégie commune s'est révélé dans l'ensemble **efficace** et il a permis la mise en place d'une **structure organisationnelle efficiente** centrée sur un guichet unique d'information sur la francisation.
3. Les **outils créés** et les **mécanismes de fonctionnement** mis en place **ont comblé de nombreux besoins**, tant ceux des entreprises, des commerces et des comités de francisation que des individus désireux d'apprendre le français.
4. La **mobilisation des partenaires socioéconomiques et des gens d'affaires** a **dépassé les attentes** et s'est manifestée par des réalisations concrètes qui ont donné des résultats tangibles.
5. Les **efforts de coordination et d'harmonisation de l'offre gouvernementale en francisation** ont **permis une simplification** de l'accès aux divers programmes et outils.

Le plan initial de la Stratégie commune s'articulait autour de six grands thèmes regroupant les diverses mesures proposées, auxquelles sont venues se greffer par la suite de nouvelles mesures.

1. Les mesures visant à mieux répondre aux besoins des entreprises et des travailleurs par une offre souple et diversifiée des moyens de francisation : mesures 1 à 8 et nouvelles mesures 31, 33 et 36.
2. Les mesures visant à renforcer l'accompagnement des personnes qui souhaitent mieux s'intégrer au marché du travail : mesures 9 à 15 et nouvelle mesure 32.
3. Les mesures visant à célébrer la contribution des leaders en matière de francisation dans les petites entreprises : mesures 16 à 18 et nouvelle mesure 34.
4. Les mesures visant une promotion du français axée sur la fierté : mesures 19 à 25 et nouvelles mesures 35, 37 et 38.
5. Les mesures visant à faciliter l'accès à l'offre gouvernementale en francisation par un guichet unique : mesures 26 et 27.
6. Le mécanisme de suivi : mesures 28 à 30.

À ce jour :

- 8 nouvelles mesures se sont ajoutées aux 35 mesures initiales adoptées à la signature de la Stratégie commune, en octobre 2008;
- 18 mesures ont été réalisées, dont 2 sont de nouvelles mesures élaborées en cours de mise en œuvre de la Stratégie;
- 22 mesures se réalisent en continu, dont 6 sont de nouvelles mesures élaborées en cours de mise en œuvre de la Stratégie;
- 3 mesures ont été abandonnées.

La Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 a donné lieu à la création d'outils inédits qui répondent à un large éventail de besoins en matière de francisation :

- Le portail www.carrefourfrancisation.com, destiné aux entreprises et aux commerces, qui rassemble l'information relative à l'offre gouvernementale en francisation et propose des outils pratiques. Depuis sa mise en ligne en décembre 2010, le portail a reçu 45 946 visites d'une durée moyenne de 2,43 minutes.
- Une équipe de 16 agents de francisation, relevant d'une quinzaine d'associations, de sociétés de développement commercial et de chambres de commerce locales, qui agissent sur le terrain auprès des petits commerces et des entreprises de moins de 50 employés pour susciter et soutenir des démarches de francisation volontaire. Au 31 mars 2013, les agents avaient pu visiter plus de 4 450 des 8 044 petites entreprises et commerces qu'ils ont répertoriés sur leur territoire.
- La mise au point par l'OQLF et le SPL, à l'automne 2011, d'un processus de francisation volontaire menant à l'obtention d'une attestation de conformité à la Charte de la langue française. Au 31 mars 2013, 354 entreprises avaient obtenu leur attestation de conformité et 370 autres avaient entrepris les démarches menant à l'obtention de cette attestation.
- Le portail www.lanquedutravail.com, outil interactif de formation et de référence destiné à soutenir les comités de francisation des entreprises de plusieurs secteurs d'activité. Initialement conçu pour le secteur de l'aérospatiale, ce portail a enrichi son contenu pour s'étendre au secteur des télécommunications, puis, en 2011-2012, au secteur des plastiques et des composites et, en 2012-2013, à celui de l'automobile. Mentionnons que ce portail est né à l'initiative de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), en collaboration avec la Confédération générale du travail (CGT), une centrale syndicale française, et que la Confédération des syndicats nationaux (CSN) s'y est aussi associée depuis l'an dernier.
- Le portail www.emploiscentre-ville.com, destiné à faciliter l'embauche d'étudiants qui parlent français pour combler des postes temporaires dans les commerces du centre-ville de Montréal. Ce portail, dont sont partenaires diverses institutions universitaires, associations étudiantes et associations de commerçants du centre-ville, n'a pas pu prendre son essor au cours de 2012-2013 à cause des événements qui ont secoué le milieu de l'éducation. Malgré ces contretemps, la seconde phase du portail et sa prise en charge par une organisation spécialisée en emploi sont actuellement en cours de réalisation. Un tel portail pourrait s'avérer intéressant si on le publicise adéquatement et si on lui laisse le temps de s'implanter auprès de la communauté étudiante et des commerçants.
- Les cours de français en ligne (FEL), qui facilitent la francisation des candidats à l'immigration et des immigrants déjà établis au Québec. Le nombre d'inscriptions aux FEL ne cesse d'augmenter chaque année, étant passé de 1 661 en 2008-2009 à 5 537 en 2012-2013, soit un total de 20 961 inscriptions pour l'ensemble de la période considérée.
- Les cours de français adaptés à divers domaines professionnels, qui facilitent l'accès à divers ordres professionnels des secteurs de la santé, de l'ingénierie et de l'administration. Depuis leur création en 2008, le nombre de personnes inscrites à ces cours augmente chaque année. De l'exercice 2010-2011 jusqu'à la fin de mars 2013, 1 269 personnes ont suivi ces formations.
- L'adoption en février 2012 par le MICC et le MELS d'un nouveau cadre de référence pour l'évaluation de la compétence en français oral et écrit des personnes immigrantes déjà établies au Québec ou des candidats à l'immigration. Ce référentiel comprend deux instruments, à savoir une échelle qui définit les niveaux de compétence en français des personnes évaluées et un programme-cadre qui harmonise les contenus de formation en français donnés aux immigrants adultes dans les réseaux des deux ministères.
- La création d'un guichet Internet permettant l'inscription en ligne aux cours de français offerts au MICC et au MELS.

3

UN AVENIR POUR LA STRATÉGIE COMMUNE

Il est indubitable que la Stratégie commune a permis des gains en francisation dans la région de Montréal auprès des clientèles ciblées, particulièrement les petites entreprises, les immigrants non francophones et les étudiants.

- ❖ Les gains en matière de francisation auprès des petites entreprises et des petits commerces résultent principalement de l'action sur le terrain des agents de francisation. Ceux-ci facilitent l'accès aux ressources disponibles, maintenant répertoriées dans l'indispensable portail **Carrefour francisation**, et accompagnent dans leurs démarches les entreprises qui s'engagent de leur plein gré dans un processus de francisation. La mise au point de l'**attestation de conformité à la Charte de la langue française** constitue désormais une unité de mesure claire de la situation linguistique d'une petite entreprise. Cette attestation permet en outre de mieux évaluer les gains en francisation, issus d'une démarche volontaire, qui sont réalisés dans ce type d'entreprises.

- ❖ **Les gains en francisation auprès des immigrants non francophones** s'avèrent aussi significatifs, comme en témoigne l'engouement croissant pour les cours de français, quelle qu'en soit la formule (FEL, français spécialisé, cours en milieu de travail, autoformation, cours magistraux). L'harmonisation des programmes d'apprentissage du français et des outils d'évaluation de la compétence linguistique, de même que la mise en place d'un guichet unique pour l'inscription à l'une ou l'autre des formules de cours offertes par le MICC ou le MELS, facilitent la fréquentation des cours de français, tant par les candidats à l'immigration que par les immigrants déjà établis au Québec.
- ❖ **Les interventions visant à promouvoir l'apprentissage et l'usage du français auprès des étudiants non francophones** sont plus récentes. Cependant, les objectifs de ces activités de sensibilisation, à savoir l'augmentation de l'usage du français chez les étudiants non francophones, demeurent pertinents, surtout lorsqu'on considère les effets que pourrait avoir sur la francisation des petits commerces montréalais la disponibilité sur le marché de l'emploi d'étudiants parlant français aptes à occuper des postes à temps partiel.

Par ailleurs, **certaines interventions ont eu moins d'impacts mesurables** sur l'amélioration de la francisation des entreprises et des personnes. C'est le cas notamment de plusieurs campagnes de promotion menées auprès de l'ensemble ou de segments particuliers de la population, ou encore de campagnes ciblées réalisées auprès d'entreprises ou de secteurs économiques. Outre le fait qu'il soit difficile d'évaluer les impacts réels des campagnes de promotion sur les comportements des personnes, les résultats mitigés de certaines d'entre elles peuvent tenir à diverses causes : défauts de planification, notamment en ce qui a trait au choix du moment de réalisation de la campagne; coordination insuffisante avec des partenaires qui auraient pu avoir un effet multiplicateur; absence d'indicateurs pour mesurer les effets réels de la campagne dans la population visée.

Malgré les impacts relativement modestes des **campagnes de promotion**, celles-ci **demeurent nécessaires**. Sans pour autant négliger les interventions auprès des entreprises et des non-francophones, il conviendrait particulièrement de **mettre l'accent sur les communications avec l'ensemble des citoyens, et particulièrement avec les Québécois francophones**, qui ont un rôle essentiel à jouer pour la pérennité du français au Québec.

En effet, **si les Québécois francophones n'agissent pas avec détermination** pour faire respecter leurs droits de travailler et d'être accueillis et servis en français dans les commerces et les entreprises, **les gains en francisation seront bien moindres**. L'engagement de chacun des francophones à l'égard de l'usage du français comme langue du travail et du commerce au Québec est la base essentielle sur laquelle viennent s'appuyer les interventions visant à augmenter la francisation des entreprises et des individus. Il ne faut donc pas concentrer tous les efforts sur la seule francisation des non-francophones.

Il n'en demeure pas moins que, dans l'ensemble, l'effort de concertation et de mise en commun des ressources qui caractérise la Stratégie commune a porté ses fruits. L'un des acquis les plus importants de cet exercice est sans contredit la **mobilisation concertée du milieu des affaires, des associations, du monde de l'éducation et de l'Administration publique** en vue de promouvoir et de renforcer la place du français dans les commerces et les milieux de travail, notamment dans les petites entreprises, et la volonté affirmée, unanimement partagée, de consolider l'utilisation du français à Montréal. En ciblant particulièrement les entreprises de moins de 50 employés, les partenaires de la Stratégie commune reconnaissent que ces établissements constituent à Montréal un carrefour unique où convergent deux forces majeures d'intégration des talents à la société québécoise : le travail et la langue. En fait, ces entreprises sont des acteurs privilégiés qui jouent un rôle de premier plan pour consolider l'identité de Montréal comme métropole francophone, diversifiée et inclusive.

L'autre acquis précieux issu de la Stratégie commune est l'engagement volontaire dans un processus de francisation adapté d'un nombre grandissant de petites entreprises et de petits commerces, alors qu'ils n'y sont pas contraints par la Charte de la langue française.

Il importe aussi de poursuivre les efforts de vulgarisation et de diffusion adaptée des informations relatives à la francisation, qui se sont concrétisés dans les divers portails Web mis en ligne par des partenaires de la Stratégie commune.

Il importe enfin de maintenir une coordination active des actions gouvernementales en matière de francisation, notamment en ce qui a trait à l'offre de cours de français.

On peut s'interroger sur la nécessité de poursuivre la Stratégie commune, qui vient à son terme en 2013, mais la pertinence des actions concertées des milieux gouvernementaux et non gouvernementaux en vue de ces objectifs communs n'est plus à démontrer. Les interventions importantes et efficaces des gens d'affaires et des associations à l'égard de la promotion et du soutien de la francisation des milieux de travail et des commerces ont aussi largement fait leurs preuves. Une mobilisation de cette envergure est un exemple à suivre qui pourrait porter ses fruits partout où le statut du français comme langue du travail et du commerce est remis en question.

Au terme de la Stratégie commune pour Montréal 2008-2013, il est essentiel de maintenir la concertation entre les différents acteurs socioéconomiques en matière de francisation, et surtout, il est primordial de ne pas perdre les gains que la Stratégie commune a permis de faire.

PREMIÈRE PARTIE

Rappel de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013

1 ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

1.1 L'ORIGINE DE LA STRATÉGIE COMMUNE

Le 10 octobre 2008, à l'issue du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques, le gouvernement du Québec et un comité de gens d'affaires et de partenaires socioéconomiques, présidé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, signaient une entente intitulée *Le français, notre affaire à tous – Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*. Parmi les signataires, on comptait, outre le premier ministre du Québec, sept ministres du gouvernement, cinq représentants des syndicats, de l'éducation et de la culture et vingt et un représentants du milieu des affaires de la région montréalaise¹.

Rappelons que le Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques avait réuni à Montréal quelque 250 personnalités du monde des affaires, du travail et de l'éducation pour discuter de la question du français dans les milieux de travail et dans les commerces, particulièrement à Montréal. Cet exercice de concertation constituait l'une des mesures annoncées par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, M^{me} Christine St-Pierre, dans son plan d'action *Réussir ensemble en français*, lancé en mars 2008. Quelques mois plus tard, le gouvernement du Québec invitait à cette rencontre les gens d'affaires et les partenaires socioéconomiques montréalais dans le but d'établir des partenariats concrets entre l'État, les petites entreprises et les organisations syndicales pour consolider le visage français de la métropole.

L'importance des enjeux et l'ampleur du défi que représentait la recherche de solutions pour renforcer la francisation à Montréal, la réponse très favorable des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques à cette invitation, de même que la participation de plusieurs ministères et organismes ont donné à cette rencontre un caractère inédit. L'entente qui en a résulté constitue un projet unique, porté par une coalition de partenaires engagés.

1.2 LE CONTEXTE SOCIOLINGUISTIQUE

Pour guider les travaux des participants au Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques, il fallait disposer d'un portrait actualisé de la situation linguistique à Montréal. À cette fin, l'Office québécois de la langue française (OQLF) a réalisé une étude en 2008² et Léger Marketing³ a, pour le compte du Secrétariat à la politique linguistique (SPL), mené un sondage au cours de la même année. En voici les grandes lignes.

L'utilisation du français dans les petites et moyennes entreprises

En ce qui a trait à l'utilisation du français au travail, l'étude publiée par l'OQLF révélait qu'en 2008, dans les entreprises de l'île de Montréal qui employaient de 11 à 49 employés, le français coexistait davantage avec l'anglais qu'ailleurs au Québec. On notait en particulier que :

- 69 % d'entre elles avaient le français comme langue principale de travail, comparativement à 86 % pour tout le Québec;
- 59 % affichaient exclusivement en français, comparativement à 76 % pour tout le Québec;
- 71 % employaient du personnel qui a une connaissance fonctionnelle du français, comparativement à 85 % pour tout le Québec;
- leur environnement informatique était moins francisé qu'ailleurs au Québec;
- au cours de l'année, 25 % avaient exigé uniquement la connaissance du français à l'embauche, comparativement à 47 % pour l'ensemble du Québec; par ailleurs 40 % avaient exigé la connaissance de l'anglais pour tous les postes, cette dernière proportion étant deux fois plus élevée que pour l'ensemble du Québec.

L'utilisation du français dans les commerces montréalais

Quant à l'utilisation du français dans les commerces de Montréal, le sondage réalisé en septembre 2008 par la firme Léger Marketing faisait ressortir que :

- la clientèle montréalaise était majoritairement accueillie en français dans les commerces de Montréal, mais davantage dans ceux de l'est et du centre de l'île que dans ceux de l'ouest;
- la majorité des clients montréalais accueillis dans une autre langue que le français ne demandait pas à être servie en français;
- les types de commerces où il est moins facile d'obtenir des services en français étaient les boutiques, les restaurants et les magasins d'alimentation de Montréal, ainsi que les entreprises de services de l'ouest de Montréal.

1 La liste des signataires forme l'annexe 1 du présent rapport.

2 Pierre BOUCHARD, *Les entreprises de 11 à 49 employés. Portrait de leur situation linguistique*, Office québécois de la langue française, août 2008, 53 pages.

3 LÉGER MARKETING, *Perception des Montréalais quant à la langue de service dans les petites entreprises de l'île de Montréal*, [Rapport], septembre 2008.

2 LES PRINCIPES ET LES OBJECTIFS

Grâce aux résultats des sondages et enquêtes que l'OQLF et la firme Léger Marketing ont rendu publics lors du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques du 10 octobre 2008, les participants ont pu prendre le pouls de la situation du français dans les petites entreprises montréalaises.

À la lumière des échanges intervenus lors de cette journée, les signataires de la *Stratégie commune* se sont mis d'accord sur un ensemble de mesures reposant sur les dix principes suivants :

1. Le français est la langue officielle du Québec.
2. La primauté de la langue française constitue une caractéristique incontournable et une valeur fondamentale de la société québécoise.
3. La Charte de la langue française garantit aux Québécois et aux Québécoises le droit de travailler, d'être informés et d'être servis en français.
4. Le gouvernement, les gens d'affaires, les associations, les syndicats et la population dans son ensemble partagent la responsabilité de faire du français la langue normale et habituelle de la vie publique.
5. Cet objectif est poursuivi dans un esprit d'ouverture et dans le respect de la communauté de langue anglaise et des communautés culturelles ainsi que des nations amérindiennes et de la nation inuite, constituantes de la société québécoise.
6. L'influence déterminante de Montréal dans la démographie, l'économie et l'immigration confère à la métropole un rôle particulier pour assurer la vitalité et l'avenir de la langue française au Québec.
7. Les signataires de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013* sont déterminés à promouvoir le français et à renforcer son utilisation dans les produits et services, dans l'affichage ainsi que dans les milieux de travail, particulièrement à Montréal, auprès des entreprises et des commerces employant de 11 à 49 personnes.
8. Les signataires reconnaissent que les petites entreprises montréalaises constituent un carrefour unique où convergent deux forces majeures d'intégration des talents à la société québécoise, le travail et la langue, comme facteurs d'intégration à la vie économique ainsi qu'à la vie sociale et culturelle. Cette situation fait de ces entreprises des acteurs privilégiés pour consolider l'identité de Montréal comme métropole francophone, diversifiée et inclusive.
9. Les signataires reconnaissent que le français est une des forces pouvant contribuer, directement et indirectement, au succès des petites entreprises et que cette force s'exprime à travers la langue d'accueil et de service, la langue d'affichage et la langue de travail, tout cela grâce à des actions sur les fronts de la promotion et de la sensibilisation, de la formation et de l'accompagnement.
10. Les actions proposées sont élaborées en tenant compte de la réalité profonde des petites entreprises, où le défi quotidien de réussir et de prospérer mobilise la quasi-totalité de l'énergie de leurs dirigeants.

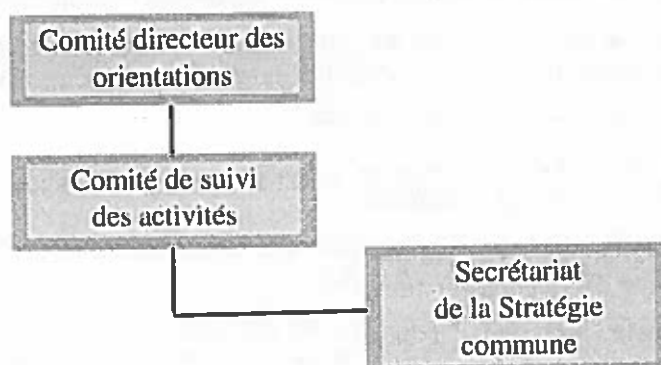
Les signataires ont ensuite choisi d'entreprendre ensemble diverses actions de promotion et de sensibilisation, de formation et d'accompagnement, destinées à renforcer la place du français dans les commerces et les milieux de travail, notamment dans les petites entreprises, de façon à consolider l'utilisation du français à Montréal. Au total, trente⁴ mesures ont été envisagées, constituant le noyau dynamique de la *Stratégie commune*. Ces mesures ont été regroupées sous les six thèmes suivants :

1. Mieux répondre aux besoins des entreprises et des travailleurs par une offre souple et diversifiée.
2. Renforcer l'accompagnement des personnes qui souhaitent mieux s'intégrer au marché du travail.
3. Célébrer la contribution des leaders en matière de francisation dans les petites entreprises.
4. Faire une promotion du français axée sur la fierté.
5. Faciliter l'accès à l'offre gouvernementale en francisation par un guichet unique.
6. Prévoir un mécanisme de suivi efficace.

Enfin, les signataires se sont donné cinq ans pour réaliser l'ensemble des mesures de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*.

4 Les trente mesures sont décrites dans la deuxième partie et répertoriées dans l'annexe 2 du présent rapport.
Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013

3 LE CADRE DE GESTION ET LES RESSOURCES DE LA STRATÉGIE COMMUNE



Un mécanisme a été institué pour assurer le suivi de la Stratégie commune. Il inclut deux comités et un secrétariat permanent.

3.1 LE COMITÉ DIRECTEUR DES ORIENTATIONS

Le Comité directeur des orientations⁵ est présidé par M. Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Il est composé des membres du Comité des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques (près d'une trentaine de personnes), de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française⁶ et du ministre responsable de la région de Montréal. La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles s'est jointe à ce comité en décembre 2010 en raison du nombre important de mesures qui concernent son ministère.

Le Comité directeur a pour mandat de faire « un bilan des réalisations découlant de la Stratégie commune 2008-2013 et d'en faire rapport annuellement au gouvernement »⁷. À cette fin, il est secondé par le Comité de suivi des activités.

S'appuyant sur la diversité et l'expérience de ses membres, le Comité directeur oriente également les nouvelles actions qui sont mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie commune. Ainsi, grâce aux antennes qu'ils ont dans les différents milieux qu'ils représentent, certains membres ont pu transmettre leur vision de la situation ou encore faire état de problèmes pressentis ou d'occasions à saisir, ce qui a permis d'ouvrir de nouvelles pistes d'intervention.

Enfin, dans la mesure de leur disponibilité et de leurs moyens, plusieurs membres du Comité directeur apportent leur contribution concrète à la Stratégie commune en réalisant des projets axés sur la promotion du français dans les petites entreprises.

Conformément aux dispositions de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*, les membres du Comité directeur des orientations doivent se réunir « au moins une fois l'an »⁸. Depuis octobre 2008, quatre réunions ont eu lieu : le 28 août 2009, le 9 avril 2010, le 27 mai 2011 et le 20 juin 2013. De plus, une rencontre informelle s'est tenue lors du lancement du guichet Carrefour francisation, le 13 décembre 2010, et une consultation des membres a été effectuée en juin 2012.

3.2 LE COMITÉ DE SUIVI DES ACTIVITÉS

Le Comité de suivi des activités a été créé en juin 2009. Il est composé de huit membres dont trois sont désignés par le gouvernement. Les cinq autres membres proviennent du monde des affaires et du travail. Au 31 mars 2013, en faisaient partie :

- pour le gouvernement :
 - M. Jacques Beauchemin, sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique,
 - M. Jorge Passalacqua, directeur général adjoint de la francisation et des enquêtes à l'Office québécois de la langue française,
 - M. Yvan Turcotte, sous-ministre adjoint à la performance et à la francisation du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;
- pour les gens d'affaires et les partenaires socioéconomiques :
 - M. Jacques Létourneau, président de la Confédération des syndicats nationaux (représenté par M. Michel Forget),
 - M. Norman Chenail, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent,

⁵ La liste des membres du Comité directeur des orientations se trouve à l'annexe 3 du présent rapport.

⁶ Depuis septembre 2012, c'est à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles qu'est confiée la responsabilité de l'application de la Charte de la langue française.

⁷ Texte de la Stratégie commune, p. 2, point 12.c). Ce texte, qui fait état des principes et objectifs ainsi que du cadre de gestion de la Stratégie commune présentés dans les pages précédentes, est accessible dans le site Web du Secrétariat à la politique linguistique à l'adresse www.spl.gouv.qc.ca, sous l'onglet *Grands dossiers*.

⁸ Texte de la Stratégie commune, p. 7, point 3.

- M. Gaston Lafleur, président du Conseil québécois du commerce de détail,
- M. François Meunier, vice-président aux affaires publiques de l'Association des restaurateurs du Québec,
- M. Guy Jobin, vice-président Services aux entreprises de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

M. Réjean Charbonneau, directeur des services aux entreprises et des mesures de formation à Emploi-Québec, s'est joint au comité en décembre 2009, compte tenu de l'importante contribution de son organisme au dossier de la francisation à Montréal.

À l'automne 2011, à la suite de l'élargissement de la Stratégie commune à la grande région métropolitaine, les chambres de commerce et d'industrie de Laval et de la Rive-Sud se sont jointes au Comité de suivi des activités, ainsi que les directions régionales d'Emploi-Québec de ces territoires.

Le Comité de suivi des activités est coprésidé par M. Jacques Beauchemin, pour le gouvernement, et par M. Guy Jobin pour les gens d'affaires et les partenaires socioéconomiques.

Ce comité assure donc le suivi des activités ainsi que la préparation des rapports annuels sur l'état d'avancement de la Stratégie commune. De plus, conformément à son mandat, le Comité de suivi des activités peut proposer « de nouvelles actions en fonction des besoins pour améliorer la performance de l'utilisation du français comme langue du commerce et des affaires ». Il peut également choisir d'abandonner les mesures qui s'avèrent peu performantes ou difficilement réalisables.

Le Comité de suivi des activités a tenu neuf réunions depuis l'adoption de la Stratégie commune en octobre 2008, soit :

- en 2009 : le 19 août et le 11 décembre;
- en 2010 : les 9 et 22 mars, et le 27 septembre;
- en 2011 : le 12 mai et le 24 octobre;
- en 2012 : le 2 avril;
- en 2013 : le 31 mai.

Le Comité de suivi des activités s'est aussi réuni le 13 décembre 2010, de façon informelle, lors du lancement du guichet Carrefour francisation, et une consultation des membres a été effectuée en juin 2012.

3.3 LE SECRÉTARIAT DE LA STRATÉGIE COMMUNE

Créé en avril 2009, le secrétariat de la Stratégie commune assure le soutien des deux comités mentionnés précédemment, de même que le suivi des activités de mise en œuvre de la Stratégie commune. Son effectif inclut un conseiller à temps partiel, M. Pierre-Paul Clermont, et une agente de secrétariat à temps complet, M^{me} Sherley Patricia Saintiné, tous deux en poste à Montréal.

Le Secrétariat à la politique linguistique (SPL) assume les frais administratifs du secrétariat de la Stratégie commune et, sous la direction de M^{me} Brigitte Jacques, il coordonne la réalisation de l'ensemble de la Stratégie commune avec le soutien de son personnel permanent.

DEUXIÈME PARTIE

La mise en œuvre de la Stratégie commune

En octobre 2008, au moment de la signature de la *Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013*, les partenaires gouvernementaux avaient proposé à la fois des mesures nouvelles et des mesures correspondant à des interventions existantes, ces dernières ayant été bonifiées.

Il était aussi prévu qu'en cours de réalisation de la Stratégie commune, de nouvelles mesures puissent être élaborées et d'autres, abandonnées. Le Comité de suivi des activités a procédé de la sorte, éliminant en 2010-2011 quelques mesures non performantes ou difficilement réalisables et mettant en place de nouvelles mesures en 2010-2011 et en 2011-2012.

Le présent rapport décrit l'état de réalisation des différentes mesures en date du 31 mars 2013. Celles-ci sont divisées en six grandes sections⁹ :

1. Les mesures visant à mieux répondre aux besoins des entreprises et des travailleurs par une offre souple et diversifiée des moyens de francisation : mesures initiales 1 à 8 et nouvelles mesures 31, 33 et 36.
2. Les mesures visant à renforcer l'accompagnement des personnes qui souhaitent mieux s'intégrer au marché du travail : mesures initiales 9 à 15 et nouvelle mesure 32.
3. Les mesures visant à célébrer la contribution des leaders en matière de francisation dans les petites entreprises : mesures initiales 16 à 18 et nouvelle mesure 34.
4. Les mesures visant une promotion du français axée sur la fierté : mesures initiales 19 à 25 et nouvelles mesures 35, 37 et 38.

⁹ On retrouve en annexe 2 la liste des mesures initiales et celle des nouvelles mesures, dont les numéros suivent l'ordre habituel. Ce sont ces numéros auxquels nous renvoyons dans la présente section.

5. Les mesures visant à faciliter l'accès à l'offre gouvernementale en francisation par un guichet unique : mesures initiales 26 et 27.
6. Le mécanisme de suivi : mesures initiales 28 à 30.

Dans chaque section, la présentation des mesures est elle-même subdivisée en quatre sous-sections, le cas échéant :

- les mesures en cours de réalisation relativement à la francisation en milieu de travail;
- les mesures en cours de réalisation relativement à la francisation des candidats à l'immigration et des immigrants déjà installés au Québec;
- les mesures réalisées, récurrentes et non récurrentes;
- les mesures abandonnées.

Lorsqu'une mesure a été appliquée sur plus d'un exercice, des données sur cinq exercices sont fournies, soit de 2008-2009 à 2012-2013, afin que les résultats puissent s'interpréter sur une base comparative¹⁰.

Les données contenues dans le présent rapport proviennent des ministères et organismes de l'Administration et des partenaires non gouvernementaux responsables de la réalisation de chacune des mesures.

¹⁰ Comme la Stratégie commune a été signée en milieu d'exercice gouvernemental, en octobre 2008, il était difficile pour les partenaires gouvernementaux, lorsque la mesure était déjà en cours de réalisation, de départager les données « d'avant » de celles « d'après » la Stratégie. C'est pourquoi les données de l'année 2008-2009 inscrites dans le présent rapport ne peuvent constituer une base comparative exclusivement liée à la Stratégie.

1 LES MESURES VISANT À MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENTREPRISES ET DES TRAVAILLEURS PAR UNE OFFRE SOUPLE ET DIVERSIFIÉE DES MOYENS DE FRANCISATION

1. LES MESURES EN COURS RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL (mesures 1, 7, 5, 8a, 8b, 8c, 3, 31, 33, 36)

Mesure 1 : Conclure de nouvelles ententes pour la francisation dans le cadre du programme de francisation des milieux de travail.

Responsable : le ministère de l’Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

	2008-2009 (partiel)	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Rencontres organisées	11	64	28	24	28	155
Industries ou services visés par la mesure	Technologies de l'information, métaux, hôtellerie, pharmaceutique, courtier en douane, textile, vêtement et autres	Technologies de l'information, jeux vidéo, logiciels, pharmaceutique, courtier en douane et transport, textile, plastiques, entretien et autres	Technologies de l'information, jeux vidéo, logiciels, pharmaceutique, courtier en douane et transport, textile, plastiques, entretien et autres	Technologies de l'information, jeux vidéo, logiciels, pharmaceutique, courtier en douane et transport, textile, plastiques, entretien, hôtellerie et autres	Technologies de l'information, jeux vidéo, logiciels, pharmaceutique, courtier en douane et transport, textile, vêtement, plastiques, entretien, métaux, hôtellerie, commerce de détail, finance et autres	Technologies de l'information, jeux vidéo, logiciels, pharmaceutique, courtier en douane et transport, textile, vêtement, plastiques, entretien, métaux, hôtellerie
Cours en entreprise mis sur pied (travailleurs ayant suivi ces cours de français)	20	72	74 (1 355)	69 (1 201)	92 (999)	327
Autres actions (entreprises touchées)	Sondage (31), enquête plastique (187), enquête textile (99)	-	Contacts ou références (262)	Sondage ou références (377)	Sondage ou références (275)	-
Coût de la mesure	303 343 \$	210 049 \$	148 717 \$	170 406 \$	63 759 \$	896 274 \$

Cette mesure vise la francisation des travailleurs par l'offre de cours gratuits disponibles soit sur les lieux de travail ou encore dans des locaux appartenant aux trois commissions scolaires partenaires de la mesure.

Les coûts de la mesure pour le MICC sont ceux apparaissant dans le tableau précédent alors que ceux d'Emploi-Québec sont inclus dans la mesure 8a.

Les principaux partenaires du MICC dans la réalisation de cette mesure sont :

- la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), entente déjà signée en mai 2008;
- la Confédération des syndicats nationaux (CSN), entente conclue au cours de la première année de la Stratégie commune;
- le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du textile, entente conclue au cours de la première année de la Stratégie commune;

- le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des plastiques et des composites, entente conclue au cours de la première année de la Stratégie commune;
- la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), entente conclue au cours de la première année de la Stratégie commune;
- la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT);
- Emploi-Québec (EQ);
- les trois commissions scolaires francophones de l'île de Montréal : la Commission scolaire de Montréal (CSDM), la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) et la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPI);
- l'organisme Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre (FBDM);
- l'Office québécois de la langue française (OQLF);
- l'Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec (AMDEQ).

Le MICC a joué un rôle important dans la concertation des partenaires grâce à son comité de gouvernance sur la francisation en milieu de travail, qui regroupe des représentants des milieux gouvernemental, institutionnel, patronal, syndical et communautaire.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2008-2009, le MICC estime avoir accru de 28,9 % le nombre d'entreprises rejointes et de 17 % le nombre de travailleurs joints, comparativement aux résultats de l'année 2007-2008, qui a précédé la signature des ententes. Il note cependant que, malgré les démarches d'information et de sensibilisation, certains dirigeants d'entreprise sont, pour diverses raisons (exiguïté des lieux de travail, fort taux de roulement des employés, etc.), parfois réticents à ce que des cours de français se donnent sur les lieux de travail.

- En 2009-2010 et en 2010-2011, il y a aussi eu une augmentation du nombre d'entreprises ayant mis en place des cours de français en milieu de travail et du nombre de travailleurs inscrits. Plusieurs entreprises se disent très satisfaites de pouvoir offrir de la formation gratuite à leur personnel. Si ce n'était de la gratuité, cependant, il y aurait moins de cours. En outre, un grand nombre de dirigeants ne veulent pas offrir de cours de français à leurs employés, les raisons invoquées le plus souvent étant la situation économique, le ralentissement des activités de l'entreprise et le surcroît de travail.

- En 2011-2012, il y a eu une légère baisse du nombre d'entreprises et de travailleurs ayant bénéficié de cette mesure. Selon le MICC, cette situation est attribuable à la conjoncture économique défavorable dans certains secteurs, qui a entraîné un certain ralentissement des activités, voire des fermetures d'établissements. Malgré cette situation, les nombreux partenaires du MICC ont pu joindre un nombre important d'entreprises et ont maintenu les efforts nécessaires pour franciser leurs employés, notamment grâce à une offre diversifiée de cours de français gratuits.

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) a dirigé 224 entreprises vers les trois commissions scolaires de l'île de Montréal. De ce nombre, 52 entreprises ont adhéré au programme, dont 29 sont des PME de 100 employés ou moins (56 %), ce qui a permis à 700 travailleurs de suivre des cours de français.

- En 2012-2013, malgré une augmentation de 27 % du nombre de cours de français en milieu de travail, les principaux intervenants ont mentionné avoir fait face à une plus grande réticence de la part des dirigeants d'entreprises pour l'organisation de ces cours.

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) a dirigé 181 entreprises vers les trois commissions scolaires francophones de Montréal et vers le MICC. De ce nombre, 61 entreprises (33,7 %) se sont engagées à mettre en place des cours de français pour leurs employés : 18 d'entre elles (29,5 %) emploient moins de 50 personnes et 22 (36 %) comptent entre 50 et 100 employés. Le MICC, de son côté a organisé des cours de français dans 20 entreprises de Montréal, cours qui ont été offerts à 523 travailleurs immigrants.

BILAN D'ENSEMBLE

En dépit des efforts déployés et malgré des résultats non négligeables, on constate une certaine limite aux activités de promotion et de sensibilisation; la CCMM, malgré sa notoriété, a éprouvé de la difficulté à réaliser ses objectifs au cours de la dernière année.

De plus, les cours donnés en milieu de travail, à raison de quatre heures par semaine, rencontrent certaines difficultés inhérentes à la formule elle-même : le manque de temps disponible et la fatigue des employés, les horaires de travail, les exigences de la production, certains locaux inadéquats. De plus, la formule des quatre heures par semaine ne permet pas, de l'avis général, une progression assez rapide dans l'apprentissage d'une langue aussi complexe que le français.

Par ailleurs, la gratuité des cours du MICC et le programme de soutien régionalisé aux entreprises de la Commission des partenaires du marché du travail et d'Emploi-Québec, programme qui finance la formation et le remboursement des salaires, sont des incitatifs essentiels au maintien de la formule de cours en milieu de travail.

Malgré ces contraintes, cette formule de cours doit être maintenue, surtout dans les entreprises où les employés qui suivent les cours peuvent parler français, soit avec la clientèle, soit avec les collègues de travail et les dirigeants.

Mesure 7 : Concevoir de nouveaux cours de français spécialisés dans certains domaines : sciences infirmières, santé, génie, administration, etc.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

	2008-2009 (partiel)	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Nombre d'étudiants touchés par la mesure	148	396	387	415	467	1 813
Coût de la mesure	42 544 \$	231 306 \$	397 828 \$	412 816 \$	441 712 \$	1 526 206 \$

De concert avec divers partenaires, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a élaboré et validé des cours de français adaptés aux domaines des sciences appliquées et du génie, de la santé (collège Édouard-Montpetit et collège de Maisonneuve), des sciences infirmières (cégep du Vieux Montréal), de la santé buccodentaire (collège de Maisonneuve), du droit, de l'administration et des affaires (collège de Maisonneuve) et de l'ingénierie (Ordre des ingénieurs du Québec).

Certains de ces cours ont été offerts de manière expérimentale à compter de 2008 : offerts suivant diverses formules, ils s'adressent à des personnes qui ont entrepris d'adhérer à un ordre professionnel. Par ailleurs, le développement et la mise à l'essai de nouveaux cours se poursuit.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2009-2010, le nombre d'étudiants inscrits à ces cours a plus que doublé.
- En 2010-2011, le nombre d'étudiants à ces formations spécialisées est demeuré stable : il s'agissait en l'occurrence de cours destinés aux différents ordres professionnels du domaine de la santé et du cours dans le domaine de l'ingénierie, qui se sont donnés au cégep de Maisonneuve et au cégep du Vieux Montréal. De plus, on a mené au cours de cette année les travaux d'élaboration du cours de niveau avancé relié aux domaines du droit, de l'administration et des affaires.
- En 2011-2012, les cours du domaine de la santé et de l'ingénierie se sont poursuivis au cégep du Vieux Montréal et la mise à l'essai du cours Administration, droit et affaires a été amorcée en février 2012 au même Cégep, ce qui explique la légère augmentation du nombre total d'étudiants inscrits;
- En 2012-2013, il y a encore eu une augmentation du nombre total des étudiants inscrits à ces cours due particulièrement à l'augmentation des inscriptions au cours du domaine de l'administration, droit et affaires;
- Le tableau ci-après donne la répartition des étudiants dans les divers cours depuis 2010-2011 :

Période	Cours du domaine de la santé	Cours du domaine de l'ingénierie	Cours du domaine de l'administration
2010-2011	300	87	s. o.
2011-2012	264	132	19
2012-2013	286	80	101

BILAN D'ENSEMBLE :

Même si cette formule de cours est en constante progression, elle devrait attirer encore plus d'élèves car ils sont destinés aux professionnels en emploi ou en recherche d'emploi désireux d'intégrer un ordre professionnel ce qui représente une partie importante de la clientèle sélectionnée par le MICC. En plus des

cours plus formels avec professeur, des modules en autoformation disponibles en ligne sont offerts pour tous les cours spécialisés (voir mesure 6).

Le MICC devra maintenir une stratégie de communication pour faire connaître ces nouveaux cours, spécialement auprès des ordres professionnels et des entreprises. Ces cours sont nécessaires afin de permettre aux nouveaux arrivants non seulement d'apprendre le français mais aussi d'acquérir une meilleure connaissance de la terminologie dans leur domaine d'activité, en vue de réussir les examens d'admission aux ordres professionnels. Le MICC devrait aussi travailler de concert avec d'autres ordres professionnels afin d'augmenter l'éventail des cours disponibles.

Mesure 5 : Développer rapidement une offre diversifiée des modes et des lieux de formation en français afin de mieux répondre aux besoins des petites entreprises. Par exemple : formations regroupées sur les artères commerciales et dans les centres commerciaux.

Responsables : les directions régionales de l'Île-de-Montréal, de Laval et de la Montérégie d'Emploi-Québec.

Afin de mieux comprendre la problématique de l'apprentissage du français par les travailleurs immigrants et d'identifier des mécanismes pour améliorer la situation, Emploi-Québec (EQ), le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), la Commission des partenaires du marché du travail et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) ont tenu, en 2008-2009, des rencontres de travail avec des représentants de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et de la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent, de même qu'avec Destination centre-ville, la Société de développement du boulevard Saint-Laurent, le Conseil québécois du commerce de détail et le Comité sectoriel de main-d'œuvre du commerce de détail.

Pour répondre aux besoins identifiés, Emploi-Québec a ajouté, en septembre 2009, un volet « achat de formation continue » à sa mesure de formation (MFOR). Dans le cadre du PACTE pour l'emploi Plus, trois ententes de services ont été conclues avec les collèges Marie-Victorin, de Maisonneuve et Bois-de-Boulogne à l'aide de la mesure de formation MFOR-entreprises. Depuis 2010-2011, les activités à temps partiel sont financées par le programme Soutien régionalisé aux entreprises. En décembre 2010, le Collège Bois-de-Boulogne s'est retiré du projet, laissant les deux autres institutions répondre à tous les besoins exprimés. Le budget relatif à la mesure 5 est inclus dans la mesure 8a.

De plus, les directions régionales d'Emploi-Québec et les conseils régionaux reçoivent un budget de la Commission des partenaires du marché du travail pour mettre en œuvre sur leur territoire une offre de formation correspondant aux critères du programme MFOR et tenant compte des priorités régionales.

Dans la région de Montréal, en raison de la forte demande de cours de français provenant des entreprises, la Commission des partenaires du marché du travail accorde à Emploi-Québec un budget additionnel destiné aux projets de francisation. La Direction régionale de l'Île-de-Montréal favorise donc l'utilisation de ce programme pour financer les activités de formation en français. Les employés des entreprises disposant d'une masse salariale inférieure à 250 000 \$ sont intégrés à des groupes financés par le programme Soutien régionalisé aux entreprises. Notons par ailleurs que pour atteindre de tels résultats, Emploi-Québec travaille en étroite collaboration avec les agents de francisation embauchés par des associations partenaires de la Stratégie commune grâce à l'aide financière de l'Office québécois de la langue française.

En décembre 2011, les directions régionales d'Emploi-Québec de Laval et de la Montérégie se sont jointes à la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013.

En 2012-2013, face aux problèmes rencontrés l'année précédente pour la formule de cours de français à l'extérieur de l'entreprise, notamment la difficulté d'atteindre le nombre minimal d'entreprises admissibles pour former un groupe, la Direction régionale de l'Île-de-Montréal s'est associée à un groupe d'agents de francisation du centre-ville, du Vieux-Montréal et de l'ouest de l'île pour expérimenter une nouvelle manière d'offrir les cours de francisation en accordant la priorité aux petites entreprises et aux autres entreprises qui ne peuvent offrir la formation en milieu de travail. On a ainsi fait en sorte que les travailleurs aient accès à la formation dans des lieux à proximité de leur milieu de travail et en offrant une plage horaire diversifiée, ce qui a eu un effet notable sur l'augmentation des cours offerts. Ce projet a été financé par la mesure MFOR entreprises d'Emploi-Québec.

Bilan des réalisations de la Direction régionale de l'Île-de-Montréal d'Emploi-Québec

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Cours à temps partiel à l'extérieur de l'entreprise (nombre de travailleurs)	493	246	79	451	1 269
Cours offerts en entreprise (nombre de travailleurs)	1 595	2 006	2 767	2 639	9 007
Nombre ¹¹ d'entreprises touchées par cette mesure	108	223	210	506	1 047
Pourcentage global d'entreprises de moins de 50 employés qui ont bénéficié de formation	46 %	49 %	39 %	44 %	-
		4,5 M \$			
Coût de la mesure	2,9 M \$	inclus dans la mesure 8a	5,9 M \$	6,6 M \$	19,9 M \$

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2008-2009, les cours de français à temps partiel offerts par les cégeps partenaires ont permis d'atteindre une centaine de travailleurs.
- En 2009-2010, deux formules de cours de français étaient offertes, à savoir les cours en entreprise et les cours donnés par les cégeps partenaires.
- En 2010-2011 et 2011-2012, on constate une baisse dans le nombre de cours offerts à l'extérieur de l'entreprise, alors que le nombre de cours offerts dans les entreprises augmente continuellement.
- En 2012-2013, on constate une très forte augmentation du nombre de travailleurs qui ont suivi des cours de français à l'extérieur de leur entreprise. Cela s'explique par l'expérimentation d'une nouvelle formule qui permet aux travailleurs de suivre ces cours à proximité de leurs lieux de travail.
- En 2012-2013, on constate une légère baisse du nombre d'entreprises (31 %) et de travailleurs (5 %) inscrits à la formation en milieu de travail. Notons que 45 % des entreprises qui ont participé à la mesure comptaient moins de 50 employés.
- On doit souligner par ailleurs que les deux formules ont connu à Montréal une progression remarquable au cours de la dernière année, tous programmes confondus. Les cours offerts à l'extérieur de l'entreprise et en milieu de travail ont connu une hausse de 75 %.
- Selon les intervenants de la Direction régionale de Laval, l'intérêt des entreprises de leur territoire pour les programmes de francisation est en nette progression. Ainsi en 2012-2013, 218 participants se sont inscrits aux programmes de francisation, ce qui représente une augmentation de 66 % par rapport à l'année précédente. Le coût de cette mesure dans la région de Laval se chiffre à 487 196 \$. La structure d'intervention, qui comporte comme partenaire principal l'organisme Consortium formation, associé aux deux commissions scolaires de Laval et au Collège Montmorency, explique en bonne partie le succès obtenu dans cette région au cours de la dernière année.
- Aucune formation n'a été donnée sur le territoire de la Rive-Sud de Montréal en 2012-2013.

¹¹ Ce chiffre comprend uniquement le nombre d'entreprises aidées par le programme de Soutien régionalisé aux entreprises et les entreprises du projet pilote financé par la mesure MFOR Entreprises d'Emploi-Québec.

BILAN D'ENSEMBLE

Les formules d'apprentissage du français en entreprise comme à l'extérieur de celle-ci semblent bien répondre aux besoins exprimés, comme en témoigne l'augmentation notable de la fréquentation depuis 2008. Cependant, ces formules doivent évoluer afin de permettre au plus grand nombre de travailleurs, particulièrement ceux des petites entreprises, de pouvoir suivre des cours de français.

Le fait d'adapter les cours hors entreprises aux contraintes des établissements et des travailleurs, en particulier dans les petits établissements, formule qui a été réalisée à Montréal en 2012-2013 en collaboration avec les agents de francisation, a eu un effet très important sur la fréquentation de ces cours. On peut en conclure que la prise en compte des contraintes de locaux et de disponibilité et la réduction des obstacles qui en résulte facilitent grandement la francisation des travailleurs.

Mesure 8a : Faire mieux connaître le programme Soutien régionalisé aux entreprises et le programme Soutien aux promoteurs collectifs¹² et en tirer davantage parti.

Responsables : la Commission des partenaires du marché du travail (Commission) et Emploi-Québec

Ces deux programmes, offerts par la Commission des partenaires du marché du travail et Emploi-Québec, ont été institués en avril 2004. Ces programmes permettent notamment de soutenir l'apprentissage du français par les travailleurs dans le cadre de leur emploi. Le programme de *Soutien régionalisé aux entreprises* est administré par la direction régionale de l'Île-de-Montréal d'Emploi-Québec, et le programme *Soutien aux promoteurs collectifs*, par la Direction du soutien au développement de la main-d'œuvre de la Commission des partenaires du marché du travail.

Les cours de français en emploi permettent aux travailleurs ne parlant pas ou parlant peu le français, d'acquérir une compétence dans cette langue afin d'être plus polyvalents, d'améliorer leur productivité et leur mobilité ou de conserver leur emploi.

De leur côté, les entreprises constatent que la francisation des travailleurs augmente la productivité liée à un meilleur travail d'équipe, étant donné que les employés peuvent mieux communiquer entre eux, avec les clients et avec les fournisseurs. De plus, les directives sont mieux comprises et le climat de travail est bonifié parce que des liens de collaboration peuvent désormais se créer entre employés.

	2008-2009 ¹³ (partiel)	2009-2010	2010-2011	2011-2012 ¹⁴	2012-2013 ¹⁴	Cumulatif 2008-2013
Nombre de participants	1 097	1 648	2 077	3 343	2 794	10 959
Nombre de dossiers ¹⁵	66	107	118	235	174	-
Coût de la mesure	2 735 092 \$	4 938 964 \$	5 407 199 \$	7 784 496 \$	8 482 526 \$	29 348 277 \$

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS :

- En 2008-2009, par rapport à l'année antérieure, le nombre de dossiers d'entreprises participantes a augmenté de 89,5% (de 38 à 66), et le nombre de travailleurs participants a fait un bond de 38,5%, passant de 784 à 1 097;
- En 2011-2012, l'augmentation du nombre de participants à la mesure (travailleurs comme entreprises) tient notamment à l'inclusion des activités des régions de Laval et de la Montérégie avec celles de Montréal dans les totaux.
- En 2011-2012, sur le territoire de l'île de Montréal, on observe une augmentation importante, soit de 54%, du nombre de participants aux deux programmes de cette mesure, qui est passé de 2 077 à 3 198 travailleurs et le nombre de dossiers a aussi bondi, de 81%, au cours de la même période, passant de 118 à 214, ce qui témoigne de l'engouement croissant des entreprises pour ces programmes favorisant la francisation.

¹² Les promoteurs collectifs sont : les comités sectoriels de main-d'œuvre, les tables sectorielles et les organismes paritaires reconnus par la Commission, les comités d'intégration de la main-d'œuvre en emploi, les mutuelles de formation reconnues en vertu du Règlement sur les mutuelles de formation, les associations d'employeurs membres d'une organisation représentant les employeurs à la Commission et les associations de travailleuses et de travailleurs légalement constituées

¹³ Notons qu'en 2008-2009, le programme Soutien aux promoteurs collectifs n'était pas en vigueur

¹⁴ Les données de cette colonne incluent les territoires de Laval et de la Montérégie desservis par les directions régionales d'Emploi-Québec

¹⁵ Il peut s'agir d'ententes de subvention avec des entreprises ou d'ententes de services avec des fournisseurs

- En 2012-2013, malgré une légère baisse à Montréal et à Laval, la mesure demeure quand même importante et recherchée par un nombre important de travailleurs; on note par ailleurs, une hausse significative de la fréquentation du programme *Soutien aux promoteurs collectifs* en Montérégie.

	Île de Montréal ¹⁶		Laval ¹⁷		Montérégie ¹⁷	
	2011-2012	2012-2013	2011-2012	2012-2013	2011-2012	2012-2013
Nombre de dossiers	214	148	19	17	2	9
Nombre de participants	3 198	2 738	127	47	18	96
Montant engagé	7 108 680 \$	7 356 845 \$	649 802 \$	790 802 \$	26 014 \$	334 879 \$

BILAN D'ENSEMBLE :

On a noté dans la mesure 5 un engouement des entreprises, particulièrement les petites entreprises de moins de 50 employés, pour l'offre de cours de français à leurs travailleurs dans le cadre de leur emploi, que ce soit par des cours donnés dans l'entreprise ou à l'extérieur de celle-ci. Les résultats de la mesure 8a vont aussi dans ce sens mais la baisse récente des participations à Montréal comme à Laval semble tenir notamment au fait que les critères d'admissibilité du programme de *Soutien aux promoteurs collectifs* ne permettent pas à beaucoup de petites entreprises de s'en prévaloir.

En effet, si la Commission des partenaires du marché du travail modifiait ses critères d'admissibilité et permettait aux entreprises dont la masse salariale est inférieure à 250 000 \$ d'y participer, nous pourrions vraisemblablement constater une augmentation quant au nombre de participants.

Mesure 8b : Faire mieux connaître les cours de français en milieu de travail
et en tirer davantage parti.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

	2008-2009 (partiel)	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Nombre d'entreprises touchées par la mesure	14	30	25	17	20	106
Nombre de participants inscrits aux cours	368	588	609	501	523	2 589

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a mis en place des cours de français en milieu de travail vers le milieu des années 1990. Le MICC travaille à cet égard avec divers partenaires, dont le nombre a augmenté au fil du temps. Parmi les 20 partenaires du MICC en 2012-2013, trois sont des associations patronales regroupant les employés de plus de 60 petites entreprises et petits commerces de détail.

Aux cours de français qui sont donnés par le MICC dans les entreprises, il faut ajouter ceux qui sont offerts aux employés par les trois commissions scolaires francophones de l'Île-de-Montréal : la Commission scolaire de Montréal, la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île et la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys. Ces cours sont financés par des subventions accordées dans le cadre du Programme de soutien régionalisé aux entreprises – cours en milieu de travail, mis en œuvre par Emploi-Québec en partenariat avec la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) (voir mesure 8a).

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2009-2010, le nombre d'entreprises touchées par cette mesure a plus que doublé et le nombre de travailleurs ayant suivi des cours de français en milieu de travail a augmenté de façon notable.
- En 2010-2011, le nombre d'entreprises participantes a légèrement baissé alors que le nombre d'employés inscrits aux cours en milieu de travail a très légèrement augmenté. À ces formations se sont ajoutés les cours donnés par les trois commissions scolaires participantes, qui ont été suivis par un total de 1 274 employés provenant de 69 entreprises (voir le tableau à la page suivante).

¹⁶ Les données incluent les résultats des deux programmes
¹⁷ Les données n'incluent que les résultats du programme *Soutien aux promoteurs collectifs*

- En 2011-2012, on note une baisse importante du nombre d'entreprises participant à la mesure de formation en milieu de travail, de même qu'une baisse notable mais moins importante du nombre d'employés inscrits. À ces données s'ajoutent celles des cours offerts par les trois commissions scolaires partenaires, à savoir 1 910 employés provenant de 105 entreprises (voir le tableau à la page suivante).
- Depuis 2010-2011, en appui à cette mesure, le MICC distribue à ses partenaires et aux entreprises des signets portant sa nouvelle signature, intitulée *Le succès parle français*.
- En 2012-2013, la mesure de francisation en milieu de travail a touché sensiblement le même nombre d'entreprises et d'employés que l'année précédente. Par ailleurs, 1 713 employés provenant de 107 entreprises ont suivi les cours de français donnés par les trois commissions scolaires participantes (voir le tableau suivant).
- Il faut signaler qu'en 2012-2013, un nouveau partenaire s'est joint à la démarche, à savoir l'Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec (AMDEQ), qui a organisé, en collaboration avec le MICC, deux cours de français à l'intention de quelque 30 propriétaires immigrants d'origine chinoise. Un cours a été donné à Montréal, l'autre à Québec et un troisième est prévu l'an prochain à Trois-Rivières.

Le tableau ci-dessous détaille les données relatives aux cours de français offerts dans les trois commissions scolaires participantes.

	Commission scolaire de Montréal			Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île			Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys		
	2010- 2011	2011-2012	2012-2013	2010- 2011	2011-2012	2012-2013	2010- 2011	2011-2012	2012-2013
Nombre d'entreprises touchées par la mesure	36	56	57	5	11	17	28	38	33
Nombre de participants inscrits aux cours	747	1137	909	76	165	214	451	608	590
Montant accordé		2 148 552 \$	1 007 275 \$		362 661 \$	238 808 \$		1 542 968 \$	700 000 \$

BILAN D'ENSEMBLE

Malgré certaines contraintes mentionnées précédemment (voir mesure 1), la gratuité des cours de français offerts plaît à la majorité des propriétaires d'entreprises et de commerces. Ce type de formation s'ajoute à la multitude de cours offerts aux travailleurs et il permet de toucher un nombre important de personnes qui travaillent sur l'île de Montréal; de plus il est apte à répondre à des besoins particuliers.

En dépit des contraintes inhérentes à cette formule de cours, celle-ci doit être maintenue, surtout dans les entreprises où les employés en apprentissage de la langue commune peuvent continuer de s'exercer à parler français, soit avec la clientèle, soit avec leurs collègues de travail ou les dirigeants.

Mesure 8c : Faire mieux connaître et tirer davantage parti du crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail.

Responsables : le ministère des Finances, Revenu Québec (RQ) et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Promotion	RQ : envoi d'un dépliant à 245 000 mandataires MICC : envoi d'un dépliant à 12 800 entreprises Promotion en continu				
Nombre d'entreprises qui ont obtenu le crédit d'impôt	-	2	3	2	2
Coût de la mesure	-	18 000 \$	1 593 \$	867 \$	1 312 \$

Le ministère des Finances, Revenu Québec et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) ont institué, en décembre 2008, un crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail. Les entreprises ont reçu une lettre de Revenu Québec leur expliquant la nouvelle mesure fiscale et son application, tout en leur donnant des renseignements sur les différents services disponibles en matière de francisation. Des efforts de marketing direct complémentaires ont été menés par le MICC. Un lien avec le site Internet de Revenu Québec a également été ajouté dans celui du MICC. Cette stratégie a été appuyée par une campagne publicitaire dans quelques quotidiens et magazines spécialisés, par la distribution d'un dépliant ainsi que par la participation de Revenu Québec et du MICC à divers salons spécialisés.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- Depuis sa mise en place en décembre 2008, le crédit d'impôt n'a été réclamé chaque année que par un très faible nombre d'entreprises, lesquelles provenaient de divers secteurs d'activité.

BILAN D'ENSEMBLE

Les résultats obtenus montrent que, malgré les efforts de promotion qui l'ont accompagnée, cette mesure n'a pas semblé convenir aux gens d'affaires et qu'elle ne répondait pas leurs besoins.

Mesure 3 : Favoriser la francisation des milieux de travail par :

- le nouveau Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises;
- le nouveau Programme des associations partenaires pour la francisation des petites entreprises¹⁸;
- le nouveau Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications;
- la poursuite de l'aide financière aux centrales syndicales pour la francisation.

Responsable : l'Office québécois de la langue française (OQLF)

	2008-2009 (complet)	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises (Grand Montréal seulement)						
• aide financière accordée	499 525 \$	507 300 \$	852 633 \$	1 503 965 \$	1 526 829 \$	4 890 252 \$
• nombre d'associations touchées	9	10	15	22	23	79
Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications (Montréal seulement)						
• aide financière accordée	223 212 \$	558 449 \$	539 965 \$	724 684 \$	962 476 \$	3 008 786 \$
• nombre d'associations touchées	12	22	25	28	50	137
Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales (tout le Québec)						
• aide financière accordée	475 000 \$	475 000 \$	475 000 \$	475 000 \$	475 000 \$	2 375 000 \$
• nombre d'associations touchées	3	3	3	3	3	3
Coût de la mesure (Montréal principalement)	1 197 737 \$	1 540 749 \$	1 867 598 \$	2 703 649 \$	2 964 305 \$	10 274 038 \$

Cette mesure vise la francisation des milieux de travail par un ensemble d'interventions (sensibilisation, promotion, information, formation ou encore francisation des outils de travail) destinées soit aux propriétaires et gestionnaires d'entreprise, soit aux travailleurs, dont les membres des comités de francisation, soit encore aux citoyens à titre de clients des entreprises. La mesure cible particulièrement la langue du travail et la langue du commerce.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Résultats du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises

- En 2008-2009, le Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises a suscité des demandes d'aide financière de la part de 16 associations. Grâce à cet important réseau de relayeurs, de nombreuses activités de promotion, de sensibilisation et de développement terminologique ont été tenues dans des milieux d'affaires aussi diversifiés que l'industrie ferroviaire, l'industrie du loisir, le secteur de l'aérospatiale et le milieu de la publicité. Le programme a notamment permis de toucher, à Montréal, 70 commerces de l'arrondissement de Saint-Laurent et 125 personnes du milieu des affaires, membres du Groupe d'utilisateurs virtuels de Montréal.

¹⁸ En décembre 2008, le Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises et le Programme des associations partenaires pour la francisation des petites entreprises ont été fusionnés.

- En 2009-2010 et 2010-2011, le financement accordé dans le cadre du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises a donné lieu à l'aboutissement ou à la réalisation de plusieurs initiatives importantes menées sur le territoire montréalais. On y abordait la question de la langue du travail aussi bien que celle de la langue du commerce et des affaires. Mentionnons à cet égard :
- le portail www.languedutravail.com, réalisé par la **Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)**, premier outil interactif de formation et de référence mis à la disposition des membres des comités de francisation et portant sur des questions liées à la francisation des entreprises et à l'utilisation du français dans tous les aspects du travail et qui, dans un premier temps, s'adresse au secteur de l'aérospatiale.
 - les trois campagnes publicitaires (*Moi, je parle français*, *Travaillons en français*, *Services en français*) menées dans les médias écrits et électroniques par le mouvement **Impératif français**, principalement dans les régions de Montréal et de l'Outaouais.
 - le portail Carrefour francisation, réalisé par la **Chambre de commerce du Montréal métropolitain** en collaboration avec les partenaires gouvernementaux pour ce qui est de la rédaction des contenus (ce portail est décrit plus amplement à la mesure 26).
 - la campagne de sensibilisation *Servez le français à volonté*, menée auprès de ses membres par l'**Association des restaurateurs du Québec (ARQ)** dans le but d'accroître l'utilisation de la langue française et de promouvoir la qualité du français au travail, d'une part, et d'autre part, de démontrer les avantages concurrentiels de l'usage du français dans les services de restauration.
 - la campagne de sensibilisation menée auprès de ses membres par la **Société de développement du boulevard Saint-Laurent** et qui a conduit à la distribution d'un guide pratique visant à améliorer l'accueil et les services en français.
 - la mise sur pied d'une équipe de neuf agents de francisation rattachés au Carrefour francisation, fruit de la collaboration de huit associations partenaires. Ces agents ont le mandat de visiter les petites entreprises afin de les inciter à se franciser et à bénéficier des programmes de francisation offerts par les différents partenaires et financés par le gouvernement.
- En 2011-2012, le Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises a permis l'octroi de 22 subventions à des partenaires socioéconomiques de la grande région de Montréal afin de poursuivre les efforts consentis pour la promotion du français. Grâce à cet important réseau de relayeurs, de nombreuses activités de promotion, de sensibilisation et de développement terminologique ont été tenues dans des secteurs aussi diversifiés que ceux de l'aérospatiale, des communications graphiques, des télécommunications, de la plasturgie et de l'immobilier. En voici quelques exemples :
- le développement de l'équipe d'agents de francisation, au nombre de 14 en date du 31 mars 2012, fruit de la collaboration de 11 associations partenaires. Cette équipe est coordonnée par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain en collaboration avec le Secrétariat à la politique linguistique et agit maintenant sur le territoire de Montréal, de Laval et de la Rive-Sud. Plus de détails sont donnés à cet égard dans la section consacrée à la mesure 31.
 - le portail Web mis sur pied par l'**Association du commerce et des restaurants chinois du Québec (ACRCQ)**, dont 700 membres se trouvent dans la grande région de Montréal, et qui est consacré à la diffusion d'un lexique français-mandarin de la restauration et de l'alimentation.
 - la campagne d'**Impératif français** *Moi, je travaille en français*, qui visait plus particulièrement les travailleurs allophones et anglophones de Montréal et de l'Outaouais.
 - la bonification du portail www.languedutravail.com de la **FTQ** par l'ajout d'une section destinée au secteur des télécommunications.
 - la transmission mensuelle par l'**Association québécoise de l'aérospatiale** de capsules linguistiques destinées à plus de 200 membres et la transmission par l'**Institut de développement urbain du Québec** de capsules linguistiques portant sur les communications avec les locataires, destinées à 300 entreprises du secteur de l'immobilier.
- En 2012-2013, 23 subventions ont été octroyées à des partenaires socioéconomiques de la grande région de Montréal. Ces subventions ont permis de poursuivre les efforts déployés pour assurer la promotion et la protection du français. Grâce à cet important réseau de relayeurs, de nombreuses activités de promotion, de sensibilisation et de développement terminologique ont été réalisées dans des domaines aussi diversifiés que la botanique, les communications graphiques, les télécommunications, l'automobile et l'immobilier. En voici quelques exemples :
- la reconduction de la campagne d'**Impératif français** *Moi, je travaille en français*, qui visait plus particulièrement les travailleurs allophones et anglophones de Montréal et de l'Outaouais.
 - la réalisation d'un portail contenant notamment un lexique français-anglais de la botanique, une initiative de l'**Association FloraQuebeca**.
 - la bonification du portail www.languedutravail.com de la **FTQ** par l'ajout de sections destinées au secteur des plastiques et des composites ainsi qu'au secteur de l'automobile.
 - la réalisation par deux universités montréalaises (McGill et Concordia) d'activités de sensibilisation, de promotion et d'apprentissage destinées à des étudiants étrangers ou à des étudiants canadiens provenant des autres provinces qui ne connaissent pas le français. Ces activités visent à encourager l'acquisition d'une certaine connaissance de la langue française de façon à favoriser l'établissement au Québec de ces étudiants et l'obtention d'un emploi après leurs études.

- o la poursuite de l'envoi par l'**Institut de développement urbain du Québec** de capsules linguistiques portant sur les communications en français avec les locataires (destinataires : plus de 300 entreprises du secteur de l'immobilier).
- o la réalisation par la Fédération des chambres de commerce du Québec et le Conseil du patronat du Québec de projets ayant pour but de sensibiliser les gens d'affaires aux divers enjeux de la francisation.
- o le maintien et le développement du réseau d'agents de francisation issu de la collaboration de 15 associations partenaires, réseau qui comptait 16 agents en date du 31 mars 2013. Ces agents de francisation ont ainsi pu rencontrer les dirigeants de nombreuses entreprises de moins de 50 employés afin de les sensibiliser à l'importance de servir la clientèle en français et de leur faire connaître les programmes gouvernementaux.

Résultats du Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications

Ce programme appuie financièrement la démarche de francisation des entreprises qui comptent moins de 100 employés, lorsque celles-ci doivent engager des dépenses pour franciser leurs technologies de l'information et des communications (TIC). Depuis 2011-2012, l'aide financière s'est étendue à l'affichage et à la documentation commerciale, à certaines conditions. Le but de ce programme est d'alléger le fardeau financier lié à la francisation afin d'accroître plus rapidement le nombre de petites entreprises qui détiennent un certificat de francisation (pour celles qui comptent entre 50 et 99 employés) ou une attestation de conformité à la Charte de la langue française (pour celles qui emploient moins de 50 employés).

Grâce à cette aide financière, les entreprises de 50 à 99 employés, lesquelles sont déjà assujetties à la Charte de la langue française, peuvent obtenir plus rapidement leur certificat de francisation, tandis que celles qui emploient 49 personnes ou moins peuvent, sur une base volontaire, franciser plus facilement certains éléments de leur milieu de travail afin d'obtenir une attestation de conformité à la Charte. Au terme du processus, toutes ces entreprises auront mené leur projet de francisation à moindre coût et seront plus en mesure d'offrir un environnement de travail en français à leur personnel et de servir leur clientèle en français.

- En 2008-2009, le Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications a permis à 45 entreprises, dont huit comptaient de 11 à 49 employés, d'obtenir une aide financière pour franciser leurs outils technologiques; en date du 31 décembre 2009, 17 de ces entreprises avaient terminé leur démarche et obtenu leur certificat de francisation.
- En 2009-2010 et 2010-2011, le Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications a appuyé dans leur démarche de francisation 25 entreprises montréalaises comptant entre 11 et 99 employés; il est à noter que les entreprises ayant entre 11 et 49 employés ont entrepris la démarche de leur propre gré.
- En 2011-2012, le Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications a appuyé 28 entreprises de la grande région de Montréal, ce qui a permis à 1 289 employés d'évoluer dorénavant dans un environnement disposant d'outils informatiques en français. Au cours de l'exercice 2011-2012, 23 entreprises ayant bénéficié du programme pendant l'année ou précédemment ont finalement obtenu leur certificat de francisation.
- En 2012-2013, le Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications a appuyé 60 entreprises, dont 50 établies dans le Grand Montréal, ce qui a permis à 2 441 employés d'évoluer dorénavant dans un environnement disposant d'outils informatiques en français.

Depuis le début du programme, parmi les 189 entreprises de l'ensemble du Québec ayant bénéficié d'une subvention, 97 ont obtenu leur certificat de francisation, et ce, plus rapidement que si elles n'avaient pas obtenu de subvention.

Résultats du Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales

Le Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales a pour objectif de susciter la participation des membres syndiqués des comités de francisation et des autres travailleurs syndiqués à l'implantation du français dans leur milieu de travail. L'aide financière est accordée à trois centrales syndicales : la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale des syndicats démocratiques (CSD); notons que ces trois centrales regroupent une majorité des personnes syndiquées travaillant dans une PME et le quart des personnes syndiquées travaillant dans les entreprises de 100 employés ou plus.

Par son effet de dynamisation des comités de francisation, le programme a un impact direct sur les entreprises qui emploient les membres d'un syndicat affilié à l'une ou l'autre des trois centrales. Ce programme de soutien constitue en soi un canal privilégié qui permet aux travailleurs d'exprimer leur dynamisme en faveur de l'implantation du français dans les milieux de travail. D'année en année, les projets réalisés par les centrales se font plus nombreux et plus diversifiés, touchent davantage de travailleurs et suscitent une participation croissante de leur part. À titre d'exemple on peut signaler ce qui suit :

- En 2010-2011, les trois centrales syndicales ont distribué le questionnaire d'autodiagnostic de la situation linguistique produit par l'OQLF; ce questionnaire vise à faire prendre conscience aux travailleurs de la signification et de l'étendue de leur droit d'exercer leurs activités en français.
- En 2011-2012, on notera trois projets, qui se sont poursuivis en 2012-2013 :
 - un premier projet visait à effectuer un suivi auprès d'entreprises qui venaient d'obtenir leur certificat de francisation afin d'y évaluer le degré de maintien de l'utilisation du français;
 - un deuxième projet consistait à créer dans le site Web des centrales syndicales une section consacrée à la francisation, dans le but d'y verser des documents relatifs à ce sujet, notamment un guide syndical sur les milieux de travail en français et des vidéos sur la francisation au travail;
 - un troisième projet avait pour objectif de mettre en place une fonction de « représentant de la francisation » dans les entreprises de moins de 100 employés afin d'assurer un soutien à la francisation au moyen d'une séance de formation.

Par son effet de mobilisation des comités de francisation, le programme a un impact direct sur les entreprises où travaillent les membres syndiqués de l'une ou l'autre des centrales syndicales.

BILAN D'ENSEMBLE

Depuis le début de la Stratégie commune en octobre 2008, les trois programmes de soutien ont atteint pleinement leurs objectifs quantitatifs.

- Le Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises
Lorsque ce programme a démarré, à peine la moitié du budget était dépensée chaque année, alors qu'au 31 mars 2013, les montants alloués aux projets représentaient plus de 180 % du budget alloué en 2008-2009. Les projets réalisés chaque année ont presque triplé en nombre, passant de 11 à 30 projets.
- Le Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications
Au départ, à peine 20 % du budget alloué était dépensé chaque année, alors que plus de 50 % du budget est maintenant attribué à différents projets. Le nombre de projets a également connu une progression importante, passant de 24 par année à 60 en 2012-2013.
- Le Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales
Les projets réalisés par les centrales syndicales sont passés de 7 à 16 par année depuis la mise en œuvre de la Stratégie commune.

Au total, depuis l'adoption de la Stratégie commune à l'automne 2008 jusqu'au 31 mars 2013, plus de dix millions de dollars ont été investis dans la réalisation d'activités de diverses natures auprès des travailleurs et des dirigeants d'entreprises.

Il est à noter que deux des trois programmes visaient à financer des activités organisées par des partenaires relayeurs, ce qui a permis de toucher plus de travailleurs et de dirigeants d'entreprises. En effet, l'intervention de tels relayeurs apparaît comme un moyen d'atteindre les milieux de travail – particulièrement ceux des petites et moyennes entreprises – plus efficace que l'action directe d'employés de l'État. En témoigne, notamment, le succès du démarchage des agents de francisation auprès des petites entreprises et des petits commerces, qui a entraîné la francisation de plusieurs travailleurs et, par conséquent, l'amélioration de l'usage du français au sein de ces entreprises et à l'égard de leur clientèle. En témoignent aussi les actions des associations de divers secteurs auprès de leurs membres visant à mieux les outiller en matière d'usage du français.

Il nous apparaît important de maintenir sinon d'augmenter ce type d'interventions, tout particulièrement le travail de terrain de l'équipe d'agents de francisation. Il est tout aussi important de continuer à sensibiliser la population, particulièrement les francophones, à l'importance pour chacun d'exiger d'être servi en français dans les commerces du Québec et de cesser de faire affaire avec les établissements qui s'y refusent : ce comportement ne peut avoir qu'un effet positif sur la volonté des commerçants de se franciser, car il influe directement sur la fréquentation des commerces. À cet égard, des initiatives comme celles d'*Impératif français* méritent donc d'être poursuivies.

Mesure 31 : Assurer le démarchage en matière de francisation auprès des petites entreprises montréalaises.

Responsables : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL), l'Office québécois de la langue française (OQLF), la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), Emploi-Québec (EQ) et des associations partenaires

En octobre 2008, les signataires de la Stratégie commune avaient convenu de mettre en place un guichet unique relatif à la francisation, ce qui s'est concrétisé par le développement du portail Carrefour francisation par la CCMM en 2009-2010. Une fois lancé, le portail Carrefour francisation ne pouvait cependant devenir une fin en soi. Il était clair que, dans un premier temps, il allait servir de référence et d'outil d'information pour amener les petites entreprises à utiliser les différents services mis à leur disposition par le gouvernement du Québec afin de les aider à se franciser. Il était évident également que, pour une petite entreprise, le désir de consulter le portail Carrefour francisation tout comme la volonté de se franciser n'allaient pas forcément se déclencher spontanément.

Dans ces circonstances, il paraissait opportun, voire essentiel, d'établir un lien plus personnalisé avec les petites entreprises afin de les sensibiliser, une à une, à l'importance de l'utilisation du français à Montréal et au Québec. Pour favoriser le développement de ces liens, mettre en confiance les petites entreprises et les accompagner dans leur démarche de francisation, il semblait préférable que les personnes-ressources qui effectueraient le démarchage auprès des entreprises et des commerces de moins de 50 employés soient issues du même milieu que les entreprises et les commerces ciblés.

Avant même que le Carrefour francisation ne soit créé, une expérience pilote avait été menée dans l'arrondissement de Saint-Laurent, de mai à septembre 2010, grâce à la collaboration de la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent (CCSTL). Au bout de cinq mois, les retombées de cette première démarche s'étaient avérées concluantes : sur les 124 responsables de petites entreprises que l'agent de francisation avait rencontrés, 37 avaient eu recours aux programmes gouvernementaux, principalement à ceux donnant accès à des cours de français pour les travailleurs.

L'expérience s'est donc poursuivie dans l'arrondissement de Saint-Laurent, et d'autres associations, chambres de commerce ou sociétés de développement commercial ont emboîté le pas à la CCSTL, acceptant à leur tour d'embaucher un agent de francisation chargé de sensibiliser les petites entreprises de leur territoire ou de leur secteur respectif.

Au 31 mars 2013, 16 agents de francisation étaient à l'emploi des 15 associations suivantes :

1. Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent, partenaire depuis 2009-2010;
2. Culture Montréal, partenaire depuis 2010-2011;
3. Société de développement commercial Destination centre-ville, partenaire en 2010-2011;
4. Chambre de commerce de l'Est de Montréal, partenaire depuis 2010-2011;
5. Société de développement commercial du Vieux-Montréal, partenaire depuis 2010-2011;
6. Centre d'intégration multi-services de l'Ouest de l'île (CIMOI), partenaire depuis 2010-2011;
7. Chambre de commerce gaie du Québec, partenaire depuis 2011-2012;
8. Chambre de commerce et d'industrie de Laval, partenaire depuis 2011-2012;
9. Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud, partenaire depuis 2011-2012;
10. Centre d'appui aux communautés immigrantes, partenaire depuis 2011-2012;
11. Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal, partenaire depuis 2011-2012;
12. Association du commerce et des restaurants chinois du Québec, partenaire depuis 2011-2012;
13. Société de développement du boulevard Saint-Laurent, partenaire en 2010-2011 et en 2012-2013;
14. Mutuelle FormaPlus, partenaire depuis 2012-2013;
15. Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec, partenaire depuis 2012-2013.

Une autre association, la Corporation de développement économique communautaire Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, a aussi participé à la mesure en 2010-2011, mais elle n'est plus partenaire actuellement.

Neuf nouveaux agents de francisation se sont joints à l'équipe en 2012-2013. Ils ont tous reçu la formation de base nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches. L'ensemble des agents ont participé à des rencontres mensuelles coordonnées par la CCMM afin de partager de l'information et des observations sur les bonnes pratiques.

L'application de cette mesure a été rendue possible grâce au financement de l'OQLF accordé dans le cadre de son Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises (voir mesure 3). Ce programme prévoit que l'OQLF rembourse, à certaines conditions, jusqu'à 75 % du montant nécessaire à la réalisation d'un projet, pour un maximum de 75 000 \$ par association.

Le tableau ci-dessous présente le montant total des subventions accordées par l'OQLF pour la mise en place de l'équipe des agents de francisation, qui a débuté en mai 2010. En 2012-2013, l'OQLF a renouvelé l'octroi des subventions de 10 des organismes qui emploient ces agents, pour un coût de 671 100 \$. Les autres demandes de renouvellement seront analysées et une décision sera prise dans les premiers mois de l'année financière 2013-2014.

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2009-2013
Subventions accordées (nombre d'associations)	20 000 \$ (1)	539 512 \$ (8)	809 025 \$ (11)	671 100 \$ (10)	2 039 637 \$

Au cours des nombreuses visites effectuées auprès des propriétaires de petits commerces en 2012-2013, les agents ont mis la priorité sur les attestations de francisation volontaire (voir mesure 36).

BILAN D'ENSEMBLE

Depuis la mise sur pied de l'équipe des agents de francisation, les résultats obtenus démontrent hors de tout doute les répercussions appréciables de leurs interventions auprès des propriétaires de commerces et d'entreprises. Le fait de relever du secteur privé a facilité grandement leur accès aux dirigeants des entreprises et des commerces ciblés, lesquels se sont montrés beaucoup plus réceptifs au message relatif à la francisation, car il venait d'un des leurs.

Il avait également été décidé que la coordination de l'équipe des agents de francisation relèverait de la CCMM. Compte tenu de son rôle et de son implication dans le dossier de la francisation des petits commerces, il allait de soi qu'un tel mandat soit confié à cet important partenaire.

Mesure 33 : Faire la promotion de l'utilisation du français auprès des milieux d'affaires multiculturels de Montréal

Responsables : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), en collaboration avec le Secrétariat à la politique linguistique (SPL), l'Office québécois de la langue française (OQLF) et des associations partenaires

Certaines communautés culturelles se sont créées un milieu de vie sur le territoire de Montréal où elles peuvent aisément avoir accès à des biens et services dans leur langue. Ce phénomène est courant dans toutes les métropoles multiculturelles. À Montréal, cela a parfois pour conséquence que le français n'arrive pas toujours à occuper la place qui lui revient dans les zones où se concentrent ces communautés culturelles et que la population francophone peut alors avoir de la difficulté à obtenir des services en français.

Il paraissait nécessaire de sensibiliser les commerçants de zones fortement multiculturelles à l'importance du français afin que celui-ci demeure la langue de la cohésion sociale au Québec, l'objectif ultime étant d'arriver, à long terme, à un décloisonnement linguistique qui favoriserait une affluence accrue de la clientèle francophone dans ces quartiers et qui y assurerait une meilleure vitalité du français. À cet égard, le SPL, l'OQLF et le MICC ont uni leurs ressources en 2010-2011 pour créer des outils promotionnels en vue de réaliser une campagne sur le terrain, qui s'est déroulée principalement de septembre à décembre 2011.

La stratégie retenue a pris la forme d'une campagne ciblée d'information et de sensibilisation avec, à l'avant-plan, une stratégie de proximité visant à rejoindre les commerçants et les employeurs un à un dans leur quartier. Au cœur de la stratégie se trouvait un site promotionnel (www.ongagneaparlerrancais.gouv.qc.ca) présentant dix témoignages de gens d'affaires et d'employeurs de diverses communautés culturelles qui ont saisi l'importance d'intégrer le français dans leurs pratiques d'affaires et qui ont connu du succès. Un autre maillon essentiel a été celui de la participation active de trois agents de francisation (voir mesure 31), chacun étant déjà embauché par un organisme de développement économique local afin de promouvoir la francisation auprès des petites entreprises de son territoire respectif. Trois secteurs géographiques ont été visés : le quartier chinois, le quartier Côte-des-Neiges et l'arrondissement Saint-Laurent.

La campagne d'information et de promotion devait être percutante pour attirer la curiosité d'une clientèle rarement interpellée ou rejointe par les campagnes publicitaires traditionnelles. Elle offrait aux agents de francisation une carte de visite leur permettant de rencontrer propriétaires, petites entreprises, gérants et employés des commerces, et de leur faire valoir les gains et les bénéfices potentiels que peut générer l'utilisation du français dans leurs rapports commerciaux.

Les objectifs de communication se déclinaient comme suit :

- Intéresser les petites et moyennes entreprises ainsi que les commerces ethniques des quartiers ciblés à se franciser et à se prévaloir de l'offre gouvernementale de francisation en vue d'offrir un meilleur service à la clientèle en français et de favoriser l'utilisation du français dans les milieux de travail et d'affaires;
- Faciliter le travail des partenaires et des agents de francisation pour leur permettre de mieux promouvoir l'offre gouvernementale en matière de francisation auprès des entreprises et des commerces visés;

- Sensibiliser les petites entreprises aux exigences de la Charte de la langue française afin qu'elles soient mieux en mesure de servir leur clientèle en français à Montréal.

Les principaux outils ou moyens utilisés étaient les suivants :

- Visuel et slogan « Ici, on gagne à parler français »;
- Microsite Web promotionnel, www.ongagneaparlerrancais.gouv.qc.ca, comprenant des capsules vidéo de témoignages de gens d'affaires issus de diverses communautés culturelles, réalisées de façon à livrer un message authentique;
- Canal YouTube;
- Bannières Web;
- Affiches, feuillets, signets, napperons pour les restaurateurs et autocollants à apposer dans les vitrines des commerces;
- Relations publiques et relations de presse.



Pour rejoindre la clientèle visée de manière efficace, la campagne a été réalisée entièrement en français, mais certains outils remis en main propre aux clients par les agents de francisation ont été distribués à la fois en français et dans une autre langue, soit en arabe, en espagnol ou en mandarin. Au total, plus de 500 commerces ont été visités et les outils suivants ont été remis aux petites entreprises :

- 8 905 affiches;
- 3 351 signets;
- 204 000 napperons.

À cela, il faut ajouter les propriétaires de commerce qui ont accepté d'apposer un autocollant dans la vitrine de leur commerce. En posant un geste comme celui-ci, ils envoyaient un message fort à leur clientèle, celui de l'importance qu'ils accordent à l'utilisation du français dans leur commerce. En plus d'être sensibilisés grâce à la campagne, ils sont passés à l'action.

Par ailleurs, soulignons que l'Association des restaurateurs du Québec a publié un article sur cette campagne et inséré un encart promotionnel, à 4 500 exemplaires, dans l'édition de septembre 2011 de la revue mensuelle destinée à ses membres.

Depuis le lancement du microsite Web le 27 mai 2011, et jusqu'au 31 mars 2012 :

- 28 894 visiteurs dont 23 265 visiteurs uniques;
- 111 113 pages ont été consultées dont en moyenne 3,85 pages par visite;
- le temps moyen passé sur ce microsite a été de 3 minutes et 55 secondes;
- 80,5 % des visiteurs y ont accédé au moyen d'un site de référence, le plus utilisé ayant été www.immigrationquebec.gouv.qc.ca (45,6 %);
- les visiteurs provenaient de 145 pays différents, près de la moitié (47 %) provenant du Canada.

Ce site Internet est toujours accessible et continue de recevoir des visiteurs.

Les sommes investies dans cette campagne ont totalisé 300 000 \$. Aucune autre activité n'a été réalisée en 2012-2013 reliée à cette mesure de promotion et aucune autre dépense n'a été effectuée.

Pour donner une suite à cette mesure visant les milieux d'affaires multiculturels de Montréal, les partenaires de la Stratégie commune misent notamment sur le partenariat avec le Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal et avec l'Association du commerce et des restaurants chinois du Québec. Ces deux nouveaux partenaires se sont joints à la Stratégie commune à la fin de l'exercice 2011-2012 afin de poursuivre les efforts amorcés par la campagne « Ici, on gagne à parler français ». Avec l'embauche d'un agent de francisation qui leur est propre (voir mesure 31), ces deux partenaires ont rejoint, en 2012-2013, des gens d'affaires de 11 différentes communautés culturelles qui desservent une population multiculturelle estimée, en 2010, à plus de 800 000 personnes dans la grande région de Montréal.

Mesure 36 : Susciter et soutenir la francisation volontaire des petites entreprises.

Responsables : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL), l'Office québécois de la langue française (OQLF), la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) et les associations partenaires

Contrairement à ce que d'aucuns croient, les petites entreprises comptant moins de 50 employés sont assujetties à diverses dispositions de la Charte de la langue française, notamment en ce qui a trait à l'affichage, à la langue du commerce et des affaires et à la langue du travail. La différence avec les entreprises qui emploient 50 personnes ou plus tient essentiellement au fait que ces dernières ont l'obligation légale de généraliser l'utilisation du français et d'obtenir un certificat de francisation. Pour y parvenir, elles doivent procéder à une analyse de leur situation linguistique et, selon les résultats de cette analyse, entreprendre ou non une démarche de francisation.

Le défi que se sont donné les partenaires de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 lorsqu'ils ont signé ce document en octobre 2008 était, rappelons-le, d'établir des partenariats concrets entre l'État, les petites entreprises et les organisations syndicales pour consolider le visage français de la métropole. Si les petites entreprises étaient visées en particulier, c'était justement parce que, étant dispensées de la certification obligatoire et n'étant approchées par l'OQLF que si elles font l'objet de plaintes, elles pouvaient être portées à croire que la Charte de la langue française ne leur imposait aucune obligation. Il fallait renverser cette fausse croyance.

Le moyen le plus direct de s'attaquer à ce problème a été d'abord de se doter d'un outil d'information complet sur les obligations légales des petites entreprises ainsi que sur l'offre gouvernementale en matière de francisation leur permettant de répondre adéquatement à ces obligations. Une fois le portail Carrefour francisation créé, les partenaires ont décidé d'aller rencontrer les petites entreprises sur le territoire montréalais afin de les sensibiliser aux dispositions de la Charte de la langue française et de les informer au sujet des services liés à la francisation dont souvent, tout comme c'était le cas des obligations légales, elles ne connaissaient pas l'existence.

Ainsi a pris forme l'équipe des agents de francisation (voir mesure 31). Le choix de faire embaucher ces personnes par des chambres de commerce, des associations sectorielles ou encore d'autres types d'associations bien implantées dans leur milieu économique respectif n'est pas anodin. Pour apprivoiser certaines petites entreprises et leur « vendre » la francisation, les partenaires de la Stratégie commune ont misé sur une stratégie de proximité s'appuyant sur le fait que les petites entreprises, lorsqu'elles sont approchées par des gens issus de leur milieu, se montrent plus réceptives.

Dans un premier temps, cette stratégie a porté fruit puisqu'un nombre croissant d'entreprises ont permis à leurs travailleurs de suivre des cours de français. Les résultats relatifs aux mesures initiales dont fait état le présent rapport en sont la preuve. Mais il fallait aller plus loin afin que l'entreprise elle-même adhère concrètement et pleinement aux objectifs de la Charte de la langue française. C'est ainsi qu'un processus de francisation volontaire a été mis en place, avec la collaboration de l'OQLF, pour vérifier et attester qu'une petite entreprise répond pleinement aux exigences de la Charte de la langue française.

Ainsi, depuis l'automne 2011, les agents de francisation sont dotés d'un outil d'analyse linguistique sommaire leur permettant d'établir un premier diagnostic sur la situation linguistique des entreprises qu'ils visitent. Si, après ce premier examen, l'entreprise constate qu'elle a beaucoup de travail à faire, l'agent de francisation lui donne des conseils sur les outils et le soutien financier qu'elle peut demander pour corriger sa situation. Il lui offre son aide pour que, par exemple, le français soit pleinement présent dans l'affichage ou les factures. Au cours de leur visite, les agents de francisation font comprendre à toutes ces petites entreprises qu'elles ont la possibilité d'obtenir une attestation de conformité à la Charte de la langue française une fois les corrections apportées et la situation linguistique de l'entreprise validée par un conseiller en francisation de l'OQLF.

Les agents de francisation, qui sont entrés en fonction à divers moments depuis l'automne 2010, ont répertorié depuis un total de 8 044 petites entreprises et ils en avaient visité 4 450 au 31 mars 2013, d'abord sur le territoire de l'île de Montréal et, plus récemment, à Laval et sur la Rive-Sud. Mais ce n'est que depuis novembre 2011 qu'ils offrent la possibilité d'obtenir une attestation de conformité à la Charte de la langue française délivrée par l'OQLF. Au 31 mars 2012, 236 entreprises s'étaient engagées volontairement dans le processus d'obtention d'une attestation de conformité et 106 d'entre elles la détenaient déjà. Parmi les entreprises ayant obtenu leur attestation de conformité en bonne et due forme, plus de 70 sont situées au centre-ville de Montréal. La carte présentée à l'annexe 5 répertorie les entreprises qui ont déjà obtenu leur attestation de conformité à la Charte de la langue française ou qui sont présentement inscrites dans un processus de francisation volontaire.

Coordonnés conjointement par le SPL et l'OQLF, les travaux menant à la francisation volontaire des petites entreprises ont connu des résultats intéressants. Au 31 mars 2013, 354 entreprises de moins de 50 employés avaient obtenu une attestation de francisation volontaire, dont 243 au cours de 2012-2013. Parmi ces 243 entreprises, 241 proviennent de la grande région de Montréal et leur démarche de francisation faisait suite aux interventions des agents de francisation.

De plus, en avril 2013, 370 autres entreprises de moins de 50 employés étaient inscrites dans une démarche de francisation volontaire. Parmi celles-ci, certaines bénéficient actuellement d'une subvention donnée dans le cadre du Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications.

	Nombre d'entreprises ayant obtenu une attestation de francisation volontaire				Nombre d'entreprises en démarche d'obtention d'une attestation de francisation volontaire	TOTAL
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Sous-total		
Accompagnement par l'équipe de la Stratégie commune ¹⁹	-	103	235	338	363	701
Intervention directe auprès de l'OQLF ²⁰	5	3	8	16	7	23
TOTAL	5	106	243	354	370	724

Les coûts relatifs aux travaux menant à la francisation volontaire des entreprises sont présentés dans la mesure 31.

BILAN D'ENSEMBLE

La possibilité pour les petites entreprises et les petits commerces de s'inscrire de façon volontaire dans un processus de francisation adapté est un acquis majeur de la Stratégie commune. L'engouement manifesté par ces entreprises et ces commerces est manifeste et on le doit en très grande partie à l'accompagnement assuré par les agents de francisation associés au portail Carrefour francisation. Le travail sur le terrain de ces agents de francisation, qui sont bien accueillis par les gens d'affaires, permet une sensibilisation efficace des petites entreprises et des petits commerces à leurs droits et devoirs en matière de francisation. L'obtention de l'attestation de conformité à la Charte de la langue française, au terme d'un processus de francisation volontaire réussi, est maintenant un indicateur intéressant du degré de francisation de ces milieux de travail.

¹⁹ Certaines de ces entreprises bénéficient actuellement d'une subvention.

²⁰ La majeure partie de ces entreprises ont sollicité directement l'OQLF pour adhérer au Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications.

1 LES MESURES VISANT À MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENTREPRISES ET DES TRAVAILLEURS PAR UNE OFFRE SOUPLE ET DIVERSIFIÉE DES MOYENS DE FRANCISATION

2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ AU QUÉBEC (mesure 6)

Mesure 6 : Mettre en œuvre le cours de français en ligne pour les immigrants à l'étranger et au Québec.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

	2008-2009 (partiel)	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Nombre de personnes inscrites dans les différentes formules (Montréal seulement)	1 661	4 146	4 563 (1 082)	5 054 (960)	5 537 (996)	20 961
Coût de la mesure (Montréal seulement)	735 694 \$	1 465 758 \$	1 464 234 \$ (373 807 \$)	1 793 135 \$ (358 627 \$)	2 089 525 \$ (376 114 \$)	7 548 346 \$

Dès avril 2008, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a mis en ligne à l'intention des candidats à l'immigration un cours standard d'apprentissage du français de niveau intermédiaire. Il a lancé la formule en autoformation en janvier 2009, et le cours destiné aux personnes immigrantes déjà installées au Québec a débuté en juin 2009.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- Entre le 1^{er} novembre 2008 et le 31 mars 2009, 1 661 étudiants se sont inscrits aux cours de français en ligne à partir de l'étranger. Le MICC note que les immigrants qui suivent cette formation avant leur départ pour le Québec arrivent ici avec une meilleure connaissance du français, ce qui facilite leur démarche d'établissement et leur recherche d'emploi.
- En 2009-2010, le nombre d'étudiants inscrits aux cours de français en ligne a plus que doublé, notamment en raison de l'ouverture de ces cours aux personnes immigrantes déjà installées au Québec. Les personnes inscrites à partir de l'étranger comptaient pour 75 % de la totalité des étudiants inscrits.
- En 2010-2011, le nombre de personnes vivant à l'étranger inscrites aux cours de français en ligne a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente. L'augmentation a été plus marquée chez les étudiants qui étaient des immigrants déjà installés au Québec, lesquels représentaient cette année-là 40 % du total des personnes inscrites aux cours, contre 25 % l'année précédente. Le MICC est d'avis que c'est la souplesse des formules de cours de français en ligne qui explique ces résultats.
- En 2011-2012, le nombre d'étudiants inscrits au cours de français en ligne a encore augmenté, 65 % d'entre eux ayant choisi la formule standard et 35 %, la formule en autoformation. La proportion des étudiants inscrits à partir de l'étranger dans l'une et l'autre formule a atteint cette année-là environ 71 %.
- En 2012-2013, les inscriptions se répartissent comme suit, selon les deux formules de cours en ligne disponibles :
 - Formule standard : 3 988 personnes inscrites (2 439 à l'étranger et 1 549 au Québec, dont 632 à Montréal).
 - Formule en autoformation : 1 674 personnes inscrites (1 081 à l'étranger et 593 au Québec, dont 364 à Montréal).

Au total, 996 personnes habitant Montréal se sont inscrites au cours de français en ligne.

- Il est à noter que, depuis quelques mois, l'offre de cours en ligne s'est bonifiée : sont maintenant accessibles sur le Web le programme de formation spécialisée en français de stade avancé ainsi que les modules d'autoapprentissage dans les domaines de la santé et des soins infirmiers, de l'administration et du droit des affaires et du génie et des sciences appliquées, ce qui devrait permettre d'atteindre plus facilement les clientèles visées.

BILAN D'ENSEMBLE

Les deux formules de cours de français en ligne (FEL) ont permis à un grand nombre de personnes désireuses d'immigrer au Québec de perfectionner leur français à partir de l'étranger et de découvrir ainsi le Québec, sa culture et ses valeurs. De plus, plusieurs personnes immigrantes résidant au Québec, notamment hors des grands centres, ont pu avoir accès aux cours de français en ligne et poursuivre leur apprentissage de la langue à leur rythme et selon leur horaire.

La souplesse des formules de cours de français en ligne (FEL) fait de ce type de formation une solution attrayante pour la francisation des travailleurs qualifiés et ce, partout au Québec; c'est une approche moderne qui répond mieux aux nombreux besoins de la clientèle tant à l'étranger qu'au Québec.

Par ailleurs, la formation en ligne peut s'avérer difficile dans certains pays à cause de difficultés d'accès à Internet. Pour pallier de telles situations, notamment, le MICC a négocié des ententes de partenariat avec différents organismes qui offrent des cours de français dans plusieurs pays (voir mesure 10), et il rembourse les coûts de telles formations pour ceux qui viennent s'établir au Québec (voir mesure 9). Les personnes qui rencontrent des problèmes technologiques peuvent donc toujours avoir recours à des formules d'apprentissage avec un professeur dans leur pays d'origine.

Le MICC devra accentuer la promotion de ces formules novatrices de cours en ligne auprès des entreprises et des travailleurs. En outre, il devra s'associer aux ordres professionnels pour mettre en valeur les cours spécialisés et les modules d'autoapprentissage dans les domaines de la santé et des soins infirmiers, du génie et des sciences appliquées ainsi que de l'administration et du droit des affaires, ce qui lui permettra d'atteindre encore plus de clientèle.

1 LES MESURES VISANT À MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENTREPRISES ET DES TRAVAILLEURS PAR UNE OFFRE SOUPLE ET DIVERSIFIÉE DES MOYENS DE FRANCISATION

3. LES MESURES RÉALISÉES

Toutes les mesures relatives à ce thème sont encore en cours s'agissant de mesures qui doivent se poursuivre et évoluer de façon continue de manière à assurer, aux entreprises et aux travailleurs de même qu'aux non-francophones susceptibles de s'installer à demeure au Québec, des services d'accompagnement dans leurs démarches de francisation.

1 LES MESURES VISANT À MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENTREPRISES ET DES TRAVAILLEURS PAR UNE OFFRE SOUPLE ET DIVERSIFIÉE DES MOYENS DE FRANCISATION

4. LES MESURES ABANDONNÉES (mesures 2 et 4)

Au cours de l'année 2011-2012 et de l'année 2012-2013, aucune mesure n'a été abandonnée. Les données présentées ci-dessous sont donc celles qui figuraient déjà dans le rapport annuel de la Stratégie commune couvrant la période 2008-2011.

Mesure 2 : Mettre en œuvre un nouveau programme de soutien à la promotion des programmes gouvernementaux par les associations issues de communautés culturelles provenant de l'immigration.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

Au cours de la période, des ententes ont été conclues avec les organismes suivants :

- Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal (AIEM);
- Carrefour d'intercultures de Laval (CIL);
- Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI).

Compte tenu de la faible participation des clientèles visées, le MICC a mis fin à cette mesure le 26 mai 2010. Depuis sa mise en œuvre à l'automne 2008 jusqu'à son terme en mai 2010, la mesure a coûté 152 339 \$, répartis sur deux exercices.

Mesure 4 : Élaborer un programme de mentorat avec l'Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec pour la formation en français dans les entreprises.

Responsable : le ministère de la Famille et des Aînés (MFA)

En 2009-2010, l'Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec (AREQ), qui était coresponsable de cette mesure avec le MFA, a procédé à une étude de faisabilité et a conclu une entente avec Cégep@distance pour l'embauche éventuelle de retraités qui participeraient à des projets pilotes de francisation en ligne. Comme les partenaires de cette mesure ont décidé ne pas aller plus loin dans sa réalisation, le Comité de suivi des activités l'a abandonnée en septembre 2010. Cette mesure a coûté 45 000 \$.

2 LES MESURES VISANT À RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES QUI SOUHAITENT MIEUX S'INTÉGRER AU MARCHÉ DU TRAVAIL

1. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL (mesures 14a et 14b)

Mesure 14a : Favoriser une meilleure intégration au marché du travail par le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME).

Responsable : Emploi-Québec

Ce programme d'Emploi-Québec existe depuis 2005. Les cours de français sont l'une des activités de formation demandées. Les principaux secteurs d'activité touchés par le programme sont les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que la fabrication. Plus de 60 % des entreprises qui bénéficient du PRIIME ont 25 employés et moins.

Un guide d'accueil et d'intégration de la main-d'œuvre immigrante s'adressant aux employeurs a été élaboré en Montérégie dans le but de faciliter le travail des responsables des ressources humaines, particulièrement lors de l'embauche d'un nouvel arrivant qui participe au PRIIME.

	2008-2009 (complet)	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Nombre de participants	757	752	911	1 122	1 181	4 723
Coût de la mesure	3 687 987 \$	3 891 429 \$	5 330 744 \$	6 708 280 \$	7 527 005 \$	27 145 445 \$

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- Depuis 2010-2011, le nombre de participants au programme ne cesse d'augmenter.
- L'augmentation des participants à compter de 2011-2012 tient notamment à l'intégration des résultats obtenus par les trois directions régionales d'Emploi-Québec associées à la Stratégie commune, soit celles de l'Île-de-Montréal, de Laval et de la Montérégie.
- En 2012-2013, cette mesure a connu à Montréal une augmentation de 19 % du nombre de participants.
- Grâce à une promotion de la mesure, le nombre de participants en 2012-2013 a augmenté de 41 % dans la région de Laval.

➤ En 2012-2013, le nombre de participants au PRIIME a augmenté de 16 % en Montérégie.

Le tableau qui suit résume les données relatives aux résultats du programme PRIIME pour 2011-2012 et 2012-2013 dans les trois régions qui sont associées à la Stratégie commune, à savoir Montréal, Laval et la Montérégie.

	Île de Montréal ²¹		Laval ²²		Montérégie ²	
	2011-2012	2012-2013	2011-2012	2012-2013	2011-2012	2012-2013
Nombre de participants	916	931	41	58	165	192
Participation aux activités d'accompagnement	73 %	69 %	52 %	55 %		
Participation aux formations d'appoint	18 %	14 %	7 %	5 %		
Somme engagée	5 332 230 \$	5 660 542 \$	249 654 \$	389 298 \$		1 477 165 \$
Secteurs concernés	Services professionnels, scientifiques et techniques	27 %	30 %	38 %	23 %	✓ 42 %
	Fabrication	14 %	14 %	10 %	17 %	✓ 50 %
	Commerce (gros et détail)	13 %	14 %	-	-	- -
	Construction	-	-	10%	13%	- -
	Information et industries culturelles	10 %	10 %	22 %	18 %	✓ -
	% des entreprises de moins de 25 employés	64 %	62 %	61 %	62 %	- -

BILAN D'ENSEMBLE

Le programme PRIIME s'avère d'une grande utilité, car il permet à bon nombre de nouveaux arrivants d'acquérir une première expérience sur le marché du travail québécois, de recevoir une formation adaptée au secteur d'activité visé et de faire l'apprentissage du français.

Les employeurs apprécient également ce programme, car ils se savent soutenus dans l'intégration des immigrants dans leur entreprise.

Depuis l'implantation du programme, plus de 80 % des participants ont conservé leur emploi à la fin du stage, ce qui fait du programme une mesure très utile pour les clientèles ciblées.

²¹ Les données incluent les résultats des deux programmes.

²² Les données n'incluent que les résultats du programme Soutien aux promoteurs collectifs.

Mesure 14b : Favoriser une meilleure intégration au marché du travail par la mesure de formation de la main-d’œuvre – Volet individus

Responsable : Emploi-Québec, direction régionale de l’Île-de-Montréal, de Laval et de la Montérégie

Cette mesure d’Emploi-Québec existe depuis de nombreuses années et le volet « francisation » de cette mesure existe depuis 1999. Elle s’adresse à des personnes, très majoritairement de nouveaux arrivants au Québec, qui recherchent un emploi et doivent apprendre le français pour améliorer leurs chances d’être embauchées.

Les personnes sont inscrites à des cours de français à temps plein, offerts par le ministère de l’Immigration et des Communautés culturelles ou dans les réseaux du ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport, et elles reçoivent un montant à titre de soutien du revenu.

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Direction régionale de l’Île-de-Montréal						
Nombre de participants	2 699	3 526	2 816	1 721	1 817	12 579
Coût de la mesure	13 178 700 \$	21 032 900 \$	20 590 300 \$	10 954 480 \$	8,3 M \$	74 056 380 \$
Direction régionale de Laval						
Nombre de participants	452	621	505	355	325	2 258
Coût de la mesure	1 526 400 \$	2 489 800 \$	1 799 300 \$	999 600 \$	629 200 \$	7 439 300 \$
Direction régionale de la Montérégie						
Nombre de participants	510	706	552	493	527	2 788
Coût de la mesure	2 510 852 \$	3 475 807 \$	2 717 628 \$	2 427 157 \$	2 594 547 \$	11 725 991 \$

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2009-2010, le nombre de participants a beaucoup augmenté dans les trois régions, ce qui s’explique à la fois par un taux de chômage élevé et par l’existence du programme Pacte pour l’emploi, qui visait principalement le retour sur le marché du travail des prestataires de l’assurance-emploi. Plusieurs de ces derniers se sont prévalus de la mesure 14b pour améliorer leurs chances de se trouver un emploi.
- La baisse des inscriptions constatée dans les trois régions en 2010-2011 et en 2011-2012 est notamment attribuable à la diminution du nombre de chômeurs, puisqu’une personne ayant trouvé du travail ne peut pas suivre de cours de français à temps plein.
- En 2011-2012, la clientèle inscrite à cette mesure à Montréal a diminué de 39 %, notamment parce qu’une partie de la clientèle visée a préféré les cours de français à temps partiel.
- Pour la période 2012-2013, le nombre de participants a légèrement augmenté à Montréal (de 5,5 %). La majorité d’entre eux (42,5 %) étaient des prestataires de l’aide sociale et se retrouvaient en très grande majorité dans le groupe d’âge des 30-44 ans (59 %).
- En 2012-2013, à Laval, la clientèle inscrite en francisation à temps plein a diminué de 8,8 %, comparativement à une diminution de 29,7 % en 2011-2012. Grâce aux ententes d’accompagnement de la clientèle immigrante dans les établissements scolaires, 73 % de la clientèle a suivi l’ensemble du programme de francisation. Cette clientèle était composée majoritairement de prestataires de l’assistance sociale, et 64,5 % d’entre eux et elles appartenait au groupe d’âge des 30-44 ans.

- En Montérégie, la clientèle inscrite au cours de français à temps plein a légèrement augmenté (6,8 %) en 2012-2013; elle appartenait majoritairement au groupe d'âge des 30-39 ans (46,7 %) et la majorité recevait des prestations d'aide sociale.

BILAN D'ENSEMBLE

Dans l'ensemble, force est de constater que cette mesure est fréquentée de façon constante, au fil des ans, les fluctuations dans le nombre de participants étant dues à la disponibilité des personnes relativement à des cours à temps plein, laquelle est tributaire du statut d'emploi des personnes. Ces cours à temps plein s'adressent d'abord aux personnes en recherche d'emploi ou aux prestataires de l'aide sociale qui désirent réintégrer le marché du travail.

Les personnes déjà en emploi vont plutôt s'inscrire à des cours à temps partiel en entreprise ou hors de l'entreprise, ou encore à des formules autonomes (cours en ligne, autoformation) d'apprentissage du français (voir les mesures 1, 5, 6, 7, 8a, 8b et 14a).

La possibilité de bénéficier d'une formation à temps plein pour apprendre le français soutenue par une allocation de remplacement du revenu est une mesure très importante pour les nouveaux arrivants. Leur intégration à leur nouvelle société d'accueil et au marché du travail en est d'autant facilitée.

2 LES MESURES VISANT À RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES QUI SOUHAITENT MIEUX S'INTÉGRER AU MARCHÉ DU TRAVAIL

2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ AU QUÉBEC (mesures 12, 9, 10, 13, 32)

Mesure 12 : Démarrer rapidement l'offre de cours de français de niveau avancé pour les personnes immigrantes.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

	2008-2009 (partiel)	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Nombre d'inscriptions d'étudiants de niveau avancé au programme régulier					
Temps complet (étudiants à Montréal)	960 (690)	2 045 (1 863)	(261)	-	-
Temps partiel (étudiants à Montréal)	674 (604)	1 491 (1 215)	(1 222)	(1 246)	(1 440)
Coût de la mesure	1 360 082 \$	4 947 590 \$ (3 710 693 \$)	(691 583 \$)	(940 735 \$)	(1 193 016 \$)

Au 31 décembre 2009, fort du succès obtenu auprès des étudiants de niveau intermédiaire (mesure 6), le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles supervisait le développement d'un cours de français en ligne, de niveau avancé.

Par ailleurs, des cours de niveau avancé du programme régulier, donnés en classe, ont débuté en novembre 2008.

Les cours de niveau supérieur de français écrit et de français oral ainsi que les cours des domaines professionnels permettent aux personnes immigrantes qui les suivent de mieux s'intégrer à l'emploi, lorsqu'une connaissance plus fine du français est nécessaire. Ainsi, les employeurs peuvent accueillir une main-d'œuvre immigrante bien formée en français, ce qui améliore les communications en milieu de travail ou dans le service à la clientèle, favorise une meilleure compréhension des consignes de travail et met davantage en valeur les compétences des personnes embauchées.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2009-2010, on note une augmentation importante du nombre d'étudiants inscrits aux cours avancés de français, formule régulière, à temps complet comme à temps partiel. La majorité de ces étudiants vit à Montréal.
- En avril 2010, les cours spécialisés à temps complet ont été suspendus. Depuis 2011, ces cours ne sont donnés qu'à temps partiel.
- En 2011-2012, sur les 1246 personnes de Montréal inscrites aux cours avancés, 743 l'étaient en français écrit et 503, en français oral.
- En 2012-2013²³, sur les 1 440 personnes de Montréal inscrites aux cours avancés, 775 l'étaient au cours de français écrit et 696, au cours de communication orale. De ce nombre, 31 étaient inscrits aux deux cours; de plus, 79 étudiants de Montréal se sont inscrits à des cours de français en ligne de niveau supérieur et à trois modules d'autoapprentissage dans des domaines professionnels offerts pour la première fois en ligne cette année-là.

BILAN D'ENSEMBLE

Les cours de français de niveau supérieur sont très importants, car ils permettent l'intégration à l'emploi de clientèles pour lesquelles une connaissance plus fine du français est nécessaire.

Que les nouveaux arrivants aient fait leur apprentissage du français à l'étranger ou au Québec, mieux ils connaissent le français, mieux se fera leur intégration sociale, linguistique et économique.

Il appert, par ailleurs, que l'offre de cours de français de niveau avancé à temps partiel plutôt qu'à temps complet répond mieux aux besoins des personnes immigrantes qui doivent très rapidement intégrer le marché du travail afin d'assurer leur subsistance et, souvent aussi, celle de leur famille.

Mesure 9 : Faciliter et soutenir l'apprentissage du français, avant même leur arrivée, des immigrants sélectionnés par le Québec.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

	2008-2009 (complet)	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Nombre de recours à la banque d'exercices en ligne	81 107	75 607	85 583	117 267	146 766	506 330
Nombre de remboursements de cours de français suivis à l'étranger	-	106	313	343	382	1 144
Coût de la mesure	4 580 \$	52 642 \$	181 804 \$	216 756 \$ ²⁴	283 527 \$	739 309 \$

²³ Les coûts de la mesure pour 2012-2013 sont ventilés comme suit : cours suivant la formule régulière = 1 109 435 \$ et cours suivant la formule en ligne = 83 581 \$.

²⁴ Ce montant exclut les coûts d'hébergement de la plateforme, qui sont dorénavant intégrés à ceux de la mesure 6 (216 010 \$) concernant la francisation en ligne. Le coût de la mesure représente seulement le remboursement de cours de français suivis à l'étranger.

Cette mesure du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) vise à accélérer l'intégration à la société québécoise des personnes immigrantes, après leur arrivée au Québec. Elle comprend deux volets : une banque d'exercices en ligne, mise en place en 2003, et le remboursement des cours suivis à l'étranger, institué en avril 2009. La banque comprend des exercices de divers niveaux (débutant, intermédiaire et avancé).

En ce qui a trait aux cours de français offerts à l'étranger qui peuvent être remboursés, le MICC a conclu des ententes avec un nombre croissant de partenaires provenant d'un nombre de pays également croissant. En 2012-2013, les cours remboursés avaient été offerts par 116 partenaires du MICC dans 30 pays.

Les deux formules de cours sont en constante progression, car elles permettent aux candidats sélectionnés de perfectionner leur français depuis leur pays d'origine, ce qui facilitera leur intégration à la société québécoise et leurs recherches d'emploi une fois qu'ils sont arrivés au Québec. La banque d'exercices en ligne est accessible à tous et est offerte gratuitement, alors que les coûts des cours de français suivis à l'étranger sont remboursés aux immigrants après leur établissement au Québec.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- Le coût de la banque d'exercices a été constant depuis 2008-2009, s'établissant à 4 580 \$ par année; depuis 2011-2012, les coûts de la banque d'exercices sont intégrés à ceux de la francisation en ligne (mesure 6).
- L'augmentation annuelle des coûts est donc due, depuis 2009-2010 aux sommes affectées au remboursement des cours de français suivis par les immigrants avant leur arrivée au Québec.
- Depuis 2008-2009, c'est la banque d'exercices pour débutants qui est la plus fréquentée, suivie des exercices de niveau intermédiaire et des exercices de niveau avancé, comme en témoigne le tableau suivant.

Année de référence	2008-2009	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Niveau des exercices	%	%	%	%
Débutant	54 %	54 %	50 %	53 %
Intermédiaire	28 %	26 %	28 %	24 %
Avancé	18 %	20 %	20 %	23 %

Au cours de la période 2012-2013, la banque d'exercices en ligne a été utilisée 146 766 fois, dont 51 % (75 096) pour des exercices de niveau débutant, 28 % (39 313) pour des exercices de niveau intermédiaire et 22 % (32 357) pour des exercices de niveau avancé.

BILAN D'ENSEMBLE

Selon le MICC, les deux volets de cette mesure doivent demeurer, car ils favorisent une intégration plus rapide des immigrants au Québec, et les coûts qu'ils entraînent sont minimes.

Mesure 10 : Élargir le réseau de partenaires à l'étranger pour offrir davantage de cours de français avant l'arrivée au Québec.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

	2008-2009 (Complet)	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Nombre d'ententes signées ou renouvelées avec des partenaires	10	34	10	8	11	73
Fonds documentaires envoyés aux partenaires	25	27	15	9	11	87
Nombre de formations offertes au Québec à des partenaires étrangers	1	1	1	1	-	4
Coût de la mesure	220 896 \$	138 860 \$	295 362 \$	30 000 \$	65 000 \$	750 118 \$

Cette mesure relative au réseau de partenaires à l'étranger, inscrite dans la Stratégie commune, existait avant 2008-2009. Déjà, en 2007-2008, le MICC avait conclu 58 ententes avec des partenaires étrangers, ententes qu'il a par la suite renouvelées en plus d'en conclure d'autres. En 2012-2013, le MICC pouvait compter sur 116 établissements d'enseignement dans une trentaine de pays.

Le MICC place la connaissance du Québec au centre de l'apprentissage du français par les immigrants, parce qu'il estime qu'elle favorise une intégration plus rapide à la société québécoise. C'est pourquoi il envoie des fonds documentaires sur le Québec à ses partenaires étrangers. C'est aussi la raison pour laquelle il organise un stage en didactique, « Culture et société québécoises », à l'intention des professeurs étrangers appelés à donner des cours de français chez les partenaires du MICC, à l'étranger; ce stage permet chaque année à une trentaine de ces professeurs de venir se familiariser avec le Québec. Enfin, le MICC transmet régulièrement un bulletin d'information à tous ses partenaires.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- Depuis 2008-2009, le MICC signe ou renouvelle, bon an mal an, une dizaine d'ententes avec des partenaires étrangers qui offrent des cours de français aux personnes désireuses d'immigrer au Québec, exception faite de l'année 2009-2010, où une trentaine d'ententes ont été conclues.
- En 2008-2009 et 2009-2010, le MICC a envoyé chaque année au moins 25 fonds documentaires ou mises à jour de tels fonds à ses partenaires; à compter de 2010-2011, le nombre de fonds documentaires envoyés ou mis à jour a d'abord diminué à 15 (2010-2011), puis à une dizaine (2011-2012).

En 2012-2013, 11 fonds documentaires ont été expédiés aux partenaires, y compris les mises à jour.

BILAN D'ENSEMBLE

Par cette mesure, le MICC vise à compter le plus possible de partenaires dans le plus grand nombre de pays pour permettre à toujours plus de candidats à l'immigration de suivre des cours de français avant de s'établir au Québec.

De plus, l'envoi de fonds documentaires sur le Québec permet aux organismes qui offrent des cours d'adapter leur matériel pédagogique à la réalité québécoise.

Enfin, le stage annuel « Culture et société québécoises », offert au Québec par le MICC aux professeurs étrangers, contribue à mieux sensibiliser ces derniers à la réalité québécoise. Voilà qui ne peut qu'enrichir l'enseignement du français aux candidats à l'immigration, responsabilité que ces professeurs assurent chez les partenaires du MICC, à l'étranger.

Ainsi, avant même leur arrivée au Québec, les candidats à l'immigration peuvent apprendre le français, se familiariser davantage avec la société québécoise et mieux connaître les démarches qu'ils auront à faire pour obtenir un premier emploi au Québec.

Mesure 13 : Ajouter un nouvel outil d'évaluation de la connaissance du français.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

Cette mesure s'applique parallèlement à l'harmonisation des programmes et des services de francisation du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et d'Emploi-Québec. Il s'agit de concevoir des tests standardisés qu'utiliseront les divers intervenants visés par l'offre de cours de français, au Québec comme à l'étranger. Ces tests serviront à évaluer la compétence en français oral et écrit des personnes immigrantes déjà installées au Québec ou de celles qui souhaitent y immigrer.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2010-2011, les travaux suivants ont été réalisés :
 - la mise à jour de l'échelle québécoise des niveaux de compétence en français;
 - l'élaboration d'indicateurs spécifiques pour 16 fonctions de travail génératrices d'emplois;
 - La rédaction des mesures d'évaluation pour le Test de positionnement.
- En 2011-2012, plusieurs outils d'évaluation ont été mis en œuvre pour assurer une meilleure évaluation, une meilleure sélection des candidats à l'étranger et une meilleure planification de l'offre de service en francisation. À cet égard, soulignons :
 - l'élaboration et l'expérimentation d'un nouveau Test de positionnement pour fournir des données dans un langage univoque en vue d'établir le niveau de compétence en français d'un candidat à l'immigration;
 - l'épreuve de compréhension orale du Test de positionnement;
 - le recours obligatoire, depuis décembre 2011, à des tests standardisés reconnus par le MICC pour l'attribution de points relatifs à la connaissance du français et de l'anglais, en ce qui concerne la sélection des candidats à l'immigration de la catégorie « travailleurs qualifiés ».
- Depuis décembre 2011, le MICC exige des candidats à l'immigration de la catégorie des travailleurs qualifiés qu'ils déposent une attestation de résultats d'un test standardisé de compétences langagières en français administré par l'un des organismes agréés par les partenaires du MICC dans le monde; plus de 8 600 personnes se sont présentées aux tests standardisés entre le 6 décembre 2011 et le 31 mars 2012.
- De plus, entre janvier et avril 2012, 1 218 personnes de la région de Montréal ont passé l'épreuve de compréhension orale du Test de positionnement.
- En 2012-2013, les activités suivantes ont été réalisées :
 - le contenu des épreuves de compréhension orale, de compréhension écrite et de production écrite du Test de positionnement;
 - la collecte de données pour la validation des trois épreuves planifiée avec deux établissements d'enseignement à temps complet, l'UQAM et le Cégep Saint-Laurent;
 - L'attribution d'un mandat d'analyse des résultats à l'équipe de recherche en mesures évaluatives de l'UQAM;
- En 2012-2013 ont aussi été amorcés :
 - la validation des items, à savoir la correction et l'analyse statistique des résultats;
 - un projet de développement de prototypes d'épreuves de fin de cours;
 - le prototype d'épreuves de niveau 4;
- De plus, entre avril et décembre 2012, plus de 34 500 tests ont été administrés;
- Les coûts de cette mesure, depuis son démarrage, sont ventilés comme suit :

Période	Coût
2011-2012	56 000 \$
2012-2013	34 450 \$

BILAN D'ENSEMBLE

Un tel outil d'évaluation de la connaissance du français est nécessaire aux étudiants, car ils bénéficient, à la fin des cours à temps complet et des blocs de cours à temps partiel, d'une évaluation réalisée à l'aide d'épreuves basées sur L'échelle québécoise des niveaux de compétence en français; cet outil permet également à tous les étudiants du MICC et des commissions scolaires d'être évalués en fonction des mêmes critères. De plus, le nouvel outil d'évaluation de la connaissance du français donne aux immigrants une pièce justificative additionnelle pour faire reconnaître leur employabilité ou leur admissibilité à des études supérieures.

Dorénavant, les employeurs peuvent aussi bénéficier d'un outil d'information uniforme et rigoureux pour connaître précisément les compétences langagières en français des candidats immigrants non francophones qui sollicitent un emploi auprès d'eux.

De plus, les tests standardisés, maintenant utilisés à l'étranger, donnent l'assurance que les compétences en français acquises par les candidats à l'immigration sont désormais évaluées de façon plus formelle, plus systématique et plus homogène. Cela permet une meilleure sélection des candidats et une meilleure planification de l'offre de service en francisation.

Mesure 32 : La sensibilisation de la population étudiante des institutions universitaires montréalaises

Responsables : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL), le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et les institutions universitaires partenaires

La nécessité d'établir un partenariat avec les institutions universitaires montréalaises a été soulevée lors de discussions au Comité directeur des orientations en août 2009. On y avait alors évoqué le fait que des étudiants étrangers non francophones, ayant depuis quelques années obtenu le droit de travailler à temps partiel lorsqu'ils fréquentent une université québécoise, pouvaient créer une pression vers l'anglais dans le service à la clientèle au centre-ville de Montréal.

Après quelques rencontres entre l'équipe du secrétariat de la Stratégie commune et des représentants universitaires, une évaluation sommaire chiffrait à 20 000 le nombre d'étudiants non francophones, provenant d'autres provinces canadiennes ou de l'extérieur du Canada, qui fréquentaient les universités Concordia et McGill chaque année. Ce constat a été suffisant pour que démarre un projet de sensibilisation des étudiants universitaires à l'importance du français au Québec, dans quatre institutions universitaires montréalaises : Concordia, McGill, HEC Montréal et UQAM.

Le projet se décline en trois volets :

1. Une campagne de sensibilisation de toute la communauté étudiante de chaque institution universitaire à la question linguistique au Québec, mettant l'accent sur l'importance du français au travail et dans le service à la clientèle, et sur l'importance d'une langue commune comme outil de cohésion sociale.
2. L'attribution de bourses de 500 \$ à des étudiants non francophones de l'extérieur du Québec pour les encourager à apprendre le français et les inciter à demeurer au Québec une fois leurs études terminées.
3. L'élaboration d'un portail favorisant l'emploi étudiant ainsi que la promotion du français. Ainsi, les employeurs qui cherchent des employés temporaires et les étudiants qui cherchent un emploi à temps partiel peuvent être mis en contact les uns avec les autres, en même temps qu'ils se font rappeler, dans une approche ludique et pédagogique, la nécessité d'un service à la clientèle en français et, en conséquence, d'une connaissance appropriée de cette langue.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Volet 1 : Les activités de sensibilisation à la langue française

En 2012-2013, l'Université de Montréal est devenue partenaire de la mesure 32. Au 31 mars 2013, plusieurs activités de sensibilisation à la langue française avaient été réalisées par les cinq institutions universitaires partenaires de la mesure. Dans l'ensemble, ces activités peuvent se regrouper autour des catégories suivantes :

- Diffusion d'information ou de publicité écrite ou multimédia
- Séances d'information
- Matériel d'information
- Semaine du français
- Site Internet sur le français ou capsules linguistiques
- Ateliers de rédaction ou de conversation
- Débats oratoires ou groupes de conversation
- Service de consultation linguistique ou tutorat linguistique
- Témoignages
- Activités de connaissance du Québec
- Reconnaissance des efforts de francisation

Le tableau suivant résume les réalisations des cinq institutions universitaires partenaires.

	UQAM	HEC Montréal	U de M	Concordia	McGill
Diffusion d'information ou de publicité	Publicité sur les différents sites et dans les facultés	Kiosque d'information dans l'atrium durant la Francofête		Publicité sur les écrans numériques des différents établissements du campus et dans les médias sociaux Publication dans le bulletin électronique <i>Concordia NOW</i> d'articles promotionnels sur <i>Oui Can Help!</i> destinés aux professeurs et aux étudiants Article dans <i>La Presse</i> du 29 août 2012 : « Nouveau programme d'études »; Article paru dans le <i>Concordia University Magazine</i> , édition du printemps 2013	Affiches promotionnelles dans le campus et aussi publiées dans les périodiques <i>McGill Daily Reporter</i> et <i>The McGill Tribune</i> Diffusion à partir d'avril 2012 sur le réseau iTunesU de McGill d'une brève vidéo réalisée par les étudiants regroupant les principaux messages de la campagne de promotion du français, à savoir : multiplier les débouchés professionnels grâce au français, élargir les réseaux sociaux et promouvoir la richesse culturelle de façon divertissante et accessible
Séances d'information	Destinées en priorité aux étudiants étrangers Portent sur le français au Québec et dans les entreprises			Offertes aux étudiants et aux employés; ont attiré plus de 100 participants Table ronde tenue le 22 octobre 2012 sur le thème « Bâtir sa carrière en français au Québec », à laquelle ont participé une centaine d'étudiants et d'employés	

UQAM	HEC Montréal	U de M	Concordia	McGill
<p>Matériel d'information distribué aux étudiants étrangers</p> <p>Brochure <i>La langue française au Québec</i> : 400 ans : quelques repères remise aux étudiants dans le cadre des séances d'information</p>	<p>Signets linguistiques et brochures d'information distribués largement en 2011 et 2012</p> <p>Signets linguistiques et brochure <i>La langue française au Québec</i> : 400 ans : quelques repères remis en 2013 aux étudiants du cours de français des affaires</p> <p>Signet linguistique portant sur les québécoisismes et les difficultés de la langue française distribué aux étudiants</p>		<p>Plus de 2000 cartes postales <i>Oui Can Help!</i> distribuées dans les départements et lors de différentes activités tenues sur le campus</p>	<p>Matériel promotionnel distribué en janvier 2012 dans les résidences universitaires et dans les cafétérias</p> <p>Insertion de messages promotionnels, y compris un signet <i>Apprenez le français</i>, dans la documentation de la Faculté des arts et dans celle de l'École d'éducation permanente distribuées aux étudiants</p>
<p>Semaine du français</p>	<p>Semaine thématique « Français 101 » pour faire la promotion du français dans les entreprises</p>		<p>Du 18 au 22 mars 2013, semaine de la Francofête sous le thème « La Francofête à Concordia : laissez-vous tenter! »</p>	
<p>Site Internet sur le français ou capsules linguistiques</p>	<p>www.lefrancaisnotreaffaire.ca uqam.ca</p> <p>Créé en septembre 2011, propose aux étudiants de l'université un éventail de liens utiles et de ressources</p>	<p>CLINS d'œil linguistiques diffusés quotidiennement sur tous les écrans des différents bâtiments de HEC Montréal depuis septembre 2012</p> <p>35 capsules linguistiques ont été publiées sur le site Web du CCE et 11 d'entre elles ont été diffusées dans le journal institutionnel <i>Le FORUM</i></p>	<p>http://www.concordia.ca/ouicanhelp et ouicanhelp@concordia.ca</p> <p>pour informer les étudiants des diverses formules d'apprentissage du français</p>	<p>www.mcgill.ca/learnfrench</p> <p>pour informer les étudiants des diverses formules d'apprentissage du français</p>

	UQAM	HEC Montréal	U de M	Concordia	McGill
Ateliers de rédaction ou de conversation	Atelier sur le plagiat pour les étudiants étrangers 12 ateliers de rédaction pour tous offerts à 48 étudiants			Ateliers de conversation en français offerts aux étudiants des premier, deuxième et troisième cycles Deux groupes de conversations en français pour les étudiants de l'Institut d'enseignement coopératif donnés en février 2013 Cours de français pour les employés offerts en coopération avec le MICC en mars 2013 Deux ateliers, « Bâtir sa carrière au Québec » et « L'entrevue 101 », ont été offerts à l'hiver 2013 à plus de 50 étudiants, en collaboration avec GradProSkills	
Débats oratoires ou groupes de conversation		Deux débats oratoires (mars 2011 et mars 2012), chacun ayant accueilli 12 participants Débats oratoires pour les étudiants du bac en administration des affaires (novembre 2012 et mars 2013)		Oui Can Help! a offert des groupes de conversation en français aux étudiants de premier, deuxième et troisième cycles durant les sessions d'automne 2012 et d'hiver 2013 Groupes de conversation en français <i>Explorans</i> , qui encouragent les étudiants à parler français tout en explorant la ville de Montréal	
Consultation ou tutorat linguistique	Programme de tutorat pour soutenir les étudiants dans la maîtrise de la langue française; 32 étudiants y ont participé en 2012-2013	Service de consultation linguistique pour les étudiants dont le français n'est pas la langue maternelle Programme de tutorat linguistique pour les étudiants allophones			

	UQAM	HEC Montréal	U de M	Concordia	McGill
Témoignages				<p>Témoignages de diplômés de Concordia qui ont eu à apprendre le français afin de se trouver un emploi et de s'intégrer au Québec, livrés au cours d'une table ronde</p> <p>Témoignages vidéo lors du rallye et de la cérémonie de remise des bourses au terme de la Francofête</p>	
Activités de connaissance du Québec				<p>Cours de cuisine hors campus permettant aux étudiants de découvrir les mets typiquement québécois</p> <p>Foire du terroir québécois consacrée aux producteurs québécois et ouverte à la communauté universitaire (étudiants, professeurs et personnel) ainsi qu'au grand public</p> <p>Rallye pour les étudiants internationaux auquel 30 étudiants ont participé</p>	
Reconnaissance des efforts de francisation		<p>Bourses accordées aux trois premiers lauréats de chacun des débats oratoires de mars 2011 et 2012</p>		<p>Bourse de 1 000 \$ remise à l'équipe gagnante du Rallye</p> <p>Bourses de 500 \$ remises à 155 étudiants internationaux et hors province afin de les féliciter d'avoir suivi avec assiduité et réussi leur cours de français (niveau débutant) au Département d'études françaises</p>	

En complément de l'information rassemblée dans le tableau précédent, certains constats méritent d'être faits pour ce qui est des activités des institutions universitaires en matière de sensibilisation et de promotion du français.

➤ Université du Québec à Montréal

- Les ateliers de rédaction de même que le programme de tutorat ont connu un succès inespéré; il y a actuellement des listes d'attente pour ces activités, mais il n'est pas possible de répondre à la demande croissante, en raison des budgets limités dont disposent ces activités.

➤ HEC Montréal

- L'institution a mis en place plusieurs initiatives en vue d'appivoiser les difficultés de la langue française et les particularités du français parlé au Québec.
- Elle a aussi mis en place des activités d'accompagnement des étudiants allophones, qu'il s'agisse de tutorat ou encore de consultation linguistique.
- HEC Montréal a décerné des bourses aux lauréats des débats oratoires en français afin d'encourager la participation à une activité de ce type, qui peut être exigeante, particulièrement pour une personne dont le français n'est pas la langue maternelle.

➤ Concordia

- L'université a encadré l'ensemble de ses activités de sensibilisation et de promotion dans une campagne intitulée *Oui Can Help!* Une coordonnatrice de projet a été engagée pour mener à bien cette campagne et pour orchestrer les différentes activités qui y sont associées. De plus, une étudiante de premier cycle a été recrutée pour fournir à la coordonnatrice du projet un soutien administratif à temps partiel.
- L'université a aussi concentré pendant la période de sa Francofête des activités de diverse nature allant de la simple information à des activités ludiques comme le Rallye des étudiants internationaux et la Foire du terroir québécois, lesquelles ont aussi permis aux étudiants de se familiariser, en français, avec la ville de Montréal et avec les produits alimentaires typiques du Québec.
- Concordia organise aussi à l'intention de ses étudiants et employés des ateliers ou des cours de français.
- Enfin, l'université a récompensé par une bourse substantielle les gagnants du Rallye.

Volet 2 : Les bourses d'études

Les bourses d'études ont été payées par le SPL et par des crédits provenant de l'Entente Canada-Québec relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement des langues secondes, pour l'année 2010-2011, administrée par le ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport (MELS).

Le SPL a ainsi accordé des subventions à quatre institutions universitaires pour l'octroi de bourses à des **étudiants provenant de l'extérieur du Canada**, tandis que les fonds provenant de l'**Entente Canada-Québec**, programme du ministère du Patrimoine canadien géré par le MELS, ont été octroyés à trois institutions universitaires pour des bourses destinées à **des étudiants canadiens provenant de l'extérieur du Québec**. Enfin, certaines institutions universitaires ont accordé des bourses à même leurs fonds propres (Concordia) ou ont offert des cours de français gratuits (UQAM).

- Au 31 mars 2012, les quatre institutions universitaires partenaires (Concordia, McGill, HEC Montréal et l'UQAM) ont accordé **299 bourses totalisant 149 500 \$**.
- Au 31 mars 2013, trois institutions universitaires (Concordia, l'UQAM et HEC Montréal) avaient accordé **242 autres bourses totalisant 112 000 \$**.

Institutions universitaires	Étudiants internationaux				Étudiants canadiens hors Québec			
	Nombre de bourses	Montant	Nombre de bourses	Montant	Nombre de bourses	Montant	Nombre de bourses	Montant
	Au 31 mars 2012		Au 31 mars 2013		Au 31 mars 2012		Au 31 mars 2013	
Concordia	50	25 000 \$	147 ²⁵	73 500 \$	52	26 000 \$	8	4 000 \$
McGill	50	25 000 \$			70	35 000 \$		
HEC	50	25 000 \$	66	34 000 \$	3	1 500 \$	1	500 \$
UQAM	24	12 000 \$	20 ²⁶	s.o.	s.o.			
Total	174	87 000 \$	233	107 500 \$	125	62 500 \$	9	4 500 \$

En mars 2013, les universités Concordia (24 000 \$), McGill (24 000 \$) et l'Université de Montréal (22 000 \$) ont reçu des crédits provenant de l'Entente Canada-Québec relative à l'enseignement de la minorité et à l'enseignement des langues secondes. Ces bourses seront accordées pour les sessions d'été et d'automne 2013 et n'apparaissent donc pas dans le tableau ci-dessus. L'Université de Montréal, qui est un nouveau partenaire dans le projet, a déjà commencé ses activités de promotion et de sensibilisation pour l'octroi de ces bourses.

Volet 3 : Le portail Emplois centre-ville

Le portail Web www.emploiscentre-ville.com a été réalisé par la Société de développement commercial (SDC) Destination centre-ville, un partenaire de la Stratégie commune, et il a été financé par le SPL, qui a versé 174 000 \$ pour sa mise sur pied, soit 99 600 \$ en 2010-2011 pour la phase 1 et 75 000 \$ en 2011-2012 pour la phase 2, laquelle a été réalisée en 2012-2013. Le projet est actuellement en réorientation.

Mis en ligne en novembre 2011 pour une période d'essai de quelques mois, cet outil pratique, très convivial, voire ludique, a déjà suscité un intérêt significatif auprès des clientèles visées; cependant, en 2012-2013, les événements qui ont secoué le milieu universitaire ont freiné le développement et l'utilisation de ce portail, par ailleurs toujours accessible.

PROVENANCE DES SUBVENTIONS	ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION (volet 1)			PORTAIL EMPLOIS CENTRE-VILLE (volet 3)		TOTAL
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2010-2011	2011-2012	Total
SPL	101 800 \$	80 000 \$		99 600 \$	75 000 \$	356 400 \$
OQLF			150 000 \$			150 000 \$
TOTAL	181 800 \$		150 000 \$	174 600 \$		506 400 \$

Le Secrétariat à la politique linguistique (SPL) a financé, pour un montant total de 356 400 \$ sur deux exercices, les projets de 5 institutions universitaires portant sur les volets 1 et 3. En additionnant à cette contribution celle que l'OQLF a versée en 2012-2013 dans le volet 1, le coût total de cette mesure pour les volets 1 et 3 s'élève à 506 400 \$ pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.

BILAN D'ENSEMBLE

Cette mesure, qui se réalise en partenariat avec cinq institutions universitaires de la région de Montréal de même qu'avec certaines associations d'employeurs, a permis d'agir de façon incitative auprès d'étudiants universitaires non francophones dans le but d'améliorer leur connaissance du français. Les activités de sensibilisation et de promotion mises sur pied par les institutions universitaires, telles les bourses d'études accordées pour encourager l'apprentissage du français, constituent des moyens positifs d'informer les étudiants non francophones de la situation linguistique du Québec et de favoriser leur intégration à la société québécoise par la connaissance de la langue de la majorité.

Par ailleurs, le portail de placement étudiant, qui favorise l'embauche d'étudiants ayant une connaissance appropriée du français pour occuper des emplois offerts dans les quartiers avoisinant les institutions

²⁵ Contribution de l'Université Concordia
²⁶ L'UQAM a offert gratuitement un cours de français des affaires à 20 étudiants étrangers du 2^e et du 3^e cycle qui désirent s'établir au Québec après leurs études.

universitaires, est une initiative innovatrice. Cette initiative a pour effet d'inciter les étudiants à apprendre le français s'ils veulent plus facilement trouver un travail à proximité de leurs lieux d'étude. Toutefois, les événements du printemps 2012 ont empêché qu'elle prenne son essor. Malgré ces contretemps, la seconde phase du portail, et sa prise en charge par une organisation vouée à l'emploi sont actuellement en cours de réalisation. Un tel portail pourrait s'avérer intéressant si on le publicise adéquatement et qu'on lui laisse le temps de s'implanter auprès de la communauté étudiante et des gens d'affaires.

De telles actions, réalisées sur les campus par les institutions universitaires elles-mêmes ou destinées à répondre à des besoins particuliers des étudiants, comme celui de se trouver un travail, sont dans l'ensemble relativement peu coûteuses. Elles ont en outre des effets multiplicateurs intéressants auprès d'une clientèle précise, à savoir les étudiants non francophones, qui autrement serait plus difficile à atteindre.

2 LES MESURES VISANT À RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES QUI SOUHAITENT MIEUX S'INTÉGRER AU MARCHÉ DU TRAVAIL

3. LES MESURES RÉALISÉES (mesure 11)

Mesure 11 : Effectuer une enquête pour connaître les besoins spécifiques des clientèles immigrantes qui utilisent peu les services de francisation.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a organisé cinq groupes de discussion en novembre et décembre 2009, et deux autres en janvier 2010. Au total, ces rencontres ont réuni 54 participants. Le rapport sur les résultats de l'enquête a été déposé en mai 2010 par la firme Léger Marketing.

Le MICC a formulé des recommandations et des propositions de travail pour la réalisation d'actions découlant du rapport d'enquête. Un plan de travail comportant 12 mesures, approuvé par les autorités du MICC, a été réalisé. Ces mesures consistent notamment à réexaminer les besoins de la clientèle en matière de formules et d'intensité des cours, et à lui enseigner systématiquement la phonétique française.

L'enquête, qui a coûté 31 850 \$ en 2009-2010, n'a pas eu à être renouvelée. Elle a permis au MICC de mieux comprendre les besoins des clientèles immigrantes.

2 LES MESURES VISANT À RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES QUI SOUHAITENT MIEUX S'INTÉGRER AU MARCHÉ DU TRAVAIL

4. LES MESURES ABANDONNÉES (mesure 15)

Mesure 15 : Élaborer un programme en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage.

Responsables : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), Emploi-Québec et l'Office québécois de la langue française (OQLF).

Cette mesure a été abandonnée en septembre 2010 en raison du taux de roulement très élevé au sein des petits commerces et entreprises, tant du côté des propriétaires que de celui des travailleurs. Ce taux de roulement aurait rendu difficile la mise sur pied d'un programme général d'activités de parrainage.

On notera toutefois que le programme PRIIME (mesure 14a) comprend un volet de parrainage en entreprise qui répond aux besoins exprimés.

Cette mesure n'a pas engendré de coûts.

3. LES MESURES VISANT À CÉLÉBRER LA CONTRIBUTION DES LEADERS À LA FRANCISATION DES PETITES ENTREPRISES

1. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL (mesure 34)

Mesure 34 : Le label « francoresponsable ».

Responsables : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL), le Conseil supérieur de la langue française (CSLF) et l'Office québécois de la langue française (OQLF)

L'Hôtel Château Laurier Québec est à l'origine du label « francoresponsable », dont il est propriétaire. Il définit la francoresponsabilité comme « une détermination ou un engagement de tout individu ou de toute institution à promouvoir la francophonie sous toutes ses formes, et ce, autant dans ses valeurs que dans ses traditions²⁷ ».

Le Château Laurier poursuit la définition du concept en ces termes :

« Au même titre que l'écoresponsabilité, qui démontre un respect de l'environnement et de la nature, la francoresponsabilité [...] témoigne d'un engagement clair envers le respect et la promotion de la francophonie, de son patrimoine, de sa culture et de sa langue. Une organisation ou une personne francoresponsable contribue au rayonnement de la langue française dans son milieu par des actions engagées et concrètes. L'objectif premier est de contribuer à rapprocher les francophones de partout dans le monde en s'appuyant sur des valeurs universelles de responsabilisation, de participation et de partage pour faire la promotion de la francophonie. »

Grâce à cette initiative en faveur du français, le Château Laurier a reçu un Mérite du français de l'OQLF, en mars 2011. Depuis, des discussions menées par le SPL, l'OQLF et le CSLF se poursuivent avec cet établissement hôtelier de Québec, en vue d'étendre le concept à l'échelle du Québec. La participation des organismes gouvernementaux s'inscrit exclusivement dans une perspective de soutien et d'accompagnement.

L'utilisation d'un éventuel sceau de qualité « francoresponsable » est vue comme un moyen d'améliorer le service en français, notamment dans des petites entreprises de service. Aucune somme n'a encore été engagée pour ce projet par le gouvernement.

Il y a eu très peu d'échanges entre les principaux intervenants en 2012-2013. Aucune entente n'a été conclue pour l'utilisation du label « francoresponsable » et aucune dépense n'a été réalisée dans le cadre de cette mesure. Il serait sans doute intéressant de poursuivre les démarches auprès de l'Hôtel Château Laurier Québec.

3. LES MESURES VISANT À CÉLÉBRER LA CONTRIBUTION DES LEADERS À LA FRANCISATION DES PETITES ENTREPRISES

2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ INSTALLÉS AU QUÉBEC

Aucune des mesures en cours de réalisation de la Stratégie commune relative à ce thème n'a trait à la francisation des candidats à l'immigration et des immigrants déjà installés au Québec.

²⁷ <http://hotelchateaulaurier.com/fr/hotel/franco-responsable>

3. LES MESURES VISANT À CÉLÉBRER LA CONTRIBUTION DES LEADERS À LA FRANCISATION DES PETITES ENTREPRISES

3. LES MESURES RÉALISÉES (mesures 16, 17, 18)

a. QUI SE POURSUIVENT (mesures 16, 17)

Mesure 16 : Établir de nouveaux Mérites du français pour les petites entreprises

Responsable : l'Office québécois de la langue française (OQLF)

L'Office québécois de la langue française (OQLF) récompense chaque année des entreprises, des ministères ou organismes de l'Administration, des municipalités et des publicitaires qui font rayonner le français dans les milieux de travail, dans les services offerts au public ou dans la publicité. Ces Mérites du français sont remis chaque printemps à Montréal, dans le cadre de la Francofête.

En collaboration avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), l'OQLF a, en mars 2010, remis le premier Mérite du français dans la PME au Centre régional de récupération et de recyclage Laval. En mars 2011, c'était au tour de l'entreprise Conception Génik de recevoir ce prix attribué à une entreprise de moins de 50 employés. En 2012, cependant, malgré les efforts déployés par les principaux intervenants, il n'a pas été possible d'accorder le Mérite du français dans la PME.

L'année dernière, l'OQLF a revu les modalités du concours pour y inclure deux volets auxquels les petites entreprises peuvent s'inscrire : Français au travail et dans le commerce et Français dans les technologies de l'information.

Dans le premier volet, l'OQLF a créé une catégorie réservée aux entreprises de moins de 50 employés. Cette initiative visait à reconnaître les petites entreprises qui font rayonner le français dans leur milieu respectif. Grâce à un partenariat établi avec la Fédération des chambres de commerce du Québec, le gagnant de ce prix est retenu comme finaliste pour le « Mérite du français » que la Fédération des chambres de commerce du Québec décerne en 2012-2013 dans le cadre du concours des Mercuriades 2013.

Malgré les efforts importants déployés pour promouvoir ce volet du concours, et ce, tant par l'OQLF que par plusieurs associations partenaires, seulement deux candidatures ont été reçues dans cette catégorie. À la suite de l'analyse des dossiers, le jury n'a cependant déterminé aucun lauréat. Il est à signaler qu'en vertu du règlement du concours, une entreprise qui a reçu une subvention, même partielle, pour la mise en œuvre d'un projet ne peut pas soumettre cette réalisation aux Mérites.

Toutefois, dans le volet Français dans les technologies de l'information, une entreprise de six employés a reçu le Mérite dans la catégorie Jeux et divertissement : il s'agit d'Artifice Studio inc. Notons que grâce à un partenariat établi depuis longtemps avec le Réseau ACTION TI, les gagnants des Mérites dans les TI deviennent d'office finalistes de l'OCTAS du français dans les TI, prix qui a été décerné cette année encore à l'occasion du prestigieux concours des OCTAS, organisé par le Réseau ACTION TI.

Malgré les quelques difficultés rencontrées et compte tenu du coût très modeste de cette mesure (780 \$ pour l'impression du dépliant des *Mérites du français*), il serait important de la maintenir, car il faut mettre en valeur et reconnaître les petites entreprises qui s'efforcent de mettre en lumière le fait français dans leurs organisations.

Afin de permettre à plus d'entreprises de participer au volet Français au travail et dans le commerce des Mérites du français, l'OQLF pourrait modifier son règlement de façon à permettre à une entreprise qui a reçu une subvention partielle pour son projet de pouvoir présenter celui-ci à l'appui de sa candidature au concours des Mérites.

Mesure 17: Ajouter de nouvelles activités dans les petites entreprises dans le cadre de la Francofête.

Responsable : l'Office québécois de la langue française (OQLF)

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Nombre d'entreprises de 11 à 49 employés ayant reçu un cahier d'information et de jeux (plus particulièrement dans la grande région de Montréal)	27 000 (8 667)	26 389	10 000	11 001	11 001 (10 245)	85 391
Coût de la mesure (plus particulièrement à Montréal)	22 198 \$	22 146 \$	4 725 \$	16 640 \$	14 189 \$	79 898 \$

Depuis plus de 15 ans, l'Office québécois de la langue française (OQLF) organise la Francofête, qui vise à célébrer la volonté et le plaisir de vivre en français au Québec. Les mesures déployées pour atteindre cet objectif consistent notamment à envoyer aux entreprises inscrites auprès de l'OQLF, de même qu'à un grand nombre de petites entreprises de 11 à 49 employés, le matériel promotionnel produit à cette occasion. Ce matériel a pour objectif de renseigner les entreprises sur les outils et les services que l'OQLF met à leur disposition, de les encourager à organiser des activités dans leur milieu et d'inciter leur personnel à participer aux jeux linguistiques et au grand concours de la Francofête.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2008-2009 et 2009-2010, le nombre de petites entreprises ayant reçu de l'OQLF le matériel promotionnel de la Francofête était du même ordre de grandeur, soit plus de 26 000. Par la suite, ce nombre a diminué de près des deux tiers pour s'établir à 10 000 ou 11 000 entreprises.
- Au cours de l'exercice 2011-2012, l'OQLF a revu le matériel promotionnel et conçu un dépliant-affiche recto verso. Ce nouveau matériel, plus simple, répondait à l'un des objectifs du plan d'action ministériel en matière de développement durable, à savoir diminuer l'utilisation du papier et favoriser les communications électroniques. Ainsi, le dépliant-affiche invitait la population québécoise, et plus particulièrement les travailleurs et les travailleuses, à se rendre sur le site Web de l'OQLF pour accéder aux jeux linguistiques et à l'information concernant les multiples activités organisées par l'Office et par ses partenaires à l'occasion de la Francofête.

BILAN D'ENSEMBLE

Il est à noter que, chaque année, beaucoup d'entreprises ayant reçu le matériel promotionnel de la Francofête demandent à l'OQLF de leur en faire parvenir des exemplaires pour leur personnel, ce qui témoigne de leur intérêt pour l'événement. Il est essentiel de maintenir cette mesure pour les prochaines années, d'autant plus que son coût annuel est relativement modeste. Tout en maintenant un lien entre l'Office et les dirigeants d'entreprise, cette mesure permet d'atteindre directement les employés et de les sensibiliser à l'importance de connaître le français, mais aussi au plaisir de jouer avec les mots.

b. QUI SONT NON RÉCURRENTES (mesure 18)

Mesure 18 : Instaurer un sceau de qualité pour l'accueil en français dans les commerces et les entreprises (par exemple, un autocollant à placer dans la vitrine).

Responsable : l'Office québécois de la langue française (OQLF)

En décembre 2008, l'Office québécois de la langue française (OQLF) a produit et distribué l'affichette *Ici, on commerce en français* et les textes promotionnels relatifs à celle-ci. Au total, 8 000 exemplaires de l'affichette ont été distribués dans des commerces, des chaînes de magasins et des centres commerciaux de la région de Montréal ainsi qu'au Salon national de l'habitation, qui s'est tenu à Montréal en mars 2009. Les coûts de la mesure sont inclus dans la campagne de promotion *Faire des affaires en français* (mesure 21). Cette mesure s'est terminée en mars 2009.

Les résultats de cette campagne n'ont pas été très probants. En effet, comme elle coïncidait avec la période intense d'activités commerciales du temps des fêtes, les commerçants n'ont pu y accorder toute l'attention voulue, et les établissements qui ont accepté de l'afficher ont été moins nombreux que prévu. L'accueil par la population, par ailleurs, a été positif si l'on en croit l'analyse qui a été faite au terme de la campagne.

Si des campagnes de promotion de ce type peuvent avoir des effets intéressants, il apparaît essentiel, cependant, de bien choisir le moment de leur réalisation afin de susciter l'accueil le plus favorable possible de la part des entreprises et des commerces ciblés.

3. LES MESURES VISANT À CÉLÉBRER LA CONTRIBUTION DES LEADERS À LA FRANCISATION DES PETITES ENTREPRISES

4. LES MESURES ABANDONNÉES

Aucune des mesures de la Stratégie commune relative à ce thème n'a été abandonnée.

4. LES MESURES VISANT UNE PROMOTION DU FRANÇAIS AXÉE SUR LA FIERTÉ

1. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL

Aucune des mesures en cours de réalisation de la Stratégie commune relative à ce thème n'a trait à la francisation en milieu de travail.

4. LES MESURES VISANT UNE PROMOTION DU FRANÇAIS AXÉE SUR LA FIERTÉ

2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ INSTALLÉS AU QUÉBEC (mesure 24)

Mesure 24 : Effectuer une promotion active des cours de français et de leur importance pour une intégration réussie.

Responsable : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total 2008-2013
Coût de la mesure	184 837 \$	-	4 489 \$	Aucun coût	Aucun coût	189 326 \$

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a déposé, en décembre 2008, une Stratégie permanente et intégrée de promotion qui comportait une variété d'actions : nouvel usage du réseau Info-Clic, distribution de dépliants dans les salons, congrès, colloques et activités culturelles, campagnes de publicité dans certains médias nationaux (Hebdomadaires Québec et Transcontinental), partenariats avec Gesca et Canal Vox, placement publicitaire, production du dépliant *Le succès parle français*, tiré à 35 000 exemplaires, et de différents signets (60 000 exemplaires au total).

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS :

- C'est en 2008-2009 que l'essentiel des coûts relatifs à cette mesure a été payé, ce qui correspond aux coûts de production des divers outils promotionnels.
- En 2010-2011, le MICC a produit de nouveaux outils promotionnels, notamment une brochure portant sur l'ensemble des services de francisation.

- Le MICC assure la diffusion, auprès des diverses clientèles, des outils promotionnels suivants :
 - brochure sur les services de francisation au Québec et à l'étranger ainsi que sur les différentes formules de cours (disponible en ligne et en format papier);
 - affiches et signets sur les différents programmes de francisation offerts au Québec et à l'étranger;
 - brochure *Le succès parle français*, en espagnol et en anglais;
 - signet sur les cours (15 000 exemplaires en français, 3 000 en anglais et 2 500 en espagnol);
 - signet sur la francisation en ligne (FEL);
 - signet pour promouvoir, auprès des employeurs, les cours de français en milieu de travail;
 - signet sur le remboursement des cours suivis à l'étranger, en français, en anglais et en espagnol.
- Les différentes activités de promotion des cours de français rattachées aux mesures 24 et 25 ont permis au MICC d'accueillir, bon an mal an, près de 30 000 personnes tant au Québec qu'à l'étranger, dont près de 19 000 dans la région de Montréal. Ces cours se sont donnés suivant différentes formules, à temps complet et à temps partiel, comme en témoigne le tableau suivant :

Période	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Étudiants inscrits aux cours à temps complet à Montréal	8 588	8 051	8 042
Étudiants inscrits aux cours à temps partiel à Montréal	10 426	10 804	10 799
Total des étudiants à Montréal	19 014	18 855	18 841
Total des étudiants		Plus de 28 000	Plus de 29 000

BILAN D'ENSEMBLE :

Le MICC juge que cette stratégie de communication aura contribué à accroître la clientèle inscrite au programme régulier de cours de français, à temps complet et à temps partiel.

Compte tenu du nombre important de personnes immigrantes qui viennent s'installer chaque année au Québec, il est indispensable que le MICC et ses partenaires informent régulièrement les nouveaux arrivants de l'offre de service de cours de français, à temps complet et à temps partiel, conçus à leur intention.

Les employeurs profitent également de cette stratégie d'information sur les services de francisation du MICC et peuvent y avoir recours au besoin.

4. **LES MESURES VISANT UNE PROMOTION DU FRANÇAIS
AXÉE SUR LA FIERTÉ**

3. **LES MESURES RÉALISÉES (mesures 19, 20, 21, 22, 23, 25, 35, 37, 38)**

a. **QUI SE POURSUIVENT (mesure 23)**

Mesure 23 : Mieux faire connaître auprès des travailleurs et de leurs employeurs les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours, dont la médiation, afin d'assurer le respect de ces dispositions.

Responsables : l'Office québécois de la langue française (OQLF), le ministère du Travail (MTRAV) et des partenaires socioéconomiques

Plusieurs actions ont été réalisées auprès des travailleurs et de leurs employeurs pour mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française, grâce notamment aux différents programmes de subvention en vigueur à l'Office québécois de la langue française (OQLF). Les coûts de ces activités sont inclus dans la mesure 3.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- Entre le 1^{er} novembre 2008 et le 31 décembre 2009, l'Office québécois de la langue française (OQLF) a élaboré un feuillet d'autodiagnostic visant à informer les travailleurs de leurs droits.
- Le Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales (voir mesure 3) a permis le financement de plusieurs projets visant l'information et la formation d'un nombre accru de travailleurs de moyennes et de grandes entreprises, et ce, dans la plupart des régions du Québec; parmi les projets qu'ont réalisés les centrales syndicales, il convient de mentionner, à titre d'exemple :
 - la distribution, par la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ) et la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), du questionnaire d'autodiagnostic élaboré par l'OQLF et destiné à faire prendre conscience aux travailleurs de l'étendue de leur droit d'exercer leurs activités en français;
 - plusieurs sessions de formation organisées par la FTQ et la Confédération des syndicats nationaux (CSN) à l'intention des membres de comités de francisation affiliés aux deux centrales;
 - des tournées régionales de sensibilisation effectuées par la FTQ et la CSN;
 - la réalisation, par la FTQ, de la brochure sur les droits linguistiques.
- Grâce aux projets réalisés avec l'aide du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises (voir mesure 3), les travailleurs et les entreprises, notamment celles qui comptent moins de 50 employés, sont plus au fait des dispositions de la Charte. En voici quelques exemples :
 - le portail *Carrefour Francisation* www.carrefourfrancisation.com, réalisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), qui vise, entre autres objectifs, à mieux faire connaître aux employeurs les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail;
 - la mise sur pied d'une équipe de 16 agents de francisation, grâce à l'octroi de subventions à plusieurs associations. Ces agents agissent comme relayers d'information en vue de renseigner les propriétaires de commerces et d'entreprises sur les dispositions de la Charte ainsi que sur l'offre de services gouvernementale en matière de francisation (exemple : cours de français en entreprise);
 - le portail www.languedutravail.com, réalisé par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, qui constitue un premier outil interactif de formation et de référence mis à la disposition des membres des comités de francisation. Ce portail porte sur des questions liées à la francisation en entreprise et à l'utilisation du français dans tous les aspects du travail; notons qu'au cours des derniers mois d'activité, le portail a enregistré quelque 40 000 visites d'utilisateurs uniques. D'abord mis au point pour les travailleurs du secteur de l'aérospatiale, ce concept s'est étendu au secteur des télécommunications en 2010-2011, au secteur des plastiques et des composites en 2011-2012, puis au secteur de l'automobile en 2012-2013;
 - les campagnes promotionnelles *Moi, je parle français*, *Travaillons en français* et *Services en français*, diffusées principalement à Montréal et dans l'Outaouais par le groupe Impératif français.

BILAN D'ENSEMBLE

La réalisation de ces projets et les résultats obtenus grâce aux programmes de subvention de l'OQLF démontrent l'importance de soutenir l'engagement des associations de diverses natures, notamment celui des associations des milieux d'affaires comme des syndicats, dans un dossier aussi névralgique que celui de la langue française.

En effet, l'engagement de ces associations dans le dossier de la langue constitue un puissant levier d'influence. Cela s'explique par le fait qu'étant présentes auprès de leurs pairs, dans toutes les sphères de l'activité économique, elles sont pleinement en mesure de faire bouger les choses. Il nous apparaît donc important de maintenir, sinon d'augmenter le nombre de ce type d'interventions.

Par ailleurs, il est tout aussi important de continuer à sensibiliser la population, particulièrement les francophones, à l'importance, pour chacun, d'exiger d'être servi en français dans les commerces du Québec et de cesser de faire affaire avec les commerces qui n'utilisent pas cette langue. Cette exigence ne pourra qu'inciter les commerçants à se franciser s'ils veulent maintenir, sinon élargir, leur clientèle. Des initiatives comme celles de l'Impératif français méritent donc, à cet égard, d'être poursuivies.

b. QUI SONT NON RÉCURRENTES (mesures 19, 20, 21, 22, 25, 35, 37, 38)

Mesure 19 : Renforcer la fierté d'utiliser le français par une vaste campagne gouvernementale de promotion.

Responsable : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL)

Une campagne intitulée « La langue française, notre fierté, notre affaire à tous » s'est déroulée du 11 octobre au 1^{er} novembre 2008 sous la responsabilité du Secrétariat à la politique linguistique (SPL). Elle comportait la diffusion de messages à la radio et dans les médias imprimés ainsi qu'un affichage dans le métro de Montréal, sur les autobus des réseaux de transport en commun de certaines villes, sur des panneaux-réclames et dans Internet.

La campagne a coûté 1 300 000 \$ et a bénéficié d'une assez bonne visibilité, un Québécois sur trois s'étant par la suite spontanément rappelé l'avoir vue, lue ou entendue.

Les mesures de promotion et de protection de la langue française au Québec ne peuvent réussir que si les Québécois et Québécoises francophones s'en font les premiers porteurs. Chaque francophone joue un rôle essentiel dans la poursuite de l'objectif qui vise à faire du français la langue commune dans les entreprises, dans les commerces et dans l'espace public en général. L'engagement actuel des francophones québécois à l'égard de leur langue et de leur culture aurait sans doute besoin d'être renforcé, d'où les campagnes de promotion destinées à ranimer la fierté et la participation du plus grand nombre. Encore faut-il que ces campagnes aient les effets escomptés.

Il serait donc pertinent d'évaluer les effets dans la population des campagnes de promotion comme celles qui ont été réalisées par le SPL en 2008 et par l'OQLF en 2008 et en 2009. Plus précisément, il y aurait lieu de concevoir des indicateurs permettant de mesurer les changements de comportement induits dans la population par de telles campagnes.

Dans le même ordre d'idées, il serait aussi pertinent de mesurer les effets des campagnes de promotion menées par d'autres intervenants non gouvernementaux, tel *Impératif français*, et de les comparer à ceux des campagnes menées par des organismes de l'Administration. Il est possible que ces campagnes, généralement moins coûteuses, s'avèrent plus porteuses de changement parce qu'elles émanent de la société civile plutôt que de l'État.

Mesure 20 : Envoyer une communication écrite officielle du gouvernement aux chefs d'entreprises de 11 à 49 employés.

Responsables : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL), l'Office québécois de la langue française (OQLF) et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)

Cette mesure visait à rappeler aux propriétaires de petites entreprises l'importance que le gouvernement accorde au dossier de la francisation. Compte tenu de l'ampleur que prenait le guichet unique (voir mesure 26), les partenaires gouvernementaux responsables de cette mesure ont convenu que l'envoi de cette communication écrite s'effectuerait après le lancement du guichet, pour en promouvoir l'utilisation.

Ainsi, le vendredi 21 janvier 2011, près d'un mois après le lancement du guichet Carrefour francisation, une lettre a été envoyée à plus de 7 000 entreprises situées sur l'île de Montréal, dont 5 000 comptaient de 11 à 25 employés et environ 2 000 autres, qui employaient de 26 à 49 personnes. Ces entreprises évoluaient dans tous les secteurs d'activité, y compris les garderies, les garages, les usines, les services alimentaires et une multitude d'autres services ou commerces. Le fichier d'adresses a été préparé par l'OQLF à partir des données récentes du Registre des entreprises du Québec.

La ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française et le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exploitation ont signé la lettre. Ils y rappelaient la tenue du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques ainsi que la signature de la Stratégie commune, et y annonçaient le lancement du Carrefour francisation (voir mesure 26). De plus, les ministres réitéraient dans cette lettre la volonté du gouvernement de s'assurer que le français est la langue de travail au Québec et y invitaient les chefs d'entreprises à collaborer à la réalisation de cet objectif.

Les coûts de cette mesure se sont élevés à 8 803 \$.

Mesure 21 : Tenir une campagne de promotion « Faire des affaires en français ».

Responsable : l'Office québécois de la langue française (OQLF)

	2008-2009	2009-2010	Total 2008-2013
Campagne <i>Faire des affaires en français</i>, y compris l'affichette <i>Ici on commerce en français</i>	457 959 \$	-	457 959 \$
Campagne <i>Merci de me servir en français</i>	-	544 561 \$	544 561 \$
Coût de la mesure	457 959 \$	544 561 \$	1 002 250 \$

Du 13 décembre 2008 au 2 janvier 2009, l'Office québécois de la langue française (OQLF) a orchestré une campagne de promotion ayant pour thème *Faire des affaires en français* dans les régions de Montréal, de l'Outaouais et de l'Estrie, par l'entremise de quotidiens (*La Presse*, *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal*, *Métro*, *Le Droit* et *La Tribune*), des sociétés de transport public de la région de Montréal (métro, train de banlieue), de huit stations de radio FM et AM et des sites Web Canoë et Sympatico.

En 2009-2010, l'OQLF a orchestré une nouvelle campagne de promotion, qui avait cette fois pour thème *Merci de me servir en français*.

En 2010-2011, aucune campagne de promotion n'a été orchestrée directement par l'OQLF. Toutefois, l'OQLF a appuyé, par l'entremise du Programme de soutien aux associations (voir mesure 3), l'organisme Impératif français pour la réalisation de trois campagnes promotionnelles, la première ayant porté sur la sensibilisation des immigrants à l'importance de parler français, la deuxième sur l'importance de travailler en français dans les entreprises et la troisième, sur l'obligation de servir la clientèle en français dans les petits commerces. Ces trois campagnes se sont tenues principalement dans la région de Montréal et dans l'Outaouais. Les crédits alloués à ces activités relèvent du Programme de soutien aux associations et ils sont inclus dans la mesure 3. Comme l'indiquent les commentaires relatifs à la mesure 19, il serait important de pouvoir mesurer les effets réels des campagnes de promotion sur la population, notamment en ce qui a trait à des changements de comportement, que ce soit dans les milieux de travail ou dans les commerces, ou encore, en diverses circonstances de la vie où l'usage du français est à promouvoir.

Mesure 22 : Conduire des actions de sensibilisation et d'information ciblées pour l'accueil et les services en français dans les commerces.

Responsable : l'Office québécois de la langue française (OQLF)

L'Office québécois de la langue française (OQLF) porte une attention particulière à l'information et à la sensibilisation concernant l'accueil et le service en français dans les commerces. S'il a réalisé lui-même quelques actions à cet égard, c'est surtout en soutenant financièrement divers intervenants proches des milieux d'affaires de différents secteurs d'activité, ou encore, des collectifs d'intervention qu'il a agi depuis l'adoption de la Stratégie commune.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2008-2009, l'Office québécois de la langue française (OQLF) a profité de la distribution de l'affichette *Ici, on commerce en français* (mesure 18) pour sensibiliser et informer directement les commerçants relativement à l'accueil et au service en français dans les commerces; à cet effet, les conseillers de l'OQLF ont pris contact avec 68 entreprises, réseaux d'entreprises et associations. C'est ainsi que, par l'entremise de la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent et du Centre d'intégration multiservices de l'Ouest de l'Île, 70 commerces de Saint-Laurent, Cartierville et Mont-Royal ainsi que 454 entreprises et commerces de l'ouest de l'Île de Montréal ont été sollicités. Les conseillers de l'OQLF ont également sensibilisé quelque 3 000 visiteurs du Salon national de l'habitation en mars 2009.
- Les subventions octroyées par l'Office dans le cadre du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises (voir mesure 3) encouragent toujours de façon notable la réalisation de plusieurs projets de sensibilisation à l'importance d'être accueilli et servi en français dans les commerces. En voici quelques exemples :
 - La mise en place, au cours des exercices 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, d'une équipe de 16 agents de francisation qui agissent comme relayers auprès des propriétaires de commerces et d'entreprises comptant moins de 50 employés; c'est ainsi qu'au 31 mars 2013, par l'entremise de ces agents de francisation, 4 450 entreprises de la grande région de Montréal avaient été visitées et que, de ce nombre, 363 avaient eu recours aux programmes gouvernementaux, principalement à des cours de français pour leurs employés.
 - La création et le développement continu du portail *Carrefour francisation*, par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), en vue d'appuyer l'équipe des agents de francisation dans leurs démarches quotidiennes. Ce portail, qui vise la francisation des entreprises comptant moins de 50 employés, regroupe l'information sur les nombreux outils et services de francisation que le gouvernement du Québec propose aux entreprises, par exemple des cours de français, des modèles de correspondance, des lexiques et des programmes de subventions.
 - La réalisation de trois campagnes publicitaires menées par le mouvement Impératif français : *Moi, je parle français* (été 2012), *Travaillons en français* (novembre 2012) et, finalement, *Services en français* (décembre 2012). Ces campagnes ont principalement été diffusées à Montréal et en Outaouais.
 - La production de capsules linguistiques visant à sensibiliser les propriétaires immobiliers à l'importance de faire des affaires en français, à la suite de l'octroi d'une subvention à l'Institut du développement urbain du Québec.

- o La réalisation par l'Association des restaurateurs du Québec, en 2010-2011, de la campagne de sensibilisation *Servez le français à volonté*, diffusée auprès de ses membres.
- o La réalisation, en 2010-2011, d'un guide pratique et d'une campagne de sensibilisation à l'intention des commerces du boulevard Saint-Laurent par la Société de développement du boulevard Saint-Laurent.
- o L'organisation par la Fédération des chambres de commerce de la province de Québec, en 2012-2013, de rencontres régionales portant sur la langue du commerce et des affaires. Cette série de rencontres constitue un exemple de participation du monde des affaires au rayonnement de la langue française au Québec.
- o La promotion du bon usage du français dans les commerces et les entreprises ainsi que la publication de capsules linguistiques sur leurs sites Web, grâce à l'octroi d'une subvention à la Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-De-Blainville.
- o La production d'un lexique (750 exemplaires) relatif à l'affichage public en vue de sensibiliser les entreprises et les commerces ainsi que leurs clients à l'importance d'utiliser une bonne terminologie en français. Ce projet, initiative de la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie, constitue un exemple de sensibilisation au bon usage du français dans la vie quotidienne.
- o La réalisation, par la Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec, d'un projet visant à sensibiliser les commerces et les entreprises à l'importance d'utiliser un français de qualité dans l'affichage. Le projet comportait deux volets : la publicité et le concours J'affiche en français, destiné à récompenser les efforts à cet égard.
- o La tenue d'un colloque visant à sensibiliser les grandes entreprises à l'importance de faire des affaires en français. Ce colloque, qui a accueilli des représentants de 175 entreprises, a été organisé par le Conseil du patronat du Québec.
- o La remise de sept prix Franco à de jeunes entreprises du Québec pour récompenser les efforts qu'elles consacrent à l'utilisation d'un français de qualité dans leur milieu de travail. Ce projet a été réalisé par le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec.

Les coûts engendrés par cette mesure sont inclus dans le Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises (voir mesure 3).

BILAN D'ENSEMBLE

Les projets relatifs à la francisation des entreprises et des commerces, qu'ont réalisés bon nombre d'intervenants issus des divers secteurs de l'activité économique québécoise, témoignent de l'engagement des milieux d'affaires et des associations qui les représentent à l'égard de la promotion de l'usage du français comme langue du travail et du commerce. Il est manifeste que les actions entreprises par les milieux d'affaires ont des effets concluants, particulièrement auprès des petites entreprises et des petits commerces. Le démarchage semble plus efficace quand il est réalisé par des pairs plutôt que par des employés de l'État, probablement parce qu'il est plus facile et moins intimidant, pour les dirigeants et les employés, d'être approchés par des personnes issues des mêmes milieux qu'eux.

À cet égard, le travail qu'effectue l'équipe des agents de francisation dans la grande région de Montréal est particulièrement prometteur. En effet, des milliers de petites entreprises et de petits commerces ont été visités par ces agents de francisation au cours des quatre dernières années. Par ailleurs, des centaines de ces entreprises et commerces ont eu recours aux programmes gouvernementaux ou ont organisé des cours de français pour leurs employés, et ce, dans le contexte d'une démarche de francisation volontaire.

Il apparaît essentiel, dans ce contexte, que des activités d'information et de sensibilisation se poursuivent en vue de soutenir la démarche de francisation volontaire des établissements qui comptent moins de 50 employés.

Par ailleurs, il est tout aussi nécessaire d'informer de façon continue les propriétaires de petits commerces, les travailleurs et les citoyens de leurs droits et obligations. Cela s'impose d'autant plus dans les petits commerces, en raison d'un taux de rotation du personnel élevé et d'un changement fréquent de propriétaires.

Mesure 25 : Mener une campagne en français et en d'autres langues pour mieux faire connaître l'ensemble des programmes gouvernementaux touchant la francisation et pour rejoindre toutes les clientèles potentielles.

Responsables : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL), le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), l'Office québécois de la langue française (OQLF) et Emploi-Québec (EQ)

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2008-2009, le Secrétariat à la politique linguistique (SPL), le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), l'Office québécois de la langue française (OQLF) et Emploi-Québec ont uni leurs efforts pour réaliser une brochure intitulée *La francisation des travailleurs et travailleuses en entreprise : programme et services gouvernementaux*, qui a été distribuée aux entreprises lors du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques. Le coût de cette brochure avait alors été incorporé au budget de la mesure 24.
- Au cours de la même période, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) et le MICC ont conçu et diffusé un signet sur les cours de français en milieu de travail. La Chambre a fait imprimer et distribuer 20 000 signets.
- En décembre 2010, les partenaires de la Stratégie commune ont procédé au lancement du Carrefour francisation, qui est constitué d'un portail Web (www.carrefourfrancisation.com) conçu expressément pour faciliter la francisation des petites entreprises montréalaises et d'un service d'accompagnement personnalisé (service d'aide téléphonique et équipe d'agents de francisation sur le terrain). Ce nouvel outil (voir mesure 26) a pour objectif de mieux faire connaître l'offre gouvernementale de services de francisation et de donner accès à une gamme de renseignements et de documents qui s'y rapportent (outils de rédaction, explications de la Charte de la langue française, lexiques, etc.).
- En 2011-2012, les partenaires de la Stratégie commune ont mené une campagne d'information et de sensibilisation visant à promouvoir l'utilisation du français dans les petits commerces de trois quartiers ciblés (voir mesure 33). Certains des outils promotionnels de cette campagne ont été produits en quatre langues : français, espagnol, mandarin et arabe.
- Des activités de promotion et de publicité ont également été menées par les partenaires ayant des ententes avec le MICC. Elles ont été annoncées dans leurs publications, dans leur site Web respectif et lors d'activités de groupes organisées par ces partenaires.

BILAN D'ENSEMBLE

L'offensive promotionnelle a donné des résultats intéressants, puisque le nombre d'entreprises et de travailleurs qui ont su profiter des différentes mesures de francisation est en augmentation (voir mesures 8a et 8b).

Mesure 35 : La sensibilisation à l'histoire du français au Québec.

Responsable : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL)

En 2008, pour souligner l'anniversaire de la fondation de la ville de Québec, le SPL a publié une brochure intitulée *La langue française au Québec : 400 ans : quelques repères*. Cette brochure présente une chronologie des grandes dates qui, entre 1608 et 2008, ont marqué l'évolution de la langue française sur le territoire du Québec. Son contenu constitue une façon simple de s'initier à l'histoire de la langue française au Québec et de mieux saisir le contexte et les enjeux linguistiques actuels.

Le SPL a proposé à ses partenaires d'utiliser la brochure comme outil de sensibilisation auprès des nouveaux arrivants. La réponse fut enthousiaste. En 2010-2011, près de 20 000 exemplaires ont été distribués à des personnes immigrantes qui suivaient les cours de francisation organisés par les trois commissions scolaires de l'île de Montréal ou par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Les institutions universitaires montréalaises qui travaillent dans le cadre de la Stratégie commune ont également accepté de distribuer la brochure à leurs étudiants à l'occasion de leurs activités de sensibilisation au français.

Cette brochure est toujours disponible, mais sa distribution est limitée depuis 2011-2012. La réalisation de cette mesure n'a pas engendré de dépense significative.

Mesure 37 : La campagne de promotion sur les marques de commerce utilisées comme noms d'entreprise.

Responsable : l'Office québécois de la langue française (OQLF)

Le dimanche 13 novembre 2011, l'Office québécois de la langue française a lancé une vaste campagne télévisuelle sur l'affichage des marques de commerce utilisées comme noms d'entreprise. Cette campagne, qui s'intitulait « Une marque de respect de la loi », visait à contrer la recrudescence de l'utilisation, dans l'affichage de noms d'entreprise, de marques de commerce dans une autre langue que le français, une situation découlant principalement de l'arrivée au Québec d'enseignes internationales et de l'essor du franchisage. L'insatisfaction de la population a également joué en faveur de l'adoption de cette mesure : 46 % des plaintes reçues à l'OQLF en 2011-2012 portaient sur l'affichage.

Même si la Charte de la langue française n'impose pas la traduction des marques de commerce, elle prévoit cependant qu'un nom d'entreprise composé d'une expression tirée d'une autre langue que le français doit être accompagné d'un descriptif (un générique ou un slogan) en français. L'OQLF a opté pour une campagne de communication qui avait pour but d'informer le public et les entreprises sur ces obligations. L'Office a misé sur le fait que les entreprises comprendraient l'importance de préserver le visage français de l'affichage.

La campagne, qui visait surtout les entreprises, a fait l'objet d'une grande visibilité médiatique. L'OQLF voulait aussi sensibiliser les citoyens aux dispositions de la Charte de la langue française relatives à l'affichage et les inciter à s'investir dans la démarche. Le post-test de la campagne a révélé que le message a été très apprécié de la population; le taux de satisfaction était de 79 % à Montréal (comparativement à une norme de 66 %) et de 74 % dans le reste du Québec (norme de 69 %). Le score de compréhension du message s'est situé à 87 % (la norme étant de 70 %), tandis que 84 % de la population de Montréal et 79 % de celle du reste du Québec ont jugé le message clair (norme de 74 %). Entre le 13 novembre 2011 et le 13 février 2012, le microsite de la campagne a reçu 6 783 visites.

La campagne s'est déroulée du 14 novembre au 12 décembre 2011, puis du 16 janvier au 13 février 2012. Elle comportait un message télévisuel, un message Web, un îlot sur le site de Canoë et un microsite (www.respectdelaloi.gouv.qc.ca), tous ces éléments étaient en français uniquement. Le coût de la campagne s'est élevé à 611 599 \$; de ce montant, 397 121 \$ ont été affectés au placement média.

Aucune activité de ce genre n'a été réalisée par l'OQLF en 2012-2013.

Mesure 38 : Le 35^e anniversaire de la Charte de la langue française.

Responsable : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL)

Le 26 août 1977 était adoptée à l'Assemblée nationale du Québec la Charte de la langue française, une loi visant à faire du français la langue normale et habituelle de l'enseignement, du travail, du commerce, des communications et des affaires au Québec.

L'année 2012 a marqué le 35^e anniversaire de la Charte de la langue française. La langue française est une valeur commune de la société québécoise. Elle lui confère son originalité et sa spécificité en Amérique du Nord. La maîtrise et l'utilisation de la langue officielle du Québec sont des éléments qui encouragent la pleine participation de tous à la vie culturelle, sociale, économique et politique, et qui concourent à assurer la cohésion sociale.

Les divers partenaires de la Stratégie commune pour Montréal 2008-2013 se sont associés à l'occasion de ce 35^e anniversaire pour exprimer clairement leur attachement à la Charte de la langue française ainsi que leur fierté de parler français au Québec dans toutes les sphères de la vie publique. C'est dans ce contexte que la déclaration intitulée *Construire ensemble notre avenir en français* a été élaborée et qu'elle a reçu l'appui de plusieurs des partenaires de la Stratégie commune ainsi que de représentants de la société civile. Cette déclaration rappelle l'importance pour tous de veiller, dans le cadre de leurs activités quotidiennes, au respect de la Charte de la langue française et de consolider l'identité de Montréal comme métropole francophone, diversifiée et inclusive.

Il a été décidé de souligner cet anniversaire le 26 août 2012. Une stratégie de communication entourant le 35^e anniversaire a été proposée et elle visait à rappeler l'importance de la langue française comme facteur de cohésion sociale et de respect de l'identité culturelle du Québec.

Un logo montrant le thème « Le français, par cœur, partout » a été retenu. Plusieurs outils de communication ont été conçus autour du thème, notamment :

- une capsule vidéo montrant une vingtaine de partenaires très représentatifs de leurs milieux socioéconomiques qui affirment leur engagement envers la langue française et qui invitent la population à se mobiliser en faveur du français;
- un microsite qui incite la population à s'impliquer collectivement pour promouvoir la langue française;
- une grande affiche autoportante arborant le logo du 35^e anniversaire de la Charte de la langue française;
- un plan de communication visant à faire connaître le 35^e anniversaire de la Charte de la langue française en diffusant la vidéo intitulée *Le français, par cœur, partout* dans les différents réseaux sociaux et en l'envoyant par courriel.

L'affiche autoportante a été utilisée lors du Forum mondial de la langue française tenu à Québec du 2 au 8 juillet 2012. Le logo a été utilisé dans la publication du Festival international de la chanson de Granby ainsi que sur les sites du SPL et des autres organismes associés à la langue française.

Le déclenchement des élections au début du mois d'août 2012 a provoqué le report des activités prévues pour souligner le 35^e anniversaire de la Charte de la langue française. Le coût lié à la réalisation de la mesure s'élève à 118 035 \$.

4. LES MESURES VISANT UNE PROMOTION DU FRANÇAIS AXÉE SUR LA FIERTÉ

4. LES MESURES ABANDONNÉES

Aucune des mesures de la Stratégie commune relative à ce thème n'a été abandonnée.

5. LES MESURES VISANT À FACILITER L'ACCÈS À L'OFFRE GOUVERNEMENTALE EN FRANCISATION PAR UN GUICHET UNIQUE

1. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL (mesure 27b)

Mesure 27b : Améliorer l'accès des entreprises aux services d'Emploi-Québec dans la grande région de Montréal.

Responsables : les directions régionales de l'Île-de-Montréal, de Laval et de la Montérégie d'Emploi-Québec

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- Le 1^{er} avril 2009, la Direction régionale de l'Île-de-Montréal d'Emploi-Québec mettait en place une équipe tactique chargée de mettre en œuvre la stratégie Pro-Emploi. La mise sur pied de l'équipe tactique a coûté 175 000 \$.

Formée de trois conseillers aux entreprises, cette équipe s'est vu confier les tâches suivantes :

- ✓ répondre aux entreprises dans un délai de 24 heures;
- ✓ réaliser un diagnostic de la situation de l'entreprise;
- ✓ rencontrer les dirigeants de l'entreprise dans un délai de 5 jours ouvrables, au besoin avec les partenaires gouvernementaux (ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Investissement Québec, etc.).

De plus, Emploi-Québec a rencontré des représentants de différents réseaux de professionnels offrant des services aux entreprises (avocats, banquiers, comptables, etc.) afin d'en faire des relayeurs d'information sur les services aux entreprises d'Emploi-Québec, notamment sur ses programmes de francisation, créant ainsi un effet multiplicateur.

- En 2010-2011, l'équipe de la Direction régionale de l'Île-de-Montréal d'Emploi-Québec a organisé différentes activités, qui sont décrites dans le tableau présenté plus loin; le coût total de ces activités a été de 196 000 \$.
- En 2011-2012, des activités ont été réalisées par les trois directions régionales d'Emploi-Québec partenaires de la Stratégie commune, afin d'améliorer l'accès des entreprises aux différents services offerts par l'organisme tout en favorisant une meilleure concertation et une plus grande collaboration entre les nombreux partenaires d'un même territoire.

- En 2011-2012, les dépenses engagées pour la réalisation de ces activités se sont élevées à :
 - 9 000 \$ pour la Direction régionale de l'Île-de-Montréal;
 - 166 112 \$ pour la Direction régionale de Laval;
 - 40 000 \$ pour la Direction régionale de la Montérégie.

- En 2012-2013, les dépenses ont été de :
 - 220 000 \$ pour la Direction régionale de l'Île-de-Montréal;
 - 108 709 \$ pour la Direction régionale de Laval;
 - 199 601 \$ pour la Direction régionale de la Montérégie.

Les activités des directions régionales d'Emploi-Québec peuvent être regroupées sous les rubriques suivantes :

- Activités de concertation interministérielle;
- Activités de concertation avec les partenaires non gouvernementaux;
- Études et recherches;
- Réunions d'information;
- Réseautage;
- Formation;
- Production et diffusion d'outils d'information sur les programmes et services.

Le tableau suivant résume les diverses activités des directions régionales d'Emploi-Québec partenaires de la Stratégie commune; il est à noter que les directions régionales de Laval et de la Montérégie se sont associées à la Stratégie commune en 2011-2012.

	Direction régionale de l'Île-de-Montréal	Direction régionale de Laval	Direction régionale de la Montérégie
Concertation interministérielle en vue de définir une approche intégrée de services aux entreprises	Rencontre interministérielle, tenue le 24 novembre 2010 et ayant réuni 120 représentants d'organismes gouvernementaux offrant des services aux entreprises Création d'un comité consultatif comprenant huit partenaires gouvernementaux Discussions avec les partenaires gouvernementaux en vue d'établir conjointement de nouvelles approches favorisant l'intégration en français des immigrants dans les milieux de travail et la francisation volontaire des petites entreprises Rencontre tenue le 19 mars 2013, à laquelle ont participé 80 intervenants provenant d'organismes et de ministères gouvernementaux offrant des services aux entreprises		Réunions régulières tenues en 2011-2012 et en 2012-2013 dans tous les Centres locaux d'emploi (CLE) de la Montérégie avec les divers intervenants gouvernementaux en développement économique, afin de s'assurer que les actions de soutien sont concertées Mise sur pied d'un Comité de vigie permettant l'échange d'information avec le MDEIE sur des entreprises pouvant rencontrer des difficultés en raison de la situation économique actuelle Rencontre avec les partenaires du réseau de l'éducation visant à présenter les services d'Emploi-Québec
Concertation avec les partenaires non gouvernementaux		Colloque sur la gestion de la diversité, tenu le 27 mars 2012 à l'intention des entreprises de la région de Laval et auquel 58 personnes ont participé	
Études et recherches	Réalisation à l'automne 2010 d'un sondage auprès de 560 PME visant à évaluer l'accessibilité des programmes et services gouvernementaux destinés aux entreprises		

	Direction régionale de l'Île-de-Montréal	Direction régionale de Laval	Direction régionale de la Montérégie
Réunions d'information sur les programmes et services des ministères et organismes gouvernementaux destinés aux entreprises	<p>Tenue de 3 journées des relayeurs au mois de mars 2011 ayant réuni 140 représentants de partenaires non gouvernementaux offrant des services aux PME</p> <p>Organisation de 3 déjeuners-causeries, en février et en mars 2012, réunissant 40 entreprises</p> <p>Réalisation de 2 activités de promotion; l'une rassemblant 40 entreprises et 30 relayeurs du secteur de l'aérospatiale et l'autre, une vingtaine de représentants des corporations d'employabilité et de développement économique communautaire</p>	<p>Organisation d'un colloque pour les entreprises de la région de Laval intitulé « Compter sur le travailleur expérimenté : la clé pour accéder à une mine de talents! », qui a eu lieu le 26 février 2013 et a attiré 69 participants</p>	<p>Tenue de deux événements touchant 300 personnes et visant à présenter des outils d'aide à l'accueil et à l'intégration de nouveaux employés</p> <p>Promotion des services aux entreprises lors de sessions de formation organisées par les CLD et la Chambre de commerce en 2012-2013</p>
Formation	<p>Formation continue des agents de francisation embauchés par des partenaires associatifs</p>	<p>Organisation de 10 séances d'information à l'intention d'une centaine d'entreprises de Laval au sujet de la Loi sur les compétences</p> <p>Formations regroupées offertes aux gestionnaires responsables des ressources humaines dans 46 PME lavalloises dans le but de renforcer leurs habiletés de gestion des ressources humaines</p>	<p>Séances de formation organisées par les Centres locaux de développement (CLD) et les chambres de commerce, lesquelles ont attiré 300 entreprises en 2011-2012</p>
Réseautage		<p>Réalisation, le 6 février 2013, en collaboration avec les entreprises, les ressources externes et les CLE, de Contact-Emploi, une activité visant à présenter des chercheurs d'emploi à des employeurs en recrutement de personnel, qui a rassemblé 55 chercheurs d'emploi et 16 entreprises offrant 53 postes</p> <p>Activité de réseautage portant sur le placement assisté, le 29 janvier 2013, pour répondre aux besoins de recrutement dans la région; les 34 chercheurs d'emploi retenus ont été sélectionnés par des ressources externes</p>	

	Direction régionale de l'Île-de-Montréal	Direction régionale de Laval	Direction régionale de la Montérégie
Production et diffusion d'outils d'information	<p>Collaboration en partenariat avec la CCMM au développement du site Web www.infoentrepreneurs.org regroupant l'information relative à l'ensemble des programmes et services gouvernementaux destinés aux entreprises et mise en ligne du site en septembre 2012</p> <p>Participation au Salon PME 2013 où des représentants de plus de 150 entreprises ont été rencontrés</p>	<p>Développement d'un portail Web régional, en partenariat avec la Ville de Laval, le Centre local de développement, Laval Technopole, le CRPMT, le MICC, le MDEIE et le MELS pour la diffusion d'information et la promotion des programmes, mesures et services destinés aux entreprises de chacun des partenaires et mise en ligne du portail à l'automne 2012</p> <p>Production et diffusion auprès de 620 entreprises de dépliants promotionnels sur l'offre gouvernementale de services intégrés et sur les services aux entreprises, dont ceux de francisation</p> <p>Publication d'articles dans le magazine MAG de la Chambre de commerce et d'industrie de Laval, qui touche 10 500 entreprises</p> <p>Promotion des services aux entreprises lors des deux salons de l'emploi organisés en 2011-2012</p> <p>Article publié en avril 2013 dans le magazine MAG, diffusé à 1 500 établissements commerciaux à Laval, pour souligner le succès de l'événement de réseautage du 29 janvier 2013</p> <p>Publication de 4 articles dans le magazine MAG expliquant les services et programmes d'Emploi-Québec et portant sur les sujets suivants : le PAMT, la Loi sur les compétences, l'événement du 17 octobre 2012 et l'activité de réseautage portant sur le placement assisté</p>	<p>Production d'un répertoire des programmes d'aide gouvernementale comprenant les coordonnées des personnes responsables dans les 3 MRC de la Montérégie</p> <p>Promotion des services d'Emploi-Québec lors des différents salons de l'emploi tenus en Montérégie en 2011-2012 et en 2012-2013</p> <p>Parution d'articles dans des revues d'affaires de la Montérégie</p> <p>Diffusion de capsules sur le Web pour favoriser l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes en emploi; plus de 400 personnes ont consulté les capsules et plus d'une centaine de personnes étaient présentes au lancement du site Web www.compétences-entreprises.net</p>

BILAN D'ENSEMBLE

La réalisation d'activités de cette nature permet aux directions régionales d'Emploi-Québec, d'une part, de concerter leurs actions avec celles de leurs partenaires gouvernementaux et, d'autre part, de maintenir un contact direct avec les entreprises à travers un réseautage intensif et une approche intégrée entre les partenaires. En outre, les activités organisées par les directions régionales d'Emploi-Québec permettent aux entreprises d'avoir une vue d'ensemble des programmes et services gouvernementaux offerts pour favoriser l'intégration et le maintien en emploi des personnes issues de l'immigration.

5. LES MESURES VISANT À FACILITER L'ACCÈS À L'OFFRE GOUVERNEMENTALE EN FRANCISATION PAR UN GUICHET UNIQUE

2. LES MESURES EN COURS DE RÉALISATION RELATIVEMENT À LA FRANCISATION DES CANDIDATS À L'IMMIGRATION ET DES IMMIGRANTS DÉJÀ INSTALLÉS AU QUÉBEC (mesure 27c)

Mesure 27c : Harmoniser l'offre de service en francisation.

Responsables : le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et Emploi-Québec (EQ)

Le MICC, le MELS et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) travaillent à l'harmonisation de l'offre de service gouvernementale en francisation. Cette harmonisation vise à mieux répondre aux besoins des personnes immigrantes. Cette mesure comporte cinq volets :

- l'actualisation d'une échelle québécoise des niveaux de compétence en français pour immigrants adultes;
- l'élaboration par le MICC et le MELS d'un programme-cadre en francisation pour immigrants adultes;
- l'instauration d'un guichet unifié pour l'admission des immigrants à des cours de francisation;
- la mise sur pied d'un programme d'aide financière unifié;
- l'harmonisation de certains programmes.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- En 2010-2011, les travaux d'actualisation de l'échelle des niveaux de compétence ont permis la production de l'Échelle québécoise des niveaux de compétence en français des personnes immigrantes adultes.
- Toujours en 2010-2011, les travaux conjugués du MICC et du MELS pour l'élaboration du programme-cadre en francisation des immigrants adultes ont mené à la production du Programme-cadre de français pour personnes immigrantes adultes au Québec.
- Le 22 février 2012, les ministres du MICC et du MELS ont annoncé l'adoption d'un référentiel commun pour l'évaluation des compétences en français et l'enseignement du français aux personnes immigrantes. Il comprend deux instruments :
 - l'Échelle québécoise des niveaux de compétence en français, qui définit les niveaux de compétence en français que les personnes immigrantes peuvent atteindre;
 - le Programme-cadre de français pour personnes immigrantes adultes au Québec, qui harmonise les contenus de la formation dans les réseaux des deux ministères.

Ces deux documents, qui permettront notamment aux personnes immigrantes d'avoir accès au même contenu de formation, peu importe l'établissement ou le réseau fréquenté (MICC ou MELS), ont été distribués au personnel enseignant du MICC, au personnel des établissements mandataires de la francisation ainsi qu'au personnel des commissions scolaires.

- À cet égard, pour assurer leur cohérence avec le référentiel commun, le MICC a mis à jour :
 - les descriptifs des cours offerts à temps complet et à temps partiel;
 - les bilans de compétence utilisés pour baliser l'évaluation des compétences langagières à la fin de chacun des cours de son offre de service.
- Toujours en février 2012, le MICC, le MELS et le MESS ont adopté un plan de mise en œuvre d'un Guichet unifié d'accès aux services gouvernementaux de francisation, qui donnera une information complète sur l'offre de service, simplifiera les demandes d'admission, dirigera les personnes immigrantes vers le service le plus approprié et permettra une reddition de comptes sur l'utilisation des services. Le projet a été suspendu en juin 2012, après une analyse des coûts. Les personnes immigrantes peuvent cependant, depuis quelques mois, s'inscrire en ligne, par l'intermédiaire d'un guichet unique, à l'ensemble des cours offerts par le MICC et le MELS.
- Quant à la mise sur pied d'un programme d'aide financière unifié, un échange de données entre le MICC et le MELS est en cours en vue de documenter les chevauchements et les transferts de la clientèle d'un réseau à l'autre et d'en évaluer les coûts.
- Par ailleurs, la mise au point d'épreuves standardisées pour une reconnaissance gouvernementale des compétences en français des personnes immigrantes fait l'objet de discussions exploratoires entre le MICC et le MELS; de même, un protocole d'entente entre le MICC et l'OQLF est en préparation pour la révision des examens conditionnant l'accès aux professions réglementées en vertu de la Charte de la langue française.
- D'autres activités ont été réalisées en vue de simplifier et de faciliter l'accès à tous les services de francisation existants pour les personnes immigrantes.
 - Le MICC a imparti, aux trois commissions scolaires francophones de l'île de Montréal, un certain nombre de classes de français à temps complet, afin de mettre à profit l'ensemble de la capacité gouvernementale à répondre à la demande de francisation.
 - Dans le même esprit de coordination et d'optimisation des services, un premier projet de programmation annuelle des services gouvernementaux en francisation a été élaboré.
 - Les travaux d'élaboration d'activités pédagogiques en compréhension orale et en compréhension écrite se poursuivent; les activités relatives au premier niveau d'apprentissage du français sont terminées et approuvées, l'élaboration des activités du deuxième niveau est en cours, et de nombreuses activités des niveaux 5 et 6 ont déjà été produites.
 - Un prototype pilote pour le niveau 4 a été déposé pour approbation.

- Le Test de positionnement a été expérimenté en novembre 2012 chez les mandataires auprès de quelque 500 élèves; les travaux de correction des épreuves sont en cours de même que l'analyse des résultats.
- Les cahiers d'exercices liés à la formation sur la grammaire ont été produits et publiés.

➤ Les coûts engendrés par la mesure ont évolué comme suit.

Période	De novembre 2008 à décembre 2009	En 2010-2011	En 2011-2012	En 2012-2013
Montant investi	350 083 \$	2 458 170 \$	26 468 \$	290 914 \$

BILAN D'ENSEMBLE

L'ensemble de ces mesures permet déjà, pour l'essentiel, l'atteinte des objectifs visant à améliorer l'information sur la francisation et à faciliter l'accès à l'ensemble de l'offre de service gouvernementale disponible. Ces travaux faciliteront l'intégration du plus grand nombre possible de nouveaux arrivants à la société québécoise. À terme, ils permettront également une répartition optimale des clientèles entre les différents intervenants gouvernementaux.

5. LES MESURES VISANT À FACILITER L'ACCÈS À L'OFFRE GOUVERNEMENTALE EN FRANCISATION PAR UN GUICHET UNIQUE

3. LES MESURES RÉALISÉES (mesures 26 et 27a)

Mesure 26 : Travailler avec tous les partenaires, y compris ceux du milieu de l'éducation, à la création, d'ici la fin de 2009, d'un guichet unique (service sur mesure) de l'offre gouvernementale en francisation (formation, nouvelles technologies, processus de francisation, programmes, etc.) pour accompagner et soutenir les entreprises.

Responsables : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL) et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), en collaboration avec l'Office québécois de la langue française (OQLF) et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

- Le guichet unique Carrefour francisation a été lancé à Montréal le 13 décembre 2010 au cours d'une conférence de presse donnée par la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française. Elle était accompagnée du ministre responsable de la région de Montréal, de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles ainsi que du président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Ce guichet unique est constitué de trois éléments :
 - Un portail Web (www.carrefourfrancisation.com) rassemble de l'information sur les nombreux outils et services liés à la francisation, tels que des cours de français, des programmes de subvention, des modèles de lettres et des lexiques, que le gouvernement du Québec propose aux entreprises.
 - Un service téléphonique (514 940-1633) offert aux entrepreneurs leur permet de joindre des préposés aux renseignements capables de les mettre directement en communication avec la bonne ressource. Ce service est assuré par le MICC.
 - Une équipe d'agents de francisation sur le terrain rencontrent et sensibilisent les propriétaires de commerces et d'entreprises à l'importance d'offrir leurs services en français et les accompagnent dans la poursuite de cet objectif.
- La mise sur pied du guichet unique a été rendue possible grâce aux quatre partenaires suivants :
 - Le SPL a piloté la réalisation du projet et en assure la coordination.
 - L'OQLF a financé la CCMM pour la réalisation du portail, ainsi que les associations qui embauchent les agents de francisation.
 - Le MICC permet d'offrir, grâce à ses préposés aux renseignements, une aide personnalisée aux entrepreneurs, notamment à ceux dont la première langue n'est pas le français.
 - La CCMM a réalisé le portail et assure la coordination des trois composantes du projet, soit le portail Web, le service téléphonique et l'équipe des agents de francisation.

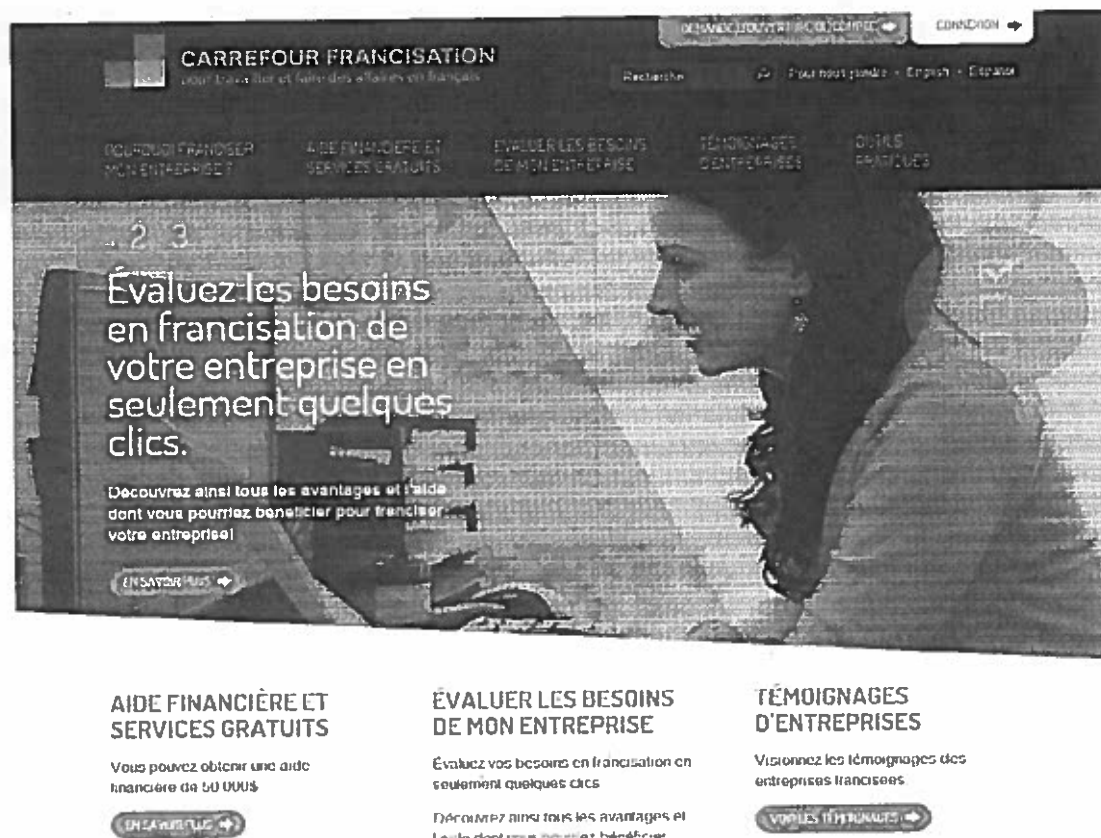
D'autres ministères et organismes, à savoir Emploi-Québec, le ministère du Revenu et Services Québec, ont collaboré au contenu du portail Carrefour francisation.

De novembre 2008 à juin 2011, 192 823 \$ ont été déboursés pour concevoir le guichet unique et assurer sa mise en service. Cette somme, qui n'inclut que les investissements publics, a été répartie comme suit :

- Un montant de 152 958 \$ a été utilisé pour la réalisation du portail Web par la CCMM ainsi que pour la production d'outils promotionnels liés à ce portail.
- Un montant de 39 865 \$ a servi à la mise en place et au fonctionnement d'une ligne téléphonique au MICC pour 2010-2011.

En décembre 2011, la CCMM a conclu une entente avec l'OQLF pour bonifier le site Web du Carrefour francisation et pour le rendre plus interactif et participatif. Une somme de 100 000 \$ a été accordée à la CCMM à cet effet.

En 2012-2013, la CCMM a entrepris des travaux afin de bonifier le portail Web ainsi que le gestionnaire de la relation client (GRC), la base de données qui soutient les activités des agents de francisation. Cette bonification a permis de passer d'un portail statique et informatif à une plateforme toujours aussi informative, mais plus dynamique et interactive. De plus, la nouvelle présentation visuelle et l'amélioration de l'ergonomie Web devraient permettre à l'utilisateur de vivre une meilleure expérience de navigation. En ce qui concerne le GRC, non seulement il a été bonifié pour devenir un outil d'information destiné aux agents de francisation, mais les travaux entrepris permettent aussi d'en faire un outil plus convivial et plus fiable pour la collecte des données relatives au démarchage et la reddition de comptes au gouvernement. Finalement, grâce aux améliorations apportées au nouveau portail Web, les petites entreprises pourront désormais procéder à l'autoévaluation de la situation du français en leurs murs et explorer des pistes d'amélioration.



Les informations relatives à la fréquentation du Carrefour francisation depuis son lancement sont résumées dans le tableau suivant :

Période	Du 1 ^{er} décembre 2010 au 31 mars 2011	Du 1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012	Du 1 ^{er} avril 2012 au 31 mars 2013
Nombre de visiteurs uniques du portail Web	4 070	13 082	18 139
Nombre de pages du portail Web vues	13 616	44 015	54 117
Nombre d'appels traités par le service téléphonique	38	73	120
Nombre d'entreprises avec lesquelles les agents de francisation sont entrés en contact	Plus de 350	1 288	4 450

- En 2012-2013, l'équipe des agents de francisation (voir mesure 31) comptait 16 personnes qui ont participé activement au processus d'attestation de francisation volontaire (voir mesure 36). Neuf nouveaux agents se sont joints à l'équipe en 2012-2013. Ils ont tous reçu la formation de base requise pour leur travail et ils ont participé mensuellement à des rencontres coordonnées par la CCMM afin de partager de l'information et des expériences vécues.
- Il est à noter que le service téléphonique offert en complément du Carrefour francisation a été peu utilisé depuis son implantation. On peut avec raison se questionner sur la pertinence de maintenir ce service qui n'a vraisemblablement pas répondu aux attentes ou qui ne correspondait pas aux besoins réels des entreprises.
- La CCMM a réalisé un certain nombre d'activités promotionnelles lors du lancement en 2012 de la nouvelle version du portail Web Carrefour francisation. Les principales actions promotionnelles visant la mise en valeur du portail Carrefour francisation ont été les suivantes :
 - Diffusion d'une capsule promotionnelle pour annoncer le lancement de la version bonifiée du portail Carrefour francisation le 12 décembre 2012 auprès de **53 000 membres du réseau d'affaires de la CCMM**;
 - Envoi d'un courriel de Michel Leblanc, président et chef de la direction de la CCMM, pendant la Francofête, le 22 mars 2013, à près de **54 000 membres du réseau d'affaires de la CCMM**;
 - Envoi d'un communiqué de presse pendant la Francofête, le 22 mars 2013, à plus de **600 décideurs** du Grand Montréal (élus municipaux, provinciaux et fédéraux, personnalités du monde des affaires).
 - Diffusion de ce communiqué de presse en français et en anglais sur le fil de presse CNW Telbec à **l'ensemble des journalistes du Québec**;
 - Publication de deux messages (décembre 2012 et mars 2013) sur la page Facebook de la CCMM : **3 900 personnes** sont devenues adeptes de cette page Facebook;
 - Publication de deux micromessages sur le compte Twitter de la CCMM (décembre 2012 et mars 2013) : **7 516 personnes** sont des abonnées de la CCMM sur Twitter;
 - Parution de six messages dans le calendrier hebdomadaire de la CCMM (30 avril 2012, 5 novembre 2012, 11 novembre 2012, 19 novembre 2012, 17 décembre 2012, 14 janvier 2013) : envoi à plus de **58 000 membres du réseau d'affaires de la CCMM**.
 - Impression d'un enrouleur publicitaire pour deux salons commerciaux.



CARREFOUR FRANCISATION

pour travailler et faire des affaires en français

FAIRE DES AFFAIRES EN FRANÇAIS, ÇA RAPPORTE!

Découvrez la version bonifiée du portail Web Carrefour francisation.

Le nouveau portail Web Carrefour francisation :

- vous présente tous les avantages à franciser votre petite entreprise;
- vous renseigne sur les services gratuits et l'aide financière dont votre organisation pourrait bénéficier;
- facilite votre démarche de francisation grâce au questionnaire d'évaluation en ligne. En quelques clics, dressiez un portrait rapide de la situation du français dans votre entreprise et recevez des conseils personnalisés.

Visitez dès aujourd'hui le Carrefour francisation et voyez combien faire des affaires en français, c'est facile, gratuit et profitable!

www.carrefourfrancisation.com

BILAN D'ENSEMBLE

La création du Carrefour francisation, un projet mis en place par la CCMM, s'est avérée une initiative positive qui a répondu à un besoin, comme en témoigne la croissance de la fréquentation du portail Web et l'augmentation du nombre d'entreprises visitées par les agents de francisation. Par contre, les résultats relatifs à l'utilisation du service téléphonique sont décevants et il est possible de penser qu'un tel service ne répond pas à de réels besoins. La prise en charge, par les gens d'affaires, de la transmission d'informations aux petites entreprises et de l'accompagnement actif de celles-ci dans une démarche de francisation volontaire est un atout et se révèle efficace. Les agents de francisation, qui sont des représentants d'associations de gens d'affaires, sont en mesure d'établir une relation efficace et fructueuse avec les dirigeants et les employés de petites entreprises ou de petits commerces qui pourraient être réticents à ce qu'un tel contact soit engagé par des employés de l'État.

Toute initiative visant à faciliter l'accès des entreprises et des commerces, particulièrement ceux qui ont moins de 50 employés, aux informations et aux ressources relatives à la francisation disponibles est nécessaire et doit être maintenue. Cette approche qui repose sur l'accompagnement donne des résultats (voir mesures 31 et 36).

Mesure 27a : Améliorer l'actuel portail gouvernemental.

Responsable : Services Québec

En tant que responsable du portail gouvernemental, Services Québec a mis à jour son portail de services aux entreprises dans les semaines suivant le lancement du guichet Carrefour francisation, en décembre 2010. Cet ajustement a été réalisé sans frais. On peut trouver l'hyperlien menant au Carrefour francisation dans la section « Gérer son entreprise – Français au sein de l'entreprise » du portail Services Québec – Entreprises.

La coordination des efforts d'information déployés par les organismes et ministères gouvernementaux, les partenaires des milieux d'affaires et les associations syndicales est essentielle et ne peut que contribuer au renforcement des portails mis en place par les différents intervenants. Il importe de veiller à ce que les référencements mutuels soient développés et mis à jour de façon continue afin d'optimiser l'effet multiplicateur de ces portails.

5. LES MESURES VISANT À FACILITER L'ACCÈS À L'OFFRE GOUVERNEMENTALE EN FRANCISATION PAR UN GUICHET UNIQUE

4. LES MESURES ABANDONNÉES

Aucune des mesures de la Stratégie commune relative à ce thème n'a été abandonnée.

6. LE MÉCANISME DE SUIVI

1. LES MESURES RÉALISÉES (mesures 28, 29, 30)

Mesure 28 : Mettre sur pied un secrétariat pour le Comité directeur des orientations et pour le Comité de suivi des activités.

Responsables : le Secrétariat à la politique linguistique (SPL)

Le secrétariat de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 a été mis sur pied en février 2009 et est pleinement opérationnel depuis avril 2009. Le secrétariat assure le soutien nécessaire au Comité directeur des orientations et au Comité de suivi des activités relatives aux différentes mesures de la Stratégie commune. Il a également coordonné les travaux liés à la mise sur pied du guichet unique en francisation pour les entreprises, le Carrefour francisation.

Au total, depuis sa mise sur pied, les coûts totaux reliés au secrétariat sont inclus dans le budget du SPL. C'est le Secrétariat à la politique linguistique (SPL) qui assume les frais administratifs du secrétariat de la Stratégie commune.

Mesure 29 : Mettre sur pied un Comité directeur des orientations.

Le Comité directeur des orientations a été créé en juin 2009. M. Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, en est le président depuis sa création.

Le Comité directeur des orientations s'est réuni pour la première fois le 28 août 2009. Depuis, il s'est réuni à trois autres occasions, le 9 avril 2010, le 27 mai 2011 et le 20 juin 2013. De plus, une rencontre informelle s'est tenue lors du lancement du guichet Carrefour francisation, le 13 décembre 2010, et une consultation des membres a été effectuée en juin 2012.

Depuis le démarrage de la Stratégie commune en octobre 2008, les coûts totaux reliés au Comité directeur des orientations sont inclus dans le budget du SPL.

Pour la composition du Comité directeur des orientations et les détails relatifs à ses activités, voir la section « Le cadre de gestion et les ressources de la Stratégie commune » du présent rapport.

Mesure 30 : Mettre sur pied un Comité de suivi des activités.

Le Comité de suivi des activités a été créé en juin 2009 et il a tenu neuf rencontres depuis sa création :

- En 2009 : le 19 août et le 11 décembre;
- En 2010 : les 9 et 22 mars et le 27 septembre;
- En 2011 : le 12 mai et le 24 octobre;
- En 2012 : le 2 avril;
- En 2013 : le 31 mai.

Le Comité de suivi des activités s'est aussi réuni le 13 décembre 2010, de façon informelle, lors du lancement du guichet Carrefour francisation, et une consultation des membres a été effectuée en juin 2012.

Depuis le démarrage de la Stratégie commune en octobre 2008, les coûts totaux reliés au Comité de suivi des activités sont inclus dans le budget du SPL.

Pour la composition du Comité de suivi des activités et les détails relatifs à ses activités, voir la section « Le cadre de gestion et les ressources de la Stratégie commune » du présent rapport.

TROISIÈME PARTIE

Les conclusions du Comité de suivi des activités

Au terme de la démarche

1 BREF RAPPEL

En 2008, les partenaires de la Stratégie commune ont proposé des mesures d'accompagnement, de soutien, de formation et de sensibilisation visant à renforcer l'utilisation du français dans les petites entreprises montréalaises, en tenant compte de leur réalité. Ainsi qu'en témoigne le présent rapport, rédigé un peu moins de six mois avant la fin de la Stratégie, plusieurs actions concrètes mises en œuvre ont déjà permis de renforcer l'utilisation du français dans les petites entreprises et les petits commerces de la région de Montréal.

Rappelons que la revue du plan initial de mesures avait été spécifiquement prévue dans les mécanismes de gestion établis lors de la signature de la Stratégie commune. Cet exercice a eu lieu en 2010-2011 : 3 mesures ont dû être abandonnées sur les 35 mesures initiales. Il en ressort que, dans l'ensemble, plus de 90 % des mesures prévues ont tenu la route à ce jour, ayant été réalisées de façon ponctuelle ou se poursuivant sans discontinuer. La planification faite en octobre 2008 était donc judicieuse et avait mis le cap dans la bonne direction.

Les mécanismes de suivi établis en 2008, à savoir le Comité directeur des orientations et le Comité de suivi des activités, ont été à la fois légers et rigoureux, laissant, d'une part, une bonne marge de manœuvre aux artisans de la mise en œuvre et, d'autre part, assurant la supervision voulue, au moment opportun.

Par ailleurs, la durée du plan, soit cinq ans, a permis de mettre en place une structure opérationnelle solide, des outils et des mécanismes de travail adéquats, et ce, en vue d'atteindre des résultats significatifs dans un laps de temps acceptable.

Soulignons de plus que la déclaration de principes entérinée par les 34 signataires de la Stratégie a résisté à l'épreuve du temps. En effet, les dix principes qui guident la mise en œuvre de ces mesures, tels qu'ils sont exposés en pages 11 et 12 du présent rapport, ont gardé toute leur pertinence. Ils constituent, encore aujourd'hui, le fondement de l'engagement des partenaires de la Stratégie commune, en particulier celui des agents et agentes de francisation, qui entrent chaque jour en communication directe avec les petites entreprises.

Enfin, si de nouvelles mesures très ciblées ont pu être élaborées, c'est grâce à la synergie des forces que représentaient, d'une part, les deux comités chargés du suivi de la Stratégie commune et, d'autre part, le regroupement des ressources gouvernementales en matière de services aux entreprises et aux citoyens. Que ce soit au moyen de nouvelles mesures ou de mesures planifiées au départ, les résultats parmi les plus significatifs atteints à ce jour sont le fruit d'un travail conjoint et convergent, accompli par les différents ministères et organismes directement touchés par les mesures, en collaboration avec des partenaires des milieux d'affaires, des milieux scolaires et des milieux associatifs et communautaires. Il est à noter que chaque année, de nouveaux partenaires sont venus se joindre à la Stratégie commune, ce qui fait que, depuis 2008, ce sont les actions concertées d'une cinquantaine de partenaires qui ont permis que les mesures de la Stratégie commune aient été mises en œuvre de façon ponctuelle, qu'elles se poursuivent activement ou qu'elles soient en voie d'être réalisées.

1. UNE STRUCTURE DE MISE EN ŒUVRE EFFICACE

Au cours de la première année de mise en œuvre de la Stratégie, la structure de base visant à assurer un suivi efficace a vu le jour (voir le schéma de la page 12 du présent rapport), les membres du Comité de suivi des activités ayant été désignés conjointement par les gens d'affaires, les partenaires socioéconomiques et la partie gouvernementale.

Les principaux partenaires gouvernementaux ont ensuite formé, au cours de la deuxième année, leur propre table de concertation afin de coordonner leurs actions respectives. Comme beaucoup d'investissements dans la Stratégie commune proviennent des fonds publics, cette concertation des acteurs de l'Administration était indispensable.

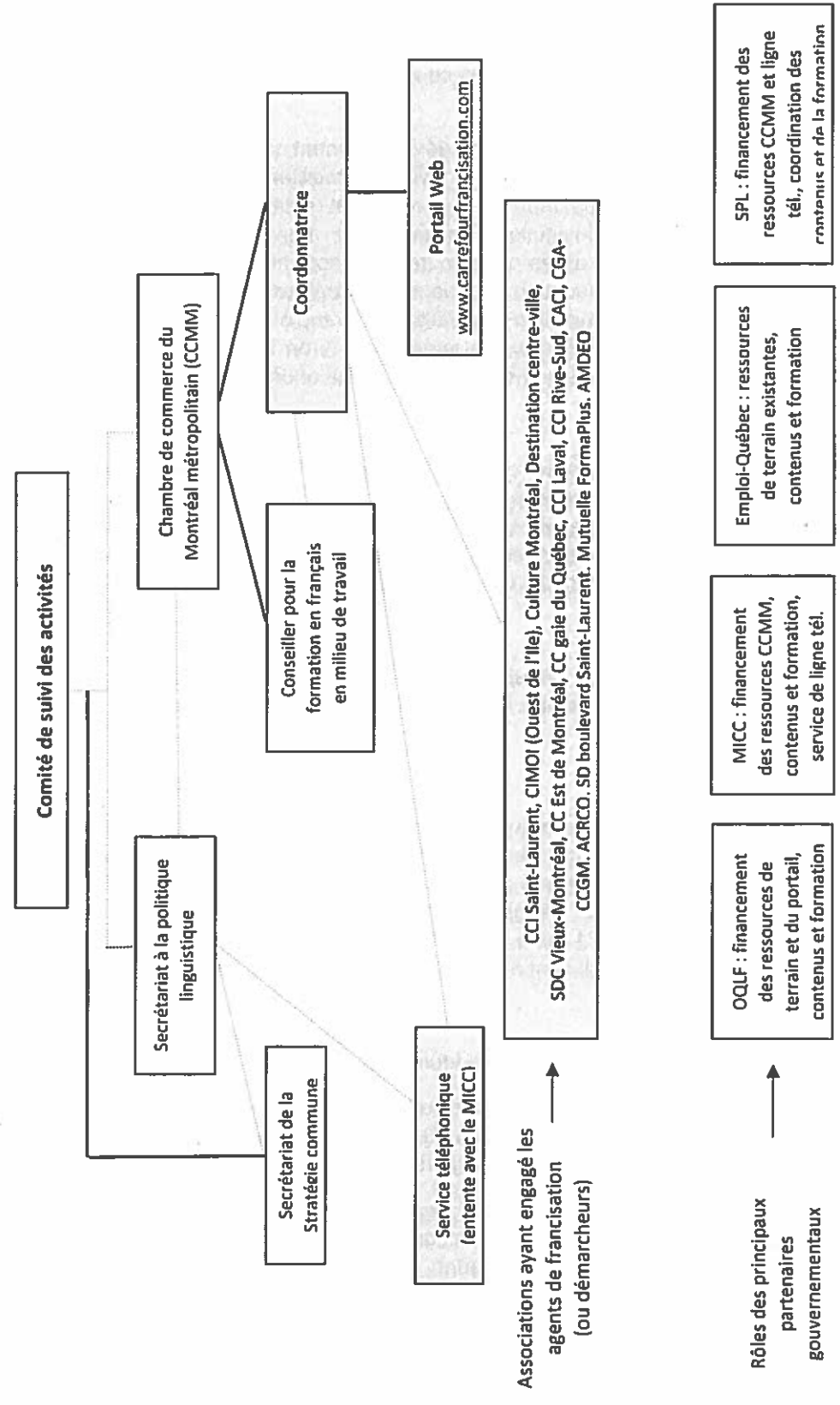
Par la suite, les représentants de l'Administration et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain ont uni leurs efforts pour créer le portail **Carrefour francisation** (mesure 26), qui avait été réclamé unanimement par les partenaires non gouvernementaux réunis en octobre 2008. Ce projet a nécessité plusieurs mois de travail, de collecte de renseignements, de validation de contenu et de traitement rédactionnel, car il fallait simplifier le discours, qui était destiné à de petites entreprises disposant *a priori* de peu de temps pour s'informer.

Lorsque ce portail a vu le jour, en décembre 2010, il avait déjà été convenu que des ressources actives sur le terrain devraient s'y greffer, car on savait bien que ce nouvel outil de référence, commun et simplifié, n'allait pourtant pas drainer à lui seul une forte affluence des petites entreprises. Il fallait aller vers ces dernières, dans une approche de marketing personnalisé, suivant une stratégie de proximité à élaborer.

Ainsi, dès le début de l'année 2011, s'est construite autour du noyau central constitué par le portail **Carrefour francisation** toute la structure opérationnelle de la Stratégie commune, qui a permis d'avancer résolument vers les résultats souhaités. En périphérie de cette structure, les partenaires gouvernementaux ont continué de mener leurs actions respectives en faveur de la francisation des immigrants, des travailleurs et des entreprises, mais grâce à leur participation à cette structure propre à la Stratégie commune, ils ont contribué en outre, et plus directement, à l'atteinte d'objectifs communs. La figure de la page suivante illustre cette structure opérationnelle.

Depuis 2011 donc, la structure opérationnelle de la Stratégie commune a gagné en efficacité. En effet, les ressources de terrain que constituent les agents et agentes de francisation ont agi et continuent d'agir comme relais auprès des petites entreprises afin de présenter à ces dernières l'offre gouvernementale en francisation. Elles sont aussi, par ailleurs, des antennes pour les partenaires gouvernementaux, qui s'en servent de plus en plus pour ajuster leur offre aux besoins observés. Par exemple, à la suite d'échanges avec les agents de francisation, qui ont proposé de meilleures façons d'offrir ce service en tenant compte des besoins exprimés par leurs clientèles, les cours de français en entreprise offerts aux travailleurs font actuellement l'objet d'un réexamen.

STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DE LA STRATÉGIE COMMUNE DÉVELOPPÉE AUTOUR DU NOYAU CENTRAL QUE CONSTITUE LE CARREFOUR FRANCISATION²⁸



²⁸ Les parties ombragées font ressortir les composantes du Carrefour francisation. Les lignes pleines indiquent les liens décisionnels, tandis que les lignes pointillées indiquent des liens opérationnels.

2. DES OUTILS ET DES MÉCANISMES QUI RÉPONDENT AUX BESOINS

LES OUTILS

La Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 a donné lieu à la création d'outils inédits qui répondent à un large éventail de besoins en matière de francisation.

Le portail www.carrefourfrancisation.com en est le principal, puisqu'il regroupe toute l'information pertinente sur l'offre gouvernementale en francisation et met les entreprises en lien avec une multitude d'outils linguistiques leur permettant de franciser tous les aspects de leurs activités, par exemple la facturation, le protocole d'accueil au téléphone, la préparation de contrats ou de reçus, etc. Depuis sa mise en ligne en décembre 2010 et jusqu'au 31 mars 2013, soit 27 mois plus tard, le portail a reçu 45 946 visites d'une durée moyenne de 2,43 minutes.

D'autres outils de sensibilisation ont vu le jour. Partenaire de la première heure de la francisation des milieux de travail, la FTQ a elle aussi développé un portail novateur avec le soutien financier de l'OQLF. Le portail Web www.lanquedutravail.com constitue un premier outil interactif de formation et de référence mis à la disposition des membres des comités de francisation des entreprises et portant sur des questions liées à ce sujet et à l'utilisation du français dans tous les aspects du travail. Initialement conçu pour le secteur de l'aérospatiale, ce portail a enrichi son contenu pour s'étendre au secteur des télécommunications, puis, en 2011-2012, au secteur des plastiques et des composites et, en 2012-2013, à celui de l'automobile.

De même, en novembre 2011, la Société de développement commercial (SDC) Destination centre-ville a lancé le portail Web www.emploiscentre-ville.com, visant à faciliter l'embauche d'étudiants qui parlent français pour occuper des emplois temporaires dans les commerces et restaurants du centre-ville de Montréal. Ce portail, qui compte pour partenaires des institutions universitaires, des associations étudiantes et des associations de commerçants du centre-ville, n'a pas pu prendre son essor au cours de 2012-2013 à cause des événements qui ont secoué le milieu de l'éducation supérieure. Malgré ces contretemps, la seconde phase du portail et sa prise en charge par une organisation spécialisée en emploi sont actuellement en cours de réalisation. Ce portail, toujours en ligne, pourrait s'avérer intéressant si on le publicise adéquatement et qu'on lui laisse le temps de s'implanter auprès de la communauté étudiante et des gens d'affaires.

De son côté, le MICC a élargi sa gamme d'outils afin de faciliter l'apprentissage du français chez les immigrants non francophones, d'abord par son cours de français en ligne (le FEL) de niveau intermédiaire et avancé, offert aux futurs immigrants résidant encore à l'étranger et, depuis 2009, aux immigrants déjà établis au Québec. Le nombre d'inscriptions au FEL ne cesse d'augmenter chaque année, étant passé de 1 661 en 2008-2009 à 5 537 en 2012-2013, soit un total de 20 961 inscriptions pour l'ensemble de la période considérée.

En 2012-2013, 5 537 personnes ont suivi ce cours en ligne, soit 1 290 de plus qu'en 2011-2012. De ce nombre, 2 142 personnes (37 %) l'ont suivi à partir du Québec, près de la moitié d'entre elles (46 %) résidant à Montréal.

Le MICC a également mis au point des cours de français adaptés à différents domaines professionnels tels que la santé, le génie et l'administration, ce qui permet aux nouveaux arrivants d'être mieux préparés aux examens d'admission aux ordres professionnels québécois et d'accéder au marché du travail, qui fait souvent face à une pénurie de personnel spécialisé. Depuis 2010-2011, le nombre de personnes inscrites à ces cours augmente chaque année et a atteint, au 31 mars 2013, un total de 1 269 élèves, dont 467 en 2012-2013. Signalons que depuis quelques mois, ces cours sont aussi accessibles en ligne.

Plusieurs autres outils ont été créés dans la foulée de la Stratégie. En voici des exemples.

Le portail Web consacré à la diffusion d'un lexique français-mandarin de la restauration et de l'alimentation, une initiative de l'Association du commerce et des restaurants chinois du Québec, dont plus de 700 membres sont établis dans la grande région de Montréal.

Un autre portail, créé par Culture Montréal (www.lefrancaisenscene.ca), regroupe à la fois un lexique des arts et de la culture, des outils d'aide à la rédaction et de l'information sur les droits linguistiques. Il répond aux besoins pratiques des artistes, des créateurs, des producteurs et des travailleurs de la culture soucieux de valoriser l'usage et la qualité de la langue française. Actuellement, il contient un lexique sur les arts médiatiques et il sera bientôt enrichi d'autres lexiques portant sur la danse, la musique, le théâtre, etc.

La Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-De Blainville a pour sa part mis en ligne un site (www.francaisenaffaires.com) qui donne accès à des capsules linguistiques adaptées au monde des affaires, à des exemples de documents administratifs et à quelques liens utiles vers des outils de référence linguistiques.

Dans les pages Web www.iadq.qc.ca/centre-linguistique/lexique/, l'Institut d'assurance de dommages du Québec fait la promotion de l'usage d'un français de qualité dans son domaine d'activité. Il offre un glossaire de

quelque 2 000 termes et présente également certaines règles d'usage, des modèles de lettres ainsi qu'une rubrique sur « les erreurs de tous les jours ».

L'Institut des communications graphiques du Québec a mis en ligne un portail consacré au vocabulaire de l'industrie graphique, en particulier celui de la flexographie, du prépresse et de l'impression numérique (www.icgg.qc.ca/dictionnaire/?lang=fr). Plus de 2 000 termes techniques français et anglais y sont répertoriés. On y retrouve aussi les définitions, les synonymes et les variantes orthographiques de ces termes.

Le portail www.desloisirsetdesmots.com/, conçu par le Conseil québécois du loisir, contient dix glossaires touchant différents domaines du loisir. Il est agrémenté de centaines de photos.

Enfin, le Réseau Affaires Plus a mis en ligne le portail www.reseauaffairesplus.com, qui comporte un glossaire de plus de 4 000 termes et expressions utilisés couramment dans le contexte des affaires. Il présente des modèles de lettres commerciales et il offre aussi des fichiers sonores portant sur les bonnes pratiques de la conversation téléphonique. De plus, une capsule linguistique consacrée aux difficultés de la langue française est transmise chaque mois aux membres du réseau.

Toutes ces initiatives témoignent du dynamisme dont font preuve les partenaires de la Stratégie commune et de leur volonté de donner aux gens d'affaires ainsi qu'aux travailleurs et travailleuses les outils nécessaires pour servir le public et travailler en français.

LES MÉCANISMES

Parmi les mécanismes qui ont été mis en place dans le contexte de la Stratégie commune, deux réalisations de 2011-2012 sont à souligner. Elles ont trait respectivement à la francisation des personnes et à la francisation des petites entreprises.

En février 2012, le MICC et le MELS ont annoncé l'**adoption d'un référentiel commun pour l'évaluation des compétences en français et l'enseignement du français aux personnes immigrantes**. Ce référentiel comprend deux instruments :

- une échelle qui définit les niveaux de compétence en français que peuvent atteindre les personnes immigrantes;
- un programme-cadre qui harmonise le contenu des formations en français données aux immigrants adultes par les réseaux des deux ministères.

Cette mise à niveau entre les deux ministères a été suivie de la création d'un guichet Internet permettant l'inscription en ligne aux cours de français offerts au MICC et au MELS.

Pour sa part, l'Office québécois de la langue française, de concert avec le Secrétariat à la politique linguistique et avec les agents de francisation à l'emploi d'associations partenaires de la Stratégie commune, a mis au point à l'automne 2011 le **processus de francisation volontaire des petites entreprises**.

Rappelons que lorsque l'équipe des agents de francisation s'est mise en branle progressivement, à compter de janvier 2011, elle s'est engagée prudemment sur le terrain. L'initiative était inédite et il a fallu faire preuve de créativité. L'équipe a d'abord cherché à travailler en complémentarité des actions gouvernementales. Puis, peu à peu, elle a peaufiné son argumentaire et ses méthodes. Il a fallu de nombreux échanges entre les agents eux-mêmes et des heures de formation avec les responsables de programmes gouvernementaux afin de bien circonscrire l'approche de sensibilisation à adopter face à la question linguistique et de rendre cette approche efficace.

Si les agents ont d'abord misé sur la francisation des personnes, c'est-à-dire sur l'offre de cours de français, c'est parce que ce processus était déjà bien en place au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, à Emploi-Québec ainsi que dans les commissions scolaires de l'île de Montréal. Toutefois, ce moyen de franciser les petites entreprises ne pouvait être l'unique solution. D'abord, la francisation des personnes ne pouvait s'appliquer dans tous les cas, car les entreprises n'ont pas toutes nécessairement besoin de faire apprendre le français à leurs employés. De plus, bien qu'on puisse calculer sans difficulté le nombre de travailleurs en apprentissage du français, la mesure claire de l'effet de la francisation des personnes sur la francisation des petites entreprises demeure, sur cette seule base, difficile à établir.

C'est pourquoi la **francisation volontaire des petites entreprises** est apparue comme une autre façon de mesurer l'effet des efforts de sensibilisation des petites entreprises déployés par les agents de francisation. L'Office québécois de la langue française a collaboré avec les coordonnateurs de la Stratégie commune afin d'adapter aux petites entreprises le processus de francisation qu'il applique aux entreprises de 50 employés ou plus. Il a mis au point les conditions pouvant mener les petites entreprises à recevoir une **attestation de conformité à la Charte de la langue française**. Ce document confirme que les dispositions relatives à l'affichage, à la langue du commerce et des affaires et à la langue du travail sont pleinement respectées.

C'est ainsi qu'a pris forme le processus de francisation volontaire des petites entreprises. À compter de novembre 2011, les agents l'ont ajouté progressivement à leur boîte à outils. À peu près partout dans la grande région de Montréal, des associations, des sociétés de développement commercial et des chambres de commerce locales ont manifesté leur intérêt pour la Stratégie commune et, dans plusieurs cas, y ont prêté main-forte en déployant des ressources auprès de leurs membres ou dans leur territoire. Il en résulte que 16 agents ou agentes de francisation relevant de ces différents partenaires sillonnent maintenant le territoire montréalais afin d'inciter les petites entreprises à se franciser et à tirer parti des divers programmes et services offerts.

3. UNE MOBILISATION CONTINUE

Depuis le début de la Stratégie commune, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain soutient avec dynamisme l'objectif de francisation des petites entreprises. De même, les centrales syndicales demeurent des alliées incontournables de la francisation et elles ont poursuivi avec constance leur travail de sensibilisation auprès des travailleurs et travailleuses. Les commissions scolaires ont aussi répondu aux besoins toujours croissants de formation en français des travailleurs et des immigrants. Le partenariat avec les institutions universitaires s'est également renforcé au cours de la dernière année. Cinq institutions universitaires montréalaises (Concordia, McGill, UQAM, HEC et Université de Montréal) sont maintenant des alliées de la Stratégie commune et mettent en œuvre diverses mesures pour sensibiliser leurs étudiants à l'importance de bien connaître et d'utiliser le français.

En somme, au cours de la dernière année, ils sont près d'une cinquantaine de partenaires à avoir mené des actions concrètes auprès des clientèles particulièrement visées par la francisation. Certains d'entre eux se sont adressés à des clientèles – étudiants universitaires ou futurs membres des ordres professionnels – qui se préparent à jouer un rôle clé dans la société, afin de les inciter à privilégier l'usage du français dans l'espace public.

Ces actions, dont quelques exemples sont donnés ci-dessous, découlent des axes d'intervention privilégiés par la Stratégie commune : la formation et l'accompagnement, la promotion et la sensibilisation.

La formation et l'accompagnement

- Les cours de français en entreprise offerts conjointement par le MICC, Emploi-Québec, la Commission des partenaires du marché du travail et le MELS aux travailleurs immigrants ont gagné en popularité depuis le début de la Stratégie commune à l'automne 2008.
- Près de 550 étudiants non francophones qui fréquentent les institutions universitaires montréalaises ont suivi un cours de français au cours des années 2011-2012 et 2012-2013, ayant bénéficié à cet égard d'un appui, notamment sous forme de bourse, s'inscrivant dans une série d'activités promotionnelles tenues dans leurs établissements respectifs. De même, plus de 460 personnes immigrantes, aspirant pour la plupart à devenir membres d'un ordre professionnel, ont suivi les cours de français adaptés à leur champ de spécialisation offerts par le MICC.
- Depuis la mise en place de l'équipe des agents de francisation jusqu'au 31 mars 2013, sur les 8 044 petites entreprises répertoriées par l'ensemble des agents dans leurs territoire respectifs, 4 450 ont reçu la visite d'un agent et ont été sensibilisées à l'utilisation du français. Plusieurs d'entre elles ont de plus été accompagnées dans une démarche de francisation de leurs travailleurs ou de l'entreprise elle-même.

La promotion et la sensibilisation

- À ce titre, il y a lieu de mentionner la campagne *Ici, on gagne à parler français*, menée à l'automne 2011 par le MICC, avec le soutien du SPL, de l'OQLF et de partenaires associatifs de la Stratégie commune. Plus de 500 commerces établis dans trois quartiers montréalais à forte concentration de communautés culturelles ont reçu la visite d'un représentant à l'occasion de cette campagne de terrain.
- Deux associations représentant essentiellement des gens d'affaires issus de l'immigration se sont jointes à la Stratégie commune en 2012. Ainsi, le Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal et l'Association du commerce et des restaurants chinois du Québec ont poursuivi les efforts amorcés par la campagne *Ici, on gagne à parler français* en réalisant en 2012-2013 des activités de promotion et de sensibilisation visant leurs membres. Ces derniers appartiennent à une douzaine de communautés culturelles différentes et font affaire avec une population multiculturelle estimée, en 2010, à plus de 800 000 personnes dans la grande région de Montréal.
- En diffusant sa campagne *Une marque de respect de la loi*, qui portait sur la francisation des marques de commerce utilisées comme noms d'entreprise, l'OQLF s'adressait surtout aux entreprises, mais il voulait aussi sensibiliser les citoyens à certaines dispositions de la Charte de la langue française et les inciter à s'investir dans la démarche. Objet d'une grande visibilité médiatique, cette campagne visait à contrer la recrudescence de l'affichage des marques de commerce en anglais utilisées comme noms d'entreprise, pratique que l'on observe en particulier dans certains secteurs de Montréal. Selon le post-test réalisé, elle a été très appréciée de la population, avec un taux de satisfaction de 79 % à Montréal et de 74 % pour le reste du Québec.

4. UNE STRATÉGIE GAGNANTE

Le travail sur le terrain, qui consiste à rencontrer une à une les petites entreprises, s'avère jusqu'à présent une stratégie gagnante. Les agents de francisation qui frappent à la porte d'entreprises de leur territoire à titre de représentant de leur association respective ont une approche rassurante qui atténue le caractère délicat de la question linguistique. On leur prête généralement une oreille attentive. Par leur seule présence, ces agents de francisation témoignent également auprès de leurs interlocuteurs de l'adhésion de leur association à la politique linguistique du Québec et sont ainsi perçus comme des conseillers de premier plan. Des dirigeants d'associations ont d'ailleurs confié qu'ils recevaient beaucoup de commentaires favorables de leurs membres au regard du travail des agents et agentes de francisation et de la pertinence de cette nouvelle offre de service qui leur est faite.

La stratégie de proximité, à la fois territoriale et sectorielle, est productive. Elle ouvre non seulement les portes des entreprises mais elle fait aussi tomber des réticences. De plus, la détermination des agents de francisation est palpable. Disposant pour la plupart d'un profil de vendeur, ils savent se rendre convaincants. Unaniment, les partenaires gouvernementaux reconnaissent la valeur ajoutée que ces personnes apportent à leurs propres interventions ainsi que la qualité des résultats obtenus.

L'île de Montréal compte environ 7 698 entreprises employant de 11 à 49 personnes, selon une étude réalisée en 2008²⁹. Précisons que les agents de francisation ne reculent pas devant des commerces qui comptent moins de 11 employés; ainsi, au 31 mars 2012, ils avaient dressé un premier inventaire global de plus de 8 000 petites entreprises à visiter. Travaillant en priorité dans les quartiers les plus sensibles et où l'activité économique est la plus dense, ils repèrent assez facilement les adresses où il paraît nécessaire d'encourager la francisation.

Le défi est grand, mais les résultats atteints à ce jour et l'enthousiasme de l'équipe des agents de francisation, soutenue avec efficacité par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, par les associations participantes et par les représentants gouvernementaux, donnent à penser qu'il peut être relevé avec succès. Il faudra bien sûr du temps, mais le mouvement de fond est créé. L'effet d'entraînement se fait déjà sentir et, au 31 mars 2013, 354 entreprises avaient reçu leur attestation de conformité à la Charte de la langue française et 370 autres avaient entrepris les démarches pour obtenir cette attestation.

Adopter une **stratégie de proximité** pour atteindre ces petites entreprises, au moyen de rencontres individuelles réalisées par l'intermédiaire d'associations territoriales ou sectorielles, voilà une deuxième piste qui, à ce jour, s'avère rentable. Les résultats au 31 mars 2013 le démontrent.

Nous tenons enfin à souligner une initiative exemplaire prise par Culture Montréal, partenaire signataire du plan quinquennal. Cette action illustre la force du partenariat lorsqu'il s'agit de relayer un message et de susciter des comportements particuliers, en l'occurrence celui de faire du français l'affaire de tous. Culture Montréal a en effet choisi d'exprimer clairement son engagement en faveur du français en publiant, le 16 juin 2011, une déclaration à l'intention première de ses membres, qui se retrouve à l'annexe 4 du présent rapport. Voilà un exemple à suivre.

²⁹ Pierre BOUCHARD, *Les entreprises de 11 à 49 employés. Portrait de leur situation linguistique*, Office québécois de la langue française, août 2008, 53 pages.

2 ÉVALUATION DES RÉSULTATS ET PROPOSITION DE PISTES DE RÉFLEXION

Au terme de la Stratégie commune pour Montréal 2008-2013, il convient de faire le point sur les résultats obtenus et de proposer des pistes de réflexion susceptibles de guider les actions à poser dans l'avenir en ce qui a trait à la francisation des petites entreprises et des petits commerces, objet principal de la Stratégie. Cette francisation passe bien sûr par la connaissance du français par les employés, souvent des non-francophones dans ce type d'entreprise, mais aussi par la francisation de toutes les sphères d'activité de ces établissements. Rappelons, une fois de plus, que la francisation des organisations de moins de 50 employés est une pièce maîtresse de l'amélioration de la place du français dans les milieux de travail comme dans l'espace public au Québec, particulièrement dans la région de Montréal.

Nous aborderons donc l'évaluation des résultats et la proposition de pistes de réflexion en fonction du regroupement³⁰ des 43 mesures de la Stratégie commune dans trois grandes catégories, à savoir :

- Les mesures relatives à la promotion de la langue française et à la sensibilisation, qui sont au nombre de 19;
- Les mesures relatives à l'accompagnement et au soutien, qui sont au nombre de 16;
- Les mesures relatives à l'offre de cours de français tant au Québec qu'à l'étranger, qui sont au nombre de 10.

A- Les activités de promotion et de sensibilisation

Tout au long de la démarche, les partenaires de la Stratégie commune ont réalisé 19 mesures visant la promotion de la langue française et la sensibilisation à l'importance de son usage. Ainsi :

- L'Office québécois de la langue française (OQLF) a réalisé seul 8 mesures de promotion et de sensibilisation. Il a aussi contribué indirectement à ce volet par son Programme de soutien aux associations pour la promotion du français dans les petites entreprises (mesure 3), qui a entraîné le financement d'activités réalisées par divers partenaires non gouvernementaux. À titre d'exemple, c'est grâce à l'aide financière de ce programme que l'organisme Impératif français a réalisé plusieurs campagnes de sensibilisation à l'usage du français en Outaouais et dans la région de Montréal, dont la campagne *Moi, je parle français*, reprise au printemps 2013.
- Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), quant à lui, a réalisé seul 3 mesures de promotion du français destinées prioritairement à la population immigrante. De plus, la mesure 1 a permis de financer des démarches de promotion auprès de certains partenaires du MICC associés à des réseaux syndicaux ou à des réseaux d'affaires sectoriels, ce qui a eu un effet multiplicateur et augmenté le nombre d'intervenants.
- Le Secrétariat à la politique linguistique (SPL) a pour sa part mis en œuvre 6 mesures de sensibilisation. Dès le départ, en octobre 2008, le SPL a diffusé, pour 1 300 000 \$, une importante campagne intitulée *La langue française, notre fierté, notre affaire à tous*, qui a malheureusement eu peu d'impacts durables. Le SPL n'a par la suite réalisé aucune autre campagne d'envergure portant sur la fierté de parler français, préférant soutenir des campagnes plus ciblées.
- Enfin, une mesure de promotion et de sensibilisation a été réalisée conjointement par l'OQLF et le SPL et une autre a résulté du travail de l'OQLF, du SPL et du MICC.
- Pour sa part, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) a réalisé auprès de l'ensemble des propriétaires d'entreprises et de commerces plusieurs campagnes de promotion et de sensibilisation concernant la langue de travail. Ces différentes campagnes avaient pour but de faire connaître aux entreprises et commerces le portail Web www.carrefourfrancisation.com et ses principales composantes, de même que l'ensemble des cours de français offerts à leur personnel (voir mesures 26 et 31). Le coût de ces campagnes s'est chiffré à 60 000 \$.

Il est difficile d'établir un coût pour l'ensemble de ces mesures puisque certaines d'entre elles, telles les mesures 1 et 3, sont également associées à l'accompagnement et au soutien.

³⁰ Il est à noter que certaines mesures peuvent se retrouver dans plus d'une catégorie.

Si certaines des campagnes de sensibilisation et de promotion ciblées ont pu entraîner des résultats mesurables (nombre de nouvelles inscriptions à des cours de français ou augmentation du recours à certains programmes gouvernementaux de soutien de la francisation, par exemple), il est par ailleurs beaucoup plus difficile d'évaluer les résultats réels des campagnes grand public. En effet, les seules mesures obtenues à ce jour pour ce type de campagnes sont des post-tests qui renseignent sur la visibilité qu'a eue la campagne, mais qui ne permettent pas d'en évaluer les retombées sur les comportements réels des citoyens.

Quelques pistes de réflexion

Malgré les impacts relativement modestes des campagnes de sensibilisation et de promotion, elles demeurent cependant **nécessaires**. Comme le Québec accueille environ 50 000 nouveaux arrivants annuellement, il faut maintenir toutes les stratégies de communication afin de s'assurer que les non-francophones puissent connaître toute l'offre de service du gouvernement du Québec en matière de francisation des immigrants, travailleurs ou non. À cet égard, et compte tenu des coûts peu élevés qu'elle implique, il conviendrait sans doute de **répéter au moins chaque année la mesure 20**, à savoir l'envoi par un ou des ministres d'une lettre adressée aux propriétaires de petits commerces et entreprises pour leur rappeler leurs droits, mais également leurs obligations en matière d'usage du français. Le taux de roulement important parmi les propriétaires de tels établissements justifie d'autant une telle action.

Par ailleurs, sans pour autant négliger les interventions auprès des entreprises et des non-francophones, il conviendrait particulièrement de mettre l'accent sur les communications **avec l'ensemble des citoyens et particulièrement avec les Québécois francophones**, qui ont un rôle essentiel à jouer pour la pérennité du français au Québec.

En effet, si les Québécois francophones n'agissent pas avec détermination pour faire respecter leurs droits de travailler et d'être accueillis et servis en français dans les commerces et les entreprises, les gains en francisation seront bien moindres. L'engagement de chacun des francophones à l'égard de l'usage du français comme langue du travail et du commerce au Québec est la base essentielle sur laquelle viennent s'appuyer les interventions visant à augmenter la francisation des entreprises et des individus. Il ne faut **donc pas concentrer tous les efforts sur la seule francisation des non-francophones**.

Compte tenu de l'importance des coûts des campagnes grand public réalisées particulièrement par les organismes publics, il conviendrait sans doute, avant d'en entreprendre de nouvelles, de **s'assurer de pouvoir en mesurer les impacts réels** sur les citoyens, à l'aide d'indicateurs. Il est aussi possible qu'il soit plus efficient d'offrir plutôt un soutien financier à la réalisation de campagnes orchestrées par des organismes non gouvernementaux, comme les associations syndicales, les regroupements de gens d'affaires ou encore les organismes sans but lucratif comme Impératif français.

Enfin, la **concertation** dans la réalisation des campagnes de sensibilisation et de promotion est hautement souhaitable car elle en augmenterait la force de frappe. En coordonnant les activités des divers intervenants, en s'assurant de leur concordance, de leur complémentarité, de leur fréquence, et surtout en misant sur l'expertise complémentaire de divers partenaires, on pourrait réussir à concevoir des campagnes plus efficaces et probablement moins coûteuses. Il serait fort pertinent qu'en matière de promotion de l'usage du français, les principaux intervenants **se donnent un plan d'action stratégique** d'une durée de 3 à 5 ans, l'essentiel étant de mettre notre langue en valeur, de façon régulière et coordonnée auprès de 3 groupes cibles : les propriétaires d'entreprises et de commerces, les travailleurs et l'ensemble des citoyens.

B- Les activités d'accompagnement et de soutien

L'accompagnement et le soutien des propriétaires de petits commerces et entreprises étaient au cœur de la démarche de la Stratégie commune. Il s'agissait de définir des moyens pour les aider à franciser leurs entreprises et de les leur faire connaître. La création du portail www.carrefourfrancisation.com et la mise sur pied, en complément, de l'équipe d'agents de francisation, sont deux exemples d'outils ou de moyens d'accompagnement auxquels la Stratégie commune a donné naissance.

Le portail www.carrefourfrancisation.com, depuis longtemps réclamé par les milieux d'affaires, est un site Web qui regroupe toute l'information reliée à l'offre de service gouvernementale pour la francisation des entreprises et des travailleurs, aux droits et obligations des unes et des autres et au soutien offert, de nature financière ou autre. Auparavant, pour trouver l'ensemble de cette information, il fallait faire des recherches tant auprès du MICC, de l'OQLF et d'Emploi-Québec que des commissions scolaires de l'île de Montréal. Autant dire que ces recherches étaient très complexes, et la vue d'ensemble, difficile à cerner correctement.

La création de l'équipe d'agents de francisation, associée au portail, a permis de donner aux petites entreprises et aux petits commerces un accès personnalisé à l'information disponible. Ces agents de francisation ont été engagés spécialement pour sensibiliser les propriétaires de ces entreprises et commerces à leurs obligations en matière d'usage du français et pour les accompagner dans leurs démarches de francisation. Travaillant pour des organismes du secteur privé (chambres de commerce locales, associations sectorielles, organismes communautaires) situés à proximité de ces entreprises, et donc connus d'elles, les agents de francisation ont un accès plus facile aux dirigeants des établissements ciblés, lesquels se montrent beaucoup plus réceptifs au message relatif à la francisation car il vient d'un des leurs. L'augmentation du nombre de travailleurs qui ont suivi des cours de français récemment (voir les mesures 5 et 8b) et le nombre d'attestations de francisation

volontaire émises en peu de temps (voir la mesure 36) démontrent hors de tout doute la contribution majeure de cette équipe au dossier de la francisation des petites entreprises.

Le MICC et l'OQLF ont également réalisé des activités d'accompagnement et de soutien (voir mesures 1 et 3) qui ont permis d'atteindre encore plus d'entreprises et de travailleurs. En accordant des subventions à des organismes qui ont des réseaux, tels l'Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec, les comités sectoriels ou les différents syndicats, ils ont créé un effet multiplicateur quant au nombre de partenaires engagés dans le dossier de la francisation des entreprises.

Quelques pistes de réflexion

L'un des acquis les plus précieux de la Stratégie commune est sans contredit **l'engagement volontaire dans un processus de francisation adapté** d'un nombre grandissant de petits commerces et entreprises, alors qu'ils n'y sont pas contraints par la Charte de la langue française. Ce résultat est directement attribuable à l'action sur le terrain des agents de francisation.

L'outil ayant fait ses preuves, il apparaît donc important de **maintenir en place et de développer** dans la grande région de Montréal **l'équipe d'agents de francisation** actuelle. Formée de personnes issues de divers secteurs économiques, elles-mêmes attachées à un territoire particulier et relevant d'un organisme du secteur privé, une telle équipe doit continuer d'agir sous la coordination d'un organisme supraterritorial issu du milieu. Il serait tout aussi intéressant et pertinent d'implanter des équipes de ce type dans d'autres régions du Québec où la francisation des entreprises représente un défi, comme la région de l'Outaouais.

Il apparaît tout aussi **important de poursuivre** les efforts de **vulgarisation et de diffusion adaptée** des informations relatives à la francisation qui se sont concrétisés dans les divers portails Web mis en ligne, dont le portail www.carrefourfrancisation.com. Il faut s'assurer d'être en mesure de maintenir à jour l'information qui y est diffusée afin que l'outil conserve sa qualité et son utilité.

Par ailleurs, comme ils ont permis de soutenir des actions sur le terrain efficaces réalisées par des organismes sectoriels, des associations de gens d'affaires, des associations syndicales et des organismes communautaires, **les programmes de subvention des organismes gouvernementaux** pour la réalisation de mesures d'accompagnement et de soutien, particulièrement ceux de l'OQLF, du SPL et du MICC, **méritent d'être maintenus**. De plus, il est pertinent de conserver des structures d'accompagnement en matière de francisation et d'en confier la responsabilité à des organismes territoriaux ou sectoriels qui permettent l'adaptation des approches aux caractéristiques des divers secteurs d'activité.

Enfin, puisque les difficultés à se faire servir en français se manifestent souvent dans les petits commerces de moins de 26 employés, il est **important de conserver des mesures incitatives de nature financière** qui encouragent ces établissements à entreprendre des démarches de francisation, tout en assouplissant à leur endroit certaines règles d'adhésion aux programmes existants parfois mal adaptées à leur réalité.

C- Les cours de français

Les gains en francisation auprès des immigrants non francophones s'avèrent aussi significatifs, comme en témoigne l'engouement croissant de ces personnes pour les différentes formules de cours de français qui leur sont offertes (FEL, français spécialisé, cours en milieu de travail, autoformation, cours magistral). L'harmonisation des programmes d'apprentissage du français et des outils d'évaluation de la compétence linguistique ainsi que la mise en place d'un guichet central d'inscription aux formations donnés par le MICC ou le MELS ne peuvent que faciliter la fréquentation de ces cours, destinés tant aux candidats à l'immigration qu'aux immigrants qui résident déjà au Québec.

Par ailleurs, un nombre de plus en plus important de travailleurs suivent des cours de français, grâce notamment aux programmes d'Emploi-Québec et du MICC et à la collaboration qui s'est nouée récemment entre les commissions scolaires, les agents de francisation et les intervenants du MICC, d'Emploi-Québec et de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. **Les diverses formules qui permettent l'apprentissage du français par les travailleurs** (sur les lieux de travail, dans des salles de classe, en autoformation ou en ligne) suscitant de plus en plus d'inscriptions, il importe de les maintenir en les améliorant de façon continue et de poursuivre les efforts afin d'atteindre le plus grand nombre de travailleurs. À cet effet, il faut notamment concevoir des programmes qui présentent des conditions d'admissibilité souples permettant d'augmenter le bassin potentiel de travailleurs et de propriétaires d'entreprises.

Enfin, parce que certaines formules d'apprentissage du français se sont révélées moins performantes, il conviendrait de les revoir afin d'en améliorer l'efficacité. Ainsi, la formule de cours en milieu de travail à raison de quatre heures par semaine ne donne pas toujours les résultats attendus, ce qui peut occasionner des abandons. De plus, les lieux de travail ont parfois des contraintes qui rendent difficile la tenue d'activités de formation.

Quelques pistes de réflexion

L'apprentissage du français peut se révéler une tâche ardue lorsqu'une personne qui vient d'arriver au Québec doit à la fois s'installer et s'intégrer au marché du travail. Il est donc essentiel que l'apprentissage du français pour les personnes qui travaillent soit amélioré et facilité, entre autres, par le recours à une pédagogie et à des programmes d'activité qui permettent une progression intéressante.

À cet égard, il serait pertinent de mettre sur pied un groupe de travail composé d'intervenants du MICC, d'EQ, des commissions scolaires et des agents de francisation, qui aurait comme mandat de **revoir la formule de cours de français en milieu de travail** sous tous ses angles :

- revoir la formule classique de cours de 4 heures par semaine en y ajoutant une approche pédagogique plus dynamique;
- revoir les exigences quant aux conditions ambiantes, pour que les professeurs puissent donner leurs cours dans un environnement adéquat;
- analyser la faisabilité d'introduire la formule de francisation en ligne (FEL) aux cours de français disponibles en milieu de travail;
- concevoir un programme commun et une stratégie d'information et de sensibilisation qui convaincra les propriétaires de tous les avantages qu'ils retirent de la francisation de leur entreprise.

Par ailleurs, **la francisation des candidats à l'immigration avant leur arrivée au Québec** est une solution intéressante qui permet à l'immigrant éventuel d'arriver au Québec avec une certaine connaissance du français, ce qui le soulage de l'urgence d'apprendre la langue tout en facilitant sa recherche d'un emploi et son installation dans sa nouvelle vie. À cet égard, il est fort pertinent de maintenir tous les efforts pour sensibiliser les candidats à l'immigration à l'importance de connaître le français et ce, avant même leur départ. Il est tout aussi important de maintenir, sinon d'accentuer tous les moyens mis sur pied pour permettre aux candidats à l'immigration d'apprendre le français avant leur arrivée au Québec.

Enfin, il est très important de **maintenir les efforts entrepris par le MICC et le MELS pour harmoniser leurs façons de faire et leurs programmes**. Le maintien d'un guichet central d'information et d'inscription consacré aux différentes formules de cours disponibles est souhaitable. Moins il y a d'obstacles aux démarches, plus les personnes seront portées à amorcer ou à poursuivre leur apprentissage de la langue française.

3 CONCLUSION

La Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 a tenu ses promesses. Elle porte surtout très bien son nom, *Le français, notre affaire à tous*, si l'on en juge par la mobilisation et l'engagement des nombreux partenaires qu'elle a réunis.

Depuis 2008, beaucoup de travail a été accompli sur le terrain, notamment par les diverses associations de gens d'affaires de même que par les partenaires syndicaux, éducatifs, culturels et socioéconomiques. Ces efforts n'effacent toutefois pas le fait qu'il reste encore beaucoup de progrès à réaliser. Le mouvement mis en branle avec espoir et détermination ne pourra produire tous ses fruits que s'il s'élargit et devient une préoccupation constante, au quotidien, de tous et toutes, individus, entreprises et administrations publiques.

Dans le contexte nord-américain, toutes les composantes de la société québécoise ont une responsabilité dans la promotion de la langue officielle du Québec. C'est donc dire que les élus, le gouvernement, les organismes publics, les citoyens et citoyennes, les travailleurs et travailleuses, les gens d'affaires, les associations, les syndicats, les entreprises, les milieux culturels, les universités et autres établissements d'enseignement, les médias, les ordres professionnels et les municipalités partagent, ensemble, la responsabilité d'agir pour assurer la vitalité et l'avenir de la langue française au Québec.

La Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 constitue une illustration concrète de cette mobilisation en faveur du français. Tout au long de la démarche, de nouveaux partenaires se sont joints à la Stratégie et ont entrepris d'améliorer la situation du français dans leur secteur d'activité. Cinq institutions universitaires situées à Montréal, la Chambre de commerce et d'industrie de Laval et celle de la Rive-Sud, le Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal, l'Association du commerce et des restaurants chinois du Québec et l'Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec se sont ainsi engagés à renforcer la visibilité de la langue française au Québec. Au total, près de 50 partenaires publics et privés ont contribué à la réalisation des 43 mesures de la Stratégie commune.

On peut s'interroger sur la nécessité de poursuivre la Stratégie commune, qui vient à son terme en 2013, mais la pertinence des actions concertées des milieux gouvernementaux et non gouvernementaux en vue de ces objectifs communs n'est plus à démontrer. Les interventions importantes et efficaces des gens d'affaires et des associations à l'égard de la promotion et du soutien de la francisation des milieux de travail et des commerces ont aussi largement fait leurs preuves. Une mobilisation de cette envergure est un exemple à suivre qui pourrait porter ses fruits partout où le statut du français comme langue du travail et du commerce est remise en question.

Au terme de la Stratégie commune pour Montréal 2008-2013, il est essentiel de maintenir une forme de concertation entre les différents acteurs socioéconomiques en matière de francisation et surtout, il est primordial de ne pas perdre les gains que la Stratégie commune a permis de faire.

ANNEXE 1

Les signataires de la Stratégie commune

Les 34 signataires de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 sont :

Les coprésidents du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques

Jean Charest

Premier ministre du Québec

Isabelle Hudon

Présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Les vice-présidents du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques

Raymond Bachand

Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation,
ministre du Tourisme et ministre responsable de la région de Montréal

Christine St-Pierre

Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Les ministres

Marguerite Blais

Ministre responsable des Aînés

Yolande James

Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

Monique Jérôme-Forget

Ministre des Finances, ministre responsable de l'Administration gouvernementale,
ministre des Services gouvernementaux et présidente du Conseil du trésor

Sam Hamad

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

David Whissel

Ministre du Travail et ministre responsable des régions de Lanaudière et des Laurentides

Les représentants des gens d'affaires

Daniel Audet

Premier vice-président du Conseil du patronat du Québec

Michael Banks

Président de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal

Andrée Bélanger

Directrice générale de la Chambre de commerce de l'Ouest-de-l'Île de Montréal

Pierre Bellerose

Vice-président, Relations publiques, recherche et développement du produit de Tourisme Montréal

Gordon Bernstein

Président du conseil de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent

Guy Hébert

Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent

Hans Janiak

Président de la Chambre de commerce gaie du Québec

Francine Labelle

Directrice de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Est de Montréal

Gaston Lafleur

Président-directeur général du Conseil québécois du commerce de détail

Daniel L'Africain

Président de la Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal

Jean Lefebvre

Vice-président aux affaires gouvernementales du Conseil des chaînes de restaurants du Québec

François Meunier

Vice-président aux affaires publiques de l'Association des restaurateurs du Québec

Frédéric Michel

Président de la Jeune Chambre de commerce de Montréal

Sylvain Morissette

Président-directeur général de l'Association des agences de publicité du Québec

André Poulin

Directeur général de Destination centre-ville

Simon Prévost
Vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Nelson Théberge
Président de l'Association des hôteliers du Québec

Jean-Luc Trahan
Président-directeur général des Manufacturiers et exportateurs du Québec

Helen Tyros
Présidente de la Chambre de commerce hellénique du Montréal métropolitain

Danielle Virone
Directrice générale de la Chambre de commerce italienne

Les représentants des partenaires socioéconomiques

Michel Arsenault
Président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Claudette Carbonneau
Présidente de la Confédération des syndicats nationaux

Diane De Courcy
Présidente de la Commission scolaire de Montréal

André Leclerc
Membre du conseil d'administration de Culture Montréal

René Roy
Secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

ANNEXE 2

Les mesures de la Stratégie commune (plan initial et nouvelles mesures)

Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013

Tableau sommaire de l'état de la mise en œuvre au 31 mars 2013

MESURES INITIALES		RÉALISÉES	EN CONTINU	ABANDONNÉES
1.	Conclure de nouvelles ententes pour la francisation dans le cadre du programme de francisation des milieux de travail (MICC) : ententes conclues ou à conclure avec la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du textile du Québec, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, la Confédération des syndicats nationaux, le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des plastiques et des composites et Emploi-Québec.		◆	
2.	Mettre en œuvre un nouveau programme de soutien à la promotion des programmes gouvernementaux par les associations issues de communautés culturelles (MICC).			◆
3.	Favoriser la francisation des milieux de travail par : <ul style="list-style-type: none"> le nouveau Programme de soutien aux associations pour la promotion du français dans les petites entreprises (OQLF); le nouveau Programme des associations partenaires pour la francisation des petites entreprises (OQLF); le nouveau Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications (OQLF); la poursuite de l'aide financière aux centrales syndicales pour la francisation (OQLF). 		◆	
4.	Élaborer un programme de mentorat avec l'Association des retraités de l'enseignement du Québec pour la formation en français dans les entreprises (MFA).			◆
5.	Développer rapidement une offre diversifiée des modes et des lieux de formation en français afin de mieux répondre aux besoins des petites entreprises (MICC, CPMT, MELS, EQ). Par exemple : formations regroupées sur les artères commerciales et dans les centres commerciaux.		◆	
6.	Mettre en œuvre le cours de français en ligne pour les immigrants à l'étranger et au Québec (MICC).		◆	
7.	Concevoir de nouveaux cours de français spécialisés dans certains domaines : sciences infirmières, santé, génie, administration, etc. (MICC).		◆	
8a.	Faire mieux connaître et tirer davantage parti, du Programme de développement des compétences en entreprise et du Programme de l'intervention régionale 2008-2009 (CPMT);		◆	
8b.	Faire mieux connaître et tirer davantage parti, des cours de français en milieu de travail (MICC)		◆	
8c.	Faire mieux connaître et tirer davantage parti, du crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail (RQ, MICC)		◆	
9.	Faciliter et soutenir l'apprentissage du français, avant même leur arrivée, des immigrants sélectionnés par le Québec (MICC).		◆	
10.	Élargir le réseau de partenaires à l'étranger pour offrir davantage de cours de français avant l'arrivée au Québec (MICC).		◆	
11.	Effectuer une enquête pour connaître les besoins spécifiques des clientèles immigrantes qui utilisent peu les services de francisation (MICC).	◆		
12.	Démarrer rapidement l'offre de cours de français de niveau avancé pour les personnes immigrantes (MICC).		◆	
13.	Ajouter un nouvel outil d'évaluation de la connaissance du français (MICC).		◆	
14a.	Favoriser une meilleure intégration au marché du travail par le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (MESS).		◆	
14b.	Favoriser une meilleure intégration au marché du travail par la mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individus et volet entreprises) (EQ).		◆	
15.	Élaborer un programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage (MICC, EQ, OQLF).			◆

MESURES INITIALES		RÉALISÉES	EN CONTINU	ABANDONNÉES
16.	Établir de nouveaux Mérites du français pour les petites entreprises (OQLF).	◆		
17.	Ajouter de nouvelles activités dans les petites entreprises dans le cadre de la Francofête (OQLF).	◆		
18.	Instaurer un sceau de qualité pour l'accueil en français dans les commerces et entreprises (par exemple, un autocollant à placer dans la vitrine) (OQLF).	◆		
19.	Renforcer la fierté d'utiliser le français par une vaste campagne gouvernementale de promotion (SCG, SPL).	◆		
20.	Envoyer une communication écrite officielle du gouvernement aux chefs d'entreprises de 11 à 49 employés (SPL, OQLF, MDEIE).	◆		
21.	Tenir une campagne de promotion « Faire des affaires en français » (OQLF).	◆		
22.	Conduire des actions de sensibilisation et d'information ciblées pour l'accueil et les services en français dans les commerces (OQLF).	◆		
23.	Mieux faire connaître auprès des travailleurs et de leurs employeurs les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours, dont la médiation, afin d'assurer le respect de ces dispositions (OQLF, MTRAV, partenaires socioéconomiques).	◆		
24.	Effectuer une promotion active des cours de français et de leur importance pour une intégration réussie (MICC).		◆	
25.	Mener une campagne en français et en d'autres langues pour mieux faire connaître l'ensemble des programmes gouvernementaux touchant la francisation et pour rejoindre toutes les clientèles potentielles (ministères concernés).	◆		
26.	Travailler avec tous les partenaires, y compris ceux du milieu de l'éducation, pour la création d'ici la fin de 2009 d'un guichet unique (service sur mesure) de l'offre gouvernementale en francisation (formation, nouvelles technologies, processus de francisation, programmes, etc.) pour accompagner et soutenir les entreprises (SPL, OQLF, MICC, MELS, EQ, MESS, SQ).	◆		
27a.	Améliorer l'actuel portail gouvernemental (SQ).	◆		
27b.	Améliorer l'accès des entreprises aux services d'Emploi-Québec dans la région de Montréal (EQ).		◆	
27c.	Améliorer l'harmonisation de l'offre de service en francisation (MICC, MELS, EQ).		◆	
28.	Mettre sur pied un secrétariat pour le Comité directeur des orientations et pour le Comité de suivi des activités (SPL).	◆		
29.	Mettre sur pied un Comité directeur des orientations (SPL).	◆		
30.	Mettre sur pied un Comité de suivi des activités (SPL).	◆		
NOUVELLES MESURES		RÉALISÉES	EN CONTINU	ABANDONNÉES
31.	Mise sur pied d'une équipe d'agents de francisation pour rencontrer les petites entreprises montréalaises et les sensibiliser à l'importance d'utiliser le français au travail et dans le service à la clientèle (SPL, OQLF, CCMM et associations partenaires).		◆	
32.	Sensibilisation des étudiants universitaires à l'importance du français au Québec et promotion de la francisation auprès des étudiants hors Québec qui viennent étudier à Montréal et, parfois même, qui occupent un emploi temporaire dans un commerce ou une entreprise avoisinant l'université (SPL, universités partenaires et SDC Destination centre-ville).		◆	

MESURES INITIALES		RÉALISÉES	EN CONTINU	ABANDONNÉES
33.	Campagne interministérielle visant à promouvoir l'utilisation du français dans les petits commerces de milieux d'affaires multiculturels de Montréal (SPL, OQLF, MICC et associations partenaires).		◆	
34.	Partenariat avec le Château Laurier de Québec, à l'origine du label « francoresponsable », dont il est propriétaire, en vue d'étendre le concept à l'échelle du Québec, dans une perspective non gouvernementale (SPL et Château Laurier).		◆	
35.	Distribution auprès des étudiants étrangers, des immigrants inscrits à des cours de français ainsi que des élèves et enseignants de deux commissions scolaires de Montréal, de la brochure <i>La langue française au Québec : 400 ans : quelques repères</i> (SPL).	◆		
36	Instauration d'un processus de francisation volontaire des petites entreprises de moins de 50 employés, de concert avec l'OQLF, sous la coordination du SPL et avec la collaboration de l'équipe des agents de francisation (SPL, OQLF et associations partenaires).		◆	
37.	Campagne promotionnelle sur l'affichage des marques de commerce comme noms d'entreprise (OQLF).	◆		
38.	Activités visant à souligner le 35 ^e anniversaire de la Charte de la langue française (SPL).	◆		

Légende :

AREQ	Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec
CCMM	Chambre de commerce du Montréal métropolitain
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail
EQ	Emploi-Québec
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MFA	Ministère de la Famille et des Aînés
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MTRAV	Ministère du Travail
OQLF	Office québécois de la langue française
RQ	Revenu Québec
SCG	Secrétariat à la communication gouvernementale
SDC	Société de développement commercial
SPL	Secrétariat à la politique linguistique
SQ	Services Québec

ANNEXE 3

Les membres du Comité directeur des orientations

Le président

Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Les ministres

Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française

Raymond Bachand, ministre des Finances, ministre du Revenu et ministre responsable de la région de Montréal

Kathleen Weil, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

Les autres membres

Michael Banks, directeur commercial, Auberge Bonaparte

Pierre Bellerose, vice-président de Tourisme Montréal

Hélène Bergeron, directrice générale de la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud

Daniel Boyer, secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Daniel Charbonneau, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal

Danielle Chayer, vice-présidente et directrice générale de l'Association des hôteliers du Québec

Norman Chenail, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent

Diane De Courey, présidente de la Commission scolaire de Montréal

Marie-Éva de Villers, directrice de la qualité de la communication à HEC Montréal

Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat du Québec

Olivier Dyens, vice-recteur adjoint aux études à l'Université Concordia

Isabelle Foisy, directrice générale de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal

José Jacome, directeur général des Manufacturiers et exportateurs du Québec

Mustapha Kachani, directeur général du Centre d'Intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île

Gaston Lafleur, président du Conseil québécois du commerce de détail

Mario Lafrance, directeur général de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal

André Leclerc, membre du conseil de Culture Montréal

Jean Lefebvre, vice-président aux affaires gouvernementales du Conseil des chaînes de restaurants du Québec

François Meunier, vice-président aux affaires publiques de l'Association des restaurateurs du Québec

Dolores Otero, directrice du Centre des services d'accueil et de soutien socioéconomique de l'Université du Québec à Montréal

André Poulin, directeur général de Destination centre-ville

Chantal Provost, directrice générale de la Chambre de commerce et d'industrie de Laval

Bruno Ricciardi-Rigault, président du conseil de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent

Louis Roy, président de la Confédération des syndicats nationaux (représenté par M. Michel Forget)

Cynthia Sanlian, présidente de la Jeune Chambre de commerce de Montréal

Marc-Antoine Saumier, président de la Chambre de commerce gaie du Québec

George Tsitouras, président de la Chambre de commerce hellénique du Montréal métropolitain

Dominique Villeneuve, présidente-directrice générale par intérim de l'Association des agences de publicité du Québec

Danielle Virone, directrice générale de la Chambre de commerce italienne

ANNEXE 4

Déclaration de principes sur la langue française

Adoptée à Montréal, le 16 juin 2011 par les membres du conseil d'administration de Culture Montréal

Montréal, une métropole francophone, plurielle et internationale

Plus que jamais, le destin de Montréal comme métropole du Québec et comme ville internationale différenciée, prospère et influente passe par la promotion active et l'affirmation renouvelée de la langue française comme langue commune au cœur de la vie publique et comme patrimoine commun à protéger et à développer.

Montréal doit relever le défi constant, stimulant et enrichissant d'accueillir et d'intégrer en français de nouveaux citoyens arrivant de toutes les régions du globe, ceci dans le respect des droits linguistiques de ses citoyens anglophones, droits qui sont reconnus dans la Charte de la langue française adoptée en 1977.

Ce défi est d'autant plus crucial que Montréal, à l'instar d'autres grandes villes du monde, vit des réalités linguistiques de plus en plus complexes qui affectent l'usage du français comme langue commune. En effet, alors que plus d'une centaine de langues sont parlées dans les rues et dans l'espace privé, la langue anglaise occupe, elle, une part sans cesse grandissante de l'espace privé et public, parce que portée par les puissants vecteurs d'uniformisation linguistique que sont les échanges économiques et la culture commerciale mondialisés.

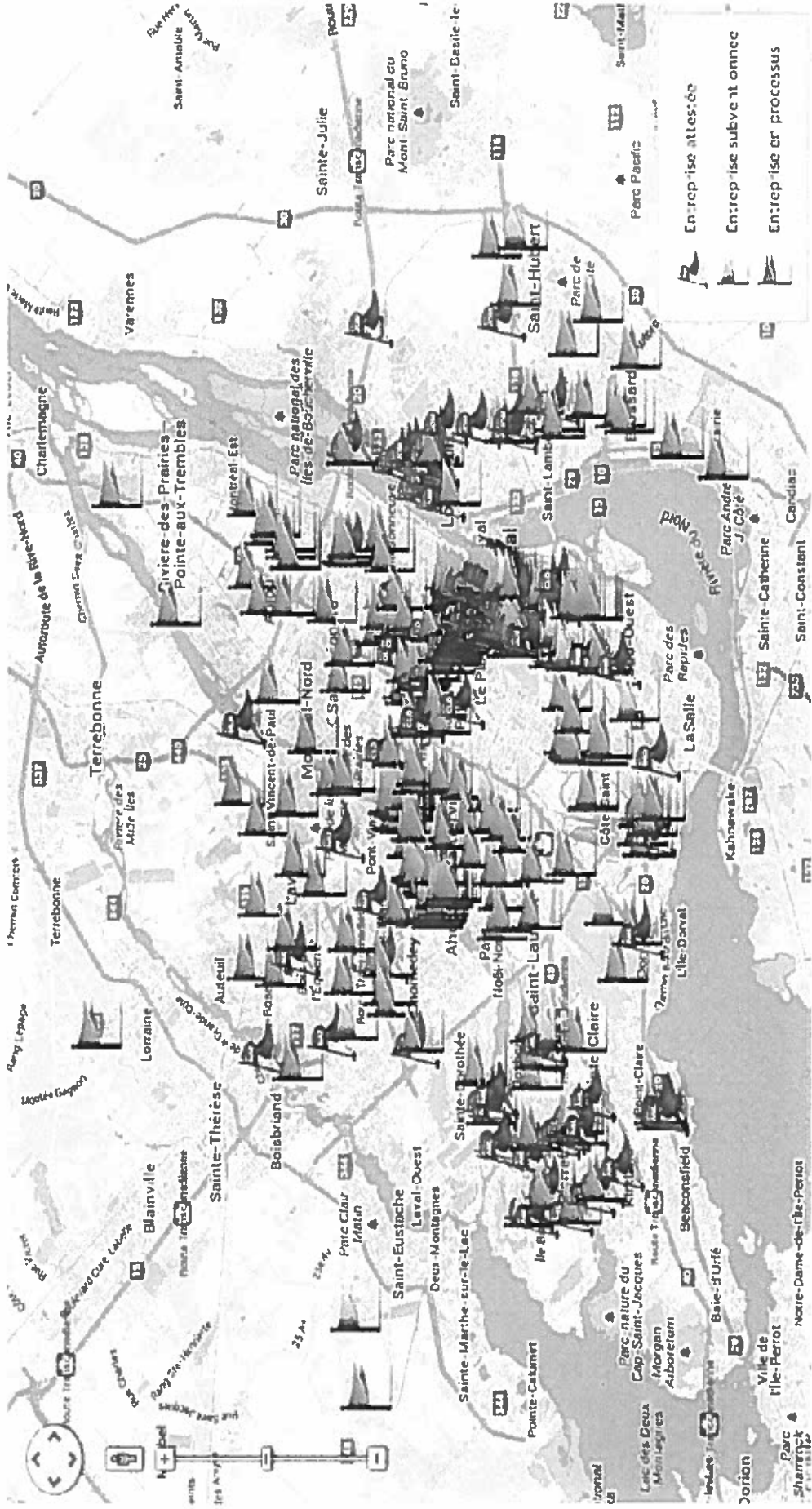
Par conséquent, nous réaffirmons l'importance de renforcer le français comme langue commune au cœur de toutes les dimensions de la vie publique, ceci tout en protégeant les droits linguistiques et culturels des nations autochtones et de la communauté minoritaire anglophone, ainsi que la diversité des expressions culturelles au sein de la métropole; car Montréal doit continuer d'être une ville ouverte, cosmopolite, polyglotte, diversifiée et plurielle qui rayonne dans tous les domaines à l'échelle nationale, continentale et internationale.

Les arts, la littérature, la culture et le patrimoine sont des transmetteurs de la langue française et des moteurs de son actualisation, de son développement, de son expression et de son partage par les citoyens de toutes origines et conditions qui vivent dans la Cité. Culture Montréal s'engage donc à promouvoir l'usage du français au sein même des organismes artistiques et culturels de la métropole tout en mettant en lumière l'importance de la formation, de la création, de la diffusion et de la participation culturelles comme conditions de l'épanouissement du français.

ANNEXE 5

Carte de la francisation

Localisation des entreprises ayant obtenu leur attestation de conformité à la Charte de la langue française ou entrepris le processus de francisation volontaire



ANNEXE 5

STRATÉGIE COMMUNE D'INTERVENTION POUR LE GRAND MONTRÉAL 2013-2015

Si des progrès ont été accomplis, il reste encore beaucoup à faire pour assurer la primauté du français dans l'espace public comme dans les milieux de travail au Québec et particulièrement dans la grande région de Montréal.

On ne saurait y arriver sans réitérer, voire renforcer l'engagement actif et concerté de tous, notamment des milieux d'affaires, des milieux associatifs et des ministères et organismes gouvernementaux qui se sont associés dans le cadre d'une stratégie commune d'intervention pour soutenir la francisation des entreprises et des commerces de la région métropolitaine.

C'est le projet auquel vous convie la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015.

LES ORIENTATIONS

Lors de la rencontre du 20 juin 2013 du Comité directeur des orientations de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013, madame Diane De Courcy, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, de concert avec monsieur Michel Leblanc président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et aussi président du Comité directeur des orientations, annonçait la reconduction pour une nouvelle période de deux ans de la Stratégie commune.

Se basant sur le bilan positif de réalisation des mesures de la Stratégie 2008-2013 et considérant nécessaire de poursuivre les actions entreprises afin d'améliorer la francisation des petites entreprises et commerces de la région de Montréal, le Comité directeur des orientations appuie la reconduction d'une Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015 sur les orientations suivantes:

- Mobiliser les partenaires socioéconomiques et des milieux d'affaires de la région métropolitaine pour soutenir la francisation des petites entreprises et des commerces
- Coordonner les initiatives des partenaires socioéconomiques et des milieux d'affaires avec les actions de leurs partenaires gouvernementaux
- Améliorer la coordination des programmes et des outils de francisation et de promotion de l'usage du français conçus par les partenaires gouvernementaux, notamment en maintenant une offre harmonisée et diversifiée de cours de français destinés aux personnes non francophones et en encourageant ces personnes, tout autant que les entreprises et les commerces où elles sont appelées à travailler, à se franciser et à favoriser l'usage du français dans leurs milieux de travail

- Réaliser des activités de renforcement positif auprès des propriétaires de commerce qui offrent des services en français notamment en leur donnant plus de visibilité dans l'espace public
- Développer une stratégie web afin de rejoindre plus facilement les propriétaires d'entreprises et de commerces de même que des groupes cibles, notamment les jeunes, dans le but de les sensibiliser à l'importance d'utiliser le français comme langue commune de communication au Québec
- Améliorer les mesures d'accompagnement et de soutien destinées à permettre la francisation des entreprises et des commerces de la grande région de Montréal, particulièrement des entreprises et commerces de petite taille

La Stratégie commune d'intervention 2013-2015 retient pour la guider les grands principes suivants :

- Le français est la langue officielle du Québec
- La primauté de la langue française constitue une caractéristique incontournable et une valeur fondamentale de la société québécoise
- La Charte de la langue française garantit aux Québécois et aux Québécoises le droit de travailler, d'être informés et d'être servis en français
- Le gouvernement, les gens d'affaires, les associations, les syndicats et l'ensemble des citoyens et citoyennes du Québec partagent la responsabilité de faire du français la langue normale et habituelle de la vie publique
- La Stratégie commune se poursuit dans un esprit d'ouverture et dans le respect de la communauté de langue anglaise et des communautés culturelles ainsi que des nations amérindiennes et de la nation inuite qui sont toutes des constituantes de la société québécoise
- L'influence déterminante de la région de Montréal dans la démographie, l'économie et l'immigration confère à la région métropolitaine un rôle particulier pour assurer la vitalité et l'avenir de la langue française au Québec
- Les partenaires de la Stratégie commune sont déterminés à promouvoir le français et à renforcer son utilisation dans les produits et services, dans l'affichage ainsi que dans les milieux de travail, particulièrement dans la grande région de Montréal et auprès des entreprises et des commerces employant moins de 50 personnes
- Les partenaires de la Stratégie commune reconnaissent que le français est une des forces pouvant contribuer, directement ou indirectement, au succès des petites entreprises et que cette force s'exprime à travers la langue d'accueil et de service, la langue d'affichage et la langue de travail, notamment par des actions de promotion, de sensibilisation comme de formation et d'accompagnement
- Les partenaires de la Stratégie commune entreprennent de façon concertée les diverses actions de promotion et de sensibilisation, de formation ainsi que d'accompagnement qui sont mentionnées ci-après et qui sont destinées à renforcer la place du français dans les commerces et les milieux de travail
- Les actions proposées sont élaborées en tenant compte de la réalité profonde des petites entreprises, où le défi quotidien de réussir et de prospérer mobilise la quasi-totalité de l'énergie de leurs dirigeants.

La Stratégie commune d'intervention 2013-2015, tout en s'appuyant sur les acquis des cinq dernières années, cible dorénavant la grande région de Montréal et non pas seulement l'île de Montréal qui était la cible initiale de la Stratégie commune. Elle vise à améliorer la présence de la langue française dans la grande région de Montréal et plus précisément à atteindre les objectifs suivants :

- Renforcer le soutien et l'accompagnement en francisation pour les travailleurs et les propriétaires de petites entreprises et de petits commerces
- Souligner de façon explicite et publique la contribution des propriétaires de commerce qui francisent leurs entreprises
- Réaliser une promotion du français qui soit axée sur la fierté de parler français et sur l'appartenance à la société québécoise
- Renforcer l'engagement des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques pour le développement de l'usage et la mise en valeur du français dans les entreprises et les commerces de moins de 50 employés
- Optimiser une collaboration efficiente entre les partenaires du secteur public afin de mieux harmoniser et de mieux faire connaître l'offre gouvernementale en francisation
- Se doter de mécanismes pour le suivi de la réalisation des mesures et la reddition de compte

La Stratégie commune d'intervention 2013-2015 se propose de réaliser, au cours de la période débutant en novembre 2013 pour se terminer en octobre 2015, l'ensemble des 29 mesures décrites ci-après³¹.

- Pour renforcer le soutien et l'accompagnement en francisation pour les travailleurs et les propriétaires de petites entreprises et de petits commerces

Mesures	Responsables
1. Favoriser la francisation des milieux de travail en : <ul style="list-style-type: none">✓ Poursuivant le programme de soutien aux associations et organismes pour la promotion de la francisation dans les entreprises✓ Poursuivant le programme de soutien à la francisation des PME par les technologies de l'information et des communications✓ Poursuivant le programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales lequel assure la sensibilisation des travailleurs relativement aux dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours (dont la médiation) afin d'assurer le respect de ces dispositions	<ul style="list-style-type: none">• OQLF (Centrales syndicales)
2. Réaliser des activités de promotion pour les programmes de subventions coordonnés par l'OQLF	<ul style="list-style-type: none">• OQLF
3. Maintenir une équipe d'agents de francisation, représentant plusieurs partenaires du grand Montréal, pour rencontrer les petites entreprises de la grande région de Montréal et les sensibiliser à l'importance d'utiliser le français au travail et dans le service à la clientèle	<ul style="list-style-type: none">• CCMM (OQLF, SPL, Associations)

³¹ 25 des mesures de la Stratégie 2008-2013 sont reconduites mais elles sont reformulées dans 19 nouveaux libellés de mesures pour la Stratégie 2013-2015 et 10 nouvelles mesures sont proposées pour compléter la Stratégie 2013-2015

Mesures	Responsables
4. Diversifier les secteurs d'intervention des agents de francisation sur le territoire de la grande région de Montréal et dans certaines régions du Québec	<ul style="list-style-type: none">• CCMM (OQLF, SPL, Associations)
5. Tenir à jour et faire connaître le portail www.carrefourfrancisation.com	<ul style="list-style-type: none">• CCMM (MICC, MESS, E-Q, CPMT, SQ, SPL, OQLF)
6. Maintenir le processus de francisation volontaire des petites entreprises de moins de 50 employés, de concert avec l'OQLF et avec la collaboration de l'équipe des agents de francisation	<ul style="list-style-type: none">• CCMM (OQLF, Associations)
7. Franciser davantage de personnes immigrantes en milieu de travail dans la région de Montréal en concluant des ententes pour faire la promotion des cours de français en milieu de travail, le démarchage, le recrutement d'entreprises et l'organisation de cours de français pour les travailleuses et les travailleurs immigrants	<ul style="list-style-type: none">• MICC
8. Maintenir une offre diversifiée des modes et des lieux de formation en français afin de mieux répondre aux besoins des petites entreprises	<ul style="list-style-type: none">• E-Q
9. Faire connaître et tirer davantage parti du programme <i>Soutien régionalisé aux entreprises</i> et du programme <i>Soutien aux promoteurs collectifs</i> , offerts par la CPMT, pour favoriser la participation des petites entreprises aux cours de francisation	<ul style="list-style-type: none">• E-Q
10. Favoriser une meilleure intégration au marché du travail par le <i>Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME)</i>	<ul style="list-style-type: none">• E-Q

Mesures	Responsables
11. Favoriser une meilleure intégration au marché du travail aux individus inscrits aux cours de francisation financés à l'aide de la <i>Mesure de formation de la main-d'œuvre, volet individus</i>	<ul style="list-style-type: none">E-Q
12. Promouvoir davantage les services d'Emploi-Québec auprès des entreprises des régions de Montréal, Laval et Montérégie	<ul style="list-style-type: none">E-Q
13. Faire davantage connaître les services de francisation du MICC particulièrement ceux reliés au monde du travail	<ul style="list-style-type: none">MICC
14. Rehausser le niveau de compétence en français des personnes immigrantes qui travaillent dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du commerce de détail en développant et en offrant deux nouveaux cours de français adaptés aux besoins langagiers de ces personnes	<ul style="list-style-type: none">MICC
15. Favoriser l'utilisation des services de francisation en ligne et des cours de français spécialisés reliés aux domaines professionnels	<ul style="list-style-type: none">MICC
16. Mettre à la disposition des citoyens et entreprises qui se présentent au centre de services du 2050 Bleury, tous les dépliant produits par le SPL	<ul style="list-style-type: none">Services Québec (SPL)

➤ Pour souligner de façon explicite et publique la contribution des propriétaires de commerce qui francisent leurs entreprises

Mesures	Responsables
---------	--------------

Mesures	Responsables
17. Mettre en valeur les retombées de certains projets émanant des associations subventionnées via les programmes d'aide financière coordonnés par l'OQLF	<ul style="list-style-type: none">OQLF (CCMM, Associations, Centrales syndicales)
18. Identifier publiquement, notamment en utilisant Internet et les médias sociaux, les entreprises et les commerces qui offrent un service en français et publier sur Internet les réalisations en francisation de ces entreprises et commerces dans l'esprit de les mettre en valeur	<ul style="list-style-type: none">CCMM (Associations, SPL, OQLF)
19. Développer et rendre disponible une application pour mobiles (téléphones et tablettes) permettant aux citoyens de géolocaliser et de valoriser les entreprises et commerces offrant un service en français	<ul style="list-style-type: none">CCMM (Associations, SPL, OQLF)
20. Développer et diffuser un outil de reconnaissance pouvant être affiché par les commerces offrant un service en français (ex. <i>J'ai le cœur au français</i>)	<ul style="list-style-type: none">CCMM (Associations, SPL, OQLF)
21. Maintenir les catégories des Mérites du français qui touchent les petites entreprises en : <ul style="list-style-type: none">✓ Maintenant, en partenariat avec la CCMM, un Mérite du français pour souligner l'excellence en matière de français au travail et dans le commerce destiné aux petites entreprises et en révisant au besoin les critères de dépôt de dossiers✓ Maintenant, en partenariat avec Action TI, un Mérite du français pour souligner l'excellence en matière de français dans les technologies de l'information destiné aux petites entreprises et en révisant au besoin les critères de dépôt de dossiers	<ul style="list-style-type: none">OQLF (CCMM, Action TI)
22. Réaliser des activités de promotion sur les deux volets du concours des Mérites du français auprès des petites entreprises	<ul style="list-style-type: none">OQLF (CCMM, Action TI)

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

21- État d'avancement des travaux d'implantation d'un guichet unique de l'offre gouvernementale en francisation.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'implantation d'un guichet unique correspond à la mesure 26 de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 qui était sous la responsabilité de la Chambre de commerce de Montréal métropolitain (CCMM) en collaboration et avec le soutien financier de l'Office québécois de la langue française (OQLF). Cette mesure, qu'on peut considérer comme entièrement réalisée, a permis la mise en place d'un guichet unique d'information et d'accompagnement des petites entreprises en matière de francisation constituée des trois éléments suivants :

- ✓ Un portail Web en français (www.carrefourfrancisation.com) qui intègre l'ensemble de l'information gouvernementale pertinente sur la francisation; le portail permet aux entreprises de comprendre pourquoi elles doivent se franciser, d'identifier et d'accéder aux programmes d'aide financière et aux services gouvernementaux disponibles pour soutenir leur francisation, d'évaluer leurs besoins en francisation, d'accéder à des outils pratiques pouvant faciliter leurs communications en français et qui donne accès aux témoignages d'entreprises ayant complété leur francisation.
- ✓ Une équipe d'agents de francisation coordonnée par la CCMM responsable d'identifier les petites entreprises ayant des besoins en francisation, de les rencontrer pour les sensibiliser à leurs obligations en cette matière et pour les informer des programmes et outils à leur disposition pour réaliser leur francisation et de les accompagner dans le processus volontaire de francisation adapté, mis en place par l'OQLF et le SPL et menant à une attestation de conformité à la Charte de la langue française
- ✓ Une ligne téléphonique permettant une assistance directe et rapide.

On peut donc considérer que le guichet unique d'information et d'accompagnement en matière de francisation est bien en place et fonctionnel; il importe de préciser qu'il s'agit d'une réalisation en constante évolution, tant en ce qui a trait au portail Web qui continue d'évoluer et de s'enrichir au fil du temps que de l'équipe d'agents de francisation qui elle aussi évolue pour couvrir d'autres secteurs économiques et d'autres secteurs géographiques non plus seulement dans l'île de Montréal mais dorénavant dans la grande région de Montréal.

Parallèlement à la mise en place de ce guichet unique d'information et d'accompagnement et en concertation avec l'équipe d'agents de francisation, il faut souligner l'adaptation qui a été faite par les partenaires gouvernementaux, particulièrement le Ministère de l'Immigration et de la Diversité et Emploi-Québec de leur offre de service en francisation afin de mieux l'adapter aux contraintes et aux besoins des petites entreprises et des immigrants non-francophones, travailleurs ou en recherche d'emploi.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 22- Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, et les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Le Secrétariat n'a octroyé aucun contrat d'achat ou de développement de logiciel et n'alloue aucun crédit.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 24- Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquer le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2011-2012 et 2012-2013, ainsi que l'évolution depuis 2008.
- a) Secrétariat à la politique linguistique

ooo—000—ooo—000—ooo

Liste des programmes d'aide financière du Secrétariat à la politique linguistique
2013-2014

Programme d'aide financière	nombre de demandes reçues	nombre de demandes acceptées	Sommes versée (000 \$)
Promotion et diffusion de la langue française	20	11	299.5
Programme de promotion du français lors d'activités culturelles	73	25	350.0
Prix Georges-Émile-Lapalme	1	1	30.0
Prix du mérite du français	1	1	10.0
Prix Camille-Laurin	1	1	10.0
Total	96	39	699.50

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

27- Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Il appartient à chaque ministère ou organisme de répondre des activités relevant de sa responsabilité.

L'information concernant les crédits du Secrétariat à la politique linguistique, de l'Office québécois de la langue française et du Conseil supérieur de la langue française sont disponible la page 73 du Livres des crédits.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

02 Office québécois de la langue française

03 Conseil supérieur de la langue française

28- Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Il appartient à chaque ministère ou organisme de répondre des activités relevant de sa responsabilité.

L'information concernant les crédits par programme du Secrétariat à la politique linguistique, de l'Office québécois de la langue française et du Conseil supérieur de la langue française sont disponible la page 74 du Livres des crédits.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique
02 Office québécois de la langue française
03 Conseil supérieur de la langue française

29- Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

31- Bilan des actions en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Bilan 2013-2014

Intégration du Secrétariat à la politique linguistique et des organismes de la Charte au portefeuille ministériel de l'immigration et des communautés culturelles.

Intégration des structures, des budgets, des ressources humaines, matérielles et informationnelles, ainsi que deux déménagements des bureaux du SPL à Québec et à Montréal.

Plans stratégiques du Secrétariat à la politique linguistique, de l'Office québécois de la langue française et du Conseil supérieur de la langue française

À l'automne 2012, le nouveau portefeuille ministériel et les orientations gouvernementales en matière d'immigration et de langue française appelaient une révision de la planification stratégique en cours au Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), ainsi qu'une révision de celle du Secrétariat à la politique linguistique (SPL), de l'Office québécois de la langue française (OQLF), incluant la Commission de toponymie (CT) et du Conseil supérieur de la langue française (CSLF). Le plan du SPL, intégré à celui du MICC, a été déposé à l'Assemblée nationale le 5 décembre 2013. Au 31 mars 2014, ceux de l'OQLF et du CSLF avaient reçu les approbations du Conseil du trésor et du Conseil des ministres

Politique linguistique québécoise

Redynamiser la politique linguistique du Québec

En mars 2013, le CSLF a rendu public un avis ayant comme objectif de redynamiser la politique linguistique du Québec afin que le français soit et demeure la langue commune des Québécois. Le CSLF y présente une vision globale qui touche non seulement la Charte de la langue française, mais la politique linguistique dans son ensemble, soit toutes les mesures servant à baliser l'usage des langues dans l'espace public au Québec. Le CSLF suggère trois grandes orientations, tant pour la conception que pour la mise en œuvre de la politique linguistique, soit :

- renforcer la cohésion sociale de la collectivité québécoise autour du français, langue commune;
- réaffirmer la place centrale du français au cœur de nos ambitions collectives;
- responsabiliser les institutions, les entreprises et les citoyens.

Renforcement de la Charte de la langue française (projet de loi 14 et EPNS)

Au cours de la Législature précédente, le gouvernement a déposé un projet de loi visant à modifier la Charte de la langue française et modifiant aussi certaines autres lois au regard de la dimension linguistique. Le projet de loi, qui a fait l'objet d'une commission parlementaire (87 mémoires reçus, analysés et

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

31- Bilan des actions en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

discutés, 4 355 questionnaires remplis en ligne et 146 commentaires envoyés au moyen d'internet), a été abandonné au cours de l'automne 2013, après que son principe ait été adopté. Dans la foulée de l'abandon du projet de loi 14, les travaux portant sur les «écoles passerelles» ont également été mis en suspens.

Exemplarité de l'Administration publique

Dans un esprit de collaboration et de soutien aux ministères et organismes (MO), la ministre responsable de la Charte de la langue française a entrepris, en février 2014, une tournée des MO. Coordonnée par le SPL avec l'aide de l'OQLF, cette tournée permet notamment de rappeler aux MO le rôle exemplaire et moteur qu'ils ont à jouer dans l'application de la CLF. Dix-huit d'entre eux ont été retenus pour cette opération, sur la base des critères suivants :

- Implication du MO fait de sa mission, dans l'intégration des immigrants à la société québécoise;
- Importance du rôle exemplaire et moteur que peut jouer un MO en matière d'application de la politique linguistique du Québec, du fait de sa proximité avec les citoyens et entreprises, ainsi que de l'influence qu'il peut exercer sur les réseaux (de la langue, de l'éducation, des affaires municipales) ou sur un nombre important d'autres organisations publiques;
- Degré de respect de la Charte de la langue et de la Politique linguistique gouvernementale et des autres politiques à incidence linguistique, notamment en évitant les pratiques de bilinguisme institutionnel;
- Mission propre des ministères et organismes.

Un ministère a été rencontré en février 2014 et deux rencontres prévues en mars ont été annulées.

Francisation des entreprises

La certification des entreprises de 50 personnes et plus qui ont généralisé le français est en hausse. Pour la francisation des petites entreprises de 49 employés et moins de la grande région de Montréal, la Stratégie commune d'intervention du Grand Montréal a été renouvelée pour la période de 2013 à 2015. Avec le concours des principaux partenaires – le SPL, la CCMM, le MICC, l'OQLF, la CPMT et Emploi Québec –, les 29 mesures du nouveau plan d'action visent à accroître la présence du français dans la grande région de Montréal; renforcer le soutien en francisation pour les travailleurs et les propriétaires des petites entreprises, notamment par des mesures de francisation des personnes immigrantes; souligner publiquement la contribution des propriétaires de commerce qui se francisent; renforcer l'engagement des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques; et améliorer les mécanismes de suivi.

Depuis sa mise en place, la Stratégie commune a permis à ce qu'une équipe d'agents à l'œuvre sur le terrain auprès des petits commerces et des entreprises de susciter des démarches de francisation volontaire. Au 31 mars 2013, les agents avaient pu visiter 4 450 des 8 044 petites entreprises et commerces qu'ils ont répertoriés sur le territoire. De plus, 354 entreprises avaient obtenu leur attestation de francisation volontaire de l'OQLF et 370 autres avaient entrepris

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

31- Bilan des actions en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

les démarches menant à l'obtention. De plus, quelques milliers de travailleurs, notamment des immigrants, ont bénéficié de cours de français pour faciliter l'accès à divers ordres professionnels des secteurs de la santé, de l'ingénierie et de l'administration.

Promotion de la langue française

Afin de promouvoir l'usage et la qualité du français au Québec et de souligner les contributions remarquables de personnes et d'organisations pour le rayonnement de la langue française, les organismes de la Charte et le Secrétariat à la politique linguistique ont déployé différents types de mesures telles que publications, activités d'information, programmes de soutien et campagnes de promotion de la langue française, qui s'ajoutent aux divers prix et distinctions soulignant le mérite de ceux et celles qui se consacrent au rayonnement du français.

Quelques exemples :

- (OQLF) *Le français au bureau, Avoir bon genre à l'écrit – Guide de rédaction épiciène* en plus d'enrichir en continu le *Grand dictionnaire terminologique* (également accessible en version mobile) et la *Banque de dépannage linguistique*
- (CSLF) Des activités innovatrices pour rejoindre les jeunes publics, notamment par diverses interventions sur le Web et dans les médias sociaux : activités de « twittérature » pendant la Francofête 2012, alimentation régulière de sa page Facebook, questionnaires ludiques *Je réseaute en français*, concours de scénario d'une vidéo sur le thème *Le français au Québec, j'y contribue*, etc.
- (SPL) Un Programme de promotion du français lors d'activités culturelles (PFAC) et une aide financière pour des interventions dans les milieux scolaires : *Parlez-moi d'une langue!*
- Parmi les dernières campagnes de promotion de la langue française, celle de 2011 intitulée *Le français, langue commune au Québec* (CSLF) avait pour objectifs de promouvoir et de valoriser la vie en français dans l'espace public et de mieux faire connaître la politique linguistique au Québec. La même année, la campagne *Ici, on gagne à parler français* (SPL) s'adressait aux propriétaires de commerce de trois quartiers de Montréal à forte concentration de communautés culturelles, tandis que la campagne de sensibilisation de l'OQLF intitulée *Une marque de respect de la loi* portait sur l'affichage des marques de commerce comme noms d'entreprises.
- L'OQLF, le CSLF et le SPL soutiennent la remise de divers prix pour promouvoir le français. Mentionnons le prix Georges-Émile-Lapalme, l'Ordre des francophones d'Amérique, le Prix du 3-Juillet-1608, les Mérites du français, le prix Camille-Laurin et le prix Francopub.

Modernisation de l'OQLF

L'Office québécois de la langue française a amorcé une modernisation de ses pratiques et poursuivra son virage au cours des prochaines années. Ainsi,

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

31- Bilan des actions en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

l'Office revoit ses modes de gouvernance, son organisation du travail et son offre de service afin de donner un élan nouveau à son action et ainsi contribuer à assurer la vitalité et la qualité du français dans les milieux de travail et l'espace public. Pour ce faire, l'organisme s'est doté d'un comité directeur, lieu central de coordination, d'échange et de prise de décision. Il a créé le poste de Commissaire à la qualité des services, dont un des rôles est de recevoir tout commentaire ou plainte des citoyens à l'égard des services de l'Office et de la Commission de toponymie. De plus, l'Office a adopté une nouvelle façon d'effectuer le suivi auprès des plaignants qui déposent une plainte relative à la Charte de la langue française et il travaille à définir des critères lui permettant d'établir des priorités de traitement de l'ensemble des plaintes qu'il reçoit. Il élabore également un guide d'application de la Charte de la langue française et de ses règlements destiné autant au grand public et aux entreprises qu'à son personnel. Par ailleurs, dans un souci d'efficience, il mettra en place un mécanisme d'interventions sectorielles, incitatives et à la source permettant de mener des actions de francisation par secteur en ciblant les priorités d'intervention.

Suivi de la situation linguistique

L'OQLF a publié une étude sur un aspect de la situation linguistique au Québec en 2013-2014.

Contestations judiciaires

La Cour du Québec, section criminelle et pénale, est saisie d'une trentaine de poursuites pénales dans lesquelles des contraventions au chapitre VII de la Charte (langue du commerce et des affaires) sont reprochées à diverses entreprises. La constitutionnalité de la règle relative à la nette prédominance du français dans l'affichage public et la publicité commerciale ainsi que de celle qui prévoit l'usage du français, tout en autorisant l'ajout d'autres langues à parité avec le français dans la rédaction de divers documents, font l'objet de cette contestation. L'audition a eu lieu en mai 2014 et le jugement est attendu au cours des prochains mois.

Par ailleurs, des entreprises contestent la position de l'OQLF concernant l'obligation d'accompagner d'un générique en français les marques de commerce dans une autre langue lorsqu'elles sont utilisées comme noms d'entreprise. En octobre 2013 avait lieu, devant la Cour supérieure à Montréal, l'audition d'une requête en jugement déclaratoire signifiée le 9 octobre 2012 par les cabinets Norton Rose et Gowling Lafleur Henderson, qui représentent les entreprises suivantes : Best Buy, Costco, Gap, Old Navy, Guess et Walmart, auxquelles se sont jointes Toys'R'Us et Curves. Deux intervenants ont aussi ajouté leurs voix au débat : le Conseil canadien du commerce de détail et l'Association internationale des marques de commerce. Une décision a été rendue le 9 avril 2014 donnant raison aux entreprises demandereses. Le 8 mai 2014, le gouvernement a porté ce jugement en appel.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

32- Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement via le discrétionnaire du ministre depuis le 23 avril 2014 ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 33-** Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2014-2015. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 1- Concernant l'application de la Charte de la langue française, ventilation, par mois, du nombre de dossiers transmis au Procureur général du Québec et/ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales par l'Office québécois de la langue française en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nombre de dossiers transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales en 2013-2014

Avril 2013	0
Mai 2013	7
Juin 2013	16
Juillet 2013	6
Août 2013	0
Septembre 2013	0
Octobre 2013	0
Novembre 2013	15
Décembre 2013	4
Janvier 2014	7
Février 2014	4
Mars 2014	1
TOTAL :	60

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

02- Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l'Office québécois de la langue française en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014. Nombre de dossiers traités par professionnel.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nombre des plaintes inscrites 2013-2014

Exercice	Nombre de plaintes inscrites au système
2013-2014	3 107

Nature des plaintes inscrites 2013-2014

Répartition des objets de contravention des plaintes inscrites par thème	2013-2014 %
Langue de l'affichage public et commercial	33
Langue des produits (inscriptions, emballages, documents, logiciels, etc.)	13
Langue de la documentation commerciale	28
Sites Web	13
Publications, demandes d'emploi, factures, contrats, etc.	15
Langue de service	19
Langue de travail	3
Langue de service des membres des ordres professionnels	1
Autres	4
Ensemble des thèmes	100 *

* Affichage 32,7 % – Produits 13 % – Langue de documentation commerciale 28,2 % - Langue de service 18,7 % - Langue de travail 3,1 % - Langue de service membres ordres professionnels 0,7% - Autres 3,6 % donne un résultat de 100%. Les données individuelles arrondies donnent un résultat global de 101%.

Nombre de dossiers de plaintes traités 2013-2014

Exercice	Nombre de dossiers traités (fermés)
2013-2014	3597

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

03- Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour l'Office en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Exercice 2013-2014

Le 23 août 2013, l'Office a rendu publique l'étude intitulée *Trajectoires linguistiques et langue d'usage public chez les allophones de la région métropolitaine de Montréal* qui a été réalisée par Jean-Pierre Corbeil et René Houle dans le cadre du suivi de la situation linguistique.

De plus, il a préparé un résumé, a publié un communiqué de presse et a déposé tous les documents dans son site Web.

Exercice 2014-2015

Les membres du Comité de suivi de la situation linguistique devraient être nommés au cours de l'année. La programmation des travaux de recherche sera établie et présentée à la ministre.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

04- Composition du comité de suivi de la situation linguistique au 3 juin 2014. Pour chaque membre, préciser date de la nomination et la durée du mandat.

ooo—000—ooo—000—ooo

Présidé par monsieur Marc Termote, le Comité de suivi de la situation linguistique est composé de :

Nom	Poste	Date de nomination	Date de fin de mandat**
M. Marc Termote	Président*	2009-04-14	2014-03-25
M ^{me} Monica Heller	Membre	2009-04-14	2013-04-14
M. Jean-Pierre Corbeil	Membre	2009-04-14	2013-04-14
M ^{me} Michèle Vatz-Laaroussi	Membre	2011-12-09	2013-04-14
M ^{me} Micheline Ostoj	Secrétaire	2009-06-19	2013-06-19

* Nommé membre de l'OQLF, par décret du gouvernement, le 25 mars 2009, et ce, pour 5 ans.

** L'article 165.12 de la Charte prévoit que les cinq membres du comité demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

05- Tableau sur les dossiers fermés selon les motifs de fermeture, en pourcentage, en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Dossiers de plaintes fermés entre le 1er avril 2013 et le 31 mars 2014

Motif de fermeture	Nombre de dossiers	Pourcentage
Situation corrigée	1 497	42 %
Situation conforme (plainte non fondée)	733	20 %
Intervention incitative	525	15 %
Intervention sectorielle	421	12 %
Autres motifs	367	10 %
Transmis au directeur des poursuites criminelles et pénales	54	2 %
Total des dossiers de plaintes fermés pour la période	3 597	100 % *

* Situation corrigée 41,6 % – Situation conforme (plainte non fondée) 20,4 % - intervention incitative 14,6 % - intervention sectorielle 11,7 % - autres motifs 10,2 % - transmis au directeur des poursuites criminelles et pénales 1,5 %. Donne un résultat de 100 %. Les données arrondies donnent un résultat de 101 %.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

05- Tableau sur les dossiers fermés selon les motifs de fermeture, en pourcentage, en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

Dossiers de plaintes fermés entre le 1er avril 2013 et le 31 mars 2014

Motif de fermeture	Nombre de dossiers	Pourcentage
Situation corrigée	1 497	42 %
Situation conforme (plainte non fondée)	733	20 %
Intervention incitative	525	15 %
Intervention sectorielle	421	12 %
Autres motifs	367	10 %
Transmis au directeur des poursuites criminelles et pénales	54	2 %
Total des dossiers de plaintes fermés pour la période	3 597	100 % *

* Situation corrigée 41,6 % – Situation conforme (plainte non fondée) 20,4 % - intervention incitative 14,6 % - intervention sectorielle 11,7 % - autres motifs 10,2 % - transmis au directeur des poursuites criminelles et pénales 1,5 %. Donne un résultat de 100 %. Les données arrondies donnent un résultat de 101 %.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

06- Nombre d'inspecteurs et d'inspections effectuées par chacun en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

- Au 1^{er} avril 2013, 8 inspecteurs et inspectrices effectuaient des inspections sur le terrain pour recueillir les éléments de preuve reliés aux enquêtes.
- Au cours de l'année, 2 inspecteurs occasionnels ont quitté l'Office et une inspectrice, en prêt de service, a cessé d'effectuer des inspections, de sorte qu'au 31 mars 2014, 5 personnes effectuaient des inspections sur le terrain.
- Pour l'année 2014-2015, aucun changement n'est prévu concernant le nombre d'inspecteurs.
- Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, les inspecteurs et inspectrices ont réalisé 3 308 inspections en entreprises ou auprès d'organismes de l'Administration.
- À cela, s'ajoutent :
 - les professionnels en enquêtes qui sont aussi chargés d'effectuer les vérifications des sites Web qui font l'objet de plaintes. Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, 700 inspections concernant des sites Web ont été effectuées par ces personnes.
 - les conseillers en francisation des bureaux régionaux de l'Office les plus éloignés de Montréal ont effectué 18 inspections.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 07- Pour chacune des cinq dernières années, nombre de fois où a été utilisé l'article 151 de la Charte visant à exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, ainsi qu'à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.

ooo—000—ooo—000—ooo

- Au cours des cinq derniers exercices financiers, il n'y a eu aucun recours à l'article 151 de la Charte.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

08- Pour chacune des cinq dernières années, nombre d'ententes particulières conclues entre l'Office québécois de la langue française et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.

ooo—000—ooo—000—ooo

- Au cours des cinq derniers exercices financiers, il n'y a eu aucune entente particulière entre l'OQLF et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

09- Détails et état d'implantation du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les petites entreprises. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Suite au Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques tenu le 10 octobre 2008 et conformément à la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013, l'Office a élaboré le Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises.

Ce programme, qui comporte deux volets, permet d'accorder un soutien financier à un organisme :

- * pour des activités de promotion et de sensibilisation visant à favoriser l'utilisation du français par les employés sur les lieux de travail, et ce, entre autres dans les relations qu'ils entretiennent avec leurs fournisseurs, leur clientèle et le public, ou pour des activités permettant de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française et leur application (volet 1);
- * pour la réalisation d'activités de développement terminologique favorisant l'utilisation d'un français de qualité au sein des entreprises (volet 2).

Les organismes admissibles au programme sont les suivants :

- * les associations de travailleurs, de gens d'affaires et d'entreprises;
- * les chambres de commerce;
- * les réseaux d'entreprises franchisées;
- * les associations et les fédérations d'associations représentant un secteur d'activité économique à l'échelle du Québec;
- * les associations ou tout autre regroupement sans but lucratif dont la promotion du français constitue la mission ou l'une des principales activités en vertu de leur acte constitutif;
- * de plus, les universités, facultés ou départements universitaires sont également admissibles, mais ne peuvent présenter une demande de financement que pour le premier volet du présent programme.

La brochure du programme est disponible sur le site Web de l'Office.

Les membres de l'Office ont approuvé 26 demandes au cours de l'exercice 2013-2014 pour un montant total de 1 405 939 \$.

Les crédits accordés pour ce programme en 2013-2014 ont été de 1,6 M\$ de dollars

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

09- Détails et état d'implantation du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les petites entreprises. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Tableau récapitulatif au 31 mars 2014 des subventions accordées

2013-2014	Association	Région	Engagement (\$)
Avril	*Association du commerce et des restaurants chinois du Québec du Canada (volet 1)	06	47 200,00
Avril	Association du commerce et des restaurants chinois du Québec du Canada (volet 2)	06	99 085,00
Avril	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	06	36 900,00
Avril	Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal	06	37 500,00
Avril	*Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent-Mont-Royal	06	41 250,00
Avril	Chambre de commerce gaie du Québec (volet 2)	06	54 487,00
Avril	Culture Montréal (volet 1)	06	73 275,00
Avril	Impératif français	07	75 000,00
Juin	FormaPlus	06	26 250,00
Octobre	Chambre de commerce du Grand Sainte-Agathe	15	10 000,00
Décembre	*Centre d'intégration multi-services de l'Ouest de l'Île	06	75 000,00
Décembre	*Chambre de commerce de l'Est de Montréal	06	75 000,00
Décembre	*Société de développement commercial du Vieux-Montréal	06	75 000,00
Décembre	*Chambre de commerce et d'industrie de Laval	13	68 824,00
Janvier	*Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec (AMDEQ)	03	70 465,00
Janvier	Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie	04	75 000,00
Janvier	*Chambre de commerce gaie du Québec (volet 1)	06	74 104,00
Janvier	*Culture Montréal (volet 1)	06	70 050,00
Janvier	La fédération des chambres de commerce de la province de Québec	06	26 250,00
Janvier	Université Concordia	06	75 000,00
Février	Association Québec-France	03	32 047,00
Février	Centre des arts populaires de Nicolet	17	30 000,00
Mars	*Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal	06	36 771,00
Mars	Culture Montréal (volet 2)	06	26 725,00
Mars	*FormaPlus	06	19 756,00
Mars	*La Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	16	75 000,00
	TOTAL pour toutes les régions		1 405 939 \$

* Agents de francisation

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

10- Détails et état d'implantation du Programme des associations partenaires pour la francisation des petites entreprises. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question est incluse dans la réponse donnée à la question 9.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 11- Détails et état d'implantation du Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2012-2013, 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.**

ooo—000—ooo—000—ooo

Le Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications (TIC) a été lancé en 2008 à la suite de l'annonce faite lors du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques tenu à Montréal.

Le programme s'adresse aux entreprises qui comptent 99 employés ou moins dans le cadre d'une démarche de francisation. Il vise, d'une part, à accélérer l'obtention d'un certificat de francisation par les entreprises de 50 à 99 employés inscrites à l'Office et, d'autre part, à favoriser la francisation volontaire des petites entreprises employant 49 personnes ou moins.

Le programme comporte trois volets. Le deux premiers s'adressent aux entreprises qui emploient 99 personnes ou moins. Le premier volet permet de remplacer des claviers, des logiciels et des interfaces linguistiques par leur équivalent conforme à la Charte. Le second facilite la traduction d'un site Web, d'un intranet ou d'un extranet. Enfin, un troisième volet, pour les entreprises qui emploient 49 personnes ou moins, vise la correction de l'affichage public et de la documentation commerciale.

La subvention accordée par l'Office ne peut dépasser 50 000 \$ par entreprise et couvrir au maximum 75 % des dépenses admissibles.

La brochure du programme est disponible sur le site Web de l'Office, où l'on trouve également le formulaire électronique qui permet d'acheminer une demande de subvention.

Les membres de l'Office ont approuvé 23 demandes d'entreprises au cours de l'exercice 2013-2014 pour un montant total de 461 638 \$.

Les crédits accordés en 2013-2014 ont été de 1 million de dollars.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

11- Détails et état d'implantation du Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2012-2013, 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Tableau récapitulatif au 31 mars 2014 des subventions accordées

2013-2014	Entreprise	Région	Engagement (\$)
Avril	Système Huntingdon inc.	16	16 140,00
Mai	*L'Auberge du Dragon rouge inc.	06	4 068,00
Mai	Équipement Comairco ltée	13	50 000,00
Juin	*6484654 Canada inc. (Centre éducatif Alexandrie)	06	765,00
Juin	Chambre de commerce Montréal métropolitain	06	2 419,00
Juin	Hatley - P'tite maison bleue inc.	06	50 000,00
Juin	HD Supply Canada inc.	06	50 000,00
Juin	*Sécurité Scantronic Canada inc.	06	50 000,00
Septembre	*7556632 Canada inc (Boulangerie Monsieur Spicée)	06	514,00
Septembre	*Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal	06	18 826,00
Septembre	*Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	06	737,00
Septembre	*EROS - Équipe de recherche opérationnelle en santé	06	25 669,00
Octobre	Sarbakan inc.	03	28 015,00
Octobre	*La fromagerie Copette & Cie inc.	06	4 875,00
Octobre	*Maison des jeunes À ma baie inc.	06	86,00

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 11- Détails et état d'implantation du Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2012-2013, 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

2013-2014	Entreprise	Région	Engagement (\$)
Octobre	*MICROS-Fidelio Canada ltée	06	30 064,00
Octobre	*Soludoc inc.	06	7 263,00
Octobre	Les aciers J.P. inc.	08	4 583,00
Octobre	Hydro mobile inc.	14	16 285,00
Novembre	St-Denis Thompson inc.	06	31 619,00
Décembre	Cogirès inc.	03	47 822,00
Décembre	9152-2342 Québec inc. (Crémerie Chureria Radikal Dezzertz)	06	6 574,00
Décembre	9265-1082 Québec inc. (Café Sparta)	06	15 314,00
	TOTAL pour toutes les régions		461 638 \$

* Moins de 50 employés

•

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

15- Ventilation des subventions accordées aux organisations syndicales dans le cadre de la francisation des entreprises pour 2009-2010.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les subventions accordées aux organisations syndicales, dans le cadre du Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales, ont totalisé 356 250 \$. Cette somme a été répartie comme suit :

- | | |
|--|------------|
| . Centrale des syndicats démocratiques | 53 440 \$ |
| . Confédération des syndicats nationaux | 89 060 \$ |
| . Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec | 213 750 \$ |

Ces subventions permettent la réalisation de projets visant principalement l'opérationnalisation des comités de francisation et la formation des membres syndiqués engagés dans le processus de francisation des entreprises employant plus de cent personnes au Québec.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17- Liste des actions de sensibilisation et d'information ciblées menées par l'OQLF pour l'accueil et les services en français dans les commerces.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les conseillers ou conseillères en francisation veillent à ce que le français soit la langue normale et habituelle du travail, des communications, du commerce et des affaires dans les entreprises. À ce propos, ils accompagnent les entreprises de moins de 50 employés dans leur démarche de francisation visant l'obtention de leur attestation de conformité. Plus spécifiquement, les conseillers soutiennent les entreprises concernant leurs programmes de subvention et les renseignent sur les produits et les services de l'Office. Les conseillers s'assurent que les mesures de francisation mises en œuvre aient des effets durables et ils travaillent également en étroite collaboration avec les agents de francisation.

Les subventions octroyées par l'Office dans le cadre du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises ont permis de contribuer de façon notable à la réalisation de plusieurs projets de sensibilisation portant sur l'accueil et les services en français dans les commerces, dont :

- La mise en place d'une équipe de quatorze (14) agents de francisation (démarcheurs) au 31 mars 2014. C'est à la suite de l'octroi de subventions à plusieurs associations au cours de l'exercice 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, que ces agents sont sur le terrain et qui agissent comme relayeurs afin de sensibiliser les propriétaires de commerces et d'entreprises à l'importance d'offrir leurs services en français. Ce projet constitue l'une des principales mesures de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal.
- Dans le cadre de ce même programme, le portail « *Carrefour francisation* », réalisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, appuie l'équipe des agents de francisation dans leurs démarches quotidiennes. Ce portail rassemble l'information sur les nombreux outils et services de francisation que le gouvernement du Québec propose aux entreprises tels que des cours de français, des modèles de correspondance, des lexiques et des programmes de subvention et visant la francisation des entreprises de moins de 50 employés.
- Les deux campagnes publicitaires menées par le mouvement Impératif français : *Moi, je parle français* et *Moi, je travaille en français*. Ces campagnes sont principalement diffusées à Montréal et en Outaouais.
- La production de capsules linguistiques permettant de sensibiliser les propriétaires immobiliers de faire des affaires en français est une initiative de l'Institut du développement urbain du Québec.
- Le portail sur la francisation dans le milieu culturel a permis à Culture Montréal de développer un lexique terminologique des arts et de la culture afin de sensibiliser la communauté culturelle de Montréal, à l'importance d'accorder au français la place qui lui revient en tant que langue officielle du Québec. Des fiches terminologiques ont été créées notamment dans le domaine des arts médiatiques, le théâtre, la littérature, la musique, l'administration et le financement des arts.
- La création d'un guide *Un service à la clientèle en français S.V.P.* et la publication de capsules linguistiques permettant la promotion du français dans les commerces et les entreprises est une initiative de la Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-De Blainville.
- Le développement d'outils promotionnels, de capsules d'animation vidéo et audio ont permis à la Jeune Chambre de commerce de la Mauricie de sensibiliser les entreprises quant à la bonne utilisation du français et à en valoriser les bienfaits.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 18- Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours afin d'assurer le respect de ces dispositions.**

ooo—000—ooo—000—ooo

Plusieurs actions ont été réalisées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française, dans le cadre des différents programmes de subvention à l'Office. Ainsi, le Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales (FTQ, CSN, CSD)¹ a permis de financer plusieurs projets visant l'information et la formation d'un nombre accru de travailleurs de moyennes et de grandes entreprises, et ce, dans la plupart des régions du Québec. Parmi les projets réalisés par les centrales syndicales au cours de l'exercice 2013-2014, il convient de mentionner, à titre d'exemple :

- cinq sessions de formation organisées par la FTQ à l'intention des membres de comités de francisation affiliés à la centrale;
- le maintien d'un onglet dédié exclusivement à la francisation sur le site Web de la CSN;
- l'organisation, par la FTQ, de deux rencontres d'information entre travailleurs d'entreprises ayant obtenu récemment le certificat de francisation, afin de suivre de plus près l'évolution de l'utilisation du français dans ces entreprises;
- la FTQ a organisé seize rencontres de tables sectorielles dans les domaines de l'aérospatiale, les télécommunications, l'hôtellerie, la plasturgie, l'automobile, et la métallurgie;
- la réalisation d'une vidéo par la CSD retraçant l'historique de la Charte de la langue française dans les milieux de travail, cette vidéo a été distribuée à tous les comités de francisation où la centrale est présente.

Certains projets réalisés avec l'aide du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises ont permis, quant à eux, de joindre les entreprises. À titre d'exemples :

- le Portail *Langue du travail*, fréquenté par plus de 40 000 visiteurs par mois et réalisé par la FTQ, constitue un outil interactif de formation et de référence mis à la disposition des membres des comités de francisation et portant sur des questions liées à la francisation des entreprises et à l'utilisation du français dans tous les aspects du travail. D'abord développé pour les travailleurs du secteur de l'aérospatiale, le portail a été modifié pour y ajouter du nouveau contenu. Au cours de l'année 2010-2011, le secteur des télécommunications a été ajouté. Vient ensuite en 2011-2012 les secteurs du plastique et des composites, puis le secteur de l'automobile en 2012-2013 ainsi que le secteur de la métallurgie en 2013-2014.

¹ Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale des syndicats démocratiques (CSD).

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 18-** Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours afin d'assurer le respect de ces dispositions.

ooo—000—ooo—000—ooo

- une équipe de quatorze agents de francisation qui travaillent à sensibiliser plus de 1 500 propriétaires de commerces et d'entreprises sur les dispositions de la Charte ainsi que sur l'offre de services gouvernementale (exemple : cours de français en entreprise) a été mise sur pied grâce à l'octroi de subventions à plusieurs associations. Cette équipe bénéficie du soutien du portail *Carrefour Francisation*, réalisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain dans le cadre de la Stratégie commune;
- Les deux campagnes publicitaires menées en français par le mouvement Impératif français et financées par les programmes de subventions gérés par l'Office : *Moi, je parle français*, et *Moi, je travaille en français*. Ces campagnes sont principalement diffusées à Montréal et en Outaouais.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

22- Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, et les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Description	Montant	Mode d'octroi des contrats
Logiciel HP Teleform Test et développement	5 063 \$	Gré à gré
Logiciel ARGIS poste de travail	1 920 \$	Gré à gré
Logiciel Passware 12.3	86 \$	Gré à gré
Logiciel Microsoft Lync serveur 2013	1 060 \$	Contrat négocié (CSPQ)
Logiciel Microsoft Office Professionel Plus	2 210 \$	Contrat négocié (CSPQ)
Logiciel Adobe Acrobat pro 11	597 \$	Contrat négocié (CSPQ)
Logiciel Vmware Workstation 9	466 \$	Gré à gré
Logiciel Adobe Acrobat pro 11	2 907 \$	Contrat négocié (CSPQ)
Logiciel Ghost solution suite	79 \$	Gré à gré
Logiciel GMG Colorproof 5.5 incluant GMG ProfileEditor	5 935 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

23- Évolution annuelle, depuis 2007, du nombre d'employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour l'OQLF.

- a) Office québécois de la langue française
 - i. Ventiler les employés selon le poste occupé
- ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Les renseignements budgétaires sont inscrits aux Livres des crédits 2013-2014 des ministères et organismes.

- a. Effectif autorisé de l'Office québécois de la langue française ventilé selon le poste occupé au :

Effectif autorisé	Au 31 mars 2014
Cadre	16
Professionnel	179
Technicien et assimilé	46
Personnel de bureau et assimilé	36
TOTAL	277

Étude des crédits 2014-2015

Renseignements particuliers l'opposition officielle

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

24 - Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquer le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2011-2012 et 2012-2013, ainsi que l'évolution depuis 2008

TABLEAU SYNTHÈSE DES SUBVENTIONS
ASSOCIATIONS, TIC ET CENTRALES SYNDICALES 2008-2013

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS						
Nombre de demandes reçues	12	17	22	30	38	31
Nombre de demandes acceptées	11	16	19	26	30	26
Aide financière accordée	515 125 \$	627 250 \$	996 290 \$	1 710 754 \$	1 819 606 \$	1 405 939 \$
PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FRANCISATION PAR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS						
Nombre de demandes reçues	30	42	60	50	61	90
Nombre de demandes acceptées	24	33	34	39	60	23
Aide financière accordée	401 935 \$	637 802 \$	681 358 \$	1 047 818 \$	1 060 616 \$	461 638 \$
PROGRAMME DES CENTRALES SYNDICALES						
CENTRALES SYNDICALES DÉMOCRATIQUES (CSD)	71 250 \$	71 250 \$	71 250 \$	71 250 \$	71 250 \$	53 440 \$
CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	118 750 \$	118 750 \$	118 750 \$	118 750 \$	118 750 \$	89 060 \$
FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)	285 000 \$	285 000 \$	285 000 \$	285 000 \$	285 000 \$	213 750 \$
TOTAL	475 000 \$	475 000 \$	475 000 \$	475 000 \$	475 000 \$	356 250 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

25- Pour chaque demande d'aide financière concernant la langue française acceptée en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) Le nom du demandeur et/ou du projet;
- b) Secteur d'intervention;
- c) Objectifs visés par la demande d'aide;
- d) Aide financière octroyée.

ooo—000—ooo—000—ooo

Programme de soutien aux associations pour la francisation des entreprises - Année 2013-2014

	Nom du demandeur	Objectifs visés	Aide financière octroyée
1	*Association du commerce et des restaurants chinois du Québec du Canada (Restauration)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	47 200,00 \$
2	Association du commerce et des restaurants chinois du Québec du Canada (Restauration)	Poursuivre la création d'un lexique français-mandarin disponible sur le Web.	99 085,00 \$
3	*Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (Immigration)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	36 900,00 \$
4	*Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal (Immigration)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	37 500,00 \$
5	*Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent-Mont-Royal (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	41 250,00 \$
6	Chambre de commerce gaie du Québec (Industrie et commerce)	Création d'un lexique et vocabulaire portant sur les enjeux LGBT en milieu de travail.	54 487,00 \$
7	*Culture Montréal (Arts et lettres)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	73 275,00 \$
8	Impératif français (Promotion du français)	Mener les deux campagnes promotionnelles <i>Moi, je parle français</i> et <i>Travaillons en français</i> .	75 000,00 \$
9	*FormaPlus (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	26 250,00 \$
10	Chambre de commerce du Grand Sainte-Agathe (Industrie et commerce)	Promouvoir les mérites du français en créant une nouvelle catégorie et de nouveaux prix remis lors du Gala Méritas 2013.	10 000,00 \$
11	*Centre d'intégration multi-services de l'Ouest de l'Île (Enseignement)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	75 000,00 \$
12	*Chambre de commerce de l'Est de Montréal (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	75 000,00 \$
13	*Société de développement commercial du Vieux-Montréal (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	75 000,00 \$

	Nom du demandeur	Objectifs visés	Aide financière octroyée
14	*Chambre de commerce et d'industrie de Laval (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	68 824,00 \$
15	*Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	70 465,00 \$
16	Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie (Promotion du français)	Organiser une campagne de relations publiques pour la promotion du français.	75 000,00 \$
17	*Chambre de commerce gaie du Québec (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	74 104,00 \$
18	*Culture Montréal (Arts et lettres)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	70 050,00 \$
19	La fédération des chambres de commerce de la province de Québec (Industrie et commerce)	Promouvoir les mérites du français par la remise d'un prix remis lors du Gala des mercuriades.	26 250,00 \$
20	Université Concordia (Formation)	Faire connaître aux étudiants, employés et professeurs de l'université les ressources de langue française disponibles sur le campus et remise de bourses d'études pour l'apprentissage du français.	75 000,00 \$
21	Association Québec-France (Promotion du français)	Sensibiliser les citoyens à l'importance de la qualité de la langue française.	32 047,00 \$
22	Centre des arts populaires de Nicolet (Promotion du français)	Sensibiliser les citoyens à l'importance de la qualité de la langue française.	30 000,00 \$
23	*Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal (Immigration)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	36 771,00 \$
24	Culture Montréal (Arts et lettres)	Poursuivre la réalisation du portail <i>Les arts de la scène</i> .	26 725,00 \$
25	*FormaPlus (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	19 756,00 \$
26	*La Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	75 000,00 \$
	Total :		1 405 939 \$

**Programme de soutien à la francisation
par les technologies de l'information et des communications
Année 2013-2014**

	Nom du demandeur	Secteur d'intervention	Objectif de la demande	Aide financière octroyée
1	Système Huntingdon inc.	Industries et commerces divers	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes	16 140,00
2	*L'Auberge du Dragon rouge inc.	Restaurants avec permis d'alcool	Remplacement des logiciels non conformes	4 068,00
3	Équipement Comairco ltée	Industries et commerces divers	Remplacement des logiciels non conformes	50 000,00
4	*6484654 Canada inc. (Centre éducatif Alexandrie)	Bibliothèque	Correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	765,00
5	Chambre de commerce Montréal métropolitain	Associations commerciales	Remplacement des logiciels non conformes	2 419,00
6	Hatley - P'tite maison bleue inc.	Industries et commerces divers	Remplacement des logiciels, des serveurs et des claviers non conformes et traduction du site Web	50 000,00
7	HD Supply Canada inc.	Aménagement et habitat	Traduction de la base de données	50 000,00
8	*Sécurité Scantronic Canada inc.	Vente et fourniture d'équipements de sécurité	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes, traduction du site Web et correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	50 000,00
9	*7556632 Canada inc (Boulangerie Monsieur Spicée)	Boulangerie	Correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	514,00
10	*Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal	Organisations civiques et amicales	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes	18 826,00
11	*Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	Organisations civiques et amicales	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes	737,00
12	*EROS - Équipe de recherche opérationnelle en santé	Cabinet d'infirmiers – Services d'informatique en soins infirmiers	Remplacement des logiciels, des claviers et des serveurs non conformes	25 669,00
13	Sarbakan inc.	Autres services de télécommunications	Remplacement des logiciels, des claviers et des serveurs non conformes	28 015,00
14	*La fromagerie Copette & Cie inc.	Autres magasins d'alimentation spécialisés	Remplacement des logiciels non conformes	4 875,00

	Nom du demandeur	Secteur d'intervention	Objectif de la demande	Aide financière octroyée
15	*Maison des jeunes A ma baie inc.	Organisations civiques et amicales	Remplacement des claviers non conformes	86,00
16	*MICROS-Fidelio Canada ltée	Autres services	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes et traduction du site Web	30 064,00
17	*Soludoc inc.	Autres industries de produits manufacturés	Remplacement des logiciels et du serveur non conformes	7 263,00
18	Les aciers J.P. inc.	Commerce de gros de formes primaires et profilés de charpente en fer et en acier	Remplacement des logiciels non conformes	4 583,00
19	Hydro mobile inc.	Autres industries de la machinerie et de l'équipement	Remplacement des logiciels et des serveurs non conformes	16 285,00
20	St-Denis Thompson inc.	Autres travaux spécialisés, entrepreneur général en construction (commercial et résidentiel)	Remplacement des logiciels et des serveurs non conformes	31 619,00
21	Cogirès inc.	Hôtels et auberges	Remplacement des logiciels et des serveurs non conformes	47 822,00
22	9152-2342 Québec inc. (Crèmerie Chureria Radikal Dezzertz)	Hébergement, restauration et loisirs	Correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	6 574,00
23	9265-1082 Québec inc. (Café Sparta)	Tavernes, bars et boîtes de nuit	Correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	15 314,00
	Total :			461 638 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

26- Nombre d'entreprises inscrites auprès de l'OQLF au 31 décembre 2012. Nombre d'entreprises qui détiennent un certificat de francisation. Ventilation des entreprises selon la taille.

ooo—000—ooo—000—ooo

Au 31 mars 2014, 6334 entreprises étaient inscrites à l'Office et 5464 d'entre elles détenaient un certificat de francisation.

Références à la législation :
Le chapitre V de la Charte de la langue française portant sur la francisation des entreprises, art. 135 et suivants.

L'inscription des entreprises auprès de l'Office vise à généraliser l'utilisation du français, à tous les niveaux, dans leurs activités au Québec afin d'obtenir un certificat de francisation.

Statistiques :
La répartition des entreprises inscrites à l'Office au 31 mars 2014 est la suivante :

Ventilation des entreprises selon leur taille

Tranche d'employés	N ^{bre} d'entreprises inscrites	N ^{bre} d'entreprises certifiées
Moins de 100	3965	3431
100 et +	2369	2033
Total	6334	5464

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

- 22** Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, et les prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Aucun contrat.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

23 Évolution annuelle, depuis 2007, du nombre d'employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour l'OQLF.

- b) Conseil supérieur de la langue française
 - i. Ventiler les employés selon le poste occupé

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Les renseignements budgétaires sont inscrits aux Livres des crédits 2013-2014 des ministères et organismes.

- a. Effectif autorisé du Conseil supérieur de la langue française ventilé selon le poste occupé au :

Effectif autorisé	Au 31 mars 2014
Hors cadre et cadre	2
Professionnels	10
Fonctionnaires	4
TOTAL	16

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

24 Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquer le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2011-2012 et 2012-2013, ainsi que l'évolution depuis 2008.

c) Conseil supérieur de la langue française

ooo—000—ooo—000—ooo

Années	Prix littéraire Émile-Ollivier	Prix Jules- Fournier (journalisme)	Prix Raymond- Charette (journalisme)	Bourse AIEQ* CEETUM**	Total
2008-2009	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	-	15 000 \$
2009-2010	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	-	15 000 \$
2010-2011	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	-	15 000 \$
2011-2012	5 000 \$	2 000 \$	2 000 \$	7 500 \$	16 500 \$
2012-2013	5 000 \$	2 000 \$	2 000 \$	7 500 \$	16 500 \$
2013-2014	5 000 \$	2 000 \$	2 000 \$	7 500 \$	16 500 \$

* Association internationale des études québécoises

** Centre d'études ethniques des universités montréalaises

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

27 Budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

000—000—000—000—000

Exercice	Rémunération (\$)	Fonctionnement (\$)	Par mois (\$)	Total par année (\$)
2010-2011	254,2	194,8	37,4	449,0
2011-2012	300,1	177,7	38,8	477,8
2012-2013	325,0	105,0	35,8	430,0
2013-2014	432,7	131,1	46,9	563,8

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

28 Composition des membres du Conseil en précisant la date de nomination de chaque personne ainsi que la durée du mandat pour chacune d'elles. S'il y a eu des terminaisons de mandats ou révocations, indiquer les motifs et conditions de départ.

000—000—000—000—000

MEMBRES	DATE DE NOMINATION	DUREE DU MANDAT	FIN DE MANDAT	DATE DE DEPART / MOTIF
Vézina, Robert (président)	2011-12-14	5 ans	2016-12-13	2014-02-07 Nomination à l'OQLF
Lachance, Monique (présidente par intérim)	2014-02-10	—	—	
Archibald, James (remplace Sylvia Martin-Laforge)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Azdouz, Rachida (remplace Jocelyn Létourneau)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Blais, Diane	2009-04-29	5 ans	2014-04-28	
Campanile, Delfino	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	
	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Chan, Winston	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Joly, Mélanie	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Létourneau, Jocelyn	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Marois, Guillaume (remplace Winston Chan)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Martin-Laforge, Sylvia	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Pagé, Lorraine	2002-10-02	5 ans	2007-10-01	
	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	
	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Poirier, Éric (remplace Mélanie Joly)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

28 Budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

000—000—000—000—000

Exercice	Rémunération	Fonctionnement	Total
2010-2011	254,2	194,8	449,0
2011-2012	300,1	177,7	477,8
2012-2013	325,0	105,0	430,0
2013-2014	432,7	131,1	563,8

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

29 Composition des membres du Conseil en précisant la date de nomination de chaque personne ainsi que la durée du mandat pour chacune d'elles.

000—000—000—000—000

MEMBRES	DATE DE NOMINATION	DUREE DU MANDAT	FIN DE MANDAT	DATE DE DEPART / MOTI F
Vézina, Robert (président)	2011-12-14	5 ans	2016-12-13	2014-02-07 Nomination à l'OQLF
Lachance, Monique (présidente par intérim)	2014-02-10	—	—	
Archibald, James (remplace Sylvia Martin-Laforge)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Azdouz, Rachida (remplace Jocelyn Létourneau)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Blais, Diane	2009-04-29	5 ans	2014-04-28	
Campanile, Delfino	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	
	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Chan, Winston	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Joly, Mélanie	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Létourneau, Jocelyn	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Marois, Guillaume (remplace Winston Chan)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Martin-Laforge, Sylvia	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Pagé, Lorraine	2002-10-02	5 ans	2007-10-01	
	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	
	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Poirier, Éric (remplace Mélanie Joly)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

30 Liste de tous les avis demandés par le/la ministre de la Culture et des Communications depuis 2005-2006.

000—000—000—000—000

- ❖ 2006 : Demande d'avis sur le français et les jeunes.
- ❖ 2012 : Demande d'avis sur la refonte de la Charte de la langue française.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

30 Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

000—000—000—000—000

Travaux en cours au 31 mars 2014

La langue du travail dans le secteur public : portrait statistique

Recherche entreprise en mars 2012 à partir des données des recensements de 2001 et 2006. La publication de l'étude, qui avait été prévue pour l'exercice financier 2012-2013, a été reportée d'abord pour prioriser l'avis *Redynamiser la politique linguistique du Québec*, sollicité par la ministre et paru en mars 2013, puis pour tenir compte des données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 sur la langue du travail (disponibles à l'été 2013). Le dépôt du rapport final est prévu pour le début de l'été 2014.

Conscience linguistique et usage du français (CLUF), 2^e fascicule – L'usage du français et de l'anglais par les Québécois dans les interactions publiques

Faisant suite à l'étude *Importance et priorité du français pour la population québécoise : une étude exploratoire*, publiée en juin 2012, ce 2^e fascicule de l'enquête CLUF examine l'usage des langues dans diverses situations de communication publique, le lien entre l'importance perçue des langues, l'accord avec la priorité du français et les usages linguistiques. Le dépôt du rapport final est attendu à la fin de l'été 2014.

L'usage des langues et la place du français dans le domaine du transport aérien au Québec : étude exploratoire

Étude débutée en mai 2011 et effectuée à la demande du ministère des Transports du Québec (MTQ). Une version préliminaire du rapport (version de travail) a été produite et transmise au MTQ en juin 2013. La publication de la synthèse de cette étude a ensuite été différée, principalement pour tenir compte des données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 (disponibles à l'été 2013). Dernièrement, l'étude a été soumise à un juriste, spécialiste du domaine du transport aérien, afin de valider certaines informations. Le dépôt du rapport final est prévu pour l'automne 2014.

Le sens des usages linguistiques et la valeur de l'anglais et du français dans la communication publique : étude qualitative auprès de jeunes francophones et bilingues de Montréal

Recherche conduite pour le CSLF par Patricia Lamarre, professeure agrégée au Département de didactique de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. Le dépôt d'une version préliminaire du rapport de recherche était prévu pour la fin de l'été 2013. Il a été reporté par l'équipe universitaire à une date ultérieure, tout comme le dépôt du rapport final, maintenant prévu au début de l'année 2015.

La socialisation langagière comme processus dynamique : suivi d'une cohorte de jeunes multilingues intégrant le marché du travail

Recherche conduite pour le CSLF par Patricia Lamarre, professeure agrégée au Département de didactique de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. La collecte de données de cette recherche s'est déroulée au cours de

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le groupe d'opposition officielle.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

30 Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

000—000—000—000—000

l'année 2012. L'analyse des transcriptions des données a été complétée, permettant ainsi de dégager une vue d'ensemble des informations recueillies. Par la suite, une analyse comparative a été menée pour détecter les changements dans la vie de ces jeunes multilingues par rapport aux données récoltées trois ans plus tôt. Cette étape a également été complétée.

Le dépôt du rapport final, initialement prévu pour 2013-2014, a été reporté par l'équipe universitaire à l'exercice 2014-2015.

Exploration du corpus Texto4Science

Recherche conduite pour le CSLF par Patrick Drouin, professeur agrégé au Département de linguistique et de traduction de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal. Cette recherche a été entreprise en mars 2012. Le rapport final était initialement attendu à la fin de l'exercice financier 2013-2014, mais il a dû être reporté par le chercheur à l'exercice 2014-2015.

La réalité linguistique des entreprises de haute technologie de la région de Québec : une étude exploratoire [Titre provisoire]

Recherche entreprise à l'automne 2013 avec la collaboration de l'OQLF pour ce qui est de la sélection des entreprises qui font l'objet de l'étude. La rédaction d'une version préliminaire du rapport devrait être complétée à la fin de l'exercice financier 2014-2015.

La qualité de la langue dans les médias écrits québécois

Recherche conduite pour le CSLF par Éric Kavanagh et Isabelle Paré, professeurs à l'Université Laval. Cette recherche a été entreprise à l'automne 2013. Le dépôt d'une version préliminaire est prévu pour l'automne 2014.

L'exemplarité de l'administration publique québécoise en matière de qualité de la langue française dans les médias sociaux [Titre provisoire]

Recherche entreprise à la fin de l'automne 2013. La rédaction d'une version préliminaire du rapport devrait être complétée au cours de l'année 2014-2015.

Prévisions pour 2014-2015

- Les travaux de recherche en cours au 31 mars 2014 se poursuivront en 2014-2015.
- D'autres études pourront s'ajouter à la programmation de recherche en cours d'année.

CHARTRE
DE LA LANGUE FRANÇAISE

DEMANDE DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

2014-2015

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

		PAGE
	SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE	
1	Liste de tous les modes et des lieux de formation en français offerts par le gouvernement du Québec (OQLF, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Emploi-Québec, Commission des partenaires du marché du travail, etc.).	RP 1
2	Liste des programmes offerts par chacun. Crédits alloués à chacun des programmes en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	RP 2
3	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour 2012-2013 et 2013-2014. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.	RP 3
4	Nombre de chefs d'entreprise de 11 à 49 employés ayant reçu la communication officielle du gouvernement pour 2013-2014.	RP 4
5	État d'avancement des travaux d'implantation d'un guichet unique de l'offre gouvernementale en francisation. Bilan des actions en 2013-2014.	RP 5
23	Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquez le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2012-2013 et 2013-2014. Évolution depuis 2008. a) Secrétariat à la politique linguistique	RP 7

		PAGE
	OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE	
6	Concernant l'application de la Charte de la langue française, ventilation, par mois, du nombre de dossiers transmis au Procureur général du Québec et/ou Directeur des plaintes criminelles et pénales par l'Office québécois de la langue française en 2013-2014.	RP 1
7	Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l'Office québécois de la langue française en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Nombre de dossiers traités par professionnel	RP 2
8	Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour l'Office québécois de la langue française en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015	RP 4
9	Composition du comité de suivi de la situation linguistique au 31 décembre 2013. Pour chaque membre, date de la nomination et durée du mandat.	RP 5

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

		PAGE
10	Tableau sur les dossiers fermés selon les motifs de fermeture, en pourcentage, en 2013-2014.	RP 6
11	Nombre d'inspecteurs et d'inspections effectuées par chacun en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	RP 7
12	Pour chacune des cinq dernières années, nombre de fois où a été utilisé l'article 151 de la Charte visant à exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes, qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.	RP 8
13	Pour chacune des cinq dernières années, nombre d'ententes particulières conclues entre l'Office québécois de la langue française et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.	RP 9
14	Ventilation des subventions accordées aux organisations syndicales dans le cadre de la francisation des entreprises pour 2013-2014.	RP 10
15	Détails et état d'implantation du programme de soutien aux associations pour la promotion du français dans les petites entreprises, nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014; prévisions pour 2014-2015, crédits accordés dans ce programme en 2013-2014; prévisions pour 2014-2015.	RP 11
16	Détails et état d'implantation du programme des associations partenaires pour la francisation des petites entreprises; nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014; prévisions pour 2014-2015; crédits accordés pour ce programme en 2013-2014; prévisions pour 2014-2015.	RP 13
17	Détails et état d'implantation du programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications; nombre d'organismes et d'entreprises ayant participé au programme en 2013-2014; prévisions pour 2014-2015; crédits accordés pour ce programme en 2013-2014; prévisions pour 2014-2015.	RP 14
18	Liste des actions de sensibilisation et d'information ciblées menées par l'OQLF pour l'accueil et les services en français dans les commerces.	RP 16
19	Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours afin d'assurer le respect de ces dispositions pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.	RP 18
20	Détails et coûts de la campagne de sensibilisation pour convaincre les entreprises dont la marque de commerce ne comporte aucune inscription en français de se conformer à la Charte de la langue française pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.	RP 20

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

		PAGE
21	Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels; mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); crédits alloués en 2013 2014 et prévisions pour 2014-2015.	RP 21
22	Évolution annuelle depuis 2008, du nombre d'employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour l'OQLF : a) Office québécois de la langue française : ventiler les employés selon le poste occupé.	RP 22
23	Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquez le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Évolution depuis 2008.	RP 23
24	Pour chaque demande d'aide financière concernant la langue française acceptée en 2011-2012, en 2012-2013 et en 2013-2014 a) Le nom du demandeur et/ou projet; b) Secteur d'intervention; c) Objectifs visés par la demande d'aide; d) Aide financière octroyée.	RP 24
25	Nombre d'entreprises inscrites auprès de l'OQLF au 31 mars 2014. Nombre d'entreprises qui détiennent un certificat de francisation. Ventilation des entreprises selon la taille.	RP 28
26	Dépenses engendrées jusqu'à maintenant par l'OQLF dans les démarches juridiques contre les six multinationales qui contestent le pouvoir de l'OQLF de les contraindre à franciser leur marque de commerce.	RP 29

		PAGE
	CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE	
22	Évolution annuelle depuis 2008, du nombre d'employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour l'OQLF. b) Conseil supérieur de la langue française i. Ventiler les employés selon le poste occupé	RP 1
23	Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquez le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2012-2013 et 2013-2014. Évolution depuis 2008. c) Conseil supérieur de la langue française	RP 2
27	Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	RP 3

Étude des crédits 2014-2015

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

		PAGE
28	Budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.	RP 5
29	Composition des membres du Conseil en précisant la date de nomination de chaque personne ainsi que la durée du mandat pour chacune d'elles.	RP 6
30	Liste de tous les avis demandés par le/la ministre de la Culture et des Communications depuis 2005-2006.	RP 7

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 1- Liste de tous les modes et des lieux de formation en français offerts par le gouvernement du Québec (OQLF, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Emploi-Québec, Commission des partenaires du marché du travail, etc.).

ooo—000—ooo—000—ooo

Il appartient à chaque ministère ou organisme de répondre de l'offre d'activités relevant de sa responsabilité.

Pour leur part, le Secrétariat à la politique linguistique et l'Office québécois de la langue française n'offrent pas d'activités de formation.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 2- Liste des programmes offerts par chacun. Crédits alloués à chacun des programmes en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Il appartient à chaque ministère ou organisme de répondre des activités relevant de sa responsabilité.

Pour leur part, le Secrétariat à la politique linguistique et l'Office québécois de la langue française n'offrent pas d'activités de formation.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 3- État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour 2012-2013 et 2013-2014. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.**

ooo—000—ooo—000—ooo

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Emploi-Québec et l'Office québécois de la langue française étaient responsables de cette mesure de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 (mesure 15).

Ainsi qu'il a été indiqué lors de l'étude des crédits de l'année dernière, après examen de la faisabilité de cette mesure, les partenaires gouvernementaux ont décidé de l'abandonner pour les raisons suivantes :

- le taux de roulement au sein des petits commerces et des entreprises, tant du côté des propriétaires que de celui des travailleurs, créait des difficultés quant à la stabilité d'éventuelles activités de parrainage;
- il existe déjà dans le programme PRIIME d'Emploi-Québec un volet permettant un accompagnement de travailleurs en emploi (mesure 14a de la Stratégie).

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

4- Nombre de chefs d'entreprise de 11 à 49 employés ayant reçu la communication officielle du gouvernement pour 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ainsi qu'il a été indiqué lors de l'étude des crédits de l'année dernière, cette mesure de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 (mesure 20) a été réalisée en 2010-2011. Une lettre officielle a été envoyée le 21 janvier 2011 à près de 7 000 entreprises situées sur l'île de Montréal, les invitant à utiliser le nouveau guichet unique de services en francisation, *Carrefour francisation*.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

5- État d'avancement des travaux d'implantation d'un guichet unique de l'offre gouvernementale en francisation. Bilan des actions en 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

État d'avancement des travaux d'implantation d'un guichet unique de l'offre gouvernementale en francisation :

L'implantation d'un guichet unique correspond à la mesure 26 de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 qui était sous la responsabilité de la CCMM en collaboration et avec le soutien financier de l'OQLF. Cette mesure, qu'on peut considérer comme entièrement réalisée, a permis la mise en place d'un guichet unique d'information et d'accompagnement des petites entreprises en matière de francisation constituée des trois éléments suivants :

- ✓ Un portail Web en français (www.carrefourfrancisation.com) qui intègre l'ensemble de l'information gouvernementale pertinente sur la francisation; le portail permet aux entreprises de comprendre pourquoi elles doivent se franciser, d'identifier et d'accéder aux programmes d'aide financière et aux services gouvernementaux disponibles pour soutenir leur francisation, d'évaluer leurs besoins en francisation, d'accéder à des outils pratiques pouvant faciliter leurs communications en français et qui donne accès aux témoignages d'entreprises ayant complété leur francisation.
- ✓ Une équipe d'agents de francisation coordonnée par la CCMM responsable d'identifier les petites entreprises ayant des besoins en francisation, de les rencontrer pour les sensibiliser à leurs obligations en cette matière et pour les informer des programmes et outils à leur disposition pour réaliser leur francisation et de les accompagner dans le processus volontaire de francisation adapté, mis en place par l'OQLF et le SPL et menant à une attestation de conformité à la Charte de la langue française
- ✓ Une ligne téléphonique permettant une assistance directe et rapide.

On peut donc considérer que le guichet unique d'information et d'accompagnement en matière de francisation est bien en place et fonctionnel; il importe de préciser qu'il s'agit d'une réalisation en constante évolution, tant en ce qui a trait au portail Web qui continue d'évoluer et de s'enrichir au fil du temps que de l'équipe d'agents de francisation qui elle aussi évolue pour couvrir d'autres secteurs économiques et d'autres secteurs géographiques non plus seulement dans l'île de Montréal mais dorénavant dans la grande région de Montréal.

Parallèlement à la mise en place de ce guichet unique d'information et d'accompagnement et en concertation avec l'équipe d'agents de francisation, il faut souligner l'adaptation qui a été faite par les partenaires gouvernementaux, particulièrement le MIDI et E-Q de leur offre de service en francisation afin de mieux l'adapter aux contraintes et aux besoins des petites entreprises et des immigrants non-francophones, travailleurs ou en recherche d'emploi.

Bilan des actions 2013-2014 :

L'année 2013-2014 a été marquée par l'arrivée à son terme de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013 le 31 octobre 2013 et la reconduction en

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

5- État d'avancement des travaux d'implantation d'un guichet unique de l'offre gouvernementale en francisation. Bilan des actions en 2013-2014.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

novembre 2013 d'une Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015.

Le **Comité directeur des orientations** a tenu sa réunion annuelle le 20 juin 2013. Lors de cette rencontre, le bilan de la Stratégie 2008-2013 établi au 31 mars 2013 a été adopté et la reconduction pour deux ans d'une Stratégie commune d'intervention a été annoncée.

Le **Comité de suivi des activités** s'est pour sa part réuni deux fois au cours de l'année 2013-2014 :

- ✓ Le 31 mai 2013, rencontre qui avait pour objet d'approuver le bilan de la Stratégie commune 2008-2013 en vue de son dépôt au Comité directeur des orientations en juin 2013
- ✓ Le 8 novembre 2013, rencontre qui avait pour objet d'approuver la proposition de Stratégie commune 2013-2015 en vue de son dépôt au Comité directeur des opérations en novembre 2013

La **Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM)** a organisé un déjeuner d'affaires qui a eu lieu le 18 novembre 2013 et qui avait pour seul objet le lancement de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015.

Le **Secrétariat à la politique linguistique (SPL)** qui est responsable d'assurer le soutien administratif à la réalisation de la Stratégie commune d'intervention s'est doté de deux sous-comités pour remplir son mandat :

- ✓ Un sous-comité de coordination réunissant des représentants du SPL, de l'Office québécois de la langue française (OQLF) et de la CCMM agissant comme coordonnateurs des activités chacun dans son organisation
- ✓ Un sous-comité « communication » réunissant des représentants du SPL, de l'OQLF et de la CCMM agissant comme responsables des communications chacun dans son organisation

Un premier bilan de la Stratégie sera produit au printemps 2015 qui couvrira la période allant de son lancement en novembre 2013 jusqu'au 31 mars 2015. Un bilan complémentaire sera produit en 2016 pour couvrir la période restante de la Stratégie commune à savoir du 1^{er} avril 2015 au 31 octobre 2015.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

23- Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquez le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2012-2013 et 2013-2014. Évolution depuis 2008.

a) Secrétariat à la politique linguistique

ooo—000—ooo—000—ooo

Liste des programmes d'aide financière du Secrétariat à la politique linguistique 2013-2014

Programme d'aide financière	nombre de demandes reçues	nombre de demandes acceptées	Sommes versée (000 \$)
Promotion et diffusion de la langue française	20	11	299.5
Programme de promotion du français lors d'activités culturelles	73	25	350.0
Prix Georges-Émile-Lapalme	1	1	30.0
Prix du mérite du français	1	1	10.0
Prix Camille-Laurin	1	1	10.0
Total	96	39	699.50

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 6- Concernant l'application de la Charte de la langue française, ventilation, par mois, du nombre de dossiers transmis au Procureur général du Québec et/ou Directeur des plaintes criminelles et pénales par l'Office québécois de la langue française en 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

**Nombre de dossiers transmis
au Directeur des poursuites criminelles et pénales
en 2013-2014**

Avril 2013	0
Mai 2013	7
Juin 2013	16
Juillet 2013	6
Août 2013	0
Septembre 2013	0
Octobre 2013	0
Novembre 2013	15
Décembre 2013	4
Janvier 2014	7
Février 2014	4
Mars 2014	1

TOTAL :	60
----------------	-----------

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 7- Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l'Office québécois de la langue française en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Nombre de dossiers traités par professionnel.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nombre des plaintes inscrites 2013-2014

Exercice	Nombre de plaintes inscrites au système
2013-2014	3 107

Nature des plaintes inscrites 2013-2014

Répartition des objets de contravention des plaintes inscrites par thème	2013-2014 %
Langue de l'affichage public et commercial	33
Langue des produits (inscriptions, emballages, documents, logiciels, etc.)	13
Langue de la documentation commerciale	28
Sites Web	13
Publications, demandes d'emploi, factures, contrats, etc.	15
Langue de service	19
Langue de travail	3
Langue de service des membres des ordres professionnels	1
Autres	4
Ensemble des thèmes	100 *

* Affichage 32,7 % – Produits 13 % – Langue de documentation commerciale 28,2 % - Langue de service 18,7 % - Langue de travail 3,1 % - Langue de service membres ordres professionnels 0,7 % - Autres 3,6 % donne un résultat de 100 %. Les données individuelles arrondies donnent un résultat global de 101 %.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 7- Nombre et nature des plaintes et des demandes déposées à la Direction du traitement des plaintes de l'Office québécois de la langue française en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Nombre de dossiers traités par professionnel.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nombre de dossiers de plaintes traités 2013-2014

Exercice	Nombre de dossiers traités (fermés)
2013-2014	3 597

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 8- Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour l'Office québécois de la langue française en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Exercice 2013-2014

Le 23 août 2013, l'Office a rendu publique l'étude intitulée *Trajectoires linguistiques et langue d'usage public chez les allophones de la région métropolitaine de Montréal* qui a été réalisée par Jean-Pierre Corbeil et René Houle dans le cadre du suivi de la situation linguistique.

De plus, il a préparé un résumé, a publié un communiqué de presse et a déposé tous les documents dans son site Web.

Exercice 2014-2015

Les membres du Comité de suivi de la situation linguistique devraient être nommés au cours de l'année. La programmation des travaux de recherche sera établie et présentée à la ministre.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 9- Composition du comité de suivi de la situation linguistique au 31 décembre 2013. Pour chaque membre, date de la nomination et durée du mandat.

ooo—000—ooo—000—ooo

Présidé par monsieur Marc Termote, le Comité de suivi de la situation linguistique est composé de :

Nom	Poste	Date de nomination	Date de fin de mandat**
M. Marc Termote	Président*	2009-04-14	2014-03-25
M ^{me} Monica Heller	Membre	2009-04-14	2013-04-14
M. Jean-Pierre Corbeil	Membre	2009-04-14	2013-04-14
M ^{me} Michèle Vatz-Laaroussi	Membre	2011-12-09	2013-04-14
M ^{me} Micheline Ostoj	Secrétaire	2009-06-19	2013-06-19

* Nommé membre de l'OQLF, par décret du gouvernement, le 25 mars 2009, et ce, pour 5 ans.

** L'article 165.12 de la Charte prévoit que les cinq membres du comité demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

10- Tableau sur les dossiers fermés selon les motifs de fermeture, en pourcentage, en 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

Dossiers de plaintes fermés entre le 1er avril 2013 et le 31 mars 2014

Motif de fermeture	Nombre de dossiers	Pourcentage
Situation conforme (plainte non fondée)	733	20 %
Situation corrigée	1 497	42 %
Intervention incitative et préventive	525	15 %
Intervention sectorielle	421	12 %
Autres motifs	367	10 %
Transmis au directeur des poursuites criminelles et pénales	54	2 %
Total des dossiers de plaintes fermés pour la période	3 597	100 % *

* Situation corrigée 41,6 % – Situation conforme (plainte non fondée) 20,4 % - intervention incitative 14,6 % - intervention sectorielle 11,7 % - autres motifs 10,2 % - transmis au directeur des poursuites criminelles et pénales 1,5 %. Donne un résultat de 100 %. Les données arrondies

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

11- Nombre d'inspecteurs et d'inspections effectuées par chacun en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

- Au 1^{er} avril 2013, 8 inspecteurs et inspectrices effectuaient des inspections sur le terrain pour recueillir les éléments de preuve reliés aux enquêtes.
- Au cours de l'année, 2 inspecteurs occasionnels ont quitté l'Office et 1 inspectrice, en prêt de service, a cessé d'effectuer des inspections, de sorte qu'au 31 mars 2014, 5 personnes effectuaient des inspections sur le terrain.

Exercice

Moyenne d'inspections effectuées*

2011-2012	540
2012-2013	536
2013-2014	577

- * La moyenne est calculée à partir des inspections effectuées en cours d'année par les personnes, en poste au 31 mars, dont le travail consiste à faire des inspections à temps plein. Sont donc exclues du calcul les personnes ayant cessé de faire des inspections avant le 31 mars. Sont aussi exclus les professionnels en enquêtes chargés d'effectuer les vérifications des sites Web et les conseillers en francisation dans les régions plus éloignées de Montréal, puisque les inspections ne représentent qu'une petite portion de leurs tâches.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 12-** Pour chacune des cinq dernières années, nombre de fois où a été utilisé l'article 151 de la Charte visant à exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes, qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.

ooo—000—ooo—000—ooo

- Au cours des cinq derniers exercices financiers, il n'y a eu aucun recours à l'article 151 de la Charte.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 13-** Pour chacune des cinq dernières années, nombre d'ententes particulières conclues entre l'Office québécois de la langue française et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.

ooo—000—ooo—000—ooo

- Au cours des cinq derniers exercices financiers, il n'y a eu aucune entente particulière entre l'OQLF et une entreprise visée à l'article 151 de la Charte.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

14- Ventilation des subventions accordées aux 25 organisations syndicales dans le cadre de la francisation des entreprises pour 2013-2014.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les subventions accordées aux organisations syndicales, dans le cadre du Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales, ont totalisé 356 250 \$. Cette somme a été répartie comme suit :

- | | |
|--|------------|
| . Centrale des syndicats démocratiques | 53 440 \$ |
| . Confédération des syndicats nationaux | 89 060 \$ |
| . Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec | 213 750 \$ |

Ces subventions permettent la réalisation de projets visant principalement l'opérationnalisation des comités de francisation et la formation des membres syndiqués engagés dans le processus de francisation des entreprises employant plus de cent personnes au Québec.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

15- Détails et état d'implantation du *Programme de soutien aux associations pour la promotion du français dans les petites entreprises*. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Suite au Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques tenu le 10 octobre 2008 et conformément à la Stratégie commune d'intervention pour Montréal 2008-2013, l'Office a élaboré le Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises.

Ce programme, qui comporte deux volets, permet d'accorder un soutien financier à un organisme :

- * pour des activités de promotion et de sensibilisation visant à favoriser l'utilisation du français par les employés sur les lieux de travail, et ce, entre autres dans les relations qu'ils entretiennent avec leurs fournisseurs, leur clientèle et le public, ou pour des activités permettant de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française et leur application (volet 1);
- * pour la réalisation d'activités de développement terminologique favorisant l'utilisation d'un français de qualité au sein des entreprises (volet 2).

Les organismes admissibles au programme sont les suivants :

- * les associations de travailleurs, de gens d'affaires et d'entreprises;
- * les chambres de commerce;
- * les réseaux d'entreprises franchisées;
- * les associations et les fédérations d'associations représentant un secteur d'activité économique à l'échelle du Québec;
- * les associations ou tout autre regroupement sans but lucratif dont la promotion du français constitue la mission ou l'une des principales activités en vertu de leur acte constitutif;
- * de plus, les universités, facultés ou départements universitaires sont également admissibles, mais ne peuvent présenter une demande de financement que pour le premier volet du présent programme.

La brochure du programme est disponible sur le site Web de l'Office.

Les membres de l'Office ont approuvé 26 demandes au cours de l'exercice 2013-2014 pour un montant total de 1 405 939 \$.

Les crédits accordés pour ce programme en 2013-2014 ont été de 1,6 M\$ de dollars

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

15- Détails et état d'implantation du *Programme de soutien aux associations pour la promotion du français dans les petites entreprises*. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Tableau récapitulatif au 31 mars 2014 des subventions accordées

2013-2014	Association	Région	Engagement (\$)
Avril	*Association du commerce et des restaurants chinois du Québec du Canada (volet 1)	06	47 200,00
Avril	Association du commerce et des restaurants chinois du Québec du Canada (volet 2)	06	99 085,00
Avril	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	06	36 900,00
Avril	Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal	06	37 500,00
Avril	*Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent-Mont-Royal	06	41 250,00
Avril	Chambre de commerce gaie du Québec (volet 2)	06	54 487,00
Avril	Culture Montréal (volet 1)	06	73 275,00
Avril	Impératif français	07	75 000,00
Juin	FormaPlus	06	26 250,00
Octobre	Chambre de commerce du Grand Sainte-Agathe	15	10 000,00
Décembre	*Centre d'intégration multi-services de l'Ouest de l'Île	06	75 000,00
Décembre	*Chambre de commerce de l'Est de Montréal	06	75 000,00
Décembre	*Société de développement commercial du Vieux-Montréal	06	75 000,00
Décembre	*Chambre de commerce et d'industrie de Laval	13	68 824,00
Janvier	*Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec (AMDEQ)	03	70 465,00
Janvier	Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie	04	75 000,00
Janvier	*Chambre de commerce gaie du Québec (volet 1)	06	74 104,00
Janvier	*Culture Montréal (volet 1)	06	70 050,00
Janvier	La fédération des chambres de commerce de la province de Québec	06	26 250,00
Janvier	Université Concordia	06	75 000,00
Février	Association Québec-France	03	32 047,00
Février	Centre des arts populaires de Nicolet	17	30 000,00
Mars	*Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal	06	36 771,00
Mars	Culture Montréal (volet 2)	06	26 725,00
Mars	*FormaPlus	06	19 756,00
Mars	*La Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	16	75 000,00
	TOTAL pour toutes les régions		1 405 939 \$

* Agents de francisation

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

16- Détails et état d'implantation du *Programme des associations partenaires pour la francisation des petites entreprises*. Nombre d'associations ayant participé au programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question est incluse dans la réponse donnée à la question 15.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17- Détails et état d'implantation du *Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications*. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Le Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications (TIC) a été lancé en 2008 à la suite de l'annonce faite lors du Rendez-vous des gens d'affaires et des partenaires socioéconomiques tenu à Montréal.

Le programme s'adresse aux entreprises qui comptent 99 employés ou moins dans le cadre d'une démarche de francisation. Il vise, d'une part, à accélérer l'obtention d'un certificat de francisation par les entreprises de 50 à 99 employés inscrites à l'Office et, d'autre part, à favoriser la francisation volontaire des petites entreprises employant 49 personnes ou moins.

Le programme comporte trois volets. Le deux premiers s'adressent aux entreprises qui emploient 99 personnes ou moins. Le premier volet permet de remplacer des claviers, des logiciels et des interfaces linguistiques par leur équivalent conforme à la Charte. Le second facilite la traduction d'un site Web, d'un intranet ou d'un extranet. Enfin, un troisième volet, pour les entreprises qui emploient 49 personnes ou moins, vise la correction de l'affichage public et de la documentation commerciale.

La subvention accordée par l'Office ne peut dépasser 50 000 \$ par entreprise et couvre au maximum 75 % des dépenses admissibles.

La brochure du programme est disponible sur le site Web de l'Office, où l'on trouve également le formulaire électronique qui permet d'acheminer une demande de subvention.

Les membres de l'Office ont approuvé 23 demandes d'entreprises au cours de l'exercice 2013-2014 pour un montant total de 461 638 \$.

Les crédits accordés en 2013-2014 ont été de 1 million de dollars.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17- Détails et état d'implantation du *Programme de soutien à la francisation par les technologies de l'information et des communications*. Nombre d'organismes et entreprises ayant participé au programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015. Crédits accordés pour ce programme en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Tableau récapitulatif au 31 mars 2014 des subventions accordées

2013-2014	Entreprise	Région	Engagement (\$)
Avril	Système Huntingdon inc.	16	16 140,00
Mai	*L'Auberge du Dragon rouge inc.	06	4 068,00
Mai	Équipement Comairco ltée	13	50 000,00
Juin	*6484654 Canada inc. (Centre éducatif Alexandrie)	06	765,00
Juin	Chambre de commerce Montréal métropolitain	06	2 419,00
Juin	Hatley - P'tite maison bleue inc.	06	50 000,00
Juin	HD Supply Canada inc.	06	50 000,00
Juin	*Sécurité Scantronic Canada inc.	06	50 000,00
Septembre	*7556632 Canada inc (Boulangerie Monsieur Spicée)	06	514,00
Septembre	*Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal	06	18 826,00
Septembre	*Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	06	737,00
Septembre	*EROS - Équipe de recherche opérationnelle en santé	06	25 669,00
Octobre	Sarbakan inc.	03	28 015,00
Octobre	*La fromagerie Copette & Cie inc.	06	4 875,00
Octobre	*Maison des jeunes À ma baie inc.	06	86,00
Octobre	*MICROS-Fidelio Canada ltée	06	30 064,00
Octobre	*Soludoc inc.	06	7 263,00
Octobre	Les aciers J.P. inc.	08	4 583,00
Octobre	Hydro mobile inc.	14	16 285,00
Novembre	St-Denis Thompson inc.	06	31 619,00
Décembre	Cogirès inc.	03	47 822,00
Décembre	9152-2342 Québec inc. (Crèmerie Chureria Radikal Dezzertz)	06	6 574,00
Décembre	9265-1082 Québec inc. (Café Sparta)	06	15 314,00
	TOTAL pour toutes les régions		461 638 \$

* Moins de 50 employés

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 18-** Liste des actions de sensibilisation et d'information ciblées menées par l'OQLF pour l'accueil et les services en français dans les commerces pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Les conseillers ou conseillères en francisation veillent à ce que le français soit la langue normale et habituelle du travail, des communications, du commerce et des affaires dans les entreprises. À ce propos, ils accompagnent les entreprises de moins de 50 employés dans leur démarche de francisation visant l'obtention de leur attestation de conformité. Plus spécifiquement, les conseillers soutiennent les entreprises concernant leurs programmes de subvention et les renseignent sur les produits et les services de l'Office. Les conseillers s'assurent que les mesures de francisation mises en œuvre aient des effets durables et ils travaillent également en étroite collaboration avec les agents de francisation.

Les subventions octroyées par l'Office dans le cadre du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises ont permis de contribuer de façon notable à la réalisation de plusieurs projets de sensibilisation portant sur l'accueil et les services en français dans les commerces, dont :

- La mise en place d'une équipe de quatorze (14) agents de francisation (démarcheurs) au 31 mars 2014. C'est à la suite de l'octroi de subventions à plusieurs associations au cours de l'exercice 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, que ces agents sont sur le terrain et qui agissent comme relayeurs afin de sensibiliser les propriétaires de commerces et d'entreprises à l'importance d'offrir leurs services en français. Ce projet constitue l'une des principales mesures de la Stratégie commune d'intervention pour Montréal.
- Dans le cadre de ce même programme, le portail « *Carrefour francisation* », réalisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, appuie l'équipe des agents de francisation dans leurs démarches quotidiennes. Ce portail rassemble l'information sur les nombreux outils et services de francisation que le gouvernement du Québec propose aux entreprises tels que des cours de français, des modèles de correspondance, des lexiques et des programmes de subvention et visant la francisation des entreprises de moins de 50 employés.
- Les deux campagnes publicitaires menées par le mouvement Impératif français : *Moi, je parle français* et *Moi, je travaille en français*. Ces campagnes sont principalement diffusées à Montréal et en Outaouais.
- La production de capsules linguistiques permettant de sensibiliser les propriétaires immobiliers de faire des affaires en français est une initiative de l'Institut du développement urbain du Québec.
- Le portail sur la francisation dans le milieu culturel a permis à Culture Montréal de développer un lexique terminologique des arts et de la culture afin de sensibiliser la communauté culturelle de Montréal, à l'importance d'accorder au français la place qui lui revient en tant que langue officielle du Québec. Des fiches terminologiques ont été créées notamment dans le domaine des arts médiatiques, le théâtre, la littérature, la musique, l'administration et le financement des arts.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

18- Liste des actions de sensibilisation et d'information ciblées menées par l'OQLF pour l'accueil et les services en français dans les commerces pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

- La création d'un guide *Un service à la clientèle en français S.V.P.* et la publication de capsules linguistiques permettant la promotion du français dans les commerces et les entreprises est une initiative de la Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-De Blainville.
- Le développement d'outils promotionnels, de capsules d'animation vidéo et audio ont permis à la Jeune Chambre de commerce de la Mauricie de sensibiliser les entreprises quant à la bonne utilisation du français et à en valoriser les bienfaits.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 19- Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours afin d'assurer le respect de ces dispositions pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Plusieurs actions ont été réalisées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française, dans le cadre des différents programmes de subvention à l'Office. Ainsi, le Programme de soutien à la francisation pour les centrales syndicales (FTQ, CSN, CSD)¹ a permis de financer plusieurs projets visant l'information et la formation d'un nombre accru de travailleurs de moyennes et de grandes entreprises, et ce, dans la plupart des régions du Québec. Parmi les projets réalisés par les centrales syndicales au cours de l'exercice 2013-2014, il convient de mentionner, à titre d'exemple :

- cinq sessions de formation organisées par la FTQ à l'intention des membres de comités de francisation affiliés à la centrale;
- le maintien d'un onglet dédié exclusivement à la francisation sur le site Web de la CSN;
- l'organisation, par la FTQ, de deux rencontres d'information entre travailleurs d'entreprises ayant obtenu récemment le certificat de francisation, afin de suivre de plus près l'évolution de l'utilisation du français dans ces entreprises;
- la FTQ a organisé seize rencontres de tables sectorielles dans les domaines de l'aérospatiale, les télécommunications, l'hôtellerie, la plasturgie, l'automobile, et la métallurgie;
- la réalisation d'une vidéo par la CSD retraçant l'historique de la Charte de la langue française dans les milieux de travail, cette vidéo a été distribuée à tous les comités de francisation où la centrale est présente.

Certains projets réalisés avec l'aide du Programme de soutien aux associations pour la promotion de la francisation dans les entreprises ont permis, quant à eux, de joindre les entreprises. À titre d'exemples :

- le Portail *Langue du travail*, fréquenté par plus de 40 000 visiteurs par mois et réalisé par la FTQ, constitue un outil interactif de formation et de référence mis à la disposition des membres des comités de francisation et portant sur des questions liées à la francisation des entreprises et à l'utilisation du français dans tous les aspects du travail. D'abord développé pour les travailleurs du secteur de l'aérospatiale, le portail a été modifié pour y ajouter du nouveau contenu. Au cours de l'année 2010-2011, le secteur des télécommunications a été ajouté. Vient ensuite en 2011-2012

¹ Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale des syndicats démocratiques (CSD).

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 19-** Liste des actions menées auprès des travailleurs et de leurs employeurs afin de mieux faire connaître les dispositions de la Charte de la langue française touchant la langue de travail ainsi que les recours afin d'assurer le respect de ces dispositions pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

les secteurs du plastique et des composites, puis le secteur de l'automobile en 2012-2013 ainsi que le secteur de la métallurgie en 2013-2014.

- une équipe de quatorze agents de francisation qui travaillent à sensibiliser plus de 1 500 propriétaires de commerces et d'entreprises sur les dispositions de la Charte ainsi que sur l'offre de services gouvernementale (exemple : cours de français en entreprise) a été mise sur pied grâce à l'octroi de subventions à plusieurs associations. Cette équipe bénéficie du soutien du portail *Carrefour Francisation*, réalisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain dans le cadre de la Stratégie commune;
- Les deux campagnes publicitaires menées en français par le mouvement Impératif français et financées par les programmes de subventions gérés par l'Office : *Moi, je parle français*, et *Moi, je travaille en français*. Ces campagnes sont principalement diffusées à Montréal et en Outaouais.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

20- Détails et coût de la campagne de sensibilisation pour convaincre les entreprises dont la marque de commerce ne comporte aucune inscription en français de se conformer à la Charte de la langue française pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune campagne n'a été menée au cours de l'exercice 2013-2014.

Cependant, en 2011-2012 :

- Une campagne de sensibilisation sur l'affichage des marques de commerce comme noms d'entreprise a été lancée publiquement le dimanche 13 novembre 2011 devant les médias.
- Elle s'est déroulée du 14 novembre au 12 décembre 2011 et du 16 janvier au 13 février 2012.
- Un message télé 30 secondes, un message Web 15 secondes, un îlot sur le site de Canoë et un microsite (respectdelaloi.gouv.qc.ca) composaient la campagne.
- Le coût de la campagne s'est élevé à 611 599 \$ dont 397 121 \$ en placement média.
- Les messages publicitaires et le microsite n'étaient qu'en français.
- L'Office a donné 51 entrevues aux médias.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 21- Liste et copie des contrats octroyés pour l'achat ou le développement de logiciels. Mode d'octroi des contrats (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). Crédits alloués en 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014 :

Description	Montant	Mode d'octroi des contrats
Logiciel HP Teleform Test et développement	5 063 \$	Gré à gré
Logiciel ARGIS poste de travail	1 920 \$	Gré à gré
Logiciel Passware 12.3	86 \$	Gré à gré
Logiciel Microsoft Lync serveur 2013	1 060 \$	Contrat négocié (CSPQ)
Logiciel Microsoft Office Professionel Plus	2 210 \$	Contrat négocié (CSPQ)
Logiciel Adobe Acrobat pro 11	597 \$	Contrat négocié (CSPQ)
Logiciel Vmware Workstation 9	466 \$	Gré à gré
Logiciel Adobe Acrobat pro 11	2 907 \$	Contrat négocié (CSPQ)
Logiciel Ghost solution suite	79 \$	Gré à gré
Logiciel GMG Colorproof 5,5 incluant GMG ProfileEditor	5 935 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 22- Évolution annuelle depuis 2008, du nombre d'employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour l'OQLF.
- a) Office québécois de la langue française
 - i. Ventiler les employés selon le poste occupé

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Les renseignements budgétaires sont inscrits aux Livres des crédits 2013-2014 des ministères et organismes.

- a. Effectif autorisé de l'Office québécois de la langue française ventilé selon le poste occupé au :

Effectif autorisé	Au 31 mars 2014
Cadre	16
Professionnel	179
Technicien et assimilé	46
Personnel de bureau et assimilé	36
TOTAL	277

Étude des crédits 2014-2015

Renseignements particuliers de la 2^e opposition

PROGRAMME 03 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

23 - Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquez le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2012-2013 et 2013-2014. Évolution depuis 2008.

TABLEAU SYNTHÈSE DES SUBVENTIONS
ASSOCIATIONS, TIC ET CENTRALES SYNDICALES 2008-2013

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS						
Nombre de demandes reçues	12	17	22	30	38	31
Nombre de demandes acceptées	11	16	19	26	30	26
Aide financière accordée	515 125 \$	627 250 \$	996 290 \$	1 710 754 \$	1 819 606 \$	1 405 939 \$
PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FRANCISATION PAR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS						
Nombre de demandes reçues	30	42	60	50	61	90
Nombre de demandes acceptées	24	33	34	39	60	23
Aide financière accordée	401 935 \$	637 802 \$	681 358 \$	1 047 818 \$	1 060 616 \$	461 638 \$
PROGRAMME DES CENTRALES SYNDICALES						
CENTRALES SYNDICALES DÉMOCRATIQUES (CSD)	71 250 \$	71 250 \$	71 250 \$	71 250 \$	71 250 \$	53 440 \$
CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	118 750 \$	118 750 \$	118 750 \$	118 750 \$	118 750 \$	89 060 \$
FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)	285 000 \$	285 000 \$	285 000 \$	285 000 \$	285 000 \$	213 750 \$
TOTAL	475 000 \$	475 000 \$	475 000 \$	475 000 \$	475 000 \$	356 250 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

24- Pour chaque demande d'aide financière concernant la langue française acceptée en 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) Le nom du demandeur et/ou du projet;
- b) Secteur d'intervention;
- c) Objectifs visés par la demande d'aide;
- d) Aide financière octroyée.

ooo—000—ooo—000—ooo

Programme de soutien aux associations pour la francisation des entreprises - Année 2013-2014

	Nom du demandeur	Objectifs visés	Aide financière octroyée
1	*Association du commerce et des restaurants chinois du Québec du Canada (Restauration)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	47 200,00 \$
2	Association du commerce et des restaurants chinois du Québec du Canada (Restauration)	Poursuivre la création d'un lexique français-mandarin disponible sur le Web.	99 085,00 \$
3	*Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (Immigration)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	36 900,00 \$
4	*Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal (Immigration)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	37 500,00 \$
5	*Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent-Mont-Royal (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	41 250,00 \$
6	Chambre de commerce gaie du Québec (Industrie et commerce)	Création d'un lexique et vocabulaire portant sur les enjeux LGBT en milieu de travail.	54 487,00 \$
7	*Culture Montréal (Arts et lettres)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	73 275,00 \$
8	Impératif français (Promotion du français)	Mener les deux campagnes promotionnelles <i>Moi, je parle français</i> et <i>Travaillons en français</i> .	75 000,00 \$
9	*FormaPlus (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	26 250,00 \$
10	Chambre de commerce du Grand Sainte-Agathe (Industrie et commerce)	Promouvoir les mérites du français en créant une nouvelle catégorie et de nouveaux prix remis lors du Gala Méritas 2013.	10 000,00 \$
11	*Centre d'intégration multi-services de l'Ouest de l'Île (Enseignement)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	75 000,00 \$
12	*Chambre de commerce de l'Est de Montréal (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	75 000,00 \$

	Nom du demandeur	Objectifs visés	Aide financière octroyée
13	*Société de développement commercial du Vieux-Montréal (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	75 000,00 \$
14	*Chambre de commerce et d'industrie de Laval (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	68 824,00 \$
15	*Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	70 465,00 \$
16	Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie (Promotion du français)	Organiser une campagne de relations publiques pour la promotion du français.	75 000,00 \$
17	*Chambre de commerce gaie du Québec (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	74 104,00 \$
18	*Culture Montréal (Arts et lettres)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	70 050,00 \$
19	La fédération des chambres de commerce de la province de Québec (Industrie et commerce)	Promouvoir les mérites du français par la remise d'un prix remis lors du Gala des mercuriades.	26 250,00 \$
20	Université Concordia (Formation)	Faire connaître aux étudiants, employés et professeurs de l'université les ressources de langue française disponibles sur le campus et remise de bourses d'études pour l'apprentissage du français.	75 000,00 \$
21	Association Québec-France (Promotion du français)	Sensibiliser les citoyens à l'importance de la qualité de la langue française.	32 047,00 \$
22	Centre des arts populaires de Nicolet (Promotion du français)	Sensibiliser les citoyens à l'importance de la qualité de la langue française.	30 000,00 \$
23	*Centre des gens d'affaires des communautés culturelles du Grand Montréal (Immigration)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	36 771,00 \$
24	Culture Montréal (Arts et lettres)	Poursuivre la réalisation du portail <i>Les arts de la scène</i> .	26 725,00 \$
25	*FormaPlus (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	19 756,00 \$
26	*La Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud (Industrie et commerce)	Inciter les entreprises à se franciser et à bénéficier des programmes gouvernementaux.	75 000,00 \$
	Total :		1 405 939 \$

**Programme de soutien à la francisation
par les technologies de l'information et des communications
Année 2013-2014**

	Nom du demandeur	Secteur d'intervention	Objectif de la demande	Aide financière octroyée
1	Système Huntingdon inc.	Industries et commerces divers	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes	16 140,00
2	*L'Auberge du Dragon rouge inc.	Restaurants avec permis d'alcool	Remplacement des logiciels non conformes	4 068,00
3	Équipement Comairco ltée	Industries et commerces divers	Remplacement des logiciels non conformes	50 000,00
4	*6484654 Canada inc. (Centre éducatif Alexandrie)	Bibliothèque	Correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	765,00
5	Chambre de commerce Montréal métropolitain	Associations commerciales	Remplacement des logiciels non conformes	2 419,00
6	Hatley - P'tite maison bleue inc.	Industries et commerces divers	Remplacement des logiciels, des serveurs et des claviers non conformes et traduction du site Web	50 000,00
7	HD Supply Canada inc.	Aménagement et habitat	Traduction de la base de données	50 000,00
8	*Sécurité Scantronic Canada inc.	Vente et fourniture d'équipements de sécurité	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes, traduction du site Web et correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	50 000,00
9	*7556632 Canada inc (Boulangerie Monsieur Spicée)	Boulangerie	Correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	514,00
10	*Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal	Organisations civiques et amicales	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes	18 826,00
11	*Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	Organisations civiques et amicales	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes	737,00
12	*EROS - Équipe de recherche opérationnelle en santé	Cabinet d'infirmiers – Services d'informatique en soins infirmiers	Remplacement des logiciels, des claviers et des serveurs non conformes	25 669,00
13	Sarbakan inc.	Autres services de télécommunications	Remplacement des logiciels, des claviers et des serveurs non conformes	28 015,00
14	*La fromagerie Copette & Cie inc.	Autres magasins d'alimentation spécialisés	Remplacement des logiciels non conformes	4 875,00

	Nom du demandeur	Secteur d'intervention	Objectif de la demande	Aide financière octroyée
15	*Maison des jeunes À ma baie inc.	Organisations civiques et amicales	Remplacement des claviers non conformes	86,00
16	*MICROS-Fidelio Canada ltée	Autres services	Remplacement des logiciels et des claviers non conformes et traduction du site Web	30 064,00
17	*Soludoc inc.	Autres industries de produits manufacturés	Remplacement des logiciels et du serveur non conformes	7 263,00
18	Les aciers J.P. inc.	Commerce de gros de formes primaires et profilés de charpente en fer et en acier	Remplacement des logiciels non conformes	4 583,00
19	Hydro mobile inc.	Autres industries de la machinerie et de l'équipement	Remplacement des logiciels et des serveurs non conformes	16 285,00
20	St-Denis Thompson inc.	Autres travaux spécialisés, entrepreneur général en construction (commercial et résidentiel)	Remplacement des logiciels et des serveurs non conformes	31 619,00
21	Cogirès inc.	Hôtels et auberges	Remplacement des logiciels et des serveurs non conformes	47 822,00
22	9152-2342 Québec inc. (Crèmerie Chureria Radikal Dezzertz)	Hébergement, restauration et loisirs	Correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	6 574,00
23	9265-1082 Québec inc. (Café Sparta)	Tavernes, bars et boîtes de nuit	Correction permanente de l'affichage public du nom d'entreprise	15 314,00
	Total :			461 638 \$

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

25- Nombre d'entreprises inscrites auprès de l'OQLF au 31 décembre 2013. Nombre d'entreprises qui détiennent un certificat de francisation. Ventilation des entreprises selon la taille.

ooo—000—ooo—000—ooo

Au 31 mars 2014, 6334 entreprises étaient inscrites à l'Office et 5464 d'entre elles détenaient un certificat de francisation.

Références à la législation :
Le chapitre V de la Charte de la langue française portant sur la francisation des entreprises, art. 135 et suivants.

L'inscription des entreprises auprès de l'Office vise à généraliser l'utilisation du français, à tous les niveaux, dans leurs activités au Québec afin d'obtenir un certificat de francisation.

Statistiques :
La répartition des entreprises inscrites à l'Office au 31 mars 2014 est la suivante :

Ventilation des entreprises selon leur taille

Tranche d'employés	N ^{bre} d'entreprises inscrites	N ^{bre} d'entreprises certifiées
Moins de 100	3965	3431
100 et +	2369	2033
Total	6334	5464

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

26- Dépenses engendrées jusqu'à maintenant par l'OQLF dans les démarches juridiques contre les six multinationales qui contestent le pouvoir de l'OQLF de les contraindre à franciser leur marque de commerce.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'OQLF n'a engendré aucune dépense jusqu'à maintenant dans ce dossier.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

22 Évolution annuelle depuis 2008, du nombre d'employés, de la masse salariale et des budgets de fonctionnement pour le CSLF.

b) Conseil supérieur de la langue française

i. Ventiler les employés selon le poste occupé

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2013-2014

Les renseignements budgétaires sont inscrits aux Livres des crédits 2013-2014 des ministères et organismes.

a. Effectif autorisé du Conseil supérieur de la langue française ventilé selon le poste occupé au :

Effectif autorisé	Au 31 mars 2014
Hors cadre et cadre	2
Professionnels	10
Fonctionnaires	4
TOTAL	16

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

23 Pour chaque programme d'aide financière (fonctionnement, projets, immobilisations), indiquez le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes acceptées et les montants totaux octroyés en 2012-2013 et 2013-2014. Évolution depuis 2008.

c) Conseil supérieur de la langue française

ooo—000—ooo—000—ooo

Années	Prix littéraire Émile-Ollivier	Prix Jules- Fournier (journalisme)	Prix Raymond- Charette (journalisme)	Bourse AIEQ* CEETUM**	Total
2008-2009	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	-	15 000 \$
2009-2010	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	-	15 000 \$
2010-2011	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	-	15 000 \$
2011-2012	5 000 \$	2 000 \$	2 000 \$	7 500 \$	16 500 \$
2012-2013	5 000 \$	2 000 \$	2 000 \$	7 500 \$	16 500 \$
2013-2014	5 000 \$	2 000 \$	2 000 \$	7 500 \$	16 500 \$

* Association internationale des études québécoises

** Centre d'études ethniques des universités montréalaises

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

27 Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

Travaux en cours au 31 mars 2014

La langue du travail dans le secteur public : portrait statistique

Recherche entreprise en mars 2012 à partir des données des recensements de 2001 et 2006. La publication de l'étude, qui avait été prévue pour l'exercice financier 2012-2013, a été reportée d'abord pour prioriser l'avis *Redynamiser la politique linguistique du Québec*, sollicité par la ministre et paru en mars 2013, puis pour tenir compte des données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 sur la langue du travail (disponibles à l'été 2013). Le dépôt du rapport final est prévu pour le début de l'été 2014.

Conscience linguistique et usage du français (CLUF), 2^e fascicule – L'usage du français et de l'anglais par les Québécois dans les interactions publiques

Faisant suite à l'étude *Importance et priorité du français pour la population québécoise : une étude exploratoire*, publiée en juin 2012, ce 2^e fascicule de l'enquête CLUF examine l'usage des langues dans diverses situations de communication publique, le lien entre l'importance perçue des langues, l'accord avec la priorité du français et les usages linguistiques. Le dépôt du rapport final est attendu à la fin de l'été 2014.

L'usage des langues et la place du français dans le domaine du transport aérien au Québec : étude exploratoire

Étude débutée en mai 2011 et effectuée à la demande du ministère des Transports du Québec (MTQ). Une version préliminaire du rapport (version de travail) a été produite et transmise au MTQ en juin 2013. La publication de la synthèse de cette étude a ensuite été différée, principalement pour tenir compte des données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 (disponibles à l'été 2013). Dernièrement, l'étude a été soumise à un juriste, spécialiste du domaine du transport aérien, afin de valider certaines informations. Le dépôt du rapport final est prévu pour l'automne 2014.

Le sens des usages linguistiques et la valeur de l'anglais et du français dans la communication publique : étude qualitative auprès de jeunes francophones et bilingues de Montréal

Recherche conduite pour le CSLF par Patricia Lamarre, professeure agrégée au Département de didactique de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. Le dépôt d'une version préliminaire du rapport de recherche était prévu pour la fin de l'été 2013. Il a été reporté par l'équipe universitaire à une date ultérieure, tout comme le dépôt du rapport final, maintenant prévu au début de l'année 2015.

La socialisation langagière comme processus dynamique : suivi d'une cohorte de jeunes multilingues intégrant le marché du travail

Recherche conduite pour le CSLF par Patricia Lamarre, professeure agrégée au Département de didactique de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. La collecte de données de cette recherche s'est déroulée au cours de

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

27 Liste et copie des études, recherches et avis effectués par ou pour le Conseil en 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

l'année 2012. L'analyse des transcriptions des données a été complétée, permettant ainsi de dégager une vue d'ensemble des informations recueillies. Par la suite, une analyse comparative a été menée pour détecter les changements dans la vie de ces jeunes multilingues par rapport aux données récoltées trois ans plus tôt. Cette étape a également été complétée.

Le dépôt du rapport final, initialement prévu pour 2013-2014, a été reporté par l'équipe universitaire à l'exercice 2014-2015.

Exploration du corpus Textto4Science

Recherche conduite pour le CSLF par Patrick Drouin, professeur agrégé au Département de linguistique et de traduction de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal. Cette recherche a été entreprise en mars 2012. Le rapport final était initialement attendu à la fin de l'exercice financier 2013-2014, mais il a dû être reporté par le chercheur à l'exercice 2014-2015.

La réalité linguistique des entreprises de haute technologie de la région de Québec : une étude exploratoire [Titre provisoire]

Recherche entreprise à l'automne 2013 avec la collaboration de l'OQLF pour ce qui est de la sélection des entreprises qui font l'objet de l'étude. La rédaction d'une version préliminaire du rapport devrait être complétée à la fin de l'exercice financier 2014-2015.

La qualité de la langue dans les médias écrits québécois

Recherche conduite pour le CSLF par Éric Kavanagh et Isabelle Paré, professeurs à l'Université Laval. Cette recherche a été entreprise à l'automne 2013. Le dépôt d'une version préliminaire est prévu pour l'automne 2014.

L'exemplarité de l'administration publique québécoise en matière de qualité de la langue française dans les médias sociaux [Titre provisoire]

Recherche entreprise à la fin de l'automne 2013. La rédaction d'une version préliminaire du rapport devrait être complétée au cours de l'année 2014-2015.

Prévisions pour 2014-2015

- Les travaux de recherche en cours au 31 mars 2014 se poursuivront en 2014-2015.
- D'autres études pourront s'ajouter à la programmation de recherche en cours d'année.

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

28 Budgets alloués à la recherche par ou pour le Conseil en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014. Prévisions pour 2014-2015.

000—000—000—000—000

Exercice	Rémunération	Fonctionnement	Total
2010-2011	254,2	194,8	449,0
2011-2012	300,1	177,7	477,8
2012-2013	325,0	105,0	430,0
2013-2014	432,7	131,1	563,8

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

29 Composition des membres du Conseil en précisant la date de nomination de chaque personne ainsi que la durée du mandat pour chacune d'elles.

000—000—000—000—000

MEMBRES	DATE DE NOMINATION	DUREE DU MANDAT	FIN DE MANDAT	DATE DE DEPART / MOTIF
Vézina, Robert (président)	2011-12-14	5 ans	2016-12-13	2014-02-07 Nomination à l'OQLF
Lachance, Monique (présidente par intérim)	2014-02-10	—	—	
Archibald, James (remplace Sylvia Martin-Laforge)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Azdouz, Rachida (remplace Jocelyn Létourneau)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Blais, Diane	2009-04-29	5 ans	2014-04-28	
Campanile, Delfino	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	
	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Chan, Winston	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Joly, Mélanie	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Létourneau, Jocelyn	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Marois, Guillaume (remplace Winston Chan)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Martin-Laforge, Sylvia	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	2013-07-09
Pagé, Lorraine	2002-10-02	5 ans	2007-10-01	
	2008-01-31	5 ans	2013-01-30	
	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	
Poirier, Éric (remplace Mélanie Joly)	2013-07-10	5 ans	2018-07-09	

Étude des crédits 2014-2015

Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition.

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

30 Liste de tous les avis demandés par le/la ministre de la Culture et des Communications depuis 2005-2006.

000—000—000—000—000

❖ 2006 : Demande d'avis sur le français et les jeunes.

❖ 2012 : Demande d'avis sur la refonte de la Charte de la langue française.

